

LA DÉCADENCE DES KABU-NAKAMA

(CORPORATIONS DE MARCHANDS)

DU TEMPS DES TOKUGAWA ET LA RÉVOLUTION DE MEIJI¹

Dans le Japon du Moyen Age, à l'époque des shōgun de Kamakura et des Ashikaga, les commerçants et les artisans avaient formé des espèces d'associations nommées « Za », correspondant à ce qu'on appelle en Europe des guildes ; mais, à la fin du Moyen Age, deux puissants seigneurs, Nobunaga et Hideyoshi, réorganisèrent la société féodale, affranchirent des « za » et consentirent à la liberté du commerce et des affaires. C'est cette politique qui fut suivie jusqu'au début de l'époque des Tokugawa. A son tour, le gouvernement shōgunal des Tokugawa fit sien le principe du « rakuichi-rakuza » (affranchissement des « za ») ; mais ensuite, sous la pression de nécessités commerciales et administratives, il modifia finalement cette politique et rétablit son contrôle sur les corporations en question.

Le système Kabunakama finit par s'étendre à toutes sortes de commerces et industries. Personne, en dehors de ces groupements, n'était autorisé à exercer la même activité. Chez les commerçants et les artisans, les apprentis ne pouvaient passer à l'état de compagnons qu'au bout d'un certain délai. On ne pouvait se livrer au commerce qu'après avoir été accepté dans ce groupe et avoir obtenu une autorisation officielle. En résumé, on peut définir ces Kabunakama en disant que c'étaient des corporations autorisées par le Shōgun ou le Daimyō, auxquels elles étaient tenues de verser chaque année une certaine redevance. Elles recevaient alors le « Kabu », c'est-à-dire la licence de commerce : telle est l'origine étymologique du terme « Kabu-Nakama ». Quand ces corporations n'avaient pas reçu le Kabu du Shōgun ou du Daimyō, elles n'avaient droit qu'à l'appellation de « Nakama ». On

1. [Note de la Rédaction. — Les pages qui suivent sont le résumé d'un ouvrage publié en japonais par M. Miyamoto, professeur à l'Université d'Osaka.]

peut donc distinguer « Kabu-Nakama » et « Nakama », qui correspondent respectivement à ce qu'étaient en France les « jurandes » et les « non-jurandes ». Jamais pourtant ces corporations ne furent aussi nombreuses et aussi florissantes qu'en Europe.

I

Le régime de la corporation privilégiée fut très bienfaisant pendant la première phase de son développement. D'abord au point de vue de la production, les techniques de production furent transmises, contrôlées et perfectionnées ; l'apport du capital fut facilité et l'industrie, protégée et encouragée, prospéra. Le système corporatif favorisa également la circulation des marchandises et contribua à perfectionner l'organisation de l'économie nationale. La corporation privilégiée rendit également service au consommateur : elle maintint les prix à un niveau raisonnable, s'efforça de maintenir la bonne qualité et le bon marché, unifia les poids et mesures, institua le contrôle des marchandises, interdit les transactions illicites, etc. C'est le régime de la corporation privilégiée qui rendit possible l'instauration de règlements commerciaux et le bon fonctionnement du marché à terme, du change et de la circulation fiduciaire. Les opérations qui caractérisaient le commerce d'Osaka n'ont été rendues possibles que grâce à l'existence des corporations privilégiées.

Cependant, dès l'ère Temmei (1781-1788), la corporation privilégiée commençait déjà à devenir une entrave : l'organisation commerciale était presque aussi rigide et aussi minutieusement réglée que la hiérarchie féodale, et ses statuts et privilèges étaient si jalousement gardés que la libre concurrence était presque inconnue. Les membres de la corporation privilégiée furent gênés dans leurs propres affaires et les corporations s'affaiblirent les unes après les autres. Les producteurs et les distributeurs furent entravés dans leur commerce par la corporation et les consommateurs pâtirent de la hausse des prix. Les intérêts de la corporation et ceux du gouvernement devinrent incompatibles. Il est exact que l'accumulation du capital primitif commercial et financier fut accélérée par les corps de métiers. Par exemple, les marchands en gros profitaient non seulement du bénéfice commercial, mais aussi de l'intérêt du capital. Ils payaient d'avance au producteur, qui s'engageait à leur livrer ses produits. De tels achats leur permettaient des bénéfices importants, car ils jouaient sur la fluctuation des prix. Mais les commerçants, malgré leur prépondérance économique,

couraient le risque d'être esorqués par les producteurs ou de n'être pas payés.

C'est pour éviter de tels risques et pour s'assurer contre les dommages possibles qu'on eut recours au système des « Kabu-Nakama », système qui devint cependant une entrave et entama sa décadence quand le capital commercial atteignit son plus haut point.

L'ébranlement des privilèges des Kabu-Nakama devait évidemment entraîner la décomposition du système de la circulation des marchandises. A l'époque des Tokugawa, l'organisation de la circulation des denrées avait été instituée tout d'abord dans le cadre de l'économie territoriale, mais elle s'étendit peu à peu à l'ensemble du Japon. Au moment du passage de l'économie territoriale à l'économie nationale apparurent nombre de produits spécifiquement locaux. Par conséquent, on vit s'établir à Osaka et à Edo des marchés centraux, et les Kabu-Nakama d'Osaka et d'Edo commencèrent à fonctionner sur la base des marchés centraux. C'est alors que beaucoup de contradictions naquirent dans ces enceintes mêmes.

Bien que la corporation des métiers favorisât peut-être la stabilisation du commerce, son exclusivisme ne permettait aucune émulation et elle entravait le libre essor du capital commercial. Quant aux troubles apportés dans la circulation des denrées, je choisirai des exemples représentatifs du commerce de cette époque.

II

Les marchandises qu'Osaka faisait parvenir à Edo provenaient soit de son voisinage, soit des régions de Chugoku, de Saigoku (Kyûshyû et Shikoku) ou de Hokuriku. L'huile végétale (de colza) était soit achetée en province, soit fabriquée dans les huileries d'Osaka, mais à partir de matières premières achetées en province et amenées à Osaka.

Voici quelques chiffres se rapportant aux quantités de marchandises que les différentes régions du Japon envoyèrent à Osaka et qui furent réexportées durant la quatrième année de Shotoku (1714).

Les marchandises envoyées à Osaka étaient de 119 espèces et d'une valeur globale de 286.000 « kan » d'argent (1 kan = 100 momme ; 60 momme = 1 ryô d'or). Quant aux six marchandises suivantes, riz, colza, sardines séchées, coton blanc, papier et fer, leur valeur dépassait 10.000 kan. Les marchandises qu'Osaka exportait en province étaient de 91 espèces et avaient une valeur de 95.000 kan d'argent. L'huile de colza à elle seule comptait pour plus de 10.000 kan. Deux magis-

trats d'Edo, Ooka Echizen No Kami et Suwamino No Kami ordonnèrent au magistrat d'Osaka de publier le chiffre d'affaires depuis la huitième année de Kyôhō (1723), pour les marchandises suivantes : riz, miso (pâte de blé et de haricots fermentés), charbon de bois, bois de chauffage, sôyû (sauce japonaise), sel, huile de poisson, coton et ouate. Selon les chiffres de la première année de Gembun (1736 et suivantes), 122 espèces de marchandises (100.000 kan) furent livrées à Osaka. On voit donc qu'Osaka importait de grandes quantités de marchandises et les réexportait dans diverses régions ; Osaka était vraiment le régulateur des prix du marché. Les marchands prêtaient de l'argent à leurs clients, et, après l'avoir contre-balancé par les marchandises envoyées, prêtaient encore de l'argent pour les marchandises à venir. Les capitaines des navires qui apportaient à Osaka les marchandises de province achetaient dans cette ville les marchandises réclamées par leurs provinces et les y transportaient.

Ainsi la ville se caractérisait par l'abondance des articles, par la stabilité des prix et par la prospérité. Pendant l'ère de Temmei (1781-1788) naquit à Osaka l'association des vingt-quatre corporations en vue du commerce avec Edo, groupe correspondant à l'association des dix corporations d'Edo. Mais, dans le commerce entre les deux villes, Osaka occupait de plus en plus la place de prêteur, et le montant des sommes dues par la ville d'Edo s'élevait à 164.000 ryô depuis le début de l'ère de Bunka (1804) jusqu'à la treizième année de celle de Tempô (1842). Conséquence naturelle de tant d'arrérages, la quantité de marchandises envoyées à Edo se mit à décroître. De plus, les marchands d'Osaka, faute d'argent comptant, furent dans l'obligation d'interrompre l'envoi de marchandises vers Edo. Craignant un long retard dans le paiement, ils limitaient eux-mêmes leur commerce et retardaient l'envoi des marchandises réclamées par Edo. Ainsi, la quantité de marchandises embarquées à Osaka diminuait et le manque d'articles s'aggravait à Edo, par suite de la hausse continue des prix.

De plus, le courant de marchandises vers Osaka se mit à décroître, si bien que les commerçants d'Osaka qui avaient accepté jusqu'alors de faire crédit commencèrent à accaparer les marchandises.

III

Si ces marchands d'Osaka présument le manque de marchandises et spéculent sur l'augmentation des prix, ils mettent de côté leurs marchandises et ne les vendent plus. De plus, sans attendre l'arrivée des

bateaux à Osaka, ils vont sur les bords de la mer intérieure de Seto et achètent aux enchères (Serigai). Pendant le « Funama » (intervalle de temps entre l'arrivée de deux bateaux), ils profitent de la pénurie provisoire de marchandises pour faire monter les prix. Il en résulte que les capitaines de navires font des escales sur leur route vers Osaka et vendent leur cargaison soit à Akagamaseki, soit aux ports de la mer de Seto. Certains bateaux se rendaient à Hyogo (bateaux de Hyogo-Mawashi), certains autres, une fois arrivés à Osaka, attendaient la hausse des prix pour vendre leur cargaison, ou vendaient à d'autres marchands qu'à ceux qui leur avaient avancé de l'argent pour effectuer leurs achats. Pour mettre un terme à ces transactions illicites, les corporations Kabunakama se surveillaient mutuellement, mais les choses ne marchaient pas comme elles le voulaient. On voit comment diminuait la quantité de marchandises importées par Osaka.

On pratiquait beaucoup le Tsugoshi (par exemple, l'envoi direct des marchandises à Kyôto sans passer par Osaka ou Hyôgô). A Edo également, on pratiquait ouvertement l'Uchikoshi-Ni-Motsu (par exemple, les marchandises étaient envoyées directement sans passer par Edo), ou le Hikigatari (action consistant à vendre des denrées sans passer par l'intermédiaire des grossistes). Quant aux navires qui vendaient en chemin le riz qu'ils transportaient, tels, par exemple, les bateaux de la mer intérieure de Bishu, qui achetaient le riz et le sel à Osaka, Sakai et Hyogo et les revendaient dans différentes régions, ils faisaient escale dans les ports de la mer intérieure de Seto et achetaient les marchandises destinées à Osaka avec l'argent avancé par les patrons. C'est ainsi que les marchandises destinées à Osaka étaient envoyées dans d'autres régions.

C'est ainsi que les privilèges des corporations commerciales d'Osaka étaient ébranlés et s'affaiblissaient. Un nouveau phénomène était apparu à la fin de l'époque d'Edo : la suprématie des tissages de province, Tango, Kiryu, Ashikaga et Nagahama, sur le tissage de Nishigin, qui représentait l'industrie urbaine. Ces produits d'usage courant obtenaient plus de contact avec les marchés d'Osaka ou d'Edo. On voit comment tout le système se dérègle et comment la distribution devient de plus en plus imparfaite.

On peut en dire autant du domaine féodal : augmentation du nombre des marchands appartenant à d'autres domaines, apparition de boutiques dans les campagnes et aussi diffusion de l'économie monétaire dans les régions rurales. Les marchands en gros et les patrons des filatures campagnardes et provinciales opèrent comme « outsiders » contre

les marchands en gros, les tisserands et les patrons des filatures urbaines protégées par le système de guildes. Tant que ces « outsiders » sont relativement faibles, ils peuvent être neutralisés par la coopération des corporations de Kabu, mais, une fois qu'ils possèdent une certaine puissance, les Kabunakama sont bien obligées de reconnaître tacitement leur existence. De plus, le progrès des industries rurales et des monopoles des Daimyô était la cause principale des troubles dont souffrait le système de distribution.

Les seigneurs féodaux étaient extrêmement avides de profit commercial et augmentaient le nombre des « Kuramono ». A l'époque des Tokugawa, il existait deux sortes de marchandises : l'une, appelée Kuramono, était fournie par le Daimyô : il en était ainsi pour le riz, le blé. Comme redevance, le papier, le sel, le « Ro », produits achetés par les Daimyô aux paysans qu'ils monopolisaient. Les autres sortes de marchandises sont appelées « Nayamono », qui sont des marchandises en vente libre. A l'époque des Tokugawa, l'offre des Kuramono devenait de plus en plus importante, mais, par suite de la monopolisation des Daimyô, la hausse des prix s'accélérait. C'était d'autant plus embarrassant que les pouvoirs féodaux voulaient aussi prélever leur part de bénéfices.

La question du débouché des marchandises monopolisées était, elle aussi, une cause de perturbation dans le système de distribution déjà établi. D'une façon générale, les clans féodaux, pour écouler leurs marchandises, évitaient Osaka et vendaient surtout à Edo. La raison en est que les clans voulaient détourner à leur profit les bénéfices réalisés par les marchands d'Osaka, et c'était la cause des perturbations apportées au système de distribution concentré jusqu'alors dans cette ville.

Les monopoles des clans causaient la hausse des prix du marché d'Osaka ; le prix de l'indigo, par exemple, était devenu deux fois et demie plus élevé, malgré l'augmentation de la quantité débarquée, parce que le clan Tokushima avait fait passer ce produit dans la classe des marchandises « Kuramono ».

Les troubles du système de distribution influent naturellement sur les différents domaines sociaux. Comment provoquer l'abondance des marchandises ? Comment faire baisser les prix ? Voilà les problèmes dont se préoccupaient les gouvernants.

La réforme de Tempo (1842), mise sur pied par Mizuno Tadakuni, était, en un sens, l'expression de l'intérêt que le gouvernement portait à ces problèmes. Cette réforme proposait d'interdire définitivement le système des corporations à partir des agents de transports de Hishi-

gaki. Son auteur était convaincu que la corporation (Kabunakama) était la cause de la hausse des prix, et il semble qu'il ait pensé au contrôle général en excluant les corporations. Mais il ne suffisait pas de supprimer les corporations (Kabunakama) et, le 29 octobre 1842 (le 15 novembre à Osaka), il fut interdit de convertir des marchandises en Kuramono et interdit également leur dépôt et leur achat monopolisés parmi les seigneurs féodaux des provinces de Kinki, Chugoku, Kyushyu et Shikoku. On peut, cependant, mettre en doute la valeur pratique d'une telle interdiction, quand on pense à la puissance dont disposait alors le gouvernement d'Edo. En tout cas, le sort des corporations à la dernière époque du gouvernement d'Edo, leur ébranlement, leur suppression et leur rétablissement, ces problèmes constituent autant de critères de l'écroulement de l'ancien régime. La corporation, qui avait été un système utile et efficace à l'époque de sa naissance et de son développement, devenait de moins en moins efficace et, à la dernière époque d'Edo, donnait des signes de décadence et d'écroulement. Les corporations rendaient alors les accords plus sévères, les conditions de participation plus lourdes, et restreignaient le nombre de leurs membres. Elles s'appliquaient à contrôler le marché à leur guise : hausse immédiate des prix en cas de catastrophe nationale, accaparement des marchandises lorsque les dépôts étaient insuffisants, et elles allaient jusqu'à provoquer la hausse en retenant les bateaux en mer et en faisant le vide sur le marché. Ce genre d'agissements attira bientôt l'attention des gens qui s'occupaient d'économie politique et qui attirèrent l'attention sur les maux apportés par les corporations. Un homme comme Dazai Shundai, par exemple, a déploré dans son *Keizai-Roku* (1729) l'existence de la corporation des marchands et a écrit dans son *Sango* (1749) :

« C'est le système de la corporation qui permet aux marchands d'usurper à leur gré le profit. » Dans l'ouvrage intitulé *Getaya Jimbe Kakiage* (1781), on peut lire ce qui suit : « Les marchands qui se nomment Nakama fixent les prix en rendant des tributs au gouvernement. Ils peuvent, par conséquent, faire varier les prix à leur guise et vendent très cher des marchandises qu'ils ont achetées bon marché. » Nakai Chikuzan a attribué à l'existence des corporations une des causes de la hausse des prix (*Sôbo-Kigen*, 1789), et l'auteur du *Matsuya-Hikki* a déploré les malaises sociaux provoqués par les corporations (Kabu). Yamagata Kôemon a parlé du « remerciement en espèces » et a écrit : « Tous ceux qui payent ce remerciement en exagèrent l'utilité publique et s'attribuent le nom de « Kabu ». Ils accaparent les profits

du marché et, si quelqu'un fait du commerce en dehors, ils le dénoncent au gouvernement et, avec l'aide de celui-ci, le suppriment. Personne ne peut leur tenir tête, puisque même le gouvernement les y autorise et les maintient dans leur prestige. Sato Shinen, lui aussi, attribue la hausse des prix aux activités des corporations (*Bukka-Yoron*, 1838). Toutes ces opinions nous confirment dans l'idée que toutes les corporations se livraient à la monopolisation et à la défense de leurs profits, transformant ainsi le monopole négatif en monopole positif. Les troubles sociaux provoqués par cette transformation avaient déjà été plus ou moins reconnus par les gouvernements qui semblent avoir cherché à y porter remède.

En septembre 1783, le maire d'Osaka fit publier l'ordre suivant : « Alors que les corporations sont tenues d'offrir des remerciements en espèces après chaque transaction commerciale régulière, il y en a, dit-on, qui provoquent la hausse des prix en ajoutant le montant de ces remerciements au prix des marchandises, et il y a aussi celles qui font monter les prix par un accord mutuel de leurs membres en profitant de l'incapacité des non-membres à faire le même trafic, et qui, si l'un de leurs membres vend meilleur marché, le menacent d'exclusion. Ce sont là des délits graves, et si, à partir d'aujourd'hui, on découvre une corporation qui s'en rend coupable, elle sera sévèrement punie. » En vertu de cet ordre, les mauvaises corporations commencèrent à disparaître et, en décembre 1787, furent abolies les corporations du riz, de la mercerie, du charbon, etc. Tels sont les aspects du Kabunakama immédiatement avant la réforme de Tempo. On discute beaucoup sur les maux causés par les monopoles, et les gouverneurs pensent que ce sont eux seuls qui sont la cause de la hausse des prix. C'est pourquoi la réforme de Tempo va abolir les corporations.

IV

Le 13 décembre 1841, le gouvernement d'Edo convoqua les délégués de l'association des dix corporations de cette ville, suspendit leur Kabu et les exempta du remerciement d'un montant de 10.200 Ryô. Si le gouvernement avait décidé de commencer par cette association, c'est que l'association des vingt-quatre corporations d'Osaka avait toujours un compte en suspens vis-à-vis de l'association d'Edo ; le retard des paiements obligeait les marchands d'Osaka à cesser l'envoi de marchandises vers Edo, et par suite provoquait la hausse des prix dans cette ville. On voit que l'ordre gouvernemental concerne surtout les

intérêts d'Edo. En tout cas, il interdit non seulement à l'Agent de transport d'Hishigaki de pratiquer le commerce, mais il fait défense à tous les commerçants de porter désormais les titres de Tonya « marchand en gros », Nakama « corporation », Kumiai « association », etc., en disant : « Tout le monde peut acheter ou vendre librement n'importe quelle marchandise de n'importe quelle province », et il insiste sur le fait que le commerce est devenu très libre. Un ordre de même nature fut publié le 23 à Osaka et, le 13 mars 1842, après trois mois de retard, à Kyôto. Mais, comme la seconde moitié de cet ordre n'était pas exécutée, car on pensait fréquemment qu'elle ne concernait que l'association des dix corporations, le gouvernement publia une affiche qui complétait l'ordre. Cette affiche se composait des quatre points suivants :

« 1. — Nous avons prohibé l'année dernière les titres de Tonya (marchand en gros), Kumiai (association) ou Nakama (corporation), mais nous avons donné l'autorisation aux marchands en gros (Tonya) de continuer à exercer leur commerce. C'est pourquoi il s'est trouvé des gens pour penser que les Kumiai ou les Nakama n'étaient pas interdits, puisqu'il subsistait des Tonya. Nous prohibons désormais le titre de Tonya, et aucun marchand n'est plus autorisé à s'appeler de ce nom. Les marchands sont tenus de pratiquer non seulement la vente en gros, mais aussi la vente au détail et, en cas de pénurie de marchandises, il leur est interdit de cesser la vente au détail alors qu'ils peuvent interrompre la vente en gros. De plus, les prix du détail ne doivent jamais être supérieurs à ceux de la vente en gros.

« 2. — L'ordre de l'affranchissement s'applique à tous les marchands, même à ceux n'appartenant pas à l'association des dix corporations, et il n'est permis à aucun Kabu de porter les noms de Tonya, Nakama, Kumiai, etc. Nous les exemptons non seulement du remerciement en espèces, mais aussi du remerciement en nature, des corvées, du service de dragage et du service d'urgence.

« 3. — L'achat des marchandises par paiement préalable, l'interruption de leur transport, leur dépôt sur place, constituent des accaparements et par là des délits. C'est pourquoi nous les interdisons.

« 4. — Nous n'avons pas interdit la corporation des établissements de bains, ni celle des coiffeurs, mais comme nous avons relevé certains délits, par exemple l'intervention de la corporation contre un de ses membres accusé de pratiquer des prix trop bas, etc., nous retirons désormais la licence de Kabu (Kabufuda) aux établissements de bain

et aux coiffeurs et leur interdisons de porter les noms de Kumiai ou de Nakama. »

V

Telle est l'affiche dans ses grandes lignes. Le premier paragraphe montre qu'elle se place surtout au point de vue du consommateur et non à celui du producteur ou du distributeur. Le deuxième empêche les charges publiques d'alourdir les prix de vente et le troisième permet le contrôle des capitaux des marchands en gros. Cette affiche fut rendue publique le 12 mars 1824 à Edo, le 13 du même mois à Osaka, et le 18 à Kyôto et à Omi. De plus, on est autorisé à penser que la même affiche fut publiée dans toutes les provinces, car, dans l'affiche de Kyôto et d'Otsu, il y a un post-scriptum faisant savoir qu'elle s'applique non seulement à Edo, mais à toutes les provinces. Le 28 mars, le maire de Kyôto ordonna encore l'abandon des statuts ou des marques de corporation, et la remise immédiate des licences ou des permis que le gouvernement avait octroyés aux associations, corporations, marchands en gros, etc. Le 14 mars, à Osaka, fut annulé le Kabufuda (licence de Kabu) de l'association des vingt-quatre corporations, qui fut escomptée du remerciement en espèce ; on libéra le transport des marchandises vers Edo, et le 3 juin furent interdits les noms de position de l'association : Toshiyori, Gyogi, etc.

On peut se demander jusqu'à quel point cette affiche fut obéie dans les régions autres que Edo, Osaka et Kyôto. Dans le cas de Hyogo, par suite de l'interdiction des Kabunakama, les marchands en gros (Shyodoiya) commencèrent à s'appeler « receveurs de marchandises » (Shokoku Niukeya) et les courtiers de céréales, « marchands de céréales » (Kokumotsu-Shonin), mais il semble qu'en général on voulut conserver les anciennes coutumes. Le maire ordonna de continuer à se conformer aux anciens règlements, et chacune des corporations transmet cet ordre à chacun de ses membres. Dans un article du journal des « Tonya-Nakama », daté du 2 février 1852, on peut lire la phrase suivante : « Nous voudrions que nos membres sachent que le délégué de la corporation leur transmettra l'ordre du maire d'observer les anciens règlements, afin de ne pas troubler le commerce après l'interdiction des Kabu de l'an 1842. » On peut ainsi constater qu'à Hyogo on tenta de limiter cette réforme à un simple changement de noms. A Sakai également, il ne semble pas que cette réforme ait entraîné de réformes radicales. En ce qui concerne les clans féodaux (Han), le clan de Nagoya fit rendre en mars 1842 les licences ou les permis de Kabu que le ma-

gistrat de la ville ou le surveillant des corporations avait remis aux marchands, affranchit les corporations et les associations, et les exempta du remerciement en espèces. De même, le clan de Tsuruga prit des mesures similaires. Mais, à Niigata, l'ordre ne semble pas avoir été observé, puisque les marchands en gros et les ouvriers de différentes catégories continuaient à offrir des remerciements en espèces selon les anciens règlements. L'affranchissement des corporations ne fut pas pratiqué non plus à Omi-Hachiman. On voit que la réforme ne fut pas complètement réalisée dans toutes les provinces. De plus, il ne faut pas oublier que l'ordre comportait quelques exceptions : les corporations des prêteurs sur gages, des fripiers, etc., restaient autorisées. De plus, bien que les titres de Kabu, de Tonya et de Nakama ne fussent plus employés, les anciens membres établissaient des statuts privés et, en employant un gérant pour les besoins du contrôle, se réunissaient secrètement sous le nom de Kumi ou de Ko. C'est ce qu'on appelle les « règlements temporaires » (Kari-Shiho). On voit que cette réforme ne fut pas tellement efficace, et que son influence fut loin d'être bienfaisante. On prévoyait le rétablissement des Tonya et des Kabunakama.

VI

Or, Mizuno Tadakuni fut destitué en septembre 1842 ; le gouvernement fit savoir que cette destitution n'autorisait pas à cesser de respecter cet ordre, mais l'édit n'était plus alors qu'une suite de mots vides de sens. Tōyama Saemon-no-Jo, nommé maire d'Edo pour la seconde fois en 1845, proposa le rétablissement des Kabunakama. Sa proposition fut rejetée, car on pensait qu'une réhabilitation générale des corporations n'était pas nécessaire et qu'il suffisait de l'autoriser pour les catégories qui en auraient besoin. Mais en juillet de l'année suivante, sur la proposition de Tsutsui Kii-no-kami, tendant au rétablissement des corporations, Saemon-no-jo et le conseiller de la ville d'Edo (Edo Machidoshiyori) firent un rapport au gouvernement, et, après une négociation avec le magistrat chargé des finances, fut publiée, le 9 mars 1851, la loi sur le rétablissement des corporations, qui est ainsi rédigée :

« En mars 1842, nous avons prohibé les licences de Kabu, aboli les marchands en gros, les associations et les corporations, et les avons exemptés non seulement du remerciement en espèce, mais encore de toute autre sorte de remerciement, remerciement en marchandises, corvées, service d'urgence, etc. Depuis lors, le commerce a été très

entravé, et les prix n'ont pas baissé ; au contraire, on entend dire fréquemment que la circulation des marchandises est devenue très difficile. C'est pourquoi nous ordonnons ici le rétablissement des corporations comme avant l'ère de Bunka (1804-1819), mais nous ne délivrons plus les licences de Kabu, et les corporations sont exemptées du remerciement en espèces. Toutefois, les corporations ne devront monopoliser ni l'achat ni la vente, ni tromper l'acheteur sur la qualité ou le poids des marchandises. Elles devront tâcher d'abaisser les prix et de normaliser le commerce. Elles devront permettre l'entrée dans leur sein à tous les candidats, sans limiter le nombre de leurs membres, à moins de raisons légitimes. Elles ne devront pas imposer de lourds frais de participation, ni obliger le nouveau membre à donner un banquet. »

De plus, la loi stipule que chaque corporation est tenue de dresser la liste de ses anciens membres, liste que son délégué doit présenter à la ville et au magistrat actuellement en fonctions. Mais dresser la liste des anciens membres n'était pas chose facile, car, pendant les dix ans qui s'étaient écoulés depuis 1841, certains avaient commencé le commerce, d'autres chômaient, d'autres avaient abandonné leur licence de Kabu, etc. Pendant le rétablissement des corporations, il apparut ce qu'on appelle les « syndicats provisoires » (Karigumi), qui furent supprimés en 1859. C'est au cours de cette année 1859 que commença à Osaka l'incorporation des syndicats provisoires, et, en même temps, les corporations qui avaient cessé de rendre les remerciements en 1842 se virent réclamer la somme de ces remerciements depuis cette année. La somme des remerciements fut fixée en 1861, et le gouvernement ordonna de rendre les remerciements de l'année, plus ceux des trois ans qui précédaient, en même temps qu'était rétablie la limitation des membres. C'est ainsi qu'en octobre 1861, la corporation des prêteurs sur gages, composée de cinquante-six membres, dut verser les remerciements des quatre années de 1856 et 1861. Les mêmes mesures furent prises à Edo ; en 1866, les marchands en gros de saké de la région d'Edo versèrent leurs remerciements.

On voit qu'à la fin de l'époque Tokugawa les corporations recommençaient à payer des remerciements, en plus des autres contributions qui leur étaient imposées. A Osaka, les corporations furent à deux reprises, en 1853 et 1860, obligées de verser des contributions. Elles furent, de plus, obligées de fournir tout ce qui était nécessaire pour le séjour du Shôgun à Kyôto, lui procurer des résidences, offrir des remerciements en marchandises, assurer les corvées, les services d'urgence, les contributions et les pourboires comme avant la réforme de Tempo.

Il y avait certains cas où les corporations devaient même fournir des crédits de dragage, et elles furent souvent tenues d'offrir du riz, du blé et de l'argent aux temples shintoïstes et bouddhistes. La fourniture de crédits et de résidences pour le séjour du Shôgun est, à ma connaissance, la seule contribution qui n'ait jamais été réclamée aux corporations avant la réforme de Tempo. On peut donc affirmer que les charges imposées aux corporations à la fin de l'époque Tokugawa étaient encore plus lourdes qu'avant la réforme.

De plus, avant la réforme, et surtout pendant l'ère Bunka où les corporations étaient florissantes, il était facile de hausser le prix des marchandises en y ajoutant la somme des remerciements en espèces et des autres charges ; on faisait ainsi supporter ces charges au consommateur. Mais la situation avait changé complètement. A la réforme de Tempo, le gouvernement avait aboli les corporations pour faire baisser les prix, et c'est exactement dans le même but qu'il les rétablit en 1851. Le gouvernement voulait utiliser les corporations comme moyen de contrôler les prix. Il ordonnait fréquemment une baisse des prix et fixait fréquemment un prix moyen ; par conséquent, il était difficile d'ajouter le montant des différentes charges aux prix des denrées. De plus, les influences de la réforme de Tempo se faisaient encore sentir. Beaucoup de marchands affichaient insolemment leur existence en dehors de la corporation, et il se produisait nombre de désaccords et de scissions parmi les membres d'une même corporation. En effet, les corporations qui avaient été fières de leur tradition avaient perdu le privilège monopolisateur qui avait fondé leur puissance. Les corporations de cette époque avaient cessé d'être les remparts des privilèges ; les différentes charges et remerciements pesaient lourdement sur elles. Il semble qu'à la fin des Tokugawa les corporations arrivaient tout juste à subsister, démunies de leurs privilèges et accablées de lourdes charges.

Par surcroît, le commerce étranger commençait à se manifester et entravait le champ d'action des corporations. On relevait nombre de transactions illicites, comme les « Uchikochi-ni-motsu » et les « Tsugoshi », beaucoup d'accaparements, et beaucoup d'achats et de ventes directes. Le système de distribution a changé complètement. La transaction de cinq espèces de marchandises à Edo est un fait qui nous montre l'inquiétude des corporations et des marchands devant le commerce étranger. Ainsi, la corporation se révélait un système inefficace et caduc. En effet, le système de distribution de l'ancien régime, fondé sur elles, devait nécessairement s'effondrer.

VII

Le régime héréditaire des Tokugawa portait en lui bien des contradictions, et son éroulement était inévitable et proche. Mais le capital commercial ne s'était pas suffisamment accumulé pour hâter sa fin, et les commerçants bourgeois ne parvinrent pas encore à s'affranchir de son joug. Il n'y eut aucune invention scientifique, on ne songea ni à mécaniser les outils de production ni à profiter des sciences appliquées. La corporation des métiers était encore solide. Paralysé par la politique de la « porte fermée », le capital commercial ne put pénétrer librement dans l'industrie, car il était étroitement lié avec le gouvernement féodal et soutenu par lui. Renverser ce gouvernement équivalait pour lui à un suicide. D'ailleurs, l'accumulation primitive du capital ne suffit pas à elle seule à fonder une grande industrie, car ce capital est destiné à demeurer toujours le même. La corporation des métiers favorisa peut-être la stabilisation du commerce, mais, par son exclusivisme qui ne permettait aucune émulation, elle entrava le libre essor du capital. Comment, d'autre part, se caractérisaient les commerçants bourgeois? Nullement indifférents à l'esprit de progrès, mais fiers de leur état, de leur fortune, de leur respectabilité, ils étaient foncièrement traditionalistes. Probes, économes, diligents, c'étaient des commerçants à l'état pur, mais ils n'avaient pas l'esprit d'entreprise. Esclaves des traditions, ils se conformaient à des habitudes commerciales tout à fait démodées, mais on peut cependant discerner chez eux une nouvelle tendance : le capital commercial montra son désir, très faible il est vrai, de participer au capital industriel, et le système de la manufacture commença à apparaître dans certains domaines de l'industrie. On prétend à ce sujet que, si l'époque de Tokugawa n'avait pas vu un développement remarquable du précapitalisme, le gouvernement de Meiji, malgré toute sa volonté, n'aurait pas su s'assimiler si rapidement le capitalisme de haut degré, d'où l'on conclut que la manufacture, dernière étape vers l'industrie moderne, était déjà le mode dominant de production dans les dernières années de Tokugawa. Mais, à la vérité, le mode dominant de production était alors l'industrie à domicile et non la manufacture.

L'industrie de l'époque Tokugawa se limitait à la fabrication d'articles de luxe et des articles spéciaux à chaque province. Le marché extérieur était aux mains du gouvernement d'Edo, et le marché intérieur ne s'étendit pas à tout le Japon ; il se partagea entre les mains des Daimyôs. L'industrie locale, groupée autour du Daimyô, produi-

sait plutôt des objets d'art que des articles de grande consommation. Raffinement plutôt que fabrication : étoffes de Nishijin, de Yuzen, de Hakata, de Yuki ; porcelaines de Shippo, de Seto, de Shigaraki. Voilà les articles de luxe destinés aux Samurai (vassaux) et aux très riches bourgeois. Les paysans n'achetaient pas de tels articles ; ils se suffisaient à eux-mêmes, excepté pour le sel, le poisson et les produits pharmaceutiques.

En quoi consistait alors l'industrie à domicile ? Les commerçants-commissionnaires ou les marchands en gros prêtent le fonds, les outils, la matière première aux petits artisans domestiques, qui sont le plus souvent des paysans, rachètent les produits finis et les lancent sur le marché. Les commerçants passent ainsi leur commande à des petits artisans dispersés. La filature et le textile adoptèrent l'industrie à domicile, tandis que le monnayage, le moulage, l'exploitation des mines, le finissage des sabres, la fabrication du saké et du soÿu, se tournèrent vers le système de la manufacture.

Vers la fin de l'ère des Tokugawa, la filature (Kumamoto, Owari, Kozuke, Shinano), le textile (Kirifu, Ashikaga, Mino, Noto, Hakata, Nishijin, Musashi) et la fabrication du sucre et des produits pharmaceutiques adoptèrent le second système. Quant au textile, sa production manufacturière fut entreprise subitement après l'ouverture des ports, pour satisfaire les commandes en produits standardisés passées par les pays étrangers. A Kirifu, par exemple, il y eut deux types de filateurs : propriétaires-tisserands et paysans-artisans, ceux-ci complètement soumis au contrôle de ceux-là. Quant aux petits artisans domestiques, ils travaillaient en réalité comme salariés, mais hors du contrôle des tisserands. On dit que les soyeux d'Ashikaga, de Kirifu, de Tango, avaient adopté la manufacture séparée : les ouvriers travaillaient à domicile comme salariés, mais restaient soumis au contrôle absolu des tisserands. C'est à la fois la division du travail et la collaboration.

Il faut mentionner aussi les manufactures soumises au contrôle des Daimyô (seigneurs), qui voulurent aussi leur part de profit. Ils bénéficiaient de la déchéance des Samurai d'ordre inférieur, qui s'accoutumaient peu à peu à travailler de leurs mains pour pourvoir à leurs besoins quotidiens. Ainsi, par la politique d'encouragement à l'industrie ou par la monopolisation, les Daimyô s'adaptèrent-ils peu à peu à l'industrie de type européen, d'où devait naître plus tard la grande industrie moderne.

Le gouvernement d'Edo avait modifié son attitude depuis les trois

grandes interventions de l'ère de Kyohô, de Kansei et de Tempo, qui avaient pour but de permettre la subsistance du régime féodal. Il renonça à tout traditionalisme et tenta d'adapter sa politique aux nouveaux courants de l'époque. Ces trois phases constituent une transition naturelle vers la disparition du régime féodal, mais l'effondrement de ce régime fut plutôt provoqué par les relations internationales. Après leur révolution industrielle, les États capitalistes d'Amérique et d'Europe firent irruption en Extrême-Orient vers la fin du régime shôgunal. En 1853, le gouvernement d'Edo accepta les conditions de l'amiral Perry, et en 1854 il signa un traité de paix avec les États-Unis d'Amérique, puis avec l'Angleterre, la Russie, la France et la Hollande. Puis il ouvrit d'abord les deux ports de Shimoda et Hakodate, et en 1858, à l'issue de traités de commerce conclus entre les puissances et le Japon, les quatre ports de Kanagawa, Nagasaki, Niigata et Hyogo, et les deux villes d'Osaka et Edo (Tôkyô). Une fois la porte ouverte, le commerce et l'industrie se réveillèrent ; le commerce étranger provoqua le développement subit de l'industrie. La production manufacturière apparut avant tout dans la sériculture, parce que les soieries constituaient le plus important des articles d'exportation. Les grands Daimyô avaient déjà pris l'initiative de moderniser l'industrie, et le gouvernement d'Edo les imita. Sa première préoccupation fut l'industrie militaire, qui devait du reste ouvrir la voie à l'industrie moderne.

Le commerce étranger causa de grandes perturbations dans l'organisation commerciale japonaise : exode des devises, dérangement du système monétaire, hausse des prix. Jusque-là, la petite industrie s'était contentée de satisfaire les besoins intérieurs. Soudain, on amorça un vaste mouvement d'exportation (surtout de soieries) ; on tenta, sans succès, d'interrompre ce courant perturbateur par la création de la taxe d'exportation. Le déséquilibre entre l'exportation et la production provoqua le déséquilibre entre l'offre et la demande. La hausse du prix de la soie et le manque de cocons firent tomber l'industrie dans une stagnante inaction (à Nishijin et à Kirifu). Vint ensuite la hausse des prix des denrées alimentaires (riz, blé, soja, huile de colza, sel, etc.). Le trouble gagna le peuple, et les commerçants spéculèrent beaucoup. Les partisans du régime impérial profitèrent de cette situation économique et sociale pour porter un coup mortel au gouvernement féodal des Tokugawa.

C'est ainsi qu'arriva la révolution de Meiji. Cette révolution (restauration de Meiji à partir de 1866) constitue le point de départ de la for-

mation de la société capitaliste moderne dans l'histoire du Japon. Elle se situe dans la ligne fondamentale de la Révolution française : elle réalisa l'unité nationale en abolissant le régime seigneurial et les ordres féodaux. On a très souvent attribué les causes de la Révolution de Meiji aux « forces du dehors », aux pressions des puissances étrangères, en considérant le fait qu'elle s'est accomplie « d'en-haut », à la différence de la Révolution française.

La révolution de Meiji, commencée en 1867 par le « Taisei-Hokan » (c'est-à-dire le transfert du pouvoir politique du bakufu shogunal au Tennô, l'empereur), constitue un processus politique, économique et social. Elle forme le point de départ de la société japonaise moderne ; elle est la transition du féodalisme au capitalisme.

VIII

Le décret de 1867 sur le maintien des corporations admettait que les corporations de Kyôto, d'Osaka et d'Edo continuent à subsister, mais le *Shôhō Taii* (Des grandes lignes du droit commercial), publié en 1868, apporta quelques changements dans la nature des corporations de Kabu, car il contenait l'article suivant : « Chaque corporation doit élire deux délégués et présenter une liste de ses membres. Elle ne peut limiter le nombre de ses membres et doit être exemptée de remerciement en espèce ou de contributions. » Le 29 juin 1868, à Osaka, le comité se fit présenter une liste des membres des corporations ; en juillet, il abolit les anciennes licences de Kabu autorisées ou privées et ordonna aux anciennes corporations de demander de nouvelles licences qui seraient octroyées par lui. Il existait à Osaka 448 corporations qui reçurent leur licence de juillet 1867 jusqu'à février 1868. A Kyôto fut rendue publique, le 23 novembre 1868, l'abolition des corporations de Kabu et le comité commercial de cette ville nomma à leur place des corporations de commerçants (Shôbai-Nakama) et leur délivra de nouvelles licences. En 1867 s'établit la Direction du Commerce (Tsushôshi), qui favorisa l'apparition de nombreuses « compagnies de ville » (Schichûshôsha). Or, il y avait des corporations qui, prenant la nouvelle licence pour l'autorisation des anciennes corporations de Kabu, limitaient le nombre de leurs membres comme dans le cas des Kabu et empêchaient l'achat ou la vente des Kabu, ou l'ouverture de nouveaux magasins. Par suite, le préfet d'Osaka déclara, le 20 décembre 1869, la liberté du commerce intérieur ou extérieur et la liberté d'ouvrir de nouveaux magasins. La préfecture d'Otsu défendit

de s'incorporer ou de refuser la participation d'autrui, parce que c'étaient là des actes tout à fait illégitimes. Dans celle de Wakayama, il y avait une tendance à admettre que les anciens fonctionnaires du clan féodal s'occupent librement de commerce ou d'industrie. Enfin, à Niigata, on laissa libres les grands et les petits grossistes d'ouvrir des magasins, par un décret du 21 décembre 1870.

En février 1872, à Wakayama et à Shiga, et en avril de la même année, à Osaka, fut décrétée l'abolition des corporations. En 1872, la liberté du commerce fut déclarée à Tôkyô, et, en février 1873, les corporations commerciales furent prohibées à Kôbe. Ces décrets proclamèrent la liberté du commerce, et celui de décembre 1871 donna aux anciens fonctionnaires des classes féodales la même liberté. Mais cette décision provoqua une extrême confusion dans le commerce. On conseillait la fondation de compagnies, mais, d'autre part, des associations de marchands de mêmes produits commençaient à naître en se basant sur les anciennes corporations de Kabu. Il en apparut beaucoup à Osaka entre 1873 et 1875. Leurs statuts approuvaient la participation de nouveaux membres et supprimaient les frais d'entrée, mais certaines exerçaient une influence néfaste en entravant le commerce des autres. Le préfet d'Osaka avait, du reste, l'intention de les interdire.

Nous allons étudier les rapports entre la création des compagnies (Shôsha ou Kaisha) et l'abolition des corporations, mais, auparavant, jetons un coup d'œil sur la composition des compagnies commerciales dans les premières années de l'ère Meiji. La compagnie existait déjà en puissance à l'époque d'Edo, et elle apparut à la fin de cette période. Ces compagnies peuvent rentrer dans l'une des quatre catégories suivantes : a) compagnie de commerce étranger, b) compagnie de ville, c) compagnie de débit des marchandises des clans féodaux, et d) compagnie de produits régionaux.

Les compagnies de commerce étranger furent fondées pour l'achat de produits étrangers ou la vente à l'étranger de la soie grège, du thé, du papier, des œufs, du ver à soie, etc. Les compagnies de ville sont celles qui se livraient au commerce des textiles, du riz, des produits pharmaceutiques, du charbon, des engrais, etc. Les compagnies pour le débit des marchandises des clans féodaux vendaient les produits monopolisés par le clan. Les compagnies de produits régionaux, dans le cas d'Osaka par exemple, s'établissaient dans des districts autres qu'Osaka, et, sous la direction de la compagnie commerciale d'Osaka, bénéficiaient de l'offre des capitaux de la compagnie de change d'Osaka et de la consignation de leurs marchandises à Osaka. Les compagnies

avaient à leur tête un directeur, un intendant et un chef de bureau. Les compagnies de ville semblent avoir été fondées par des corporations de marchands des mêmes produits, et surtout par des marchands ayant appartenu à la même corporation de Kabu.

Il existait à Osaka plus de soixante-dix compagnies de ville. Pour fonder une nouvelle compagnie, les actionnaires devaient apporter du capital selon leurs disponibilités financières, et, après avoir fixé le nombre des membres et leurs apports de capitaux, rédigeaient un contrat et y apposaient leurs signatures. Cette liste de signatures était présentée à la Compagnie de Commerce (Tsushogaisha) et le capital réuni était déposé à la Compagnie de Change (Kawasegaisha) par l'intermédiaire de la Compagnie de Commerce. Mais les compagnies de ville eurent en général une existence éphémère.

A Kyôto, le décret du 4 octobre 1869 conseillant la fondation de compagnies provoque, dans le même mois, la fondation de la première compagnie de textiles et de la troisième compagnie de fil. Le nombre des compagnies augmentait de mois en mois, et on peut en compter 124 vers le mois de juin 1870. A Sakai aussi s'établissent de nouvelles compagnies. Les compagnies de ville de Kyôto appartiennent bientôt à la Compagnie générale des produits de Kyôto et tombent ainsi sous la coupe du Kangyôba (Comité pour l'encouragement de l'industrie).

Mais, par le décret du 5 septembre 1871, les compagnies doivent commencer à se dissoudre. A Sakai, le décret sur la suppression des compagnies fut promulgué en octobre 1870. A Osaka, la décision du 25 avril 1872, publiée neuf jours après l'abolition des corporations, donne priorité à la compagnie et leur promet une protection efficace. A la suite de ce décret, plusieurs compagnies furent fondées successivement. Le rôle de la compagnie était de fonder de nouvelles industries.

IX

A l'époque d'Edo, le système de la corporation de Kabu, guilde japonaise, était très répandu et jouait un rôle déterminant dans le commerce et l'industrie. Mais, comme nous l'avons vu, à la fin de cette époque, il était en pleine décadence ; en un sens, on pourrait comparer l'affranchissement des guildes provoqué par la réforme de Tempo à celui exercé par Turgot en France, en tenant naturellement compte de la différence qui existe entre ces deux affranchissements. Mais le système des guildes japonaises a été surtout influencé par le développement des manufactures régionales et indépendantes à la fin des

Tokugawa, et le développement du commerce extérieur l'écrasa définitivement. L'irruption au Japon du capitalisme européen, qui avait déjà accompli sa propre révolution industrielle, exerça une influence définitive sur le système de corporations japonaises.

Plusieurs années furent nécessaires au nouveau gouvernement de Meiji pour abolir la corporation de Kabu. Une telle abolition jeta naturellement un grand trouble dans l'ancien système de distribution : perturbation de l'ancien système de crédit, perturbation dans le système de change, etc. Mais ces perturbations n'avaient rien d'irréparable : bientôt apparut le système de la compagnie, notion européenne, qui fit passer l'économie japonaise de l'âge de la guilde à celui de la société anonyme. Néanmoins, la compagnie japonaise dérivait dans une certaine mesure de l'ancienne corporation, et l'on peut voir dans ce fait une des caractéristiques de la transition japonaise du féodalisme au capitalisme.

Mataji MIYAMOTO,

Professeur à l'Université d'Osaka.

MÉLANGES

POUR UNE HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE COLONIALE

Il serait regrettable que le dernier ouvrage de Woodrow Borah ne soit pas accueilli en France, comme il le mérite¹. Mais il importe, pour lui donner sa pleine valeur, de le replacer dans un contexte de travaux récents consacrés à l'histoire économique de l'Amérique espagnole coloniale. Il y prendra alors son vrai relief. Ces travaux arrivant, en effet, après les contributions capitales, pour l'histoire sociale hispano-américaine, de Manuel Giménez Fernández,² Richard Konetzke³, Silvio Zavala⁴... — sans que cette énumération prétende tout englober⁵ — permettent d'affirmer que quelques pas importants ont été franchis. Dans la construction récente — à grands traits

1. *Early Colonial Trade and Navigation between Mexico and Peru*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1954, in-8°, 170 p. (235 × 166 mm.). Volume n° 38 de la collection « Ibero Americana » de l'Université de Berkeley ; prix : \$ 2,5.

2. Cf., à propos de son *Delegado de Cienfuegos para la Reformatión de las Indias*, Sevilla, in-8°, 1953 (22 × 16 cm.), xxiv-776 p., 30 pl., le très bel article de M. Marcel BATAILLON, *Bulletin hispanique*, t. LVI, n° 1 et 2, 1954, p. 184-194. Compte rendu de Pierre CHAUNU, *Rev. histor.*, 1955, n° 3, p. 117-121.

3. Nous en avons fait rapidement le point, ici même, *Rev. histor.*, n° 2, p. 309-316.

4. Il en a été en partie rendu compte, ici, depuis 1949. On trouvera l'indication de ses travaux plus récents d'histoire sociale dans un rapide, mais excellent petit manuel de l'auteur, Silvio ZAVALA, *Hispano america septentrional y media, periodo colonial*, Mexico, in-16, 1953, p. 170. Il faudra désormais ne pas négliger cette récente et excellente collection de remarquables manuels de l'« Instituto Panamericano de Geografía e Historia », qui prouve à quel point, sous l'impulsion d'hommes comme Silvio Zavala, une histoire largement économique, sociale, humaine et culturelle de l'Amérique s'est constituée et, finalement, vulgarisée dans l'enseignement supérieur de l'histoire, au Mexique. Manuels commodes, intelligents, clairs, dotés de bibliographies critiques à jour, ils ne sont pas sans pouvoir soutenir, parfois avantageusement, pour l'histoire du Nouveau Monde, la comparaison avec nos *Clio*, pour l'histoire du vieil Occident méditerranéen. La collection se développe rapidement, elle comprendra bientôt soixante volumes ; elle a la collaboration des meilleurs auteurs, des hommes de la valeur et du rang de Luis E. Valcárcel, Charles Verlinden, James B. Griffin..., ou de Silvio Zavala dont le manuel rapide est un authentique petit chef-d'œuvre.

5. Car il faudrait signaler aussi, entre autres, comme particulièrement représentatifs des courants nouveaux qui parcourent l'historiographie hispano-américaine, toujours sous le patronage de la « Comisión de Historia » de l'« Instituto panamericano de Geografía e Historia », ces *Ensayos sobre la Historia del Nuevo Mundo*, Mexico, 1951, in-8° (23,5 × 17,5 cm.), xii-500 p., dont on ne sait ce qu'il faut le plus admirer. On remarquera tout expressément les collaborations de Silvio ZAVALA (*Formación de la Historia Americana*, p. 123-163), de Germán Arciniegas, Jose Maria Ots Capdequí... et de Gilberto Freyre.

encore — d'une histoire économique, qui reste descriptive — mais y a-t-il manière de ne pas passer d'abord par là? — un peu trop statique, souvent, à notre gré, insuffisamment sensible, peut-être, à ces grandes respirations qui sont à l'arrière-plan de toute histoire économique, de toute histoire mondiale, l'Université de Californie et plus particulièrement Woodrow Borah ont leur large part. Ils y ont contribué par des monographies aussi précises que sérieuses, éclairantes de la vie économique de l'Amérique espagnole coloniale et d'autant plus efficacement qu'ils ont concentré le meilleur de leur attention sur une seule zone, la plus proche, la plus accessible : le Mexique. Grâce à quoi un passé ressuscite. A quelque dix ans d'intervalle, on doit à Woodrow Borah deux œuvres substantielles, sa belle monographie sur la soie¹ et son étude du commerce entre la Nouvelle-Espagne et le Pérou, le long de la côte Pacifique des Rocheuses et des Andes. Ces recherches complètent très bien les préoccupations d'histoire démographique d'un autre collaborateur de Berkeley, Lesley Byrd Simpson².



Ces études aideront encore — ce n'est ni leur seul, ni leur moindre mérite — à mieux discerner, au sein d'une Amérique espagnole qu'on a trop tendance à vouloir uniforme, les caractères originaux de chaque région ou, plus exactement, à opposer ces deux éléments clefs de l'Ancien Empire : Nouvelle-Espagne et Pérou.

Que l'Amérique coloniale ait été constituée, pour l'essentiel, par le plateau du Mexique humide et au cœur des Andes, par l'ancien domaine de la civilisation Incas, nul ne songe à le contester. La colonisation espagnole n'a

1. *Silk rising in colonial Mexico*, « Ibero Americana », n° 20, Berkeley-Los Angeles, 1943, in-8° (235 × 166 mm.), ix-169 p., cartes, en outre, *ibid.*, 1951, *The New Spain's Century of Depression*, 58 p.

2. *Studies in the administration of the Indians in New Spain et Exploitation of land in Central Mexico in the Sixteenth Century*, « Ibero Americana », nos 16 et 32, Berkeley, 1940 et 1952. Mais il va sans dire que, quelle que soit sa belle activité, Berkeley ne prétend pas à un monopole dans l'étude de l'Économie passée de la Nouvelle-Espagne. Tout récemment encore, un Mexicain et un Espagnol résidant au Mexique ont apporté à cette connaissance des contributions précises et appréciables : *La Industria del azúcar en la Nueva-España* de Fernando B. SANDOVAL, n° 21 des « Publicaciones del Instituto de Historia », Mexico, 1951, in-4° (24,5 × 17,5 cm.), 373 p., signalé ici même (*Rev. histor.*, avril-juin 1954, p. 424-425), et surtout un gros et curieux ouvrage, discutable à souhait, mais essentiel pour l'étude des emprunts relatifs de l'Amérique et de l'Europe, dans les domaines capitaux des espèces végétales domestiquées : MARIANO CARRER Y DISDIER, *Apuntes para la Historia de la transculturación Indoeuropea*, n° 28 des publications de l'« Instituto de Historia », Mexico, 1953, in-4° (24,5 × 17,5 cm.), xvi-500 p., 8 pl., et qui devra faire, quelque jour, l'objet d'une étude critique attentive et détaillée. Et il serait injuste aussi de ne pas redire tout ce que la connaissance en profondeur de l'économie mexicaine des deux premiers siècles doit à l'admirable travail de François CHEVALIER, *La formation des grands domaines au Mexique*, « Travaux et Mémoires de l'Institut d'ethnologie », t. LVI, Paris, 1952, in-4°, xxvii-480 p., 6 fig., 15 pl., 3 cartes, compte rendu critique in *Rev. histor.*, n° 428, octobre-décembre 1953, p. 376-380.

pleinement réussi, d'abord, que là où elle a rencontré une population indienne suffisante, enracinée au sol, ayant atteint déjà un degré de culture élevé. C'est là, sans doute, si on l'oppose aux colonisations voisines du Portugal, de l'Angleterre et de la France, dans le même espace et sensiblement dans le même temps, la caractéristique majeure de la pénétration espagnole. De là, échec ou maigre succès, quand l'Indien manque ou quand il vient rapidement à manquer, parce que trop inconsidérément malmené, avant que les premiers déboires, les premières destructions et la traite n'aient appris aux colons le prix de l'indigène amérindien. A l'appui, les échecs totaux ou relatifs du Chili, de la Pampa, des Antilles¹, qui, au delà de 1550, ne jouent plus dans l'empire espagnol qu'un rôle infime.

Certes, nous ne prétendons jamais qu'une statistique continue de commerce extérieur puisse rendre parfaitement compte d'une économie, fût-elle de type ancien, comme celle-ci. Mais il est impossible de ne pas lui accorder, surtout dans le cas présent d'économies coloniales extraverties, le rôle d'excellent réactif. Une telle statistique montre à quel point les Antilles périlient dans l'empire espagnol, en même temps que l'humanité indienne, son indispensable support : les exportations de la péninsule ibérique en direction des Antilles qui avaient représenté de 90 à 80 % du total des exportations, en direction de l'Amérique, entre 1521 et 1530 encore, se tiennent, au delà de 1550, aux alentours d'une constante de 10 %, pour tomber même, au creux de la grande catastrophe des îles, à 3,08 ; 4,11 ; 5,18 ; 6,11 %, dans les demi-décades 1566-1570, 1571-1575, 1576-1580, 1581-1585, avant de se stabiliser autour de 10,39 ; 11,10 ; 6,69 ; 11,78 ; 7,23 ; 8,32 % des demi-décades 1621-1625 à 1646-1650². Les 90 % du trafic restant se font pour la presque totalité avec la Nouvelle Espagne et par les ports de l'Isthme avec le Pérou. Malgré leur distance, à partir de 1550, Pérou et Mexique assurent globalement toujours plus de 85 % de l'ensemble du commerce extérieur de l'Espagne avec l'Amérique, tant à l'aller qu'au retour, tant en poids qu'en valeur.

Ces quelques chiffres choisis au hasard³ permettent de préciser quantita-

1. La disparition rapide, entre 1540 et 1550, des Antilles dans le commerce Espagne-Amérique précède d'un siècle, exactement, leur colonisation, par bandes importantes, par des colonisations concurrentes ; la Jamaïque et Haïti ne passent ensuite aux mains des Anglais et des Français qu'au delà de 1650 (cf., à ce propos, Huguette et Pierre CHAUNU, La Jamaïque espagnole, *Annales E. S. C.*, 1954, n° 2, p. 241-247). C'est bien la disparition de la population indienne — jointe au plus grand attrait du continent — qui ruine les Antilles espagnoles et non pas les attaques d'un quelconque ennemi européen. Français et Anglais, plus tard, ne feront guère qu'occuper des zones vides d'hommes, tant indigènes que colons. Ils valoriseront ces terres pour des spéculations sucrières aussi lucratives que les exploitations minières.

2. Huguette et Pierre CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*. Première partie : *Partie statistique*, t. VI, table 174, et t. VII, graphique correspondant (en cours de publication par la VI^e section de l'École pratique des Hautes-Études, librairie Armand Colin, Paris).

3. On pourrait étayer la démonstration de mesures précises extraites des t. II, III, IV, V, VI et VII de la Partie statistique de *Séville et l'Atlantique*, mouvements d'importation,

tivement cette vérité bien connue, mais jusqu'à ce jour seulement d'une manière qualitative : l'Amérique espagnole est tout entière construite autour de deux grandes masses : plateaux du Mexique, plateaux péruviens des Andes. La Plata n'existe pas — en tant qu'entité valable — avant la deuxième moitié du XVIII^e siècle¹.

Ces précisions fournies, on appréciera à son plus juste prix tout éclairage qui permet d'individualiser le rôle respectif, dans un empire hispano-américain bicéphale, de la Nouvelle-Espagne et du Pérou. Un empire des plateaux qui forment, entre 2.000 et 4.000 mètres d'altitude, une rocade, le long du Pacifique, un empire parasite, qui se borna, sans créer des humanités nouvelles, sans annexer de nouvelles terres à l'oekoumène, à transformer ce qui existait avant lui : la carte de l'Empire espagnol, la carte de la densité de ses économies, aux XVI^e et XVII^e siècles — si l'on admet pour un temps, dans l'attente d'autres mesures plus valables, mais peut-être moins précises, que les économies peuvent se jauger par des statistiques de commerce extérieur² — correspond en gros à la carte des civilisations précolombiennes les plus développées, à l'époque de la conquête, telle, par exemple, qu'elle se lit à travers les métallurgies précolombiennes les mieux constituées³.

Ce préambule paraîtra, sans doute, disproportionné, il aura du moins le mérite de donner aux sujets traités par Borah, dans ses derniers ouvrages, leur véritable ampleur... Tant il est vrai qu'aux XVI^e et XVII^e siècles l'Empire espagnol d'Amérique, copie conforme encore du monde précolombien, peut, vu de très haut, se confondre avec les espaces Pacifique du Mexique humide⁴ et de l'ancienne civilisation incas, moins d'un million de kilomètres carrés noyés dans les 20 millions de kilomètres carrés que couvre, mais d'une manière essentiellement fictive, l'immense domination politique de l'Espagne.



Et c'était bien, avant ces riches et substantielles études, les points de ressemblance qu'on soulignait, d'ordinaire, le plus volontiers, entre le Mexique et le Pérou colonial : de part et d'autre, importance structurale des plateaux, fort peuplement indien, hauts niveaux des techniques et des cultures précolombiennes, économie minière dominante. Mexique et Pérou, un monde

d'exportation, en volume, en valeur, en espèce, de la centaine des ports individualisés dans l'espace du bassin de la Méditerranée américaine.

1. Huguet et Pierre CHAUNU, *op. cit.*, t. VI, les tables 539 à 543, montrent la médiocrité du mouvement des ports de la Plata, jusqu'au milieu du XVI^e siècle.

2. Cf. t. II à VII, qui donnent ces statistiques pour tous les ports de l'Amérique espagnole coloniale.

3. C'est-à-dire les métallurgies péruano-boliviennes, colombienne, et les métallurgies mixtes résultant de la fusion des métallurgies colombienne et péruano-bolivienne, d'après la classification et sur la carte qu'en dressent le D^r P. RIVET et H. ARSANDAUX, dans leur livre classique *La métallurgie en Amérique précolombienne*, « Travaux et Mémoires de l'Institut d'ethnologie », t. XXXIX, Paris, 1946, in-4^e, 254 p.

4. La meilleure définition se lira dans François CHEVALIER, *op. cit.*

qui, pris en bloc, s'opposait aux espaces faiblement saisis, aux immensités longtemps vides du domaine de l'Espagne ou encore à d'autres domaines proches, le Brésil, par exemple.

Sous le seul angle de l'économie les travaux de Borah¹ fournissent de précieux éléments de différenciation. L'économie du Mexique est plus riche, plus variée, elle apparaît volontiers, toutes proportions gardées, comme productrice de biens manufacturés, de produits secondaires incorporant une quantité appréciable de main-d'œuvre et d'habileté humaine ; le Pérou est plus exclusivement centré sur les mines et tourné — la subsistance de ses Indiens assurée, plus mal que bien — vers des spéculations agraires.

A l'appui de cette opposition, on peut fournir plusieurs preuves. Tout d'abord, l'existence, dans le Mexique colonial, d'une activité complexe dont on chercherait vainement l'équivalent au Pérou : une puissante sériciculture. Trois tentatives pour l'implanter dans le Nouveau Monde avaient échoué, avant qu'elle ne réussisse pleinement dans la vallée de Mexico et, un peu plus tard, dans le Mixteca² : une première fois quand, à deux reprises. Nicolas de Ovando chercha à l'introduire, sous l'influence d'émigrants venus du royaume de Grenade, à l'« Espagnole », notre Saint-Domingue, en 1501, 1503, 1517, quand Las Casas tenta aux Antilles, encore, de faire de même et de 1521 à 1525, lorsque Lúcar Velázquez de Ayllón s'y efforça, sur la côte nord de la Floride³.

Les premières implantations au Mexique de la sériciculture ibérique suivent de quatre ans, à peine, le débarquement de Cortés. Elles se situent, en 1523-1524, dans la vallée de Mexico. La sériciculture devient une grosse affaire, prise en main par l'*Audiencia*, dans les décades 1531-1540. De là, elle gagne la province de Mixteca, qui prend la tête de la production séricicole mexicaine, à partir de 1544-1545⁴ — favorisée, pensons-nous, par sa proximité et ses communications faciles avec la Vera Cruz, l'unique exutoire sur l'Atlantique, d'une économie qui demeure bien de type colonial, donc extravertie. La géographie de la soie mexicaine est alors fixée pour plusieurs décades : Mixteca, en tête, Mexico, la Puebla, le Michoacán Pacifique et le Huasteca qui débouche sur Tampico — un Tampico relié par cabotage au relais nécessaire de la Vera Cruz-San Juan de Ulúa, en direction de l'Europe⁵. A partir de 1575-1580, la production est consolidée, tout en se concentrant autour de la seule province de Mixteca⁶. Et elle s'est peu à peu doublée, à Mexico même,

1. Et, sous cet angle, les statistiques de *Séville et l'Atlantique* fourniront également des éléments utiles de démonstration. Il ne s'agit pas, bien sûr, de prétendre que, par rapport au reste de l'Amérique coloniale, les similitudes ne l'emportent pas sur les différences, entre le Mexique et le Pérou.

2. A 5 ou 600 km. environ au sud-est de Mexico.

3. *Silk rising*, « op. cit. », p. 1-4.

4. *Ibid.*, p. 15.

5. Sur les jonctions Tampico-La Vera-Cruz, cf. H. et P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique*, op. cit., en cours de publication, t. VI : *Mouvement du port de La Vera-Cruz*, tables 576-591.

6. Pour expliquer ce repli, Borah fait entrer en ligne de compte la chute démographique qui frappe, comme on sait, le Mexique, à la fin du troisième quart du xvi^e siècle. Il trouve

et autour de Mexico, d'un travail de la soie qui utilise largement la main-d'œuvre indienne, salariée et esclave, malgré des interdictions vice-royales inefficaces.

C'est autour de 1580 que se situe, semble-t-il, le point de rebroussement de cette activité. Il semble difficile, devant une telle date, de ne pas mettre plus directement encore que ne le fait Borah ce phénomène en liaison, essentiellement, avec l'arrivée concurrente sur le marché mexicain et espagnol de la *seda de China* et des soieries extrêmes orientales¹. Sans rejeter, bien sûr, l'effet concordant, entre autres, de la grande peste des années 1576-1579 et les coupes sombres qu'elle inflige à la population de l'Anahuac. Mais cette impression de la primauté de la concurrence de la soierie chinoise est corroborée, pour ne pas dire démontrée, par les entrées des soies d'Amérique et d'Extrême-Orient à Séville². Elles continuent à monter au delà de 1580. La Chine, donc, non seulement masque le repli de la Nouvelle-Espagne, mais confère seule au mouvement sa ligne ascendante. Malgré tout, la sériciculture et l'industrie de la soie survivent en Nouvelle-Espagne, dans le Mixteca et à Mexico; elles connaîtront même une certaine reprise, au cours d'un XVIII^e siècle, témoin, en Amérique comme ailleurs, de toutes les renaissances.

La navigation et l'analyse du mouvement qui, le long des Andes et des Rocheuses, unit la Nouvelle-Espagne au Pérou permet de préciser cette opposition, Mexique-Pérou. Un commerce extérieur est une résultante: rien ne peut mieux, en l'absence de mesures de production, donc pour les économies de l'Ancien Régime, exprimer la nature profonde de l'activité économique d'un pays.

A travers le dernier ouvrage de Borah, cette connaissance précieuse nous est donnée. On ne saurait trop rendre hommage à l'énorme effort méthodique, intelligent et appliqué qu'il a fourni, dans ces 170 pages d'une étonnante densité³. Il arrive à exprimer, pour chaque période, au prix d'un énorme effort de documentation et de lecture⁴, l'essentiel de ce que l'on peut sur un tel sujet désirer savoir. Il n'y parvient pas, toutefois, par un moyen court et, sans doute, aurait-on pu le faire d'une manière plus précise, en utilisant les comptes des caisses d'Acapulco et de Lima⁵. Cette documentation

appui ici sur les travaux démographiques de Berkeley et notamment ceux de Lesley Byrd Simpson.

1. Pierre CHAUVU, *Le Galion de Manille. Grandeur et décadence d'une route de la soie*, *Annales E. S. C.*, 1951, n° 4, p. 447-462.

2. H. et P. CHAUVU, *op. cit.*, t. VI, table 719.

3. W. BORAH, *Early colonial Trade and navigation between Mexico and Peru*, *op. cit.*

4. On remarquera l'étendue de la documentation d'archives, puisée surtout au Mexique (*Archivo General de la Nación* et *Archivo del Hospital de Jesús*) et accessoirement à Séville (*Archivo General de Indias*).

Quant à la bibliographie, on regrettera tout au plus la non utilisation d'un livre qui eût été précieux pour un tel propos. Guillermo LOMMANN-VILLENA, *Las Minas de Huancavelica en los siglos XVI y XVII*, Sevilla, Escuela de Estudios americanos, in-8° (22 x 16 cm.), 1949, xvi-465 p., 9 pl.

5. Sur les possibilités offertes par les séries de comptes des caisses des Indes, nous nous

jointe à celle de Borah — irremplaçable et d'un grand prix — permettra quelque jour de serrer peut-être la conjoncture, si le mot n'est pas trop gros, de cette côte Pacifique et de voir dans quelle mesure elle répond à la conjoncture de l'espace Atlantique hispano-américain¹.

La navigation, le long de la côte américaine du Pacifique, est chose ancienne : certainement, précolombienne². Les premières constructions navales effectuées sur la côte du Pacifique le furent à Acla, en 1517 ; une série de jonctions courtes s'établirent peu à peu, ne serait-ce, par exemple, que pour cette marche en direction du Pérou qui, de 1522 à 1531³, finira par conduire Pizarro à l'assaut de la civilisation incas. Entre le Nicaragua et le port de Panama aussi, et cela dès mars 1529⁴. La première jonction commerciale certaine entre le Mexique et le Pérou n'est pas antérieure, pourtant, à l'automne 1536⁵. Ce fut d'abord essentiellement des hommes que la Nouvelle-Espagne exporta. Illustration de cette colonisation par relais, si typique du style espagnol. Les Antilles se sont vidées au profit du Mexique, au cours de la décade des années 1520, à telle enseigne, nous le savons par ailleurs⁶, que la navigation elle-même dans l'Atlantique en fut perturbée. La Nouvelle-Espagne aurait subi peut-être le même sort si la distance et la nécessité difficile de franchir la barre des calmes équatoriaux n'avait gêné l'écoulement des *conquistadores* d'une terre jeune, pourtant, et non usée, vers une terre plus jeune encore et, partant, apte au mirage. Les premiers voyages ont été effectués pour le compte de Cortés, puis de ses héritiers du *Marquesado*⁷. Au milieu du XVI^e siècle, le gros des échanges se fait entre le Callao de Lima et Huatulco, la jonction demande, en général, deux ou trois mois, exceptionnellement, dans les meilleures circonstances, entre quatre

expliquons dans un article de la *Revista de Historia de América*, Pour une étude des ports, à paraître.

1. Nous comptons, pour notre part, le faire dans les pages que nous consacrons, dans *Structures et conjoncture de l'Atlantique espagnol* (seconde partie, t. VIII, 1 et 2, de *Séville et l'Atlantique*, *op. cit.*), au prolongement Pacifique de l'Atlantique des XVI^e et XVII^e siècles.

2. Aucune trace, à l'arrivée des Espagnols, mais il paraît souhaitable d'être plus affirmatif que ne l'est Borah pour les siècles antérieurs, et cela derrière l'autorité du Dr P. Rivet et de H. Arsandaux (*op. cit.*). Comment expliquer, notamment, sans liaisons fréquentes — et comment les imaginer autrement que par mer? — l'existence, sur les plateaux du Mexique, d'une métallurgie résultant manifestement de la fusion des métallurgies colombiennes et précolombiennes?

3. Fernando ROMERO et Emilia ROMERO, Probable Itinerario de los tres primeros viajes marítimos para la conquista del Perú, *Revista de Historia de América*, n° 16, décembre 1943, p. 1-23.

4. W. BORAH, *op. cit.*, p. 4-5. Le Nicaragua sera pendant plusieurs années le grand centre de constructions navales sur la côte Pacifique, avant de céder le pas à Tehuantepec.

5. W. BORAH, *op. cit.*, p. 8.

6. L'équilibre toujours précaire entre voyages d'aller et voyages de retour en est rompu, entre Espagne et Amérique ; cf. H. et P. CHAUNU, *op. cit.*, t. VI, tables 130, 133, 135, et interprétation in t. VIII, cité.

7. C'est pourquoi Borah les connaît par le détail, grâce aux belles archives du *Marquesado* (p. 15-19).

et six semaines. Le choix de Huatulco est symptomatique, à proximité de Tehuantepec, à cause de ses liaisons commodées avec La Vera Cruz. Il prouve que l'on réexporte beaucoup de produits d'Espagne, en direction du Sud, et que, par conséquent, depuis les origines de la jonction à travers l'Isthme, cette dernière n'assure pas seule la liaison Europe-Pérou. Il y a toujours eu par la Nouvelle-Espagne une route secondaire dont nous montrons ailleurs les fortunes diverses¹. Cette route secondaire du Pérou à l'Europe a toujours fonctionné, elle emprunte la Nouvelle-Espagne. Il n'y a rien là de paradoxal : une route terrestre en vaut une autre et le coût d'un passage n'est pas toujours proportionnel à la distance ; ce qui pèse, ce sont les ruptures de charge ; or, ces ruptures de charge sont les mêmes, quel que soit l'Isthme emprunté. Le mérite de Borah aura été, pour nous, en établissant le rôle précoce de Huatulco, de fournir des présomptions au dossier souvent entr'ouvert, mais jamais vidé, de cette route secondaire qui, d'une manière ou d'une autre, a presque toujours fonctionné entre l'Europe et le Pérou, à travers un quelconque des nombreux étranglements qui au nord de Panama, en Nouvelle-Espagne, joignent les deux espaces océaniques de l'Atlantique et du Pacifique².

Huatulco sera détrôné bientôt par La Navidad, d'abord, point de départ, en 1564³, de la première expédition réussie, celle de Legazpi-Urdaneta, en direction des Philippines, puis, dès avant la fin de la décennie, par Acapulco, le port naturel de Mexico⁴. 1570-1585 marque, aux yeux de Borah, l'apogée de ce qu'il appelle justement l'« early colonial trade ». Quelle est alors la base des échanges ? Tout d'abord, une grande disparité des prix entre les hauts plateaux péruano-boliviens, d'une part, et le Mexique, d'autre part. Cette disparité s'explique par les niveaux différents de production de l'argent, à la fin du XVI^e siècle. Le Sud l'exporte sur le Nord, beaucoup plus même que les origines de l'argent importé à Séville ne le laisseraient à penser⁵.

1. *Séville et l'Atlantique*, t. VIII, 1.

2. A noter que cet aspect des communications entre Pérou et Europe est jusqu'ici passé totalement inaperçu. On s'est, par contre, beaucoup plus apesanti sur une autre route — secondaire, elle aussi, aux XVI^e et XVII^e siècles — la route qui, par Buenos Ayres, au sud du Brésil, joignait par l'Atlantique, directement, mais au prix d'un énorme portage, les hauts plateaux argentifères péruano-boliviens à l'Europe occidentale. On a tendance souvent à la grossir ; elle séduisait d'autant plus l'esprit qu'elle échappait, nous dit-on, aux contrôles de l'Espagne. Voir... Alice PIFFER CANNABRAVA en a dégagé l'importance (*O comércio português no Rio da Prata (1580-1640)*, São Paulo, in-8°, 1944 ; cf., à son propos, Fernand BRAUDEL, *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4, p. 546-550) et récemment encore, dans son très beau livre, C. R. BOXER (*Salvador de Sá and the struggle for Brazil and Angola (1602-1608)*, London, The Athlone Press, 1952, in-8°, xvi-444 p. ; cf. in *Rev. histor.*, 1954, n° 4, notre compte rendu, p. 363-369) insistait lui aussi sur son rôle. Pour quelques réserves sur l'importance qu'il convient de donner à cette route, cf. H. et P. CHAUNU, *Autour de 1640*, *Annales E. S. C.*, 1954, n° 2, p. 44-54, et notamment p. 52, 53, notes 4 et 1.

3. P. CHAUNU, *Le galion de Manille*, art. cité.

4. BORAH, *Mexico-Peru*, op. cit., p. 82 et suiv.

5. Earl J. HAMILTON, *American Treasure and the Price Revolution in Spain*, Cambridge

Vers le Pérou, jamais rassasié, la Nouvelle-Espagne réexporte, en quantité variable, des produits d'Espagne et d'Europe, mais aussi des hommes libres et des esclaves¹, du sucre, des textiles, dont une bonne partie est de production mexicaine, des chaussures, des produits tinctoriaux, de la cochenille, des instruments domestiques, des meubles, des objets de piété, des ornements d'église. En échange, le Pérou exporte de l'argent, en barres et en monnaie et, surtout à partir de 1567, du mercure. Huancavelica a d'abord approvisionné les mines du Mexique qui connaissent l'amalgame, depuis le milieu du xvi^e siècle, avant le Pérou, qui n'adopte guère les techniques nouvelles avant 1572-1573². De 1567 à 1572-1573, la production de Huancavelica³ s'écoule intégralement par le Pacifique, en direction du Nord, vers les mines de Zacatecas. San Luis, Potosi, Guanajuato, Gualdalcázar⁴... ; une moyenne de 1.500 quintales⁵, au cours de cette période, un peu forte, toutefois, à mon sens, concorde bien avec ce que l'on peut savoir de la production du mercure péruvien⁶ et du mouvement du mercure d'Almadén, puis d'Al-

(Mass.), in-8°, 1934, xxxv-428 p. A Séville, d'après Hamilton, la proportion de l'argent importé (p. 43) provient en moyenne, pour 60 % au moins, du Pérou et, pour un peu moins de 40 %, de la Nouvelle-Espagne — en éliminant les fluctuations périodiques. — Or, le rapport est, dans l'ensemble, plus favorable encore au Pérou, puisque — les preuves abondent — le Mexique réexporte vers l'Espagne, outre son propre métal blanc, de l'argent péruvien.

Il est certain, toutefois, que le Mexique absorbe, du fait des activités économiques considérables — on en a vu un exemple avec la sériculture — d'une population indigène et surtout européenne plus nombreuse, une plus grosse part de sa production métallique, pour les besoins de son économie. D'où cette perpétuelle soif d'argent au Mexique sur laquelle Borah insiste avec raison, sans en préciser toujours les causes, entendez la double action d'une production moindre d'argent et peut-être, surtout, les besoins plus gros de son économie.

1. W. BORAH, *op. cit.*, p. 86 et suiv.

2. L'adoption des techniques nouvelles au Pérou est sensible sur l'équilibre des arrivées d'argent à Séville ; elle se marque par un brusque gonflement, au delà de 1575, de l'argent du Sud au détriment de celui du Nord. E. J. HAMILTON, *op. cit.*, p. 43.

3. On trouvera une étude statistique de cette production dans le beau livre de Guillermo LOHMANN VILLENA, *Las Minas de Huancavelica en los siglos XVI y XVII*, p. 452. Il est regrettable que W. Borah n'ait pas utilisé cette œuvre. Elle lui aurait permis de préciser ses données chiffrées, dans l'ensemble, d'ailleurs, raisonnables, du mouvement du mercure, peut-être même de les nuancer un peu. Loin de nous la pensée de faire grief à W. Borah de cette ignorance ; nous nous heurtons, chaque jour, à des difficultés analogues qui traduisent simplement le ridicule cloisonnement scientifique d'un monde qui se vante, par ailleurs, d'avoir vaincu la distance.

4. Parmi les facteurs qui ont contribué à la victoire finale d'Acapulco sur Huatulco — facteurs dont Borah semble se désintéresser — je ferais volontiers entrer en ligne de compte la nécessité de rapprocher le port importateur de mercure des centres miniers de consommation, situés tout au nord, à la frontière sud du Mexique sec — outre, bien sûr, la part croissante des produits de l'industrie mexicaine (centrée autour de Mexico) par rapport aux produits espagnols réexportés et surtout, facteur de consolidation, le choix d'Acapulco proche de la capitale, au sortir du « camino de China », comme tête de pont du commerce d'Extrême-Orient.

5. Le quintal vaut 100 libras castellanas, soit 46 kg. 0093, en prenant comme base l'équivalence de Hamilton, pour la livre castillane.

6. G. LOHMANN VILLENA, *op. cit.*, p. 452, 6.041 qs. 03, d'après la source la plus solide : le ms. 2784 de la Biblioteca Nacional de Madrid, pour les trois années 1571, 1572, 1573.

madén et d'Idria, à travers l'Atlantique¹. Les exportations ne sont plus que sporadiques, de 1574 à 1590, et c'est au delà seulement qu'elles reprennent un rythme sensiblement égal à celui des premières années.

Mais, en 1590, le vieux commerce colonial est mort, car la grande route secondaire² Europe-Extrême-Orient fonctionne à travers l'océan Pacifique. Et de plus en plus, malgré une législation impuissante à l'empêcher, ce que le Mexique envoie en direction du Pérou, en échange de son métal blanc, ce sont les porcelaines, les laques, les soieries, les mille produits de l'industrie chinoise qui, par Manille (et parfois Macao) et Acapulco, abreuvent le marché péruvien, comme ils le font de la Nouvelle-Espagne, ces produits de Chine que l'on peut suivre souvent jusque sur les rives du Guadalquivir³ et, de là, dans l'Europe entière.



Dans la mesure où un commerce extérieur est bien — nous en sommes persuadés — le plus sûr réactif d'une économie, nul ne contestera qu'au cours du xvi^e siècle le Mexique se comporte, par rapport au Pérou, comme le ferait une métropole, par rapport à sa colonie. Cette impression, tout ce que nous pouvons entrevoir du Pérou, par la correspondance de la *Casa de la Contratación*⁴, la confirme. Le Pérou espagnol n'a-t-il pas été construit, en partie, par des *conquistadores* qui s'étaient déjà fait la main dans des colonies antérieures, celles des Antilles, de l'Isthme et surtout de la Nouvelle-Espagne? Il resterait à analyser les raisons profondes de cette opposition. Cette analyse dépasse le cadre de cette modeste étude. Il suffisait, pour l'heure, de la constater. On fera intervenir la moindre distance de la Nouvelle-Espagne, la moindre facilité de ses mines, la moindre altitude de ses plateaux, son ancienneté⁵ et, partant, sa plus grande richesse en peuplement blanc — cette plus grande richesse est encore sensible, de nos jours, entre le Mexique et le groupe des républiques andines... — bien d'autres facteurs encore. Mais il n'est pas certain que l'explication soit toute à notre portée, modestes historiens du xvi^e siècle espagnol, car ce sont les civilisations amérindiennes, leur comportement devant le choc de la conquête, les structures profondes démographiques et ethniques de l'Amérique précolombienne qu'il faudra interroger.

Mais cette enquête souhaitable n'est plus de notre ressort.

Pierre CHAUNU.

1. H. et P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique*, op. cit., t. III, IV, V.

2. P. CHAUNU, Le galion de Manille, art. cité.

3. H. et P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique*, op. cit.

4. *Ibid.*

5. Douze ans, c'est peu. Mais l'ordre est plus important que l'écart. La Nouvelle-Espagne a attiré des forces qui n'ont pas eu le temps ensuite de se reconstituer, d'où la colonisation en grande partie de seconde main des plateaux péruano-boliviens.

EN MARGE DE L'EXPÉDITION DU TONKIN

LES ÉMEUTES DE OUEN-TCHÉOU ET DE HONG-KONG

(SEPTEMBRE-OCTOBRE 1884)

Contrairement à une opinion parfois encore accréditée, il n'est pas exact que l'expédition française du Tonkin ait de prime abord suscité l'hostilité des communautés marchandes des ports ouverts de la Chine. Sans doute, celles-ci comptaient-elles une nette majorité de sujets britanniques (1.953 sur 3.814 Européens ou Nord Américains en 1879¹) ; sans doute, malgré les efforts des Allemands ou des citoyens des États-Unis pour acquérir une situation de premier plan, les Britanniques jouaient-ils un rôle décisif dans les prises de position des concessions étrangères et l'opinion britannique, dans son ensemble, ne passait-elle pas pour indulgente aux entreprises coloniales étrangères et singulièrement aux tentatives françaises ; il n'en reste pas moins qu'en raison des intérêts contradictoires mis en jeu, l'attitude des étrangers et des Britanniques au premier chef a été complexe, confuse même et, au surplus, assez généralement favorable aux Français, tout au moins jusqu'à l'automne 1884.

Il ne saurait être question de s'attarder ici sur les événements qui ont modelé cette opinion et déterminé ses fluctuations. Mais, en parcourant tel ou tel des grands quotidiens de langue anglaise de Shanghai ou de Hong-Kong, on découvre sans peine où vont les sympathies du grand négoce et de la banque. En août 1884, et à plusieurs reprises, le *North China Herald* taxe communément le parti du Gouvernement à Pékin de « parti de la guerre » ou de « parti anti-étranger ». Pour ce même journal et pour le *North China Daily News*, même après les tentatives contre Kelung et le bombardement de Fou-Tchéou, la cause principale d'irritation est la lenteur des Français à l'action. Par là se marque la solidarité entre « diables étrangers ».

Il faut attendre le mois d'octobre 1884 pour que les marchands des ports ouverts prêtent l'oreille aux cris d'alarme jetés depuis plusieurs années par Archibald Colquhoun, l'explorateur de *Chryse*², devenu correspondant de guerre du *Times* au Tonkin. Les opérations de la flotte française contre le nord de Formose, la crainte de les voir s'orienter vers les îles de Chusan,

1. Nathan A. PELCOVITS, *Old China Hands*, Edit. by the American Institute of Pacific Relations. New-York, King's Cross Press, 1948, *passim*. Voir également H. B. MOSS, *The International Relations of the Chinese Empire*, t. II. London, New-York, Longmans, Green and Co, 1918, *passim*.

2. A. COLQUHOUN, *La Chine méridionale* (titre anglais : *Across Chryse*), trad. fr. par Ch. SIMOND. Paris, H. Houdin, 1884, 2 vol., *passim* ; voir aussi art. du *Times* (1883-1885).

avaient éveillé les premières inquiétudes. L'anxiété avait grandi devant les commentaires de la presse française, même et surtout d'une presse tenue par certains pour officiellement libre-échangiste, puisque Leroy-Beaulieu, dans l'*Économiste français*¹, préconisait l'établissement de tarifs préférentiels pour les marchandises françaises utilisant la voie du fleuve Rouge. Ces indications, reprises et amplifiées par Colquhoun et d'autres, firent craindre aux marchands des ports ouverts que l'installation des Français au Tonkin non seulement ne signifiait la fermeture des marchés annamite et tonkinois au commerce étranger, mais aussi l'établissement d'une sorte de monopole commercial français dans la Chine du Sud-Ouest, ouverte désormais au trafic par la navigation du fleuve Rouge. La route du Yunnan, objet des convoitises franco-britanniques depuis une quinzaine d'années, au lieu de déboucher sur Rangoun, risquait d'aboutir à Hanol et à Haiphong.

Dès lors, on voit parfois la Chambre de Commerce de Shanghai unir ses revendications à celles dont les Chambres de Commerce de Manchester, de Birmingham, de Glasgow assaillent le Foreign Office. Et, le 12 octobre 1884, le *North China Herald* s'alarme à l'idée que la France ne lutte peut-être pas uniquement « pour venger la blessure infligée à son honneur à Lang-Son », mais pour défendre des intérêts plus matériels et qui sont « demeurés jusqu'à présent à l'arrière-plan ». Jusqu'alors, le consul général Hughes et la Chambre de Commerce de Shanghai s'étaient bornés à multiplier les protestations contre l'absurde entêtement des Chinois à vouloir obstruer l'entrée de leurs ports et de leurs rivières contre d'éventuelles incursions de la flotte française. Mais leurs protestations masquaient mal leur satisfaction devant l'afflux des commandes d'armes et de munitions et l'abondance du travail fourni aux chantiers de réparations navales par les belligérants. A vrai dire, le seul motif sincère de méfiance, voire de malveillance, à l'égard des ambitions françaises avait pour origine la peur que les opérations militaires des Français ne provoquassent un réveil brutal d'une xénophobie mal dissimulée. Non sans raison. La politique des « représailles » et des « gages » eut un prompt résultat. Loin d'inciter Pékin à accepter docilement les exigences du gouvernement Ferry, elle révéla au monde et peut-être au Tsong-li-Yamen lui-même jusqu'où il pouvait pousser l'art de la procrastination. Elle eut, en tout cas, sur le peuple chinois l'effet tant redouté par les étrangers depuis le début de la querelle, l'explosion d'une fureur anti occidentale qui n'épargna pratiquement aucune cité, aucun port, quelle que fût la nationalité ou la religion de ses résidents occidentaux.

Les émeutes dont Ouen-Tohéou fut le théâtre au début d'octobre 1884 sont révélatrices de cette fureur, en raison même du peu d'importance de ce port, situé sur la côte du Tché-Kiang, et ouvert au commerce depuis 1877

1. *L'Économiste français*, hebdom. : voir notamment les nombreux art. des années 1884-1885.

seulement, en vertu de la Convention de Tché-Fou du 13 septembre 1876. Les Britanniques s'y étaient installés en 1878 avec le dessein d'en faire un des centres du commerce du thé. Leurs espoirs devaient être assez vite déçus : le trafic total atteignait péniblement un million de taëls en 1895, 1.600.000 en 1899, et les consuls avaient alors cessé de dresser des rapports sur ce trafic¹.

A la fin de septembre 1884, la communauté européenne de Ouen-Tchéou, ville d'environ 80.000 habitants, comptait, outre le consul britannique, E. H. Parker, onze membres, ou plutôt dix, le seul Français, M. d'Arnoux, commissaire aux douanes, ayant, par prudence, consenti à quitter la ville. C'étaient sept Britanniques — un administrateur des douanes, trois missionnaires protestants, trois douaniers, un Américain — assistant des douanes, un Allemand — employé des douanes, et un Italien — missionnaire lazariste². La situation semblait assez rassurante, si l'on en croit Sir Harry Parkes (dépêche du 14 octobre à Lord Granville) : « La population y a toujours fait preuve de dispositions amicales et, comme le commerce y est extrêmement limité, le nombre des étrangers y est proportionnellement peu élevé », et le ministre du Royaume-Uni poursuivait : « M. Parker a maintenu des relations cordiales avec les autorités locales chinoises », au point que celles-ci l'ont consulté sur les mesures défensives à prendre en cas d'attaque française et sur les arrangements à adopter pour protéger les étrangers³.

En effet, cette double préoccupation avait fait l'objet de plusieurs consultations entre le consul et le Taotai de Ouen-Tchéou, ainsi que d'un échange de notes entre M. Parker et Sir Harry Parkes (août-septembre 1884). Sur le premier point — défense du port — le consul concluait en ces termes : « Je lui exprimai (au Taotai) mon opinion qu'il était futile de barrer l'entrée de la rivière, même si l'on pouvait penser que les navires français vinssent jusqu'ici, et que les conséquences en pouvaient être fort sérieuses pour le chenal. » Sur le second point — protection des étrangers — il terminait ainsi : « Je ne vois pas de motif d'appréhension ici. Le résultat d'ensemble est le suivant... 2) il se peut que les autorités chinoises, si elles le veulent, affichent un avis rassurant à la porte de chaque missionnaire ; 3) il faudra surveiller les soldats. » L'affirmation liminaire est assurément plus encourageante que le commentaire. Le consul pouvait entretenir des rapports cordiaux avec les autorités ; les sentiments de celles-ci ne reflétaient peut-être pas exactement ceux de la population. Au reste, il suffit de relire cette dépêche du 27 août tout entière pour apprécier à quel point l'optimisme de Parker relevait de ce que ses compatriotes qualifient de *wishful thinking*. N'avait-il pas rédigé lui-même le modèle d'affiche à faire apposer par les

1. E. H. PARKER, *China, Her History, Diplomacy and Commerce, from the earliest days to the present days*. London, John Murray, 1901 (p. 145).

2. F. O. 27 (2715), Sir H. P. to F. O., n° 232, 20 octobre 1884, Ann. II.

3. F. O. 27 (2714), Sir H. P. to F. O., n° 222, 14 octobre 1884.

autorités chinoises sur les quatre établissements missionnaires de Ouen Tchéou, et dont voici quelques phrases?

Mr X... missionnaire vit ici

Il est né en $\left\{ \begin{array}{l} \text{Italie} \\ \text{Allemagne} \\ \text{Grande-Bretagne.} \end{array} \right.$

Ses intentions, en venant ici, sont bonnes.

Et il est en bons termes avec tout le monde...

N'avait-il pas, vers le 20 août, adressé lui-même, à titre privé, une note au Taotai, dans laquelle il signalait les faits suivants?

1° M. d'Arnoux et moi-même avons été hués.

2° La porte de la mission italienne a été barbouillée de pasquinades menaçantes;

3° M. Jackson, missionnaire, a entendu, dans les rues, des cris de « coupons-lui le cou »;

4° Des soldats cantonnais ont fait peur au cheval du commissaire alors que celui-ci le montait.

5° Les Cantonnais m'ont crié : « coupons-lui le cou¹ ».

Et bien que, pour redonner du sang-froid aux Européens, il continue à faire seul sa promenade matinale et à ne pas manquer sa partie de tennis quotidienne, il est difficile de voir autre chose qu'un optimisme de commande dans l'impression de sécurité qu'il essaie de communiquer au ministre de Grande-Bretagne dans ses dépêches d'août et de septembre, surtout lorsqu'on la rapproche de cet aveu : « Des placards ont été affichés partout, appelant le peuple à massacrer 1) les catholiques; 2) moi-même; 3) tous les étrangers; 4) les mandarins²... » Il est clair que les autorités civiles de Ouen-Tchéou, si pleines de bonne volonté qu'elles soient — au dire du consul du moins — craignent d'être débordées par les éléments militaires et par une « populace excitée ». Parker lui-même et le Révérend Stott³ confessent que, s'ajoutant aux nouvelles exaltantes de victoire remportées par le *Shenpao* et le *Hupao*, la multiplicité des précautions prises par le Taotai et ses adjoints, et des avertissements lancés par eux, en mettant l'accent sur un danger imminent, énervent la population et la « tiennent dans un état de tension permanente ».

Cette tension aboutit à l'explosion du 4 octobre. « Tous les étrangers... ont été attaqués indistinctement par la populace, mais ils ont réussi à se réfugier au Consulat britannique, lequel, étant situé sur une île, est assez difficile à attaquer », écrivait Sir Harry Parkes au Foreign Office, le 14 oc-

1. F. O. 27 (2714), Sir H. P. to F. O., n° 222, 14 octobre 1864, Ann. II (Ouen-Tchéou, 27 août).

2. Cité par S. LANE-POOLE, *Life of Sir Harry Parkes*. London, 2 vol., t. II (p. 362).

3. F. O. 27 (2715), Sir H. P. to F. O., n° 232, Ann. III (*Mr. Stott's narrative*, Ningpo, 11 octobre).

tobre, après réception de la dépêche de M. Parker, datée du 11, et dans laquelle celui-ci précisait que « six établissements missionnaires avaient été complètement détruits et, qu'à l'exception de lui seul, toute la communauté européenne réfugiée au Consulat avait tout perdu dans l'émeute ¹ ».

Le 11 octobre, Sir Harry Parkes faisait les traditionnelles représentations au Yamen, signalant que de tels « outrages » étaient en contradiction avec le Décret impérial du 26 août garantissant la sécurité aux neutres. Le fait qu'il n'y eut pas de Français à Ouen-Tchéou, puisque le seul missionnaire catholique, le Père Procacci, était Italien, ne pouvait qu'augmenter la défiance des étrangers pour un gouvernement incapable ou même peu soucieux de faire respecter ses propres consignes par ses subordonnés. Le désarroi est d'autant plus grand, ajoutait le ministre, se référant au récit des événements fait par M. Stott, que les établissements religieux de Ouen-Tchéou n'ont pas été les seuls à être pillés et incendiés, mais qu'au moins trois « chapelles » situées à plusieurs milles de la ville l'ont été également. Le 9 octobre, rapporte M. Stott, « j'ai entendu dire que, mardi dernier, à P'ing-Yang, à 45 milles au sud, une foule excitée, où beaucoup d'hommes étaient nus jusqu'à la ceinture, était dans la rue, à la porte de ma chapelle, dans une attitude menaçante, et que les chrétiens étaient très effrayés ² ».

Le 13 octobre, pourtant, le consul Parker obtenait des autorités de Ouen-Tchéou des excuses et le paiement d'une indemnité. Mais il fut beaucoup plus difficile d'obtenir le châtement des responsables, ou même de découvrir ceux-ci. C'est ce que relate Sir Harry Parkes le 27 octobre, rendant compte de sa visite du 23 octobre au Yamen ³ : « Le Prince répondit qu'il fallait, bien entendu, envisager de châtier les coupables ; mais que les autorités étaient obligées d'agir avec une grande prudence. Vu l'excitation de la grande masse des gens impliqués dans l'affaire, une action précipitée pourrait entraîner des violences qu'il ne serait pas au pouvoir de l'exécutif de contrôler ; aussi faut-il laisser le temps aux esprits de se calmer avant de songer aux sanctions. Son Altesse a ajouté que le Yamen craignait depuis longtemps que les actes d'hostilité des Français n'entraînaient des explosions de passion populaire, au cours desquelles on ne distinguerait pas entre nationalités... J'ai peur qu'elles (ces appréhensions) ne soient que trop justifiées, commente Sir Harry Parkes. Il y a dans le caractère chinois un étrange mélange de docilité et de férocité, et les autorités chinoises ne sont que trop portées à fléchir devant l'excitation populaire, et à permettre à une explosion soudaine de suivre son cours plutôt que d'essayer d'en endiguer la violence. »

Ce fut donc sans difficulté que le consul Parker obtint du Taotai le paiement d'une indemnité assez élevée (35.000 dollars), dont il avait lui-même fixé le montant, sans grande difficulté qu'il obtint la collaboration des no-

1. F. O. 27 (2714), Sir H. P. to F. O., n° 222, 14 octobre 1884.

2. F. O. 27 (2715), Sir H. P. to F. O., n° 232, Ann. III (*Mr. Stott's narrative*).

3. F. O. 27 (2716), Sir H. P. to F. O., n° 237, 27 octobre 1884, Dép. et Ann. I et II.

tables au maintien de l'ordre, « précédent, signale Sir H. Parkes, qui pourra être utilement imité dans l'avenir¹ ».

Qui étaient donc les émeutiers? Outre quelques soldats cantonnais (*Cantonese braves*) qu'on retrouve dans toutes les émeutes xénophobes de Chine — Canton était le cœur du nationalisme anti-occidental — c'étaient, si l'on en croit M. Stott, ceux-là même à qui avait été remise la sécurité de la ville. « La division de la cité en circonscriptions de guet avec postes de garde a été entièrement confiée aux notables et aux lettrés, et les hommes qu'ils ont chargés des patrouilles étaient en général les fainéants, les voyous et les che-napans de la ville, dont aucun n'avait de moyens d'existence avouables. » On comprend mieux alors pourquoi il était si réconfortant pour le consul Parker et pour le ministre d'Angleterre d'avoir obtenu que lettrés et notables eussent consenti à se joindre aux autorités pour apporter des excuses et assumer à l'avenir la responsabilité de maintenir l'ordre dans la ville².

Encore la peur du gendarme britannique était-elle salutaire au respect des engagements. Aussi le consul Parker demanda-t-il et obtint-il que le vice-amiral Sir William Dowell, commandant en chef des forces navales britanniques en Extrême-Orient, apparût dans la rivière de Ouen-Tchéou, le 31 octobre, et y laissât la canonnière *Zéphyr*³ jusqu'au 1^{er} décembre. Le 30 novembre, d'ailleurs⁴, Parker signalait que, sur les neuf émeutiers appréhendés, trois seulement avaient été maintenus en état d'arrestation, les preuves faisant défaut contre les six autres. Selon lui, les instructions de Pékin à Hankéou, ou de Hankéou à Ouen-Tchéou, avaient été « tièdes ou évasives », ou alors les autorités avaient eu peur d'agir avec rigueur et, même si elles décidaient de faire quelques exemples, elles choisiraient des coupables désignés par Parker pour qu'en fin de compte la responsabilité des sanctions retomât sur un étranger.

Au fond, l'affaire se termina de la manière classique, avec un minimum de sanctions infligées au minimum de coupables, ni les autorités chinoises, ni le consul de Sa Majesté n'ayant perdu la face. L'ordre fut à peu près respecté, le *H. M. S. Zephyr* y contribuant au moins autant que les instructions embarrassées des autorités ; car celles-ci, pour être plus souples, partageaient sans doute l'hostilité — dont il n'est pas prouvé qu'elles n'aient pas encouragé la manifestation violente — de la « populace » contre l'étranger, missionnaire ou commerçant, le premier frayant le chemin au second.

Qu'il fût, du reste, à peu près impossible de prévenir les explosions des passions populaires, c'est ce que prouvèrent mieux encore les émeutes de Hong-Kong, possession britannique où l'Administration, la marine, l'armée

1. *F. O. 27 (2716)*, Sir H. P. to F. O., n° 250, 5 novembre 1884.

2. *F. O. 27 (2716)*, Sir H. P. to F. O., n° 250, 5 novembre 1884, Ann. I, II, III.

3. *F. O. 27 (2716)*, Sir H. P. to F. O., n° 256, 9 novembre 1884, Ann. I.

4. *F. O. 27 (2719)*, Sir H. P. to F. O., n° 231, 24 décembre 1884, Dép. et Ann. II.

et la police de Sa Majesté tenaient pourtant bien en main tous les rouages de l'ordre.

Le 16 octobre 1884, on pouvait lire dans l'*Evening Standard* cette dépêche datée de Hong-Kong, mercredi 15 octobre : « Une émeute vient d'avoir lieu, qui a commencé lorsque des enfants se sont mis à jeter des pierres. La police est intervenue et a tiré sur la foule, tuant plusieurs Chinois.

« Le Gouvernement se conduit ici de la façon la plus arbitraire, suscitant par là même une recrudescence très vive des sentiments anti-britanniques provoqués chez les indigènes par les ordres donnés pour contraindre les ouvriers à travailler sur les bateaux français.

« Des lois oppressives ont été promulguées, entre autres une loi interdisant tout trafic d'armes entre Chinois et Européens. Un grand nombre de Chinois habitant Hong-Kong ont été déportés sans jugement par les autorités. L'opinion dans son ensemble condamne sévèrement l'attitude du Gouvernement. »

Le 20 octobre, Sir John Pauncefote, sous-secrétaire au Foreign Office, recevait la visite de M. Macartney¹, secrétaire du marquis Tseng, ambassadeur de Chine à Londres; celui-ci s'informait auprès du Foreign Office des mesures de contrainte que le Gouvernement de Hong-Kong était censé avoir exercé sur les ouvriers chinois afin de les amener à travailler pour les Français.

Le 27 octobre, l'amiral Sir John Hay posait au Gouvernement devant la Chambre des Communes une question sur les sanctions prises contre les travailleurs chinois en grève à Hong-Kong².

Des désordres assez graves s'étaient, en effet, déroulés à Hong-Kong entre les 29 septembre et 4 octobre 1884. Le 3 octobre, le télégramme suivant était adressé au Colonial Office par le gouverneur Sir George Bowen : « Quelques émeutes dans le quartier indigène de la cité au cours de la matinée; la police aidée de l'armée a rétabli l'ordre. » Le 6 octobre, un second télégramme parvenait aux services de Lord Derby : « Les bateliers et ouvriers en grève depuis le 30 septembre ont repris le travail ce matin. Cent soldats cantonnés pendant quatre jours à l'hôpital de Tung Wah pour aider la police n'ont pas eu à intervenir. Un Chinois tué, cinq policiers Sikh blessés. Troubles attribués à la proclamation des autorités de Canton. Ai informé Parkes³. »

Les courriers des Messageries maritimes faisaient régulièrement escale à Hong-Kong. On les soupçonnait de charger du charbon destiné à l'escadre de l'amiral Courbet. En outre, des navires de guerre français abordaient également à Hong-Kong, soit pour s'y ravitailler en vivres ou en charbon, soit même pour réparer certaines avaries. C'est ainsi que, dans son rapport

1. F. O. 27 (2715), F. O., Saturday, 24 octobre 1884, note de Sir J. P., 20 octobre 1884, avec mention : Ask C. O.

2. F. O. 27 (2715), C. O. to F. O., 25 octobre 1884, Annexe. Sur les émeutes de Hong-Kong, voir également Arch. Marines, BB⁴ 1535 (Agents diplom.), *passim*.

3. F. O. 27 (2714), C. O. to F. O. (confidentiel), 7 octobre 1884, Ann. II.

à l'Amirauté n° 318, daté de Hong-Kong le 17 septembre¹, le vice-amiral Dowell signalait que se trouvaient alors dans ce port le *La Galissonnière* (portant pavillon de l'amiral Lespès), venu pour réparer les dommages subis à Kelung et sur la rivière Min, le *Volta* arrivé le 13 de l'île Matsou, l'*Atalante* arrivé le 14 du Tonkin, et le *Pluvier* arrivé le 16 de Haiphong. De son côté, le 15 septembre, l'amiral Lespès avisait l'administrateur V. H. Marsh d'atroupements menaçants autour d'un petit torpilleur français qui se trouvait en réparation dans le *Cosmopolitan Dock*. L'administrateur s'empresait (lettre du 19 septembre) de mettre un cordon de police entre le torpilleur et la foule chinoise². En fallait-il plus pour que celle-ci considérât que le Gouvernement de la Colonie affichait une neutralité extrêmement bienveillante à l'égard de la France? D'ailleurs, une partie des travailleurs chinois de Hong-Kong venait de Macao et de Canton, où les autorités officielles elles-mêmes, loin de dissimuler leurs sentiments xénophobes, avaient été jusqu'à publier, le 15 septembre, deux proclamations d'une extrême violence. L'une avait été reproduite et commentée par quatre journaux chinois de Hong-Kong, contre lesquels l'administrateur Marsh avait aussitôt engagé des poursuites judiciaires³ (dép. n° 336 du 25 septembre 1884 au C. O.). C'était un édit promulgué par le gouverneur des deux Kouang et le gouverneur du Kouang Toug exhortant « les habitants de la côte et les ouvriers qui réparaient les navires » à refuser de travailler sur les bâtiments français, de crainte de mourir sous les balles chinoises, ou sous peine, s'ils y avaient échappé, d'en courir des représailles de leurs concitoyens, et leur conseillant « de tuer secrètement des commandants français ou d'incendier leurs munitions, ou de coopérer avec les officiers et les soldats chinois pour attaquer les Français du dedans et du dehors, afin de les détruire complètement⁴ ». Moyennant quoi, outre de fortes récompenses, ils obtiendraient l'impunité pour les fautes passées.

La seconde proclamation, bien plus fameuse encore, était celle qui invitait les Chinois, où qu'ils se trouvassent, à Saigon, à Hong-Kong, à Penang ou à Singapour, non seulement à se livrer partout à des actes de guerre ou de sabotage contre les Français, mais encore à se débarrasser d'eux en leur vendant des « provisions empoisonnées ». D'après d'autres informations, une récompense de 3.000 taëls était offerte à qui détruirait dans le port de Hong-Kong les courriers des Messageries maritimes, « projet atroce », issu en droite ligne de la proclamation du 15 novembre⁵.

La large diffusion de ces deux textes, venant après la destruction de l'arsenal de Fou-Tchéou et les attaques sur Kelung, avait porté à son comble l'exaspération de la population ouvrière de Hong-Kong à qui ses employeurs

1. F. O. 27 (2715), Admiralty to F. O., M. 2604, 24 octobre 1884, Ann.

2. F. O. 27 (2717), C. O. to F. O., 12 novembre 1884, Ann. III et IV.

3. F. O. 27 (2717), C. O. to F. O., 12 novembre 1884, Ann. I.

4. F. O. 27 (2717), C. G. I. F. O., 12 novembre 1884, Ann. II et VII.

5. F. O. 27 (2715), Sir H. P. to F. O., n° 226, 15 octobre 1884.

étrangers faisaient effectuer des travaux sur les navires français. Le 29 septembre, ouvriers et bateliers décidèrent donc de refuser de travailler pour les courriers des Messageries maritimes et les navires de guerre en réparation¹.

« Devant l'attitude des Chinois², l'agent des Messageries maritimes et un certain M. Vincenot firent assigner quatorze de ces bateliers. Au lieu de soutenir, comme il semble qu'ils eussent pu le faire, se référant à la section XVII de l'Ordonnance n° 8 de 1858³, qu'ils avaient refusé de travailler parce qu'ils craignaient qu'eux-mêmes ou leurs parents ne fussent inquiétés en Chine, si eux-mêmes négligeaient l'avertissement du Vice-Roi des deux Kouang, ils essayèrent de prouver qu'ils étaient employés ailleurs. Comme ils n'y réussirent pas, la plupart d'entre eux furent condamnés par le tribunal de police à payer une amende de 5 dollars...

« Hier, tous les Chinois qui chargeaient et déchargeaient les cargos ou qui faisaient le service des paquebots, obéissant, dit-on, à un mot d'ordre de leur association, se mirent en grève et se retirèrent avec leurs bateaux et leurs sampans dans la partie chinoise du port. Tout travail a donc cessé dans le port depuis deux jours, au grand détriment du commerce maritime. »

Sir Harry Parkes, ayant protesté auprès du Yamen, se montra fort irrité de la réponse qu'il reçut : « Cette réponse n'est pas satisfaisante, car elle prend la défense des émeutiers dont la répugnance à travailler sur les bateaux français est attribuée — je veux croire ironiquement — à leur désir d'observer les lois britanniques de neutralité, et elle attribue l'émeute à une action précipitée du gouvernement de Hong-Kong. Elle refuse également de faire publier le Décret impérial (du 26 août) sous forme de proclamation à Canton. » En effet, le ministre d'Angleterre, pour atténuer les effets des « proclamations incendiaires » des autorités cantonnaises, avait demandé que ces mêmes autorités fussent contraintes par Pékin de donner une publicité officielle au décret garantissant la protection aux neutres⁴.

A la suite de la promulgation de la loi du 9 octobre sur la sauvegarde de l'ordre public, « 16.000 équipements militaires furent saisis et plusieurs Chinois condamnés au bannissement⁵ », mais, le 14 octobre, un nouveau télé-

1. F. O. 27 (2715 à 2719), *passim*.

2. F. O. 27 (2716), C. O. to F. O., 11 novembre 1884, Ann.

3. F. O. 27 (2716), C. O. to F. O., Ann. 1 : donne le texte de la section XVII. Après avoir indiqué que les tarifs de location des bateaux et transports divers à Hong-Kong seraient fixés par le gouverneur et publiés dans la *Gazette du Gouvernement*, aucun propriétaire de moyen de transport ou coolie ne devant demander un tarif supérieur à celui du barème ainsi établi, la section XVII conclut qu'aucun ouvrier ne peut « refuser d'accepter un emploi rétribué selon ce barème, d'où qu'en vienne l'offre, si celle-ci est conforme à la dite ordonnance, ni user d'un langage injurieux et insolent vis-à-vis de quiconque l'emploie ou offre de l'employer aux dites conditions ».

4. F. O. 27 (2715), Sir H. P. to F. O., n° 225, 15 octobre 1884.

5. F. O. 27 (2714), C. O. to F. O., 14 octobre 1884. Envoi d'un télégramme du Gouverneur de Hong-Kong, 13 octobre 1884.

gramme (*F. O. Cons.*, n° 346) signalait que, sur les vingt-huit condamnés, sept seulement avaient pu être trouvés par la police et un télégramme du 20 (*F. O. Cons.*, n° 350) annonçait que trois cents Chinois environ avaient quitté la colonie. Sans doute ceux-ci appartenaient-ils, pour la plupart, à la société secrète des Triades, qui aurait eu plusieurs milliers d'adhérents (*F. O. Cons.*, n° 342) et aurait joué un grand rôle dans les désordres de septembre et octobre.

Accompagnées de protestations affirmant qu'aucune contrainte n'avait été exercée sur la main-d'œuvre chinoise pour qu'elle travaillât sur les navires français, et que jamais il n'avait été livré de charbon à l'escadre française en provenance directe de Hong-Kong¹, les mesures prises par le Gouvernement de la Colonie paraissent avoir ramené l'ordre assez rapidement, non sans que le Yamen eût fait remarquer que la sécurité de Hong-Kong, territoire britannique, ne regardait pas le Gouvernement de la Chine. L'ordre avait beau être rétabli, il devait cependant être assez précaire pour que l'administration coloniale, suivant en cela les conseils de prudence de Lord Granville, lequel jugeait qu'après tout ce n'était peut-être pas sans raison que les Chinois s'étaient révoltés², consentît, à la fin de novembre, à faire remise des amendes infligées les 29 et 30 septembre³.

Si les émeutes de Hong-Kong, comme celles de Ouen-Tchéou, sont des manifestations de la « populace », le mot « *mob* » étant indifféremment employé pour désigner tous ceux qui n'ont pas de fortune assise, qu'ils soient des coolies louant leurs bras, ou « des voyous sans moyen d'existence avouable », le caractère des unes et des autres est assez différent. A Ouen-Tchéou, c'est une foule inorganisée qui pille et incendie. A Hong-Kong, ce sont des ouvriers organisés⁴ qui obéissent à un mot d'ordre de grève générale et les bagarres ont l'aspect d'une protestation contre les amendes infligées par des tribunaux au service d'employeurs étrangers. On ne signale pas de pillage, sans doute à cause de la vigilance de la police et de l'armée britanniques, mais peut-être aussi parce que les travailleurs ont déjà conscience que de tels actes ne pourraient qu'affaiblir la portée de leurs revendications.

A Ouen-Tchéou, les forces de l'ordre sont représentées par les autorités chinoises, talonnées sans doute par le Consul britannique. Bonne volonté de façade, mollesse foncière, telle est la double nature de la répression, la bonne volonté apparente étant peut-être d'autant plus nécessaire que l'émeute a éclaté sans prétexte valable. Il n'y a aucun Français à Ouen-

1. *F. O. 27 (2715 à 2719)* et notamment *F. O. 27 (2716)*, C. O. to F. O., 1^{er} novembre 1884, Ann. III.

2. *F. O. 27 (2716)*, F. O. to C. O., 7 novembre 1884.

3. *F. O. 27 (2716 à 2718)* et notamment *F. O. 27 (2718)*, C. O. to F. O., 6 décembre 1884.

4. *F. O. 27 (271)*, C. O. to F. O., 25 novembre 1884. Note au dos : *20 000 Triads in the colony.*

Tchéou, aucun navire français à proximité. A Hong-Kong, il n'y a que trop de raisons, une en particulier et qui, à elle seule, suffirait, la présence de navires français que les ouvriers chinois ont à réparer, faute de quoi ils s'exposent au chômage et à la faim, ou sur lesquels ils ont à charger du ravitaillement dont ils ne sont pas sûrs qu'il ne soit pas destiné à l'escadre qui vient d'attaquer leur pays¹. Aussi ont-ils le sentiment qu'il existe une solidarité d'intérêts entre tous les Européens. Cela explique peut-être la hardiesse plus grande des autorités chinoises vis-à-vis du ministre britannique et notamment la matière un peu sarcastique adoptée par le chef du Tsong-li-Yamen pour faire observer à Sir Harry Parkes à quel point les explosions du patriotisme populaire sont incontrôlables, puisque les représentants du gouvernement britannique n'ont pas été à même de les prévenir dans une colonie de Sa Majesté. D'où l'extrême embarras des Britanniques et un jeu très compliqué, ceux de la métropole se sentant plus libres de faire respecter certaines consignes de neutralité, ceux de Hong-Kong et des ports ouverts redoutant les réveils xénophobes et, tout en se méfiant de plus en plus du protectionnisme colonial français, craignant par-dessus tout que l'action « hésitante » de la France, suivie de demi-succès ou même d'échecs, n'ait pour conséquence beaucoup plus grave une reprise de confiance et de conscience nationales chez les Chinois, et se résignant à souhaiter que, puisque l'affaire est engagée, elle se solde, en fin de compte, par une victoire française, donc occidentale.

Ainsi, pensent-ils non sans raison, ceux des Européens qui sont déjà à pied d'œuvre, et sont déjà solidement implantés en Extrême-Orient, où ils se sont réservés l'essentiel du trafic, pourront continuer à exploiter l'immense territoire chinois et l'inépuisable réservoir de main-d'œuvre à bon marché qu'il constitue.

Odette MERLAT.

1. Voir notamment M. LOIR, *L'escadre de l'amiral Courbet; notes et souvenirs*. Paris, Berger-Levrault, 1886.

LA FORMATION DE L'UNION SOVIÉTIQUE ET LE PROBLÈME NATIONAL

(A PROPOS DE LIVRES ET ARTICLES RÉCENTS)

État « multinational », l'Union soviétique paraît avoir résolu le problème que posait l'existence, à l'intérieur de ses frontières, de peuples divers par leurs langues et leurs caractères ethniques. La solution s'est trouvée dans une formule fédérale conciliant une autonomie administrative et culturelle avec une forte centralisation assurée par l'appareil du Parti communiste et l'identité des directives générales. La Fédération tend d'ailleurs vers une unité de fait. Les nécessités de l'équipement du pays, le développement économique, le service militaire universel, plus encore qu'une éducation reposant d'un bout à l'autre de l'Union sur les mêmes principes, opèrent un brassage des hommes et des idées qui font penser au « melting-pot » américain¹, encore que les possibilités d'intégration à un vaste ensemble national soient plus évidentes pour des groupes d'émigrés subitement transportés sur des terres nouvelles que pour des peuples dont les attaches au sol sont, sauf exception, anciennes, et dont les relations ont été, à l'origine au moins, marquées par l'hostilité.

Mais près de quarante ans se sont écoulés depuis que, dans le feu de la Révolution, le gouvernement bolchévik a commencé à construire cette immense Fédération où coexistent quelque 180 nationalités. On risquerait de méconnaître le caractère *actuel* de leurs relations réciproques, à juger celles-ci par ce qu'elles étaient du temps du tsarisme, et dans la période de l'adaptation pénible qui a suivi la formation de l'Union soviétique. Le poids du passé, cependant, semble peser aujourd'hui sur les jugements que bien des historiens portent sur la nature de ces relations. On admet généralement l'expression de « prison des peuples » appliquée par le gouvernement bolchéviste à l'Empire des tzars ; mais on tend à la considérer comme toujours valable, sans tenir compte suffisamment, d'une part, du temps écoulé, créateur de situations nouvelles, d'autre part, de la différence profonde des régimes. Aux considérations de caractère essentiellement politique, en quelque sorte extérieures, posant les nationalités chacune en bloc et séparément, en face du pouvoir, s'est substituée, en effet, au moment de la Révolution, la notion essentiellement sociale d'un rapprochement fondé sur les identités de classes d'un peuple à l'autre. La contradiction d'une liberté de

1. Voir W. KOLARZ, *Russia and her colonies*. London, 1952 ; trad. française : *La Russie et ses colonies*. Fasquelle, éditeur, 1954.

disposer de soi, théoriquement reconnue à chaque peuple fédéré, avec son attachement de fait à un État centralisé n'est plus qu'apparente.

Ainsi, par le biais du socialisme, l'État soviétique a pu admettre le libre développement des caractéristiques nationales en préservant son unité.

Le problème des nationalités « allogènes » a été certainement le problème majeur auquel s'est affronté le gouvernement tzariste dans les cinquante dernières années de son existence. Il était posé par l'histoire même de l'expansion de l'État russe dans des termes d'une extrême complexité. La formation de l'Empire russe, en effet, a été, en même temps qu'une poussée de colonisation agricole des Grands Russiens et accessoirement des Ukrainiens vers l'est, une conquête. Les vagues de paysans slaves ont submergé les groupes finnois et turcs, installés de part et d'autre de la Volga, peuplé la Sibérie occidentale, entrant dès lors en contact, aux marges de l'Empire, avec d'autres peuples, bientôt soumis à leur tour, mais restant plus ou moins en dehors des lignes de pénétration colonisatrice. Ainsi tandis que Koumis, Oudmourtes, Mariis, Mordves, Tchouvaches, Tatars de la Volga, Bachkirs, ne formaient plus, à la fin du xix^e siècle, que de petites enclaves de peuples imbriquées dans une masse slave, les peuples sibériens, Ostiaks, Zvenis, Iakoutes, Kamdchadales, au nord — peuples de l'Altai, Bouriates-Mongols au sud, de part et d'autre de la bande étroite de colonisation slave qui s'étendait de l'ouest à l'est jusqu'au Pacifique, devaient à leur éloignement, et pour la plupart d'entre eux, aux rigueurs du climat, d'échapper dans une certaine mesure à la pression des colonisateurs. A plus forte raison il en était de même pour les nombreux peuples du Caucase et tout particulièrement d'outre-Caucase (Arméniens, Géorgiens, Azerbaïdjanais), ainsi que pour ceux d'Asie centrale (Kazaks, Kirguizes, Turkmènes, Tadjiks, Ouzbeks) plus récemment intégrés à l'Empire. Le domination politique ne s'accompagnait pas pour eux de pénétration véritable, sauf en des secteurs limités (Bakou, nord du Kazakhstan, Sémirétché).

La politique du tzarisme vers l'Occident entraînait, d'autre part, des allées et venues de frontières, faisant passer dans les cadres de l'Empire des peuples ou portions de peuples dont l'intégration pouvait apparaître comme très provisoire ou, en tout cas, sujette à révision. Ainsi des Finlandais, des peuples « baltes », des Polonais. La localisation géographique des peuples « allogènes » de la Russie tzariste complique ainsi un problème national dont les données sont, en outre, très différentes, suivant qu'il s'agit d'un peuple de culture ancienne, de niveau culturel et économique élevé ou d'une population primitive, restée aux stades élémentaires de la lutte pour l'existence. On ne saurait aborder ce problème de la même façon pour les Géorgiens, les Arméniens, et les Ostiaks ou les Iakoutes. A peine peut-on parler de peuples « allogènes » (terme légèrement dédaigneux et abandonné aujourd'hui) à propos de la Finlande ou de la Pologne russe. L'effectif de ces peuples doit être pris également en considération. Au regard d'une vie nationale qui suppose masse et cohérence, les groupes nombreux et dispersés en Russie,

qui ne dépassent pas quelques centaines de milliers d'individus et parfois sont réduits à quelques milliers, ne peuvent constituer que des minorités sans indépendance réelle. Le problème national vaut bien pour tous, mais requiert des solutions différentes. Enfin, l'attitude du gouvernement ne pouvait être, à l'égard des nationalités, commandée toujours par de simples considérations de politique intérieure. Lorsque la frontière coupait en deux un peuple qui relevait ainsi de dominations politiques différentes, le sort de la minorité au delà de la frontière, le caractère de ses relations avec l'État voisin influait plus ou moins sur les décisions prises, comme aussi sur la conscience nationale du peuple divisé. Il en était ainsi pour les Polonais, partagés entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, pour les Allemands baltes, — pour les Arméniens dont une partie relevait de l'Empire ottoman, pour les Turcs de l'Azerbaïdjan qui peuplaient également le nord de l'Afghanistan.

Reste une dernière question : faut-il considérer, dans ce kaléidoscope de nationalités, les Slaves séparément ou en bloc ? Les Polonais, qui ont un long passé d'indépendance, ne sont pas en cause. Mais les Grands Russes, Ukrainiens, Blancs Russes, qui forment les quatre cinquièmes de la population et dont l'histoire a étroitement lié les destinées ? Les proportions respectives des populations grand russe, ukrainienne, blanc russe, se retrouvent approximativement dans les effectifs de la colonisation sibérienne, et la distinction que peuvent établir entre eux les langues et les coutumes n'a plus guère d'intérêt, toutes les fois qu'ils se trouvent placés face aux populations allogènes non slaves. Le problème des nationalités ukrainienne et blanc russe, même dans le cadre d'un Empire où les Grands Russes représentent une majorité (50 à 60 %), n'a pas la même résonance, le même caractère aigu que celui des peuples dont la soumission et l'intégration ont été, en définitive, l'œuvre commune des Slaves¹.

C'est dire que, historiquement, le problème national en Russie se décompose en de multiples problèmes nationaux. Encore ces problèmes ne se sont-ils pas posés simultanément, ni avec la même force. Jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, ce sont les nationalités de l'ouest qui occupent la scène de l'actualité. En raison de leur situation économique, de leur passé, de leur niveau culturel, Finlandais, Allemands baltes (plus encore

1. En ce qui concerne le problème national ukrainien, on se bornera à renvoyer à l'ouvrage de J. S. RESHETAR, *The Ukrainian Revolution, 1917-1920. A study in Nationalism*. Princeton University Press, 1952, 13,5 x 21,5 cms, 364 p., dont Élie Borschak a fait un compte rendu détaillé dans *Revue historique*, octobre-décembre 1953, p. 406-409. L'auteur attribue l'échec des tentatives d'indépendance ukrainienne entre 1917 et 1920 à la faiblesse du sentiment national qui n'était pas supporté par une classe moyenne et s'exprimait par la voix d'intellectuels, d'ailleurs très divisés, dont l'influence sur la masse paysanne était médiocre. Il note la « russophilie » de la plupart des nationalistes ukrainiens modérés et la force des liens de l'Ukraine avec la Russie. Le troisième Centenaire de l'union de l'Ukraine à la Russie (1654-1954) a été marqué en Union soviétique par la publication de nombreux ouvrages où sont mis en valeur la solidarité des deux peuples et la communauté de leur histoire.

que peuples baltes proprement dits), Polonais se trouvaient touchés plus profondément par la politique d'assimilation et de russification. Aux revendications nationales qui engageaient ces peuples en totalité se joignaient celles d'une intelligentsia slave soucieuse de défendre contre la russification les caractères originaux des peuples ukrainien et blanc russe. Du séparatisme à un fédéralisme aux formes variées, définissant les rapports de ces peuples avec l'État russe, toutes les positions ont été prises. Et la nécessité de prendre parti était imposée par l'évolution même de la conception de l'État. Comme le montre Georg von Rauch¹, l'idée d'un État national (Nationalstaat) où s'affirme, à la fin du XIX^e siècle, les tendances unitaires, agressives sur le plan religieux comme sur le plan politique, oblige à confronter non pas seulement fédéralisme et unité, comme cela eût été possible dans le cadre d'une monarchie libérale et d'un État de caractère universel (Universalstaat), mais fédéralisme et nationalisme. L'ouvrage de G. v. Rauch remonte aux origines de l'État russe, mais l'essentiel concerne la période qui suit les grandes réformes et la révolte polonaise de 1863, et à peu près uniquement les nationalités de l'ouest, Ukrainiens, Blancs Russes, Baltes, Polonais, Finlandais. Quelques brèves pages sont consacrées aux Juifs et aux peuples orientaux. L'étude reste avant tout politique, s'attachant à présenter, sous forme de notices, les personnalités qui, face à la russification, ont proposé des solutions de fédéralisme plus ou moins lâches. Pour une partie des peuples dont il s'agit, le problème national n'a plus, à partir de 1921, qu'un intérêt rétrospectif ; mais il a joué un rôle considérable dans la vie politique de la Russie au début du XX^e siècle. Il a servi de plate-forme de lutte contre le régime tsariste ; il a nourri le mouvement d'opposition dans ses formes les plus radicales, tandis qu'il a interféré avec lui à partir du moment où, des discussions théoriques, on a passé à l'examen pratique des situations nationales. Le tournant de la Révolution de 1905 amène, en effet, dans ce débat, à considérer à part la période qui va de 1906 à 1917. La question nationale est portée sur le forum dans la Douma de 1906 par les députés des différentes nationalités ; et dans la deuxième Douma les tendances autonomistes se sont encore renforcées, provoquant un raidissement chez les libéraux russes, inquiets des menaces que ces revendications font peser sur la structure de l'État. L'ouvrage de G. v. Rauch a le mérite d'évoquer, en lui donnant sa véritable importance, l'épanouissement rapide des sentiments nationaux après 1905, leur expression dans les Doumas, et d'analyser avec finesse la réaction des différents partis devant ce que l'auteur appelle assez justement une révélation. Parmi ces positions, celle du parti bolchéviste ne paraît pas avoir été claire à l'origine ; elle s'est précisée à la

1. GEORG VON RAUCH, *Russland. Staatliche Einheit und Nationale Vielfalt*. München, Isar-Verlag, 1953, 15,5 × 22,5, 236 p. On trouvera un exposé théorique des systèmes fédéralistes et un examen de la solution apportée par le gouvernement bolchéviste (jusqu'au texte de la Constitution de 1936) dans GUY LADREIT DE LA CHARRIÈRE, *L'idée fédérale en Russie de Riourik à Staline (882-1945)*. Paris, Pédone, 1945, 24 × 16, 196 p.

veille de la guerre de 1914. Cependant, les déclarations d'hostilité au fédéralisme dont G. v. Rauch donne des exemples jusqu'en 1917 (en citant Staline) doivent être examinées de près, car le sens du mot peut être fort varié. En fait, l'article intitulé *La question nationale et la social-démocratie*, paru dans la revue bolchéviste *Prosvěšenie*¹, constitue une étude fort complète du problème national envisagé sous l'angle marxiste. Entre les positions qui y sont prises et celles que la Révolution fera plus tard triompher, il n'y apparaît aucune contradiction. Le rejet de la conception d'une « autonomie culturelle nationale » sans base territoriale, la préférence accordée à une autonomie régionale plus tard réalisée y sont contenues. Sur un point cependant, fort important — l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — devenu théorique dans le cadre de l'Union soviétique, le texte pourrait prêter — et a prêté — à des interprétations différentes. A le lire attentivement, on s'aperçoit cependant que la politique du gouvernement bolchéviste à l'égard des nationalités y est tracée par avance, car si le droit à la séparation y est reconnu, encore faut-il qu'il ne se retourne pas contre les intérêts du prolétariat. Staline distingue nettement « les devoirs de la social-démocratie qui défend les intérêts du prolétariat et le droit de la nation constitué par diverses classes ». La social-démocratie ne conçoit, en réalité, la libération nationale qu'assortie en définitive d'un changement dans la structure sociale. L'encouragement à la révolte peut être un moyen, un instrument de lutte pour pousser le pays dans la voie du socialisme ; il ne saurait faire siennes toutes les revendications nationales d'un peuple divisé. Or, la Révolution qui doit nécessairement entraîner une homogénéité sociale, créant du même coup une solidarité complète de peuple à peuple, enlève à la notion d'indépendance nationale son sens traditionnel. Le séparatisme, dans un système de républiques sœurs, reste un droit, mais un droit sans support. Il va de soi que cette conception peut se heurter — et se heurte — à des résistances, qu'elle est, le plus souvent à l'origine, celle d'une minorité. L'intégration des nationalités à un système fédéral qui combine l'autonomie culturelle dans un cadre géographique avec une forte centralisation a requis l'exercice de la force. Mais l'intervention armée se place justement dans la période où sont à peine ébauchées les changements de structure qui, ultérieurement, affaibliront le sentiment national dans ce qu'il sépare et oppose les nations entre elles.

• • •

Les provinces baltiques représentent un cas original, parce que Estoniens et Lettons formaient là une population essentiellement paysanne, et que la société cultivée et riche, vivant dans les villes, était allemande. Le gouver-

1. Cf. J. STALINE, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*. Paris, Éditions sociales, 1949, 14 x 22,5, 338 p., où l'on trouve les textes les plus importants publiés entre 1913 et 1936.

nement russe s'y trouvait face à deux éléments ethniques que séparaient et opposaient les conditions sociales, puisque la noblesse allemande était propriétaire du sol qu'exploitaient paysans lettons et estoniens. Il est certain que l'élément allemand était le plus vivant, le plus dynamique de ces pays ; d'autant que les fastes de l'Histoire allemande du XIX^e siècle, le spectacle de la constitution rapide d'un État puissant si proche, renforçaient chez les Allemands baltes le sentiment de leur supériorité. Les peuples estoniens et lettons sont restés pour ainsi dire dans l'ombre jusqu'au moment où, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, leur conscience nationale s'est exprimée par des journaux, des livres, des associations scientifiques ou folkloriques ; bien tard en somme, ce qui explique l'attention portée de préférence par les historiens sur le Deutschtum balte et le silence général qui a longtemps enveloppé l'Histoire des peuples estonien et letton.

L'ouvrage de Reinhard Wittram¹ n'échappe pas tout à fait à cette optique. La part faite à la grosse majorité des peuples baltes, qui n'est pas allemande, est assez faible. Cette remarque n'enlève rien à la valeur d'une étude qui analyse excellemment les rapports des Baltes allemands et du gouvernement tsariste, qui montre bien comment, après l'insurrection polonaise de 1863, à un moment où les jeunes générations estoniennes et lettones s'éveillaient à la conscience nationale, les Allemands baltes exprimaient avec le plus de force le désir de germaniser les masses, et qui oppose symboliquement l'opinion du slavophile Samarin accusant, en 1868, les Allemands baltes de vouloir faire de leur pays une « place forte contre la Russie », et celle du professeur de l'Université de Dorpat, Carl Schirrens, réclamant en 1869, dans sa « Réponse livonienne », le droit du Deutschtum balte de subsister dans un cadre autonome. De droits des peuples lettons et estoniens, il n'est alors nullement question, ni du côté allemand, ni du côté russe. Si le gouvernement tsariste a encouragé, au temps de Bunge, un nationalisme estonien et letton qui venait de naître, pour faire contrepoids à l'élément allemand, il n'en a plus été de même après 1881, lorsque la russification s'accroît dans les provinces baltes (dont le gouvernement général a été supprimé en 1876 et où le Statut municipal a été introduit en 1877). Cependant, à se placer sur le plan national, l'élément estonien et letton a toujours cherché, pour des raisons sociales, à s'appuyer sur les Russes contre les Allemands. La période de Witte a été, à cet égard, essentielle. Wittram explique comment l'importance accrue des ports de Riga, Reval (Tallinn), Libau (Liepāja), a fait surgir un prolétariat d'origine paysanne, s'effondrer la proportion des Allemands dans la population urbaine (de la moitié au cinquième à Riga entre 1867 et 1898), et naître des groupes sociaux-démocrates, en liaison avec la social-démocratie russe, qui joueront dans les événements de 1905 un rôle capital, portant la révolution de la ville à la campagne.

1. Reinhard WITTRAM, *Baltische Geschichte 1180-1918. Die Ostseelände, Lieland Estland, Aurland*. München, Verlag R. Oldenbourg, 1954, 23 × 16, 324 p., 5 cartes en pochette, bibliographie, index.

Comment, dans les pays baltes, la lutte des classes se trouve au premier plan de ces événements, on le voit assez par la violence des réactions paysannes. Wittram fait le bilan des exécutions, meurtres, incendies : ce bilan est éloquent. Et comme les Allemands ont participé (d'ailleurs dans le sens de la modération, mais ce n'est pas ce souvenir qui l'a emporté) à la répression brutale de décembre 1905, le fossé était définitivement creusé entre les deux catégories sociales. La noblesse allemande prétend bien toujours représenter les intérêts du pays tout entier ; mais les associations allemandes qui se forment désormais par réaction de défense ont des buts strictement allemands sur le plan culturel, économique (appel à des colons allemands) et politique. De plus, introduisant sur ces terres des méthodes de culture et d'élevage plus modernes et jouant de ce fait un rôle indéniablement progressiste, elle s'opposait en fait, malgré des velléités sans lendemain, à une réforme agraire qui l'eût privée de ses pouvoirs. Wittram affirme que les possibilités d'acquisition de la terre par le paysan n'étaient pas nulles, et que le niveau de vie s'était fortement relevé vers la fin du XIX^e siècle. L'affirmation est discutable ; car on s'explique mal, dans ces conditions, les événements de 1905. Il faudrait, en tout cas, une analyse sérieuse de la situation des paysans, qui manque dans l'ouvrage de Wittram. Une élévation générale du niveau de vie — qu'on constate aussi bien, ou qu'on peut tout au moins supposer sans invraisemblance — pour l'Empire russe tout entier, n'exclut pas, au contraire, une différenciation sociale qui aggrave le sort des plus pauvres. Ce qui importe, au point de vue national où nous nous plaçons, c'est que le problème fondamental de la terre a dressé la plus grande partie de la population estonienne et lettone contre les Allemands en même temps que contre le tzarisme, qui maintenait l'ordre social traditionnel. Les allusions de Wittram à l'état d'esprit patriarcal de nombreux propriétaires auxquels s'attachaient leurs paysans n'emporte pas la conviction. En ce qui concerne le prolétariat des villes, simplement mentionné par Wittram pour son rôle dans la révolution de 1905, ses liens avec le prolétariat russe ne sont pas niables ; encore que les ouvrages et articles des historiens soviétiques aient une tendance à en exagérer la force¹. Les événements de 1918 devaient amener une prise de position d'une grande importance pour l'avenir : les Allemands baltes se sont alliés aux éléments lettons et estoniens conservateurs pour rechercher, dans une autonomie au sein de l'Empire allemand, une solution au problème national. L'effondrement allemand et l'intervention alliée ont rendu cette solution caduque, et la création des deux Répu-

1. Un ouvrage collectif consacré à l'Histoire de l'Estonie a paru récemment : *Isarija Eestonskoj S. S. R.* (rédaction de G. I. NAANA). Tallinn, Éditions d'État, 1952, 554 p. (en russe). Il insiste sur les caractères originaux de la civilisation estonienne et les liens que l'histoire et la similitude des structures sociales a créés entre le peuple russe et le peuple estonien. Dans un esprit antirusse, mais traversé d'un souffle patriotique très vif, Arveds SCHWAB, Letton exilé, a écrit une *Histoire du peuple letton*. Stockholm, Bureau d'information de la Légation de Lettonie, 1953, 256 p., qui est un bon résumé des événements.

liques estonienne et lettone, formant un glacis protecteur au long de la frontière soviétique, a fait triompher le principe de l'indépendance.

L'ouvrage de Wittram, s'il indique au passage le rôle joué à une époque tardive par les ouvriers des villes dans un mouvement estonien et letton sur le double plan social et international, semble ignorer les paysans. Or, selon O. Loorits¹, étudiant la renaissance de la nation estonienne, c'est le peuple paysan qui, dès l'origine, a joué dans cette affaire le rôle principal. De fait, les campagnards qui s'élevaient dans la hiérarchie sociale étaient rapidement germanisés dans les villes, si bien que jusqu'à la fin du XIX^e siècle le peuple estonien n'a pas eu une élite aristocratique ou bourgeoise représentant la nation. Ce sont les écoles de villages, créées après la réforme scolaire de 1849-1851, où les instituteurs formés dans le séminaire de Valga répandaient l'instruction en estonien et suscitaient les sentiments nationaux, qui ont été les vrais centres du mouvement, tout particulièrement dans l'Estonie du Sud, plus fertile, où vivait une paysannerie relativement plus aisée. Loorits montre l'action d'hommes tels que le journaliste Jannsen, fondateur du premier journal estonien en 1857, plus tard de Jakobson, de tendance plus radicale. Mais il insiste surtout sur le fait que, dès lors, la montée sociale des Estoniens ne s'accompagne plus de germanisation. Une élite se forme dans les villes. A cet égard, le grand événement de l'histoire nationale du peuple estonien est la mainmise par une majorité estonienne sur la mairie de Tallinn en 1904. On voit que si les masses ouvrières ont formé l'avant-garde du nationalisme estonien en 1905, un milieu tout nouveau, de structure sociale variée, était déjà en place, qui justifie amplement la proclamation de l'indépendance estonienne le 24 février 1918.

* * *

La complexité du problème national dans son ensemble est bien exposée dans l'ouvrage de Richard Pipes², dernier venu d'une longue série d'études consacrées à la question et qui a l'intérêt d'exposer clairement, après la décomposition de l'Empire tsariste en 1917, sa reconquête entre 1918 et 1921, en distinguant les régions habitées par les Slaves (Ukrainiens, Biélorusses) des pays du Caucase et des marges asiatiques. Une petite chronologie des événements, les tableaux comparatifs des recensements de 1897 et de 1926, permettant l'évaluation numérique des groupes nationaux, une bibliographie étendue et un index font de cet ouvrage un commode instrument de travail. L'auteur a le souci de décrire des situations régionales bien différentes sans lesquelles on ne peut comprendre les réactions nationales. Tandis qu'avant 1917, le problème national se posait d'une façon aiguë pour les

1. O. LOORITS, *The Renaissance of The Estonian Nation* (*The Slavonic and East European Review*, vol. XXXIII, n° 80, décembre 1954, p. 25-42).

2. RICHARD PIPES, *The Formation of The Soviet Union*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1954, 15,5 × 23,5, 356 p.

nationalités slaves de l'ouest, l'indépendance de la Finlande, la formation d'un État polonais et des trois États baltes ont enlevé tout intérêt à ce secteur géographique. Désormais, l'attention se porte vers l'est et sur les peuples musulmans du Caucase, de l'Oural et du Turkestan, ainsi que sur les peuples géorgiens et arméniens. Mais, pour les premiers, les tentatives d'organisation panislamique à l'intérieur de la Russie révolutionnaire, sans parler des velléités de panturquisme, influencées de l'extérieur, devaient rapidement échouer, et moins sans doute par l'hostilité du gouvernement bolchévique que par la faiblesse des liens qui unissaient des peuples si éloignés les uns des autres et dont les intérêts polarisaient l'action sur des réalités régionales plus que sur une vague solidarité religieuse. A cet égard, le chapitre consacré par Pipes aux pays du Caucase reflète bien la nature et la variété de ces intérêts. Au nord, une population où s'opposent indigènes, Cosaques et colons fraîchement arrivés, où les villes sont les points d'appui de la puissance russe. Au centre, où la colonisation est insignifiante, des montagnards dont les uns, au long de la route stratégique Vladicaucase-Tiflis, sont les auxiliaires fidèles de la pénétration, les autres, au contraire, continuent de s'opposer à celle-ci les armes à la main. Au delà, une Transcaucasie où deux peuples d'un haut niveau culturel, à la civilisation originale, menacés par l'Empire ottoman, ont misé sur le protectorat russe par sens du « moindre mal »¹. Au surplus, deux peuples que la religion différenciait plus encore des Musulmans caucasiens. Et recouvrant ces intérêts divergents, l'intérêt de l'État, touchant une région frontière âprement disputée aux Turcs², essentielle sur le plan stratégique, parce qu'elle permettait de mieux commander la mer Noire, et sur le plan économique, parce qu'elle fournissait du pétrole.

On conçoit que dans ce secteur, ethniquement si morcelé, et d'une impor-

1. La théorie du « moindre mal » a été soutenue dans les années 30 par de nombreux historiens soviétiques, pour expliquer le rattachement à l'Empire des peuples « marginaux » (Ukraine, Géorgie, etc...). Un article récent de M. NEČKINA dans les *Voprosy istorii* (Questions d'histoire), 1951, n° 4, p. 44-48, revient sur cette expression pour montrer qu'elle ne doit pas être isolée de son contexte (condamnation du 22 août 1937 de l'« école » de Pokrovskij pour qui l'expansion russe par la conquête était en soi un mal), et qu'elle exprimait simplement l'aspect négatif de la question. Il y a lieu de retenir les aspects positifs de l'union, le rapprochement des cultures, les échanges fructueux, dont les bénéfices mutuels sont apparus — selon M. Nečkina — en dehors des relations officielles, et même en contradiction avec elles.

2. L'Histoire militaire de la région, de 1828 à 1921, est excellemment décrite par W. E. D. ALLEN et Paul MURATOFF, *Caucasian Battlefields, A History of The Wars on The Turco-Caucasian Border 1828-1921*. Cambridge University Press, 1953, 16 × 23, 614 p., nombreuses cartes et photographies. Mais l'ouvrage déborde largement l'Histoire militaire, en exposant les raisons stratégiques et économiques des campagnes. A la période 1917-1921, qui a connu la brève existence d'une Transcaucasie indépendante et l'organisation d'États fédérés dans le cadre de l'Union soviétique, est consacré le livre de FIRUZ KAZEMZADEH, *The Struggle For Transcaucasia (1917-1921)*. New-York, Philosophical Library, 1951, 14 × 21,5, 356 p., carte hors texte.

tance stratégique et économique si grande, l'unité de l'indépendance était impossible (celle de la Transcaucasie est née provisoirement de la menace d'invasion turque), et l'indépendance elle-même incompatible avec l'intérêt de l'État. De la description de Pipes, ces traits se dégagent nettement. Mais on se trouve ici, en quelque sorte, dans un domaine connu, traditionnel, dans la ligne de la politique des Tzars. Ce qu'on voit moins bien, ce sont les raisons profondes qui expliquent un ralliement, au moins partiel, à la soviétisation. Car la reconquête par les armées soviétiques n'explique pas tout. L'opinion de Pipes a ceci d'original qu'elle place *après* la Révolution la montée des sentiments séparatistes et antirusses. Selon lui, les tendances à l'autonomie sous les Tzars n'auraient été qu'un aspect régional d'un mouvement libéral commun à toute la Russie¹. Les mouvements nationaux eux-mêmes n'étaient représentés que par d'infimes minorités d'intellectuels. C'est ce que Pipes appelle, à juste titre, la « désintégration de l'Empire », en 1917-1918, qui a contraint les peuples habitant sur ses marges à s'organiser sous la direction d'une intelligentsia nationaliste. Tandis que dans les régions où vivaient en totalité ou en grosse majorité les Grands Russes les bolchéviks prenaient rapidement le pouvoir, ces derniers ont pu rarement se maintenir dans les régions frontalières, si bien que, dans ces régions-là, le gouvernement a dû procéder à une véritable reconquête.

Mais, Pipes insiste sur ce point, les gouvernements nationalistes se sont montrés incapables ; divisés, inexpérimentés, ils se sont rapidement effondrés. Constitués surtout d'une intelligentsia qui s'appuyait sur les campagnes, ils n'ont pas résisté à l'action des centres urbains où le pouvoir des Russes était solidement établi. Il faut, enfin, attribuer l'échec final des nationalismes pour une bonne part à l'incompréhension des chefs des armées blanches. Il est certain qu'en voulant retarder la solution du problème national, les généraux antibolchévistes ont rapproché les nationalistes du gouvernement bolchéviste dont la tactique a consisté à promettre aux peuples une complète indépendance. Le gouvernement a eu ainsi l'appui des peuples du Caucase et de la Volga contre Denikin et contre Kolčak. Cependant, une fois les armées blanches écrasées, les bolchéviks se sont trouvés face aux revendications nationales qu'ils avaient eux-mêmes rendues plus âpres. Considérant le nationalisme comme un reste désuet de l'esprit bourgeois, destiné à disparaître dans le triomphe d'une révolution prolétarienne, mais contraints de répondre à une situation de fait, ils ont trouvé une solution dans la formule fédérale, l'Union soviétique constituée en 1923 étant un « compromis entre la doctrine et la réalité », un essai de concilier l'unité et la centralisation des pouvoirs entre les mains d'un parti, avec le « fait pratique » (*empirical*) de la survie du nationalisme à la destruction de l'ordre ancien. Pipes estime que le nouveau régime a été moins libéral que son prédécesseur, mais il reconnaît à la politique soviétique à l'égard des

1. Voir, sur ce point, l'ouvrage de George v. RAUCH, signalé ci-dessus.

nationalités un aspect positif : la reconnaissance constitutionnelle d'une structure multinationale reposant sur le territoire et la langue — qui, en particulier pour les peuples ayant une certaine expérience de l'autonomie, a permis un large développement de la conscience nationale.

On voit que, dans cette perspective, les peuples sont considérés — par rapport au gouvernement bolchéviste — comme formant un bloc, et que la notion politique de l'indépendance est placée au premier plan. Or, il faudrait justement démontrer que le sentiment antirusse — dans la mesure où il était général — fût capable de faire l'unité de ces peuples, et que la préoccupation de l'indépendance fût le souci principal de la plupart des membres d'une même communauté nationale. D'unité morale, en était-il vraiment question, alors que, dans ces sociétés agricoles ou pastorales, la terre, cultivée ou parcourue, était accaparée par une minorité et que précisément le gouvernement russe s'appuyait sur cette minorité pour assurer l'ordre? La soviétisation, qui a entraîné la « liquidation » progressive de nombreux propriétaires, n'a-t-elle pas, en revanche, fait lever bien des espoirs? On doit tenir compte de l'atmosphère nouvelle que les événements survenus dans les régions centrales à partir de 1917 développaient aux confins du pays ; là au moins où les « allogènes » ne se sentaient pas dépossédés par la colonisation russe, la révolution bolchéviste apportait une solution au problème agraire qui se trouvait au centre des préoccupations de la masse. La reconquête par le gouvernement a été le plus souvent appuyée de l'intérieur, et de toute façon facilitée par l'indifférence du plus grand nombre au sort des premières victimes.

* * *

Par contraste, on utilisera la remarquable petite étude de Edward Dennis Sokol¹ pour comprendre combien le problème national se posait en termes plus délicats dans les régions où voisinaient Russes et allogènes ; plus précisément dans les zones de contact où les colons russes refoulaient les indigènes qui trouvaient sur leurs arrières refuge et centres de résistance. Le livre de Sokol, avant de décrire la fameuse révolte de 1916 en Asie centrale (qui paraît être le prélude des événements de 1917), fait un tableau fort intéressant de la situation économique et sociale de la région au début du ^{xx}e siècle. La pénétration russe, facilitée après 1905 par l'établissement du Transsibérien et la politique colonisatrice de Stolypine, s'est manifestée concrètement par l'installation de nombreux colons sur les marges septentrionales du Kazakhstan et de la Kirguizie, et tout particulièrement sur les riches terres du Sémiréché. Pénétration agricole arrachant leurs meilleures terres aux nomades, pénétration commerciale installant auprès de chaque *ouïl* des marchands qui devenaient très vite des créanciers. Ici, la domina-

1. Edward Dennis SOKOL, *The Revolt of 1916 in Russian Central Asia*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1954, 15 x 22,5, 188 p.

tion russe signifiait l'aggravation des conditions de vie et les responsables de la situation nouvelle étaient là présents, visibles. Les raisons économiques sous-tendaient un sentiment d'hostilité qu'une conscience nationale encore informe n'aurait pas suffi à nourrir. Tout au plus, sur la base d'un vague panislamisme commençait à se former une intelligentsia, encore peu active en 1905, et qui trouvera son emploi en 1917.

Dans les régions méridionales au contraire, où la colonisation russe était insignifiante, cette intelligentsia était plus nombreuse, appuyée sur une vie agricole et citadine. Mais le protectorat russe y avait des effets indirects : au début du *xx^e* siècle, la « fièvre du coton », qui s'empare du Ferghana, accélère la disparition des petits propriétaires au profit des riches, appauvrit la masse et crée des conditions révolutionnaires au moment où éclate la première guerre mondiale. Ici, la domination russe signifie pour la minorité l'assurance de l'ordre et constitue le garant de son autorité.

Pour qu'un vent de révolte ait soufflé sur toute l'Asie centrale et donné une sorte d'unité morale à cet ensemble, il a fallu la guerre, une fiscalité oppressive, des réquisitions de travailleurs particulièrement lourdes là où les colons russes étaient le plus nombreux, car il fallait remplacer les paysans mobilisés, enfin l'ukaz de juin 1915 qui généralisait la réquisition et imposait à l'ensemble de la population, jusque-là dispensée de participer directement à la guerre, une levée de 250.000 hommes qui devaient être utilisés dans les usines de la Russie européenne et même à l'arrière des champs de bataille. Appliqué dans le désordre et sans ménagements, l'ukaz provoqua une série de troubles particulièrement graves parmi les Kirguizes du Sémiretché et les Kazakhs de Sémipalatinsk, fuyant vers les frontières de la Chine en massacrant la population russe sur son passage. Les horreurs de la répression dépassèrent encore celles de la révolte. La gravité de celle-ci n'est pas simplement dans le fait qu'elle a coûté au gouvernement russe plus d'hommes que la conquête du Turkestan (sans compter, bien entendu, les pertes civiles) et qu'elle a semé de ruines une région en plein essor. Le soulèvement a été un véritable test ; presque tous les insurgés, comme le montre Sokol, étaient des indigents ; la misère et le refus d'aliéner, en obéissant aux ordres de réquisitions, le peu de liberté dont ils jouissaient les a dressés contre leurs chefs — intermédiaires auprès du gouvernement russe — autant que contre les Russes eux-mêmes. Dans les villes, les chefs sont restés du côté des forces de l'ordre, et il semble que dans les steppes, où les administrateurs indigènes (les manaps) ont participé à la révolte, ils l'aient fait souvent sous la pression de leur entourage. Sokol insiste, d'autre part, sur le fait qu'aucune influence panislamique n'apparaît dans le soulèvement dont les caractères sont, en définitive, différents suivant les régions considérées. Peut-on porter sur elle un jugement d'ensemble dans le dessein de la relier aux événements de 1917-1923 ? Le dernier chapitre de Sokol résume les différentes opinions que les historiens soviétiques ont émis à ce sujet. La thèse de la provocation (dont le but aurait été de chasser les Kirguizes pour s'emparer de leurs terres)

est abandonnée depuis longtemps, car elle paraît, dans les conditions nées de la guerre, assez invraisemblable. Mais, sur le caractère « progressiste » ou « réactionnaire » du mouvement, les opinions sont partagées. On a d'abord admis qu'il s'agissait d'un soulèvement à la fois religieux et national, sans dominante sociale (en dépit des raisons immédiates qui ont poussé les insurgés); mais, en même temps, on lui conférait un caractère « progressiste » dans la mesure où il avait servi la cause bolchéviste. Plus récemment, on a, avec sagesse, distingué entre les secteurs de la révolte où, suivant la qualité des participants et les causes de leur agitation, l'étiquette « réactionnaire » ou « progressiste » est ou non utilisée. Et il ne s'agit pas là d'une vaine querelle de mots. Car les réactions des pays du Turkestan à partir de 1917 sont complexes, dès qu'on ne considère plus *in abstracto* l'ensemble du pays, mais ses différents peuples, dans la variété de leurs occupations, de leurs structures sociales et, par conséquent, de leurs divisions internes. Il y a bien un lien entre les aspects les plus contradictoires de la révolte de 1917 et les soulèvements des années révolutionnaires qui, eux, ont mêlé étroitement les revendications sociales aux expressions du sentiment national.

L'ouvrage d'Olaf Caroe¹, cependant, tient peu compte de ces diversités. Utilisant, pour la « période de désordre » entre 1917 et 1923, une étude du professeur Togan d'Istanbul intitulée *Bügünkü Türkü* (La Turquie d'aujourd'hui)², il marque beaucoup plus fortement ce qui pouvait séparer les Russes des peuples du Turkestan que ce qui pouvait les rapprocher, et, par exemple, insiste beaucoup plus sur l'irritation provoquée dans le clergé musulman par la confiscation des terres *evkaf*, ou parmi les propriétaires par la mise en tutelle du système d'irrigation par l'État en 1924, que sur les satisfactions données à tous ceux qui profitaient de la réforme agraire. L'ouvrage d'Olaf Caroe, en dépit de ses lacunes et d'un évident parti pris, n'en est pas moins utile pour les renseignements qu'il apporte sur les progrès de la russification et surtout sur la période d'intégration postérieure à 1923 (y compris la seconde guerre mondiale, certains chiffres concernant l'année 1950). Les historiens soviétiques ont naturellement écrit maints ouvrages et articles sur la formation des Républiques du Turkestan. On se bornera à citer un article récent de S. I. Jakubovskaja dont le titre est caractéristique, encore qu'il dépasse le sujet habituel de la discussion³. L'auteur, en effet, montrant les côtés positifs du rattachement de ces Républiques à l'Union soviétique, dégage trois raisons principales au succès final du régime. C'est d'abord le

1. Olaf CAROE, *Soviet Empire. The Turks of Central Asia and Stalinism*. London, Macmillan and Co, 1953, 14 × 21,5, 300 p., cartes, bibliographie sélective, index.

2. Le professeur exilé Togan a joué un rôle actif dans les débuts de la Révolution, en Bachkirie d'abord, puis après sa rupture avec les Soviets au Turkestan où son action orientée vers le panturquisme l'a mis en relations avec Enver Pacha.

3. S. I. JAKUBOVSKAJA, *Likvidacija faksidnogo neravenstva nacij* (na primere istorii narodov srednej Azii i Kazachstana) [La liquidation de l'inégalité de fait des nations (exemple des peuples de l'Asie centrale et du Kazakhstan)]. *Istoricheskie Zapiski* (Notes historiques), 1954, n° 48, p. 156-201.

découpage politique tenant compte des variétés nationales ; c'est, en second lieu, le partage des terres ; c'est, enfin, l'aide financière et économique apportée à ces pays attardés pour leur permettre de rattraper leur retard et faire disparaître peu à peu l'inégalité de leur condition. Des exemples nombreux sont donnés se rapportant à la période 1925-1929, et concernant les dotations accordées dans le budget de l'État, l'implantation d'une industrie du coton, l'électrification, l'exploitation minière. On peut dire, sans doute, que cette politique prolonge en un certain sens celle de l'ancien régime, qui avait largement entrepris l'équipement du pays. Dans les deux cas, l'impulsion, les directives viennent de Moscou. Cependant, la différence essentielle est dans le fait que les intentions du pouvoir sur l'Asie centrale ne sont plus la résultante d'intérêts publics et privés souvent contradictoires, mais celle des seuls intérêts généraux débattus pour l'ensemble du pays, et que, dans les plans gouvernementaux, les pays d'Asie centrale ne sont plus considérés comme territoires d'exploitation coloniale ; ce sont désormais des Républiques sans aucun doute intégrées, mais ayant dans la Fédération la place que leur méritent leurs progrès économiques et culturels.

* * *

Un sort particulier est fait, en général, à l'Extrême-Orient soviétique. Sa situation lointaine aux abords de l'océan Pacifique où s'affrontent, depuis la fin du XIX^e siècle, dans une lutte décisive, les grands impérialismes, ses contacts directs avec les peuples jaunes de la Chine et du Japon, conduisent à l'étudier à part. On groupe sous cette étiquette tous les pays situés à l'est du Baikal, et parfois même de l'énisséï — l'Extrême-Orient soviétique s'identifiant alors avec l'Asie russe. Le développement récent de cette région, rendu possible par l'établissement du Transsibérien, en fait un pays d'échantillons (pour employer une expression appliquée par les géographes à d'autres lieux) : échantillons de peuples indigènes, échantillons de population colonisatrice, échantillons de formes d'organisation économique et administrative. L'unité se trouve dans les caractéristiques des conditions naturelles et dans des considérations générales de géopolitique. On doit à Erich Thiel¹ une mise au point géographique, à la date de 1950, qui rassemble toutes les connaissances préliminaires indispensables à l'historien de la région. Son ouvrage étudie le milieu, le peuplement, l'économie, et consacre une série de chapitres à la description détaillée de chaque petite unité régionale. Sur les possibilités d'exploitation du sol, l'utilisation des rivières et des côtes, le peuplement et surtout l'évolution du peuplement, on trouvera tous les renseignements désirables ; les tableaux de distances, de dates de congélation des eaux fluviales et maritimes, autant que les très nombreuses cartes et les plans d'installations portuaires contribuent à faire de l'étude de E. Thiel un guide de premier ordre.

1. Erich THIEL, *Sowjet Fernost*. München, Isar Verlag, 1953, 15 x 22,5, 330 p.

Dans ce riche tableau, les populations indigènes occupent une place restreinte. En dehors, en effet, des Bouriates-Mongols et des Iakoutes, en nombre à peu près égal (280.000), la douzaine de nationalités qui habitent les pays situés à l'extrême est de la Sibérie ne groupe pas plus de 60.000 individus. Leurs rapports avec les colons russes et le gouvernement soviétique forment cependant l'essentiel du nouvel ouvrage de Walter Kolarz¹, complément de son étude sur « La Russie et ses colonies »². Le titre lui-même exprime bien les intentions de l'auteur, portant condamnation de la politique du gouvernement bolchéviste à l'égard des nationalités. Ce point de vue a été discuté précédemment³. Il est certain qu'en Sibérie les effectifs réduits des groupes ethniques (ici le mot de « aborigènes » — avec ce qu'il suggère d'un état primitif — apparaît dans le livre de W. Kolarz), le bas niveau culturel, sont autant d'obstacles à la survie des caractères nationaux, dès que s'établit un contact étroit avec une civilisation supérieure. Or, la soviétisation de ces régions après 1917 a mis fin à l'espèce de solitude — relative d'ailleurs — où se trouvaient ces peuples. A l'indifférence du pouvoir à l'égard de groupes sans importance a succédé la volonté d'intégration au nouveau système. L'étude de W. Kolarz permet de suivre pas à pas la série des mesures prises par le gouvernement en vue de cette intégration. L'auteur utilise abondamment journaux, revues soviétiques, et, si l'on peut discuter l'interprétation des faits, on doit reconnaître l'intérêt du matériel ainsi rassemblé. Le drame de ces petits groupes humains, c'est que les nouvelles possibilités d'action, de promotion offertes par le régime sont quasi incompatibles avec la conservation de leurs caractères nationaux. Sortis de l'isolement, ils sont voués à l'assimilation. On peut, bien entendu, insister, pour tremper une pointe antisoviétique, sur les premiers effets de la soviétisation, sur la pression exercée sur les coutumes religieuses, les rapports sociaux, sur les contraintes individuelles et collectives. Il faudrait, d'ailleurs, mettre dans l'autre plateau de la balance la reconnaissance officielle de la langue, l'égalité dans le cadre des nouvelles institutions ; mais ce dernier poids lui-même est léger, bien léger. Dans une région en pleine transformation, où la colonisation s'accélère, où les relations se multiplient, où l'attention de l'État se porte de préférence pour des raisons de grande politique, que peuvent compter quelques dizaines de milliers d'indigènes ? Quelle chance leur reste effectivement ? Il serait vain de poser le problème sur le plan d'un idéal moral. Les droits reconnus à ces peuples ont peu de solidité. Le cours inéluctable des choses — et le régime n'y est plus actuellement pour rien — les entraîne vers l'assimilation. On relèvera, enfin, de Kolarz un jugement curieux qui donne le ton de son ouvrage, par ailleurs si documenté et si

1. Walter KOLARZ, *The Peoples of the Soviet Far East*. London, George Philip and Son Ltd., 1954, 14 × 21,5, 194 p. Traduction française : W. KOLARZ, *Les colonies russes d'Extrême-Orient*. Fasquelle, éditeur, 1955, 14 × 21,5, 238 p.

2. Walter KOLARZ, *Russia and Her Colonies*. London, 1952.

3. Compte rendu de l'ouvrage précédent dans *Rev. histor.*, avril-juin 1954, p. 394-397.

utile : il paraît faire grief au gouvernement soviétique de ne pas ouvrir largement, au nom du communisme international, les frontières de la Sibérie à la colonisation chinoise. Et d'accuser les Russes de « racisme » ! Ou, plus exactement, d'accuser le gouvernement soviétique de pratiquer une politique raciste. C'est faire bon marché des nécessités qui s'imposent à un État, communiste ou non. Le racisme ne compte guère dans des mesures qui sont de saine politique nationale et expriment simplement la crainte d'une expansion jaune que la différence des pressions démographiques de part et d'autre de la frontière sibérienne rendrait singulièrement dangereuse.

* * *

Le problème des nationalités soviétiques, envisagé de deux points de vue aussi différents, à l'est où il paraît résolu, et à l'ouest où sa solution est souvent contestée, ne saurait être étudié actuellement avec toute la sérénité désirable, d'autant que la réintégration récente des États baltes dans la Fédération soviétique lui a donné un renouveau d'actualité. Trop de victimes témoignent encore, avec une passion légitime, mais qui exclut l'impartialité, des circonstances douloureuses où s'est effectué ce passage, cette mutation de la notion d'indépendance nationale. Du moins, les innombrables études qui s'emparent du sujet permettent-elles une analyse de plus en plus approfondie non seulement de l'histoire des nationalités, de leurs rapports avec l'Empire russe et avec l'Union soviétique, mais encore du concept même de nation dans des perspectives fédérales qui ne sont plus maintenant étrangères aux pays européens de l'ouest.

Roger PORTAL,
Professeur à la Sorbonne.

BULLETIN HISTORIQUE

L'ALLEMAGNE ENTRE L'EST ET L'OUEST

I

L'Allemagne n'a pas suivi au XIX^e siècle la même évolution vers un régime parlementaire et démocratique que les pays d'Europe occidentale. Elle a paru s'orienter vers le libéralisme à plusieurs reprises, entre 1815 et 1819, en 1848, en 1919. Toujours, cependant, ces mouvements ont avorté. Des gouvernements autoritaires se sont imposés et ont assumé la direction du pays. Une fois de plus, à la suite de la catastrophe de 1945, les Allemands, à l'ouest comme à l'est, prétendent s'organiser en démocraties. Par suite de la migration d'Est en Ouest de la plupart des conservateurs, c'est dans la République fédérale que l'opposition se concentre. Réussira-t-elle, à la faveur d'un réarmement, qui pourrait rendre aux militaires l'influence politique qu'ils ont exercée dans le passé, à empêcher le nouveau régime parlementaire de fonctionner, ou ce dernier saura-t-il subordonner étroitement l'armée au pouvoir civil?

Les historiens allemands ont, à plusieurs reprises, cherché les responsables de l'orientation qui conduisit leur patrie à la catastrophe. Le premier à faire cet examen de conscience devant le grand public fut sans doute Meinecke, dont la *Deutsche Katastrophe* fit sensation. L'historien nationaliste de l'école de Ranke abjura ses erreurs et reconnut la nécessité de renouer avec la tradition libérale d'avant Bismarck. M. Eyck, dans sa biographie de Bismarck, insista ensuite sur la responsabilité du chancelier, systématiquement opposé à toute réforme constitutionnelle, et s'efforça de montrer que l'unité allemande aurait pu s'accomplir sans recours au fer et au feu, et que l'Allemagne aurait pu former une des démocraties de l'Europe occidentale. M. Hans Kohn¹, dans un bon article d'historiographie de la *Review of Politics*, précise la position de la plupart des historiens allemands contemporains. Ceux qui restent fidèles à l'école de Ranke ne sont pas moins sévères à l'égard du national-socialisme que ceux qui veulent « repenser » l'histoire de l'Allemagne. Mais, au lieu de condamner Hitler, Bismarck et l'armée prussienne, ils s'efforcent de montrer que les valeurs traditionnelles

1. Hans Kohn, Re-thinking recent german History, in *The Review of Politics*, t. XIV, 1952, p. 325-345. Ed. Notre-Dame, Indiana.

ont été faussées par Hitler ; la résistance au national-socialisme fut, en fait, autant de droite que de gauche. Les historiens les plus attachés à la tradition, comme M. G. Ritter, s'appliquent à démontrer que jusqu'à Guillaume II, et peut-être jusqu'à Hitler, celle-ci aurait pu conduire au régime parlementaire. Les plus ardents à réviser les positions traditionnelles, comme M. Schnabel ou M. Dehio, cherchent à préciser le moment où l'Allemagne s'engagea dans une voie particulière et à en donner les raisons. Les six essais réunis en volume par M. DEHIO sont à ce point de vue fort intéressants¹. L'Allemagne s'est séparée de l'Europe occidentale et rapprochée de la Russie sous l'influence de Bismarck. Les successeurs de ce dernier ont rêvé d'hégémonie. Ils pensaient que la mission civilisatrice de l'Allemagne la poussait à rivaliser avec l'Angleterre, dans le monde entier. Pour l'accomplissement de cette mission, tous les historiens libéraux, Delbrück, Max Weber, Max Lenz, V. Rohrbach, O. Hintze, ont accepté l'éventualité d'une guerre : Détruire le système de l'équilibre européen, patronné par l'Angleterre, lui substituer une hégémonie allemande, en Europe centrale au moins, et un système d'équilibre mondial — telle était, à ses yeux, la tâche assignée par l'Histoire au peuple allemand. L'échec de leur première tentative en 1918 ne fit pas réfléchir les Allemands. Ils persistèrent et provoquèrent la catastrophe de 1945. Ces deux guerres mondiales apparaissent plus destructrices que les guerres d'hégémonie précédentes, parce qu'on cherche en vain leur aspect positif : Dans le passé, Philippe II réclama l'hégémonie en tant que champion de la contre-réforme, Louis XIV en tant que représentant de la civilisation aristocratique, universelle, Napoléon répandit les idées et les réformes de la Révolution française. Les Allemands n'eurent rien à offrir aux vaincus.

Une fois de plus, l'Allemagne se trouve à la croisée des chemins. Elle peut, selon M. Dehio, préférer l'unité à la liberté ou surseoir à l'unité si la conservation de la liberté l'exige. Par liberté, au sens occidental du terme, il faut entendre le respect de l'individu, qui ne doit plus être sacrifié à la raison d'État. L'Allemagne peut se lier à la Russie et réaliser l'unité sous l'égide du communisme, ou retourner à l'ouest, fonder une démocratie véritable et renoncer à toute hégémonie. Le système de l'équilibre européen est dépassé. Mais la culture occidentale peut s'incarner dans une confédération européenne qui ne résulterait pas de la guerre, de la contrainte et de la soumission au vainqueur ; une Europe qui se ferait comme les adversaires de Bismarck auraient voulu faire l'Allemagne.

Tel est le problème, qui, sous ses aspects divers, explicitement ou implicitement, reparait dans un grand nombre d'ouvrages récents : qu'il s'agisse du rôle de l'armée, des partis politiques, de la diplomatie, de la résistance à Hitler, toujours on voit s'affronter les partisans d'une tradition allemande

1. Ludwig DEHIO, *Deutschland und die Weltpolitik, in 20. Jahrhundert*. München, Oldenburg, in-8°, 155 p.

hostile à l'assimilation des principes occidentaux et ceux d'une attitude nouvelle, qui la pousserait à devenir une démocratie de type occidental.

II. — RÔLE DE L'ARMÉE

Avec le premier tome d'une étude sur les rapports entre le pouvoir civil et l'art militaire en Allemagne, M. G. RITTER s'attaque à un problème fondamental, auquel ses précédents ouvrages et l'expérience vécue l'ont bien préparé. Écrit entre 1941 et 1942, revu par la suite, utilisant des documents d'archive détruits ou dispersés depuis la guerre, l'ouvrage renouvelle en partie les questions qu'il traite. Il ne s'adresse pas seulement aux spécialistes. Il porte aussi l'estampille des préoccupations contemporaines et donnera matière à réflexion à tous ceux que la récente catastrophe a désarçonnés. Il plaide le dossier du pouvoir civil contre la dictature militaire, avec une clarté, une conviction, un talent capables de convaincre bien des incrédules. Mais l'auteur est historien avant d'être avocat ; il ne s'écarte jamais du document, ne cède pas à la tentation du verbalisme philosophique, qui menace tant d'écrivains allemands, ne craint pas de faire naître, en nuancant ses appréciations, des objections dans l'esprit du lecteur¹.

En Prusse comme dans les autres pays, la tradition est, selon M. Ritter, celle de la prééminence du pouvoir civil sur l'autorité militaire. Il nous en convainc, mais le rôle joué par l'armée dans l'histoire de Prusse est cependant plus important que dans celle des autres puissances, son lien avec la dynastie des Hohenzollern plus intime. Le roi, chef de l'État et de l'armée, s'est toujours senti plus militaire que la plupart des autres princes. Il y a là un trait, qui aurait pu être mieux dessiné et qui aurait conduit l'auteur à constater que ce problème du militarisme est spécifiquement allemand.

Contrairement à ce qu'ont prétendu les militaristes, toujours prêts à invoquer le parrainage de Frédéric II, ce n'est pas celui-ci — malgré la conquête de la Silésie — qui érigea en principe la supériorité de l'autorité militaire. Le despote éclairé pratiqua en fait, comme ses prédécesseurs, comme ses successeurs et comme tous les princes de son temps, la guerre dynastique d'ancien régime, constamment subordonnée à une diplomatie savante, qui cherchait moins à détruire l'ennemi qu'à prévoir l'utilisation de ses forces dans l'équilibre sur lequel se fonderait une paix durable.

Le problème des relations entre militaires et civils ne pouvait d'ailleurs se poser qu'au cours d'une guerre où le roi ne commanderait pas lui-même ses troupes. Ce fut le cas sous Frédéric-Guillaume III, pendant la guerre de libération. Le roi était faible. Ses généraux, Gneisenau, Blücher, voire York,

1. Gerhard RITTER, *Staatkunst und Kriegshandwerk. Das Problem des « Militarismus » in Deutschland. T. I : Die altpreussische Tradition (1740-1890)*. Munich, Oldenbourg, 1954, in-8°, 403 p.

étaient des personnalités exceptionnelles. Ils finirent par s'incliner devant les exigences du ministre Hardenberg, qui restait, comme Metternich, fidèle aux principes de la diplomatie traditionnelle.

Le leçon de l'expérience fut tirée par Clausewitz. Ce dernier constata d'abord que le recours des Français à l'armée nationale avait condamné la guerre d'ancien régime, le ballet des mercenaires, auquel les populations assistaient souvent sans en être affectées. La guerre était désormais générale, implacable, et ne s'arrêtait qu'après la destruction des forces et l'épuisement de toutes les ressources de l'ennemi. Mais elle n'en était pas moins « la poursuite de la politique avec d'autres moyens ». L'armée ne devait être qu'un instrument entre les mains du chef politique, seul juge de son intervention et seul responsable des destinées de l'État. La réforme de Boyen, qui institua la milice (Landwehr) à côté de la ligne, lui conserva, sous la Restauration, le caractère populaire sans lequel la guerre ne pouvait pas être nationale.

Cette milice se montra loyaliste lorsqu'on fit appel à elle au cours de la révolution de 1848. Mais elle n'avait pas l'esprit militaire de la ligne. Les techniciens estimèrent, au lendemain de la première guerre du Schleswig-Holstein, que la Prusse n'était pas bien préparée à une longue campagne. Roon elabora une réforme de l'armée, dont ses collègues libéraux admettaient l'utilité. Le Landtag n'aurait pas refusé les crédits nécessaires, à condition qu'on maintint la milice, chère aux bourgeois, et qu'on évitât d'élever de deux à trois ans la durée du service actif. Un compromis aurait été possible, sans l'intransigeance du régent Guillaume et du chef de son cabinet militaire, Erwin von Manteuffel. Guillaume ne voulut pas admettre le principe du contrôle du Parlement sur les dépenses, et donc sur l'organisation, militaires. L'armée était la chose du roi. La constitution, qu'on invoquait, avait d'ailleurs été accordée par le roi, qui restait libre de la révoquer. Il n'appartenait pas au Parlement, une fois votés les crédits nécessaires, de s'inquiéter de leur emploi. Le conflit devint constitutionnel en 1862 et Roon, incapable de manœuvrer sur le terrain politique, convainquit le roi de faire appel à Bismarck.

Celui-ci fit procéder à la réforme, malgré le Parlement, en invoquant la lacune constitutionnelle. Mais il était un civil et, après la victoire de la Prusse sur l'Autriche, en 1866, il fit ratifier par le Landtag, *a posteriori*, les dépenses engagées depuis 1862. Il reconnut ainsi les droits du Parlement et affirma la supériorité du pouvoir civil.

La partie la plus développée de l'ouvrage est consacrée aux rapports entre Bismarck et Moltke. Ce dernier était un homme d'une vaste culture, un écrivain de qualité, un organisateur hors pair. Sa doctrine subit l'influence des progrès techniques, qui ne permettraient plus l'adaptation immédiate de la conduite de la guerre aux fluctuations de la diplomatie. Convaincu, comme Clausewitz, que la guerre devait aboutir à la destruction totale de toutes les ressources de l'ennemi, Moltke réclama, pour le chef

militaire, le droit de diriger les opérations seul et à sa convenance, jusqu'à la victoire complète. Il ne chercha jamais à intervenir dans la politique en temps de paix. Mais il prétendit qu'une fois la guerre déclarée la politique et la diplomatie devaient se soumettre aux nécessités militaires. Il se heurta à Bismarck au cours de la guerre de 1870. Le conflit culmina lors de la négociation de l'armistice, dont Moltke ne voulait pas. Il souhaitait une guerre d'extermination. Le but de Bismarck était l'unité allemande, non l'anéantissement de la France, qui restait nécessaire au futur équilibre européen. « J'aurais, dit-il plus tard, saisi avec joie toute solution qui nous aurait conduit sans guerre à l'agrandissement de la Prusse et à l'unité de l'Allemagne. Bien des chemins menaient à mon but. Je dus m'y engager successivement et, en dernier lieu, dans le plus dangereux. L'action unilatérale n'était pas mon affaire » (p. 308). Il finit par l'emporter, mais la pression de l'État-Major l'obligea à annexer Metz et la Lorraine française à l'Allemagne. La réconciliation avec la France aurait-elle été plus facile s'il n'avait pris que l'Alsace? Cela paraît peu probable. Et était-il, en 1871, aussi hostile à l'annexion de l'Alsace qu'à celle de la Lorraine? Cela paraît moins certain.

Il faudrait pouvoir suivre l'auteur dans le détail de son exposé, pour en faire apparaître l'intérêt et la nouveauté. Il soulève bien des questions, auxquelles sans doute le tome suivant répondra. On en devine le contenu. Après Bismarck, les fortes personnalités seront toujours dans le camp des militaires, les arguments techniques, auxquels ce premier volume se réfère peu, deviendront plus impératifs et Guillaume II ne sera pas aussi pondéré que son grand-père. Mais c'est surtout sur la période de Weimar et sur les rapports entre Hitler et ses généraux, à une époque où le problème du militarisme déborde celui des relations entre pouvoir civil et autorité militaire, que la mise au point de M. Ritter nous sera précieuse.

M. CRAIG¹ traite à peu près le même sujet, mais en soutenant de bout en bout la thèse de la prédominance du pouvoir militaire sur le pouvoir civil en Prusse et en Allemagne. Non qu'il n'y ait pas eu de tentatives « pour transformer la structure politique et sociale de la Prusse et faire de cet État un royaume constitutionnel capable de suivre les mêmes voies que les États les plus libéraux de l'occident ». L'histoire de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles peut être considérée comme « une longue lutte constitutionnelle » dont les batailles cruciales ont été livrées en 1819, 1848, 1866 et 1918. La réaction, soutenue par l'armée prussienne, l'a toujours emporté. La responsabilité ministérielle et le contrôle du Parlement sur l'administration et sur la politique n'ont été admis qu'après 1918; elles ont ensuite été combattues et finalement supprimées par l'armée. Celle-ci intervint aussi activement dans la politique extérieure que dans la politique intérieure, imposant souvent au pouvoir civil des mesures dont il ne voulait pas.

1. Gordon A. CRAIG, *The Politics of the Prussian Army 1640-1945*. Oxford, Clarendon Press, 1955, in-8°, xx-596 p.

Le livre de M. Craig ne fait pas double emploi avec celui de M. Ritter. Ce dernier s'intéresse surtout aux doctrines et s'applique à rajeunir les héros de l'histoire nationale, à nuancer leurs caractères, à expliquer la complexité des situations dans lesquelles ils se trouvèrent. M. Craig, qui ne s'adresse pas au public allemand, s'attache davantage aux faits, résume les événements que M. Ritter peut supposer connus. Il écrit une véritable histoire politique de l'Allemagne, et son ouvrage rendra grand service aux lecteurs qui ne savent pas l'allemand. L'auteur est remarquablement documenté. Il nous semble, cependant, qu'il néglige trop l'histoire sociale. Celle-ci seule permet de comprendre pourquoi les militaires ont triomphé. La Prusse d'ancien régime, sans doute, était essentiellement un État militaire. Mais, entre 1786 et 1806, une bourgeoisie s'y est développée, qui, peu à peu, envahit les administrations. Elle domina la presse et l'opinion publique. Son hostilité à l'armée est une des causes que l'auteur aurait dû mentionner parmi celles qui expliquent la décadence de l'armée prussienne à la fin du XVIII^e siècle. Il n'y a guère d'études sur les classes moyennes en Allemagne. M. Craig n'a pas eu connaissance de l'ouvrage dans lequel nous avons essayé de combler une petite partie de cette lacune¹. Une bourgeoisie s'était développée, formée surtout d'intellectuels en Prusse, de commerçants dans les villes hanséatiques et en Rhénanie. Le blocus continental ruina en partie ces derniers et c'est probablement là aussi une des raisons de l'échec des réformes. Boyen fut obligé de démissionner en 1819, parce qu'il ne trouva pas, dans l'opinion publique, un appui suffisant en faveur du service militaire universel et d'une constitution représentative. Ce moment de 1819 que Meinecke signala autrefois à l'attention des historiens fait l'objet d'une étude de M. Walter Simon². Étude solide, bien documentée, qui retrace l'évolution de la politique prussienne depuis les réformes de Stein jusqu'à l'échec de la tentative de Humboldt, de Boyen et de Beyme, pour donner à la Prusse un régime représentatif et une armée nationale, avec une réserve à service universel, obligatoire pour les citoyens, appelés en temps de paix à des périodes d'exercice (Landwehr).

L'auteur analyse les projets, explique l'opposition qu'ils ont soulevée, montre bien que, si Humboldt et Boyen avaient été plus souples, ils auraient pu gagner Hardenberg, qui devint leur principal adversaire. Le chancelier, en effet, n'était pas hostile au principe représentatif. Mais les réformateurs le blessèrent à plusieurs reprises, inutilement. Par ailleurs, l'auteur insiste à juste titre sur la structure sociale de la Prusse, qui n'était pas comparable à celles de la France et de l'Angleterre. Les classes moyennes n'y étaient ni aussi nombreuses, ni aussi évoluées. Ce qu'on peut reprocher à Harden-

1. H. BRUNSCHWIG, *La crise de l'État prussien à la fin du XVIII^e siècle et la genèse de la mentalité romantique*. Paris, Presses universitaires, 1947, in-8°, 344 p.

2. Walter M. SIMON, *The failure of the Prussian Reform Movement 1807-1817*. Ithaca, New-York, The Cornell Univ. Press, 1955, in-8°, xii-272 p.

berg, c'est de n'avoir pas cherché à former une opinion publique, à orienter la Prusse vers un self-gouvernement qui aurait progressivement limité l'absolutisme royal. Après l'échec de la révolution de 1848, l'intervention de l'armée détermina le roi à reculer devant les menaces de l'Autriche à Olmütz. Si Frédéric-Guillaume IV avait adopté le plan de Radowitz, une guerre contre l'Autriche en aurait sans doute résulté ; mais l'armée prussienne, que les Manteuffel voulaient garder disponible pour la contre-révolution, aurait été capable de vaincre. La même camarilla des Manteuffel et des Gerlach orienta la politique extérieure de la Prusse pendant la guerre de Crimée.

Bismarck fut le seul chef de gouvernement capable de maintenir la primauté de l'autorité civile. Il eut fort à faire. Après 1871, l'armée s'organisa complètement comme un État dans l'État. Elle y réussit d'une part en diminuant la compétence du ministre de la Guerre, qui était vulnérable devant le Parlement ; tout ce qui concernait le commandement et le personnel militaire fut transféré au cabinet militaire de l'empereur ou à l'État-Major. Et, d'autre part, en sélectionnant soigneusement les officiers parmi la noblesse d'abord, puis, quand elle n'y suffit plus, parmi la bourgeoisie conservatrice à laquelle Guillaume II reconnut en 1890 la « noblesse du caractère » (*Adel der Gesinnung*). Bismarck, qui limita dès 1874 les interventions parlementaires en faisant adopter le septennat militaire, soutint la politique de l'État-Major quand la majorité du Reichstag figura dans l'opposition après 1879.

Les chefs du cabinet militaire de l'empereur, qui restèrent longtemps en place (Albedyll, 1871-1887 ; Hahnke, 1888-1901), et les chefs d'État-Major s'entendirent en général pour faire et défaire les ministres de la Guerre. L'administration de l'armée, qui n'était plus centralisée, en souffrit. Guillaume II soutint constamment les militaires. Sous son règne, surtout pendant les trois ans où Waldersee fut chef d'État-Major (1888-1891), la politique extérieure du Reich fut influencée par l'armée. Schlieffen et Moltke s'abstinrent ensuite d'intervenir dans la diplomatie. Ils renoncèrent à la correspondance directe avec les attachés militaires que Caprivi obligea en 1890 à soumettre tous leurs rapports à leurs chefs de missions. Mais leurs plans d'opérations s'imposèrent aux diplomates, qui durent souvent s'incliner devant leurs raisons techniques. On connaît l'influence des lois navales de Tirpitz sur les relations anglo-germaniques.

Au cours de la guerre de 1914-1918, les militaires imposèrent d'abord la démission du chancelier Bethmann-Hollweg, puis, à partir de 1917, la dictature de Hindenburg et de Ludendorff. Ils conduisirent l'Allemagne à la ruine. Mais l'habileté de Groener réussit à sauver l'armée entre 1918 et 1920, et Seeckt ensuite la reconstitua sans jamais la soumettre franchement au contrôle parlementaire. Les ministres de la Guerre, Noske, puis Otto Gessler, l'aiderent à répandre la fiction de la « neutralité » de l'armée. Lorsque, après 1928, la crise économique affaiblit les gouvernements, ces derniers devinrent les jouets de l'État-Major. Si Groener tenta d'assurer

loyalement au cabinet Brüning, dont il faisait partie, le soutien de l'armée, Schleicher provoqua successivement la chute de Brüning et de Papen, et prépara l'avènement des nazis.

Hitler attendit 1938 pour mettre l'armée au pas. Il y réussit si bien qu'à l'heure actuelle les anciens généraux peuvent rejeter sur lui toute la responsabilité de la défaite de 1945.

Cependant, les militaires qui osèrent s'opposer au Führer et travailler à sa perte quand l'intérêt national l'exigea, les héros des conspirations qui aboutirent au 20 juillet 1944, ne furent jamais qu'une infime minorité ; les représentants de l'armée, dans l'ensemble, les condamnent aujourd'hui plutôt qu'ils ne les approuvent.

Les mémoires du maréchal KESSELRING¹ nous apportent un témoignage sur la mentalité de l'officier apolitique selon le cœur de Seeckt, aux côtés duquel Kesselring travailla en 1923 et en 1924. Pour lui, les circonstances politiques ne posaient pas de problème : l'officier qui avait prêté serment était tenu par la lettre de ce serment, et n'avait ni à l'interpréter ni à le récuser au nom des intérêts supérieurs de la patrie, dont il n'était pas juge. Il condamne donc implicitement les officiers du 20 juin. Soldat, Kesselring se voua tout entier à son métier, ignora les excès des nazis, fermant volontairement l'oreille aux bruits qui circulaient. Il fut surpris par toutes les décisions importantes d'Hitler, par la déclaration de guerre, par le déclenchement des opérations contre la France, par l'attaque contre les Russes.

Il apprécia Goering, sous les ordres duquel il fut placé à partir de 1933, quand il eut passé dans l'aviation, considéra Ribbentrop comme responsable de la politique belliqueuse d'Hitler, déplora les erreurs de ce dernier dans la conduite de la guerre. Il confirme à ce point de vue ce que d'autres ont déjà rapporté sur les espoirs qu'entretenait Hitler d'une entente avec les Anglais, parce qu'« ils sont des Germains » (p. 81). De même, il souligne les fautes commises après la première phase de la campagne de Russie : au lieu d'hésiter et de disperser ses efforts, il aurait fallu dès août 1941 les concentrer sur la prise de Moscou (p. 133 sq.). Il aurait fallu, au moment des succès de Rommel, s'emparer de Malte pour pouvoir ravitailler l'armée d'Afrique, que le Führer ne cessa pas de considérer comme un théâtre secondaire d'opérations (p. 188). Toutes ces remarques ont déjà été faites par l'amiral Asmann et par d'autres historiens. Les croquis de bataille et les considérations techniques qui occupent la plus grande partie de l'ouvrage intéresseront les spécialistes de l'histoire militaire, sans les étonner.

Kesselring, qui fut condamné à mort pour des massacres d'otages en Italie, dont il n'était peut-être, en effet, pas responsable, incarne bien, dans ces mémoires, le militaire heureux, souriant sur toutes les photos, inséparable de son bâton de maréchal, l'officier à bonne conscience, qui adore son métier. Il est content de pouvoir se borner à l'exercer, sans se laisser dis-

1. Albert KESSELRING, *Soldat bis zum letzten Tag*. Bonn, Athenäum, 1953, in-8°, 475 p.

traire par les problèmes politiques ou moraux qu'il ne croit pas de son ressort.

Il est donc exact que, pendant 150 ans, l'armée joua dans l'évolution politique de la Prusse et de l'Allemagne un rôle prépondérant. Elle contribua sans aucun doute à empêcher ces pays de s'orienter vers des régimes parlementaires et démocratiques. Son succès, cependant, ne peut s'expliquer pleinement que par une déficience des facteurs favorables à la démocratie.

III. — MOUVEMENTS POLITIQUES

Les catholiques groupaient en 1855, 23 des 43.000.000 d'habitants de la confédération germanique.

En Prusse, entre 1866 et 1871, ils étaient 7.800.000. Après l'exclusion de l'Autriche et l'annexion de l'Alsace, l'Allemagne de 1871 compta 14.869.000 catholiques et 25.581.000 luthériens.

Les catholiques ne formaient nulle part, en 1866, de parti confessionnel. Même en Prusse, ils avaient abandonné dès 1858 l'étiquette catholique pour se dénommer Fraction du Centre. Tous les catholiques, d'autre part, évoluèrent très progressivement du libéralisme de 1848 vers un conservatisme de plus en plus prononcé, encouragé par Pie IX. Cependant, en Prusse, ils rejoignaient en général l'opposition libérale sur les questions de politique intérieure. Le point commun à tous les catholiques, nettement marqué dans le programme du Centre prussien de 1861, était leur foi en la solution grande-allemande. Ils ne voulaient pas d'une Petite Allemagne dominée par la Prusse.

Sadowa fut pour tous une immense déception. M. WINDELL¹ a étudié leur attitude entre 1866 et 1871. Il révèle ainsi leur activité et leur vitalité en Allemagne du Nord comme dans les États du Sud. Il analyse les prolégomènes du Kulturkampf. L'attachement de tous les catholiques au particularisme en est le facteur dominant; par ailleurs, l'auteur montre bien les contradictions auxquelles les catholiques se heurtèrent souvent. Libéraux, ils durent finalement accepter, après le Syllabus, l'infaillibilité pontificale. — Ils poursuivirent dans certains États la vieille politique d'alliance du trône et de l'autel, tandis que le catholicisme social d'un Ketteler, qui, après la victoire prussienne, passa du camp de la grande dans celui de la petite Allemagne, et d'un Döllinger, s'efforçait de s'adapter à l'évolution moderne. Si le Centre rejoignit l'opposition libérale en Prusse, au sud du Main, les catholiques considérèrent Bismarck comme libéral, parce qu'il avait détruit l'ancienne confédération germanique. L'incompréhension réciproque de Bismarck et des catholiques fut permanente. Comme aux yeux des catholiques, le particularisme, les problèmes confessionnels (école, mariage civil), le pater-

1. George G. WINDELL, *The catholics and German unity, 1866-1871*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1934, xii-312 p.

nalisme importaient plus que la réforme parlementaire souhaitée par les libéraux, la constitution de 1871 ne révisa pas, sur ce point, celle de 1867.

Le livre de M. Windell est riche, mais laisse insatisfait. Il ne s'en dégage pas de conclusion générale, précisément parce que les catholiques, en tant que tels, ne représentaient pas, en Allemagne, une force politique. Ils ne formaient pas non plus une classe sociale et, dans cette période de crise de l'Église tout entière, à peine une communauté morale.

Pourtant, ils rassemblaient un grand nombre de représentants de cette classe moyenne qui, en France et en Angleterre, a peu à peu imposé la démocratie. On ne peut s'empêcher de penser que, si, pour tant d'hommes influents, le problème confessionnel n'avait pas été au premier plan, la question constitutionnelle aurait pu être résolue en Prusse au moins, de la même façon que dans les grands États occidentaux.

Pendant la plus grande partie de cette période, le principal adversaire de l'armée a été le parti social-démocrate. M. SCHORSKE¹ s'est proposé de démontrer que le schisme du parti social-démocrate, dont la minorité spartakiste se sépara pour former à Pâques 1917 le Parti socialiste indépendant qui rejoignit le parti communiste en 1920, remonte en réalité aux divergences des sociaux-démocrates en présence de la Révolution russe de 1905.

Son travail, fondé sur les procès-verbaux des congrès, sur la presse, sur les publications de l'époque et sur les études plus récentes, suivi d'une précieuse bibliographie critique et sélective, surclasse bien des ouvrages plus volumineux. Il forme une véritable histoire du parti social-démocrate, dû à la fusion, au congrès de Gotha, en 1875, de l'Association générale des ouvriers allemands de Lassalle (1863) et du parti social-démocrate marxiste, dirigé par Guillaume Liebknecht et Auguste Bebel. Le programme de Gotha fut fortement influencé par les thèses de Lassalle, favorables au coopératisme, à la démocratie (suffrage universel, scrutin secret, gouvernement direct par le peuple, liberté d'association, etc.), à une action légale, soutenue par le gouvernement.

Les lois d'exception contre les socialistes (1878-1890) obligèrent cependant ces derniers à s'organiser secrètement et renforcèrent la tendance révolutionnaire marxiste.

Bismarck avait pris contact avec Lassalle, avant la mort de ce dernier. Lorsqu'il eut engagé la lutte contre les sociaux-démocrates, il s'intéressa aux projets d'assurances sociales, par la réalisation desquels il espérait réconcilier les masses ouvrières avec le gouvernement. M. Walter VOGEL² a recherché la genèse de ces lois. Les divers aspects du problème social furent évoqués au cours des conférences entre délégués allemands et autrichiens, réunis à l'incitation de Beust et de Bismarck, à la suite de leur entrevue de l'au-

1. Carl E. SCHORSKE, *German social democracy 1905-1917. The development of the great schism*. Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1955, xvi-360 p.

2. Walter VOGEL, *Bismarcks Arbeiter Versicherung. Ihre Entstehung im Kräftespiel der Zeit*. Brunswick, Westermann, 1951, in-8°, 192 p.

tomne 1871. Ils estimèrent utile de prendre position vis-à-vis de la II^e Internationale.

L'auteur résume les procès-verbaux des nombreuses réunions qui se tinrent entre 1872 et 1879 ; il cherche à préciser la position et l'influence des industriels, obligés de s'assurer contre les accidents de travail dont ils étaient responsables d'après la loi du 7 juin 1871. Cela représentait en 1879 environ 40 % de l'ensemble des accidents du travail. Les compagnies d'assurances, les ouvriers, les églises chrétiennes, les économistes et finalement les hauts fonctionnaires qui élaborèrent les projets de 1883-1885, prirent longuement position. Toutes les sources sont successivement analysées, et l'évolution de Bismarck lui-même est retracée dans un dernier chapitre. L'ouvrage repose donc sur d'importants dépouillements. Il ne dégage pas de ligne directrice très nette. L'auteur a sans doute raison d'insister sur l'influence de la politique générale intérieure et extérieure du chancelier, qui ne considéra jamais la question sociale, en soi, comme primordiale. Les lois d'assurance n'auraient pas été votées, si l'adoption du protectionnisme et les lois d'exception contre les sociaux-démocrates ne les avaient pas imposées. L'échec de la manœuvre politique en vue de rapprocher les ouvriers du gouvernement amena le chancelier à se désintéresser de cette législation, avant même qu'elle fût entièrement promulguée, et le détourna des compléments qu'auraient exigés une véritable politique sociale.

Quand les lois d'exception contre les socialistes eurent été rapportées, le congrès d'Erfurt révisa en 1891 le programme initial et le marxisme s'imposa. L'auteur principal du programme, Kautsky, en fit adopter les thèses essentielles, tout en énumérant dans sa seconde partie une série de réformes à poursuivre immédiatement ; celles-ci ne différaient pas de celles réclamées à Gotha et ne supposaient pas une révolution préalable. On faisait confiance à la théorie catastrophique de Marx pour amener la révolution.

L'unité du parti fut ensuite maintenue, malgré les divergences qui ne cessèrent de se manifester. Les partisans de la coopération avec les gouvernements se recrutèrent d'abord dans les États du sud de l'Allemagne, où les sociaux-démocrates recevaient l'appui des populations rurales, peu révolutionnaires. Ils s'efforcèrent après 1900 de s'y organiser localement.

Ils acquirent en Bavière, en Bade, en Hesse et au Wurtemberg, une certaine autonomie qui leur permit de collaborer aux travaux des parlements locaux, sans cependant que le parti social-démocrate abandonnât son organisation centralisée.

Les syndicats, d'autre part, créèrent, sous la direction de Carl Legien, une Union centrale qui s'imposa peu à peu aux partisans de syndicats locaux indépendants, mais qui, de 1893 à 1906, observa strictement le principe de la neutralité politique. Elle s'intéressa uniquement à l'amélioration de la condition des ouvriers, créa sa bureaucratie et ses institutions, qui firent d'elle une puissance dans l'État, et dont les succès renforcèrent la position des révisionnistes.

Ces derniers adoptèrent les thèses soutenues entre 1898 et 1903 aux congrès sociaux-démocrates par Édouard Bernstein, dont le livre *Les conditions préalables du socialisme et les tâches de la social-démocratie* parut à Stuttgart en 1906. Il s'en prenait surtout à la théorie catastrophique de Marx et montrait qu'en fait le capitalisme, loin de courir à sa ruine, s'adaptait aux conditions techniques et économiques nouvelles, se développait et améliorait aussi la condition des ouvriers. Au lieu de préparer la révolution, mieux valait donc obtenir du régime capitaliste les réformes indispensables. Il fallait substituer Kant à Hegel, développer l'individualisme et le sens de la responsabilité, imposer la démocratie aux magnats du capitalisme, qui n'en voulaient pas.

Les sociaux-démocrates n'étaient pas très révolutionnaires à cette époque. Kautsky accepta les buts des révisionnistes tout en rappelant que le parti devait être prêt à la révolution, le jour où elle serait possible, et en constatant que l'amélioration du sort des ouvriers n'était pas proportionnelle à l'enrichissement général. La thèse révolutionnaire fut mieux défendue par la minorité des radicaux, dirigée par Rosa Luxemburg. Le révisionnisme fut finalement condamné par le Congrès de Dresde en 1903. Mais si le parti s'en tint au programme marxiste d'Erfurt, dans la pratique, il se conduisait plutôt selon les vœux des révisionnistes.

La Révolution russe de 1905 mit fin à cette période de progrès pacifique. Sous son influence, les radicaux redoublèrent de dynamisme. Ils réussirent à faire admettre au Congrès d'Iéna, en 1905, que la grève générale pouvait être admise comme arme défensive. Mais ils ne purent faire passer le parti — et moins encore les syndicats — à l'action, quand des projets de nouvelles lois électorales, en Saxe, à Hambourg, en Hesse et en Alsace, menacèrent la position des sociaux-démocrates.

Les élections de 1907, qui furent un triomphe pour les nationalistes, divisèrent plus profondément les sociaux-démocrates. En dépit des efforts des radicaux, ils ne se résolurent pas à exposer la belle organisation du parti et des syndicats, les situations acquises par les membres de leurs bureaucraties, les suffrages d'électeurs, qu'une attitude antinationale aurait déroutés. L'opportunisme s'insinua même dans les rangs des radicaux.

Les sociaux-démocrates refusèrent de proclamer la grève générale en cas de guerre, admirèrent l'alliance électorale avec les libéraux en 1912, mirent une sourdine à leur critique de la politique extérieure. La gauche, dirigée par Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Eisner, développa sa campagne pour éduquer les masses et pour les préparer à la lutte contre l'impérialisme. On sait cependant que, le 4 août 1914, tous les députés sociaux-démocrates votèrent les crédits militaires. La scission entre les antiimpérialistes, Liebknecht, Rosa Luxemburg, Klara Zedkine, Ledebour, Haase, et la majorité ne s'accomplit qu'en 1916 sur la question des annexions. Les opposants aux buts de guerre impérialistes formèrent le groupe spartakiste. Liebknecht

seul avait osé, dès le 3 décembre 1914, voter contre la deuxième loi de crédits militaires.

Mais ces radicaux eux-mêmes étaient des intellectuels, convaincus de la valeur de la démocratie, respectueux des libertés civiles. Rosa Luxemburg critiqua la suppression de ces libertés en Russie, dans un article du 14 décembre 1918 : « La liberté pour les seuls partisans du gouvernement, pour les membres d'un seul parti, quelque nombreux qu'il soit, n'est pas la liberté du tout. La vraie liberté est celle de l'homme qui pense autrement... »

« La suppression de la vie politique dans tout le pays provoquera peu à peu le déclin de la vitalité des Soviets. Sans élections générales, sans liberté de la presse, sans liberté de réunion et liberté de parole, la vie s'affaiblit dans toute institution publique, devient une caricature d'elle-même, et la bureaucratie s'impose comme le seul facteur décisif. Personne ne peut échapper à l'action de cette loi. La vie publique meurt peu à peu, et quelques dizaines de chefs de parti, animés d'une inextinguible énergie, d'un idéalisme illimité, dirigent et règnent... En dernière analyse, le cliquisme engendre une dictature, mais non la dictature du prolétariat : la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens *bourgeois* du terme, au sens Jacobin... » (p. 324-325).

Cette foi en la démocratie supposait dans les masses une conviction égale. Or, les ouvriers allemands ne connaissaient pas les principes de la démocratie. Les syndicats les avaient habitués à lutter pour des objectifs limités et à obéir. Le parti social-démocrate avait négligé leur formation politique.

Les masses qui agirent au cours de la Révolution ne furent que des hordes d'aventuriers, la lie de la population.

M. COOPER¹ le montre bien dans son étude sur l'Échec d'une révolution. Son livre n'est pas une histoire continue, mais une série d'analyses des éléments en présence aux moments décisifs. Analyses souvent pertinentes d'un homme qui a vécu cette année 1918-1919 à Berlin, et qui a lu depuis la plupart des ouvrages importants. Il n'apporte au fond rien de nouveau et son ton polémique le rend parfois injuste. Ebert était habile, sans doute, mais ne peut être qualifié de malhonnête que dans la mesure où il n'aurait jamais, lui aussi, été débordé par les événements. Les discussions juridiques sur la valeur des proclamations révolutionnaires sont brillantes, mais faciles. Au total, l'ouvrage met cependant bien en lumière les traits essentiels : les chefs sociaux-démocrates ne souhaitaient pas prendre le pouvoir. Ils désiraient créer un régime parlementaire à majorité socialiste. Ils savaient que « les masses », leurs troupes, n'étaient pas éduquées et que les groupes de révolutionnaires à tous crins, qui intervinrent à Kiel, à Berlin ou à Munich, n'étaient pas de taille à s'opposer aux corps francs, plus aguerris. Ils se divisèrent. Mais, à partir du moment où Ebert s'entendit avec Groener pour

1. Radolf COOPER, *Failure of a revolution. Germany 1918-1919*. Cambridge, University Press, 1955, in-8°, XII-299 p.

instaurer un système parlementaire, la cause de la révolution était perdue et l'armée, qui ne devint pas l'instrument du gouvernement civil républicain, était sauvée. Les spartakistes et les socialistes indépendants auraient peut-être pu saisir le pouvoir, s'ils avaient admis la dictature au sens bolchéviste du terme.

Les mémoires de SEVERING¹ nous montrent bien ce qu'était, à l'époque, un leader social-démocrate majoritaire. Si parfois ils apportent une mise au point — sur l'attitude du parti lors de la déclaration de guerre en 1914, sur le désir de l'Assemblée constituante prussienne de créer en 1919 un État unitaire au sein duquel la Prusse se serait dissoute, sur le défaut de résistance au coup d'État de Papen le 20 juillet 1932 — ils n'analysent pas tous les faits auxquels le ministre a été mêlé. Ils se contentent la plupart du temps de donner le ton, de rappeler comment un honnête social-démocrate a interprété les événements.

M. Severing ne cherche pas à briller. Les portraits qu'il trace ne sont pas enlevés ; les discussions qu'il engage ne dégèrent pas en polémiques. Il est sérieux, consciencieusement, scrupuleusement sérieux pendant mille pages, et le lecteur, obligé de suivre son rythme, de revenir en arrière lorsqu'il a tenté de forcer un peu l'allure, de comprendre les raisons longuement énumérées par l'acteur, finit par se laisser convaincre. Carl Severing n'a jamais été un révolutionnaire. Fils d'ouvrier, il a connu la pauvreté, sinon la misère ; il a protesté comme écolier ou comme apprenti contre les injustices dont il était victime. Devenu serrurier, il a pris part à une grève, a parcouru une partie de l'Allemagne et de la Suisse en tournées de compagnonnage, s'est très tôt affilié aux syndicats. Les doctrines l'ont peu intéressé. Il n'a lu Karl Marx que tardivement, lorsqu'il fut devenu secrétaire du syndicat de Bielefeld. Sans adhérer jamais à la tendance révisionniste, ni au groupe extrémiste, il a manifesté de la sympathie à ceux qui se préoccupaient d'améliorer d'abord la condition de l'ouvrier dont la vie quotidienne, les soucis et les réactions lui étaient familiers. Sa description du Reichstag, où il fut député de 1907 à 1912, restitue bien l'atmosphère des débats et montre l'importance de l'origine sociale des députés, qui restaient chacun dans son clan.

La Révolution de 1918 et la République de Weimar firent de lui un ministre. Dans ces fonctions, il apporta la même conscience qu'auparavant dans son syndicat. Il n'admit jamais que l'internationalisme fût opposé au patriotisme. Il réorganisa la police prussienne et s'efforça de démocratiser l'administration en y introduisant — à titre exceptionnel — des hommes éprouvés, mais dépourvus de diplômes.

Il fut, lui, incontestablement, un citoyen, un démocrate et un parlementaire modèle. Mais il déplorait vers 1914 que les chefs de la social-démocratie ne s'inquiétassent pas assez de former des successeurs.

1. Carl SEVERING, *Mein Lebensweg*. I : *Vom Schlosser zum Minister* ; II : *Im Auf und Ab der Republik*. Cologne, Greven, 1950, in-8°, XII-466, VIII-526 p.

Si on lui demandait pourquoi la démocratie n'a pas vécu en Allemagne, il invoquerait la crise économique qui a empêché l'éducation politique et l'instruction civique de continuer leur progrès. Il aurait fallu un peu plus de temps au régime qui s'était stabilisé après l'inflation et qui fut ébranlé par la crise économique de 1929.

L'évolution vers le parlementarisme se serait cependant accomplie, si l'empereur Frédéric, fils de Guillaume I^{er}, avait vécu. A lire ses lettres à sa femme Victoria, et la correspondance de Victoria avec ses parents, la reine Victoria d'Angleterre et le prince consort, on est frappé de la conviction du Kronprinz. Une partie de ces lettres avaient été publiées par Ponsonby en 1918. Le comte CORTI a dépouillé l'ensemble de cette longue correspondance et en a tiré une biographie de l'impératrice. Son livre est gros et souvent émouvant. Il révèle la grande influence que Victoria exerça sur Frédéric. Le 9 mars 1862, alors qu'elle séjournait à Windsor, elle lui écrivait : « ... Tu te conduis bien, mon trésor, je suis si fière de toi, reste toujours ferme et libéral... A la longue, la vérité triomphe tout de même, et comme toute la grandeur de la Prusse et ton succès futur ne reposent que sur Ta persévérante fidélité au principe constitutionnel, libéral — le seul principe authentiquement conservateur — je me réjouis qu'on sache déjà ici aussi que tu as ces opinions... »

Elle prit position contre Bismarck, dès qu'il fut question de lui : « il risque tout et est la terreur de tous parce qu'il n'a pas de principes ». Dans le conflit qui opposa Frédéric à son père, elle lui conseilla de se tenir éloigné des affaires, car « tu ne peux et ne dois pas lui faire opposition et tu n'as pas le droit de sacrifier tes opinions libérales ». Puis, quand Guillaume I^{er} voulut abdiquer et quand son fils l'en dissuada, elle pensa que cette solution aurait été la meilleure.

Bismarck n'avait pas tort de croire que l'Angleterre était au courant des moindres péripéties de ce long conflit. L'hostilité du couple continua contre toutes les initiatives politiques du chancelier. Pendant la campagne de 1866, Victoria écrivit à sa mère : « Bismarck ne veut pas une Allemagne unie, libre... il veut un État de hobereaux qui nargue l'évolution de notre temps et de tout le monde moderne... »

En 1870, cependant, le prince Frédéric, son épouse et même la reine d'Angleterre blâmèrent l'attitude de Napoléon III dans l'affaire d'Espagne et approuvèrent Bismarck, obligé à livrer la guerre que la France avait déclarée. L'opposition, on le sait, reprit ensuite.

L'auteur insiste avec raison sur l'unité morale de ce ménage anglophile à la cour de Prusse. Il peint de l'impératrice Frédéric, dont la vieillesse fut attristée par les rodomontades de Guillaume II, un portrait vivant et sympathique. Son livre s'intitule : « Si¹ », et laisse rêveur. Car, dans un pays où les révolutions viennent d'en haut, si le prince l'avait voulu, évidemment,

1. EGON CORTI, comte CORTI, *Wenn-Sendung und Schicksal einer Kaiserin*. Graz, Wien, Köln, Styria, in-8°, XXIV-655 p., ill.

les éléments libéraux auraient orienté la nation vers le parlementarisme.

Le Kronprinz aurait-il pu être ce monarque constitutionnel que Guillaume II n'a pas été? L'étude approfondie et néanmoins décevante de M. HERRE¹ ne permet pas de l'affirmer. Le prince héritier n'avait pas ce goût de la représentation qui poussa son père à tant de manifestations et d'interventions intempestives. Il comprenait et admirait le régime parlementaire britannique. La simplicité de son abord a frappé tous ceux qui l'ont approché. Mais, s'il avait du bon sens, il était aussi superficiel et extrêmement influençable. Ainsi s'expliquent les erreurs commises, les attitudes ultra-nationales lors de l'affaire de Saverne ou pendant la première guerre mondiale, le flirt avec Hitler, etc. Un homme de bonne volonté, peut-être, mais aussi un officier prussien, à l'aise parmi les conservateurs qui l'entouraient, incapable de s'affranchir de préjugés qu'il connaissait, d'échapper à un milieu qu'il aimait; faible personnalité en somme, dont l'autorité ne rayonnait pas.

Au premier rang de ceux qui ne voulaient pas de réforme constitutionnelle, on trouve les pangermanistes. Leur mouvement naquit de la protestation contre le traité germano-anglais de 1890, qui fixait les zones d'influence dans l'État de Zanzibar et en Afrique orientale. L'Allemagne renonçait non seulement au sultanat de Vitou, mais à ses projets d'expansion en Ouganda et acquérait l'île de Hélioland. Le protagoniste le plus actif du pangermanisme fut le jeune Hugenberg, qui lança le bouillant appel de 1890, intervint en 1893 pour faire nommer président le Dr Hasse, inspira les programmes et les statuts de 1903 et de 1919. Ce petit homme souple et tenace, aux moustaches conquérantes, à l'esprit étroit, fut certainement l'un des grands responsables de l'évolution politique suivie par l'Allemagne entre 1890 et 1933. Sa biographie critique et complète n'a pas encore été faite. M. Kruick² a publié une excellente étude sur la ligue pangermaniste. Alors que ses deux prédécesseurs, Wertheimer et Werner, n'avaient étudié que la période de 1890 à 1918, il analyse l'activité des pangermanistes jusqu'en 1939. Si les archives de la Ligue ont été détruites lors des bombardements de 1945, il a cependant eu accès aux papiers inédits de Heinrich Class, qui fut président de 1908 à 1939, et de Hugenberg. Une lecture attentive de toute la presse pangermaniste a complété sa documentation.

L'ouvrage comprend trois parties. De la première, 1890-1914, on retire l'impression que les historiens allemands ont, en général, sous-estimé l'influence des pangermanistes. M. Kruick rappelle que le nombre des adhérents passa de 21.000 en 1892 et en 1901 à 35.000 en 1918 et à 40.000 en 1922. Mais, à côté des membres individuels, il y avait les associations, « membres corporatifs », qui groupaient, en 1905, 130.000 adhérents. D'autre part, les

1. Paul HERRE, *Kronprinz Wilhelm, Seine Rolle in der deutschen Politik*. München, Beck, 1954, in-8°, XII-230 p.

2. Alfred KRUCK, *Geschichte des Alldeutschen Verbandes 1890-1939*. Wiesbaden, 1954, in-8°, VIII-258 p. (« Institut pour l'histoire de l'Europe de l'Université de Mayence ».)

membres de la Ligue exercèrent une grosse influence sur les autres organisations nationalistes et sur les partis politiques. Soixante d'entre eux étaient députés au Reichstag en 1914. Ils réussirent à influencer Guillaume II par l'intermédiaire de son officier d'ordonnance, l'amiral Grumme-Douglas. Si Caprivi dédaigna leur opposition, ses successeurs tinrent davantage compte de leurs thèses. Aux Affaires étrangères, un Schoen et un Kiderlen-Waechter prétendirent faire une politique pangermaniste. La Ligue n'a pas toujours erré dans ses critiques de la politique étrangère. Mais elle a beaucoup contribué à la rupture avec l'Angleterre, qui fut sans doute le fait essentiel de la politique extérieure du Second Empire allemand. Elle a répandu dans les masses ses thèses sur l'espace vital, son hostilité foncière à l'Angleterre, son goût pour la guerre qui, heureuse, devait assurer au Reichstag des majorités nationalistes et, malheureuse, permettre une dictature propre à réformer la constitution dans un sens autoritaire. Elle se montra de plus en plus antisémite, jusqu'au moment où elle exclut les Juifs en 1919. C'est donc avec raison que l'auteur note la similitude, dès 1914, entre l'idéologie pangermaniste et la future doctrine hitlérienne. On regrette qu'il n'ait pas consacré quelques pages à l'activité de la Ligue en faveur de la germanisation de la Prusse orientale.

La seconde partie, sur la période 1914-1918, utilise largement les papiers de Class. Les pangermanistes, avec leurs buts de guerre annexionnistes, qui prévoyaient des transferts massifs de populations pour éviter toute opposition future dans les provinces conquises à l'Ouest et à l'Est, se heurtèrent à Bethmann-Hollweg, qui ne voulait pas publier les prétentions de l'Allemagne avant que la victoire fût acquise. Ils lui reprochaient, d'autre part, de ne pas décourager les Allemands qui escomptaient l'établissement d'un véritable régime parlementaire. Après la chute de Bethmann, Class tenta de convaincre Ludendorff de la nécessité d'une dictature militaire. Mais ce dernier se déroba, comme les autres généraux, sollicités avant lui.

Les projets de Class sur la réorganisation de l'empire des Habsbourg, que la minorité allemande aurait dirigé et orienté vers l'union douanière, se heurtèrent également à l'opposition des industriels allemands eux-mêmes.

Lorsque la défaite de l'Allemagne se dessina, Classe crut pouvoir provoquer une révolution de la droite, en faveur de la guerre à outrance. Il ne fut ni compris ni suivi.

Sur les buts de guerre de l'Allemagne à l'Ouest, M. GATZKE¹ a publié une excellente étude, à laquelle M. Kruck se réfère. Ce dernier ouvrage est beaucoup plus détaillé que les soixante pages consacrées par M. Kruck à la guerre. Bien qu'il se soit limité en principe aux buts de guerre à l'Ouest, il nous donne une synthèse des plus solides et des plus intelligentes sur la politique du Reich pendant la première guerre mondiale. Il met bien en évi-

1. HANS W. GATZKE, *Germany drives West*. Baltimore, Johns Hopkins Press, 1950, in-8°, x-316 p.

dence la liaison entre le problème de la réforme constitutionnelle et celui de la paix. Ces industriels, qui préconisaient l'annexion de la Belgique, du bassin de Briey, de colonies africaines, inclinaient, en politique intérieure, vers un régime libéral, semblable à celui de l'Angleterre qu'ils détestaient. Et les hobereaux, qui ne craignaient pas la concurrence anglaise et condamnèrent les idées libérales, réclamaient des annexions aux dépens de la Russie dont le régime politique représentait pour eux l'idéal exemplaire. Les pangermanistes ne se départirent jamais de leurs passions. A Heydebrand, qui lui demandait pourquoi il ne rejoignait pas le parti conservateur, Class répondit : « Il est trop démocratique à mon goût. » Leur attitude explique peut-être l'ambiguïté de la politique de Bethmann-Hollweg, qui n'osa pas proclamer nettement des buts de guerre modérés. Elle empêcha aussi, en 1917, quand une paix de compromis aurait pu être possible, Hertling et Kuhlmann de renoncer clairement à la Belgique, comme la majorité du Reichstag le souhaitait. Or, c'était là une solution *sine qua non* pour l'Angleterre. M. Gatzke analyse les diverses tendances de droite et de gauche et montre que la plupart des députés, à l'exception des sociaux-démocrates, ont varié selon les événements ; leur modération s'évanouissait quand surgissaient des chances de victoire.

La dernière partie du livre de M. Kruck est la plus neuve. Elle décrit l'évolution du mouvement pangermaniste de 1918 à 1939. C'est, en effet, pendant cette période que son activité politique fut la plus efficace. Refusant de reconnaître sa responsabilité dans la défaite, le comité publia le 16 février 1919 à Bamberg un nouveau programme. Les statuts du 31 août 1919 en résultèrent. Ils préconisèrent la restauration de l'Empire et d'une forte armée, la reprise des provinces perdues et l'annexion de l'Autriche, la protection des Allemands à l'étranger, l'organisation de la jeunesse et des femmes, l'amélioration méthodique de la race allemande, la lutte contre les influences étrangères et en particulier contre la prédominance des Juifs dans la politique, l'économie et la culture. L'antisémitisme fut ensuite systématiquement répandu par une série de livres qui concluaient à la nécessité d'une législation spéciale pour éliminer le sang juif du corps allemand.

Class s'efforça de provoquer et de diriger la contre-révolution. Il chercha un candidat au trône : le prince Oscar ne voulut pas revendiquer les droits de son frère, le Kronprinz. Le prince Frédéric-Guillaume, fils du Kronprinz, accepta, mais mourut en mars 1925. Class s'entendit avec le capitaine Ehrhardt, qui, après l'échec de Putsch de Kapp, avait créé à Munich l'organisation Consul, que les pangermanistes subventionnèrent. Class entra également en relation avec von Seeckt et Thyssen pour préparer la guerre de revanche, qui devait surgir d'un soulèvement contre l'occupation française de la Ruhr. L'insurrection prévue pour mai 1923 fut ajournée par Seeckt. Le coup d'Etat que Class prépara pour septembre, avec le major Buchrucker, rencontra l'opposition de Seeckt qui surveillait également les autres conspirateurs, Ludendorff, Hitler, Ehrhardt; Lettow-Vorbeck et l'amiral Hein-

richs. Infatigablement, Class continua de préparer un coup d'État. Il reconnut l'incapacité de Ludendorff, qui se mit à sa disposition, rompit avec Hindenburg qui craignait de se parjurer en violant la constitution, tenta de pousser à la chancellerie Hugenberg, dont Hindenburg ne voulut pas en 1926, excita l'opposition nationaliste contre Brüning.

Les pangermanistes rééditèrent en 1933, sous le titre « Essence et structure de l'État populiste » (*Vom Wesen und Aufbau des völkischen Staates*), le livre que le Freiherr von Vietinghoff-Scheel avait déjà publié en 1921 en se référant au « Kaiserbuch » de Class. Cet ouvrage exposait les thèses qui furent plus tard reprises par les nationaux-socialistes : Identité du peuple et de l'État, antisémitisme, racisme, eugénisme, espace vital, principe autoritaire ; il s'en distinguait par son attachement au fédéralisme, au vote plural et à la monarchie.

Hitler rendit visite à Class, à Berlin, dès qu'il se fut imposé aux nationaux-socialistes en 1920, et il se présenta comme un disciple. Il reconnut n'être qu'un agitateur à utiliser et n'avoir pas l'étoffe d'un Führer, d'un homme d'État. Il ne renâcla que devant l'antisémitisme, que Class lui imposa comme thème essentiel. Lui-même aurait préféré le laisser à l'arrière-plan, car il craignait de perdre la plupart de ses adhérents en reprenant ces arguments.

Jusqu'en 1923, l'appui des pangermanistes fut le principal soutien du petit groupe national-socialiste. Le Putsch malencontreux du 9 novembre 1923, par lequel Hitler, agissant isolément, empêcha les pangermanistes de procéder au coup d'État soigneusement préparé, rompit cet accord. Par la suite, les pangermanistes sous-estimèrent Hitler. Ils s'indignèrent de ses trahisons successives, critiquèrent son socialisme démagogique, mais approuvèrent sa politique extérieure et le méprisèrent trop pour le croire dangereux. Après le 30 janvier 1933, Hugenberg seul manifesta son opposition. Papen et les autres ministres nationaux-allemands ne le soutinrent pas et Hindenburg accepta sa démission le 26 juin 1933, sans relever ses accusations contre le parti national-socialiste.

La tardive opposition des pangermanistes à Hitler n'empêche donc pas de les considérer comme des précurseurs et de les rendre en partie responsables de l'avènement du troisième Reich.

L'histoire des Krupp de Gert von Klass¹ nous est parvenue dans sa traduction anglaise. C'est une suite de biographies, depuis celle du fondateur de l'entreprise, Alfred Krupp (1812-1887) jusqu'à celle du propriétaire actuel Alfred Krupp von Bohlen und Halbach. L'ouvrage est essentiellement psychologique ; il n'étudie pas le rôle économique du consortium et n'approfondit pas l'influence politique de ses directeurs. Dépouillé de bibliographie et de références, il chante, pour le grand public, les vertus de milliardaires, qui

1. Gert von Klass, *Krupps*. — *The story of an industrial empire*. Londres, Sidgwick and Jackson, 1954, in-8°, iv-497 p., ill.

ont vécu bourgeoisement, uniquement préoccupés d'assurer la permanence de leur entreprise.

M. Wolfgang TREVE¹ publie un recueil de programmes de partis politiques allemands entre 1861 et 1954. Une introduction résume en trente-huit pages l'histoire des partis. Un appendice donne le nombre de sièges obtenus par chacun dans les différents Reichstage. D'une façon générale, les indications sur la période antérieure à 1919 sont plus sommaires que celles qui suivent. Les regroupements opérés entre 1871 et 1890 devraient être mieux expliqués. Aucun programme n'est donné pour les élections de 1887, 1898, 1901, 1909, 1912, 1918, ni pour la période de crise 1930 à 1933. Les raisons de ces lacunes n'apparaissent pas. La collection dans laquelle ce livre est publié s'adresse au grand public, aux écoliers, aux étudiants et aux organisations professionnelles. Il leur faudra de bons spécialistes pour leur apprendre à interpréter ces textes que M. Treve semble avoir triés au petit bonheur.

Les deux études publiées par M. Hallgarten éclairent les dessous des crises allemandes entre 1919 et 1933.

La première traite de la période troublée de la grande inflation. Elle est dominée par la personnalité de Hugo Stinnes, qui, devenu, grâce à l'inflation, le plus grand magnat de l'industrie lourde, tenta de libérer l'Allemagne des charges du traité de Versailles. Son plan de 1922 aurait imposé aux ouvriers des heures supplémentaires non payées. Leur valeur aurait gagé un emprunt or, qui aurait permis à l'industrie allemande de reconstruire les régions sinistrées de France et de Belgique. L'industrie aurait aussi été libérée du contrôle de l'État, dont, en particulier, toutes les tentatives de socialisation auraient été arrêtées. La stabilisation du mark, la liquidation par entente entre les belligérants européens et les États-Unis des dettes de guerre, aurait permis à l'Allemagne, dirigée par ses maîtres de forges, de reprendre son rôle directeur en Europe.

Si le marquis de Lubersac en discuta avec Stinnes, le Comité des forges et le groupe Loucheur firent comprendre aux Américains qu'une reconstruction rapide au profit de la grosse industrie allemande ne les intéressait pas. Von Seeckt suivit ces projets de près. Il tenta dès 1923 de créer une Reichswehr plus importante que celle du traité de Versailles en s'entendant avec l'U. R. S. S. qui accueillit beaucoup d'officiers. Il admit l'éventualité d'une guerre de revanche contre la France. D'accord avec l'ambassadeur de Russie, Radek, et avec le chancelier Cuno, il pensa trouver, dans la résistance à l'occupation de la Ruhr, le prétexte au déclenchement des opérations. Mais il ne réussit pas à unir et à discipliner tous les éléments de droite. La grande industrie et la Reichswehr ne purent se soumettre à Hitler ; ce dernier précipita le mouvement qui aboutit au putsch de Munich.

Ebert, d'autre part, refusa de laisser Seeckt prendre le pouvoir et instaurer

1. Dr Wolfgang TREVE, *Deutsche Parteiprogramme 1861-1954*. Göttingen, Musterschmidt, 1954, in-8°, 319 p.

une dictature nationaliste réactionnaire. L'intervention de Stresemann et la politique de Locarno mirent fin à ces conspirations des milieux financiers et militaires.

La seconde étude porte sur l'aide financière de la grande industrie à Hitler. L'auteur ne produit pas de documents nouveaux et ne peut pas toujours préciser la valeur des témoignages qu'il invoque. Mais il a le mérite de les grouper et de les confronter. Les plus importants sont ceux de Heiden et du procès de Nuremberg. Il en résulte que la grande industrie dans son ensemble s'intéressa peu au national-socialisme jusqu'à la crise économique de 1929. Les subventions qu'elle accorda devinrent ensuite de plus en plus importantes jusqu'au moment où elle se détourna de Hitler pour favoriser la politique de Papen. L'échec du cabinet des hobereaux et l'inquiétude éveillée par l'attitude moins réactionnaire de Schleicher incita les magnats de l'industrie à sauver le parti national-socialiste au moment de ses plus graves difficultés financières en 1932. Ils pensèrent d'ailleurs tenir Hitler en lisière et beaucoup comptaient sur lui pour rétablir les Hohenzollern. Mais l'auteur conclut à juste titre que, si les industriels ont cherché à utiliser le mouvement nazi, ils ne l'ont pas créé. Ils ne l'ont même jamais réellement contrôlé¹.

IV. — NATIONAL-SOCIALISME ET RÉSISTANCE

En écrivant la biographie de Goerdeler, M. Gerhard Ritter a voulu faire une synthèse de l'histoire de la résistance allemande. De fait, il met en œuvre toutes les publications parues jusqu'à ce jour, utilise également beaucoup d'inédits, procède à des enquêtes auprès des survivants et surtout classe, confronte et critique méthodiquement tous les témoignages. Les cent douze pages de notes et les soixante pages d'appendices qui suivent l'exposé seront particulièrement appréciées par les spécialistes.

Le choix de Goerdeler comme figure centrale de la résistance s'explique par le nombre de documents retrouvés sur l'ancien commissaire aux prix ; ce dernier était possédé par une véritable rage d'écrire et beaucoup de ses mémoires, lettres, souvenirs, ont été conservés. Ce choix se justifie aussi par le rôle de chef de gouvernement que Goerdeler aurait joué si la conspiration avait réussi ; il est, enfin, dû à l'amitié qui liait l'auteur à Goerdeler et au souvenir de leur confrontation, alors qu'ils étaient l'un et l'autre en prison.

Le général Beck n'aurait-il pas été mieux désigné pour occuper cette place centrale ? Il a, jusqu'à la guerre, exercé une plus grande influence que Goerdeler, avec lequel il aurait d'ailleurs assumé la direction du gouvernement provisoire. Sa personnalité nous paraît aussi plus séduisante, plus immédiatement intelligible en tout cas. L'un et l'autre étaient de bons natio-

1. George F. W. HALLGARTEN, *Hitler, Reichswehr und Industrie. Zur Geschichte der Jahre 1918-1934*. Francfort, Europäische Verlagsanstalt, 1955, in-8°, 139 p.

nalistes antinazis et l'on est un peu surpris que l'auteur, après l'avoir constaté à plusieurs reprises, affirme dans sa conclusion que la résistance allemande a été « une insurrection de pure et authentique révolte morale contre le triomphe de la force — la force du Mal — sans aucun égard au prétendu intérêt national ». Il semble, au contraire, que la révolte morale et la conscience des véritables intérêts nationaux aient été, à juste titre, constamment unis dans l'esprit des conspirateurs.

Le choix de Goerdeler comme figure centrale conduit, enfin, l'auteur à passer rapidement sur l'opposition de gauche. On ne le lui reprochera pas si l'on considère que la persécution empêcha celle-ci de se développer, qu'elle n'a pas laissé beaucoup de documents et qu'en dernière analyse, c'est tout de même la conspiration Beck-Goerdeler qui s'est le plus souvent exprimée par des actes.

Sur ces actes, M. Ritter est volontairement discret. Son propos n'est pas de raconter une fois de plus ce qui est connu. Il n'y revient que lorsqu'il y a matière à critiquer. Son mérite est de renoncer à l'exposé attrayant d'événements dramatiques, pour faire porter tout son effort sur les mobiles, les négociations secrètes et compliquées, les analyses psychologiques. Son livre ne s'adresse pas au grand public. Le lecteur averti appréciera l'effort d'investigation, les éléments nouveaux, l'objectivité des commentaires.

Cette honnêteté même nous incite à ne pas toujours accepter sans réserves les conclusions de M. Ritter. Aussi bien nous prévient-il lui-même que sa synthèse ne saurait être que provisoire. Il débute par l'exposé de la carrière de son héros : Prussien, protestant, fils d'un magistrat qui fut aussi député au Landtag et « bismarckien sans phrases », né en 1884, juriste de formation, Carl Goerdeler fit une rapide carrière dans l'administration municipale, à Solingen dès 1911, puis à Königsberg (1920), enfin à Leipzig (1930). Nationaliste, activement opposé à la création du corridor polonais, il se distingua par ses projets de réforme administrative que l'auteur analyse longuement. Goerdeler s'y révèle technicien de grande classe, partisan d'un régime autoritaire, efficient, conforme à la tradition prussienne, conservateur et membre du parti national-allemand, mais non réactionnaire. Il se montre aussi ambitieux, se réjouit d'être désigné comme commissaire aux prix en décembre 1931, et se sépare du parti de Hugenberg pour collaborer avec Brüning. Il espère devenir ministre au cours de l'agonie de la République, puis, déçu, collabore avec les Nazis.

Il accepte, en effet, en novembre 1934, l'offre que lui fait Hitler de reprendre sa fonction de commissaire aux prix. Il y est d'abord apprécié par Hitler. Il critique la politique économique de Schacht, puis tente de collaborer avec Göring, chargé en avril 1936 du contrôle des devises et des matières premières. Mais sa politique économique contrecarre la politique extérieure du Führer, qui, après avoir lu un de ses rapports, lui retire sa confiance. Il désapprouve le plan de quatre ans, proclamé en septembre 1936 à Nuremberg. Sa disgrâce encourage ses ennemis à le combattre à Leipzig où

il s'efforce de limiter les persécutions antisémites. Profitant d'un voyage du maire à Helsingfors, son adjoint nazi fait enlever la statue de Mendelssohn, et Goerdeler, offensé, démissionne. Il prend sa retraite à cinquante-deux ans, le 31 mars 1937.

Au moment où commence sa carrière de conspirateur, il nous apparaît donc comme un technicien, un juriste et un économiste, incapable de tenir compte des passions, des partis pris, des idéologies déraisonnables, comme un patriote, désireux de négocier avec l'étranger la solution des problèmes posés par le traité de Versailles, comme un croyant, plein de préceptes moraux. Mais M. Ritter relève aussi son ambition et nous laisse incertains sur la légitimité de celle-ci. Car les rapports de Goerdeler témoignent d'une naïveté souvent déconcertante, d'un optimisme inébranlable, d'une confiance en soi, qui l'ont peut-être empêché de comprendre tout ce qui dépassait l'horizon municipal auquel il était habitué. Ses grands projets de réforme municipale ou de constitution politique révèlent une méconnaissance des réalités, surprenante chez un homme de cette classe. On ne peut s'empêcher, tout en admirant sa foi et son ardeur, de penser que les documents qui nous sont livrés permettraient de brosser un portrait très différent de celui de M. Ritter — et cela témoigne en faveur de l'objectivité de cet historien — le portrait d'un ambitieux, dont les yeux n'ont été dessillés, ni par les abus de la législation nazie, ni par le bain de sang du 30 juin 1934, mais seulement par sa propre disgrâce en 1937.

On peut ensuite poursuivre l'une et l'autre interprétation : Goerdeler, entré au service de la firme Bosch, de Stuttgart, dont le chef était hostile au régime, fait de longs voyages à l'étranger et prend de nombreux contacts pour essayer de sauver la paix. Il assiste de loin à la première conspiration, qui aurait sans doute abouti, si l'accord de Munich n'avait pas interrompu le cours de la crise tchèque. Et, jusqu'en 1940, il adresse de longs rapports, à Hitler d'abord, à Göring ensuite, pour les convaincre de la catastrophe que serait, pour l'Allemagne, une guerre fatalement mondiale. Il continue de penser à la fois à renverser et à réformer le régime.

C'est seulement après la déclaration de guerre qu'il renonce à l'espoir de convaincre le Führer. Il s'aggrave plus étroitement au groupe Beck-Halder, participe aux tentatives de négociations avec les alliés par l'intermédiaire du banquier suédois Wallenberg ou du Vatican, court, infatigable, d'un général à l'autre pour s'assurer les concours militaires indispensables. Puis il élabore ses grands projets de constitution allemande et de réorganisation européenne (1941-1942). L'auteur leur consacre soixante pages d'analyse et de critique : curieuse constitution, que les socialistes et les hobereaux idéalistes du cercle de Kreisau qualifieront de réactionnaire, et où apparaissent à la fois une incontestable bonne volonté et une stupéfiante méconnaissance des réalités sociales et politiques. Curieux projet de paix, qui, en mai 1941, revient sur la renonciation à l'Alsace et à la Lorraine affirmée en octobre 1940, et prévoit les frontières de 1914 avec la Belgique, la France et la Po-

logne. L'Allemagne conserverait l'Autriche, les Sudètes, Memel et récupérerait ses anciennes colonies. Et l'on proclamerait, sur ces bases, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on réorganiserait l'économie mondiale et le B. I. T., on créerait un tribunal international, on désarmerait. Faut-il s'étonner que Churchill ait considéré les conspirateurs comme des nationalistes dont les fins dernières étaient voisines de celles des nazis?

L'auteur passe rapidement sur la série des complots militaires jusqu'à celui du 20 juillet 1944. L'influence de Beck, affaibli par la maladie, diminuait en même temps que celle de Goerdeler, trop agité, de Popitz, trop enclin à rechercher tous les appuis, même celui de Himmler. L'auteur débrouille bien l'écheveau de leurs nombreuses tentatives pour éviter la catastrophe, à l'approche de la défaite, désormais inéluctable, des troupes allemandes.

Le récit de la fuite, de l'arrestation, des interrogatoires de Goerdeler est moins connu. On s'y retrouve en proie au même malaise : ce criminel modèle, qui parle, qui renseigne ses juges sur l'étendue de la conspiration... Il ne livre peut-être que ceux qui ont déjà été pris? Mais, après l'avoir condamné à mort le 8 septembre 1944, on le met en sursis. On lui confie, ainsi qu'à Popitz, la mission de rédiger de longs mémoires sur la future reconstruction de l'Allemagne, sur la réforme des institutions municipales, sur la réorganisation administrative et économique, sur le contrôle des prix. Himmler le protège-t-il? Le condamné gagne du temps, espère que les alliés le sauveront, avant son exécution, subitement décidée le 2 février 1945 : « Dieu, proclame-t-il, en faisant échouer l'attentat du 20 juillet, a clairement manifesté son intention d'épargner Hitler. Ce sont les nazis eux-mêmes qui devront mettre fin à la guerre. » Dieu? Les derniers écrits de Goerdeler le montrent torturé par le doute. Comment Dieu a-t-il pu permettre le massacre de tant d'innocents¹?

En lisant la biographie des étudiants de Munich groupés autour de Hans et de Sophie Scholl, on ne se pose plus de question. Les jeunes gens qui rédigèrent et répandirent les tracts de la Rose blanche n'étaient pas des politiques, mais des héros et des saints. La résistance fut pour eux la seule attitude possible. Elle allait de soi, bien qu'elle conduisit à la mort. Ils ne pouvaient admettre ni ces voitures noires, qui cherchaient les enfants débiles dans les cliniques où les médecins et les sœurs de charité les soignaient, pour les mener dans les chambres à gaz, ni ces jeunes filles affamées, qui travaillaient sur les voies ferrées, en Pologne, avec une étoile jaune sur la poitrine. Pensèrent-ils que leur protestation saperait les bases du régime? Ils ne réfléchirent pas tant. Le professeur de philosophie Huber, qui les encouragea, se posa peut-être davantage de questions. Il mourut avec Sophie, son élève, et avec les étudiants en médecine, Hans Scholl, Christophe Probst, Willy Graf, Alexandre Schmorell².

1. Gerhardt RITTER, *Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1955, 630 p. ; trad. fr. par Jean R. WEILAND, *Échec au dictateur. Histoire de la Résistance allemande*, Plon, 1956, xvi-336 p. ; prix : 990 fr.

2. Inge SCHOLL, *La rose blanche*. Trad. Jacques DELPEYROU. Paris, Éd. de Minuit, 1955, in-16, 157 p.

La thèse de la R. M. GALLIN, en partie fondée sur les documents inédits des archives américaines, n'apporte pas de révélation. Mais, en confirmant ce que la masse des publications nous avait déjà enseigné, elle analyse avec beaucoup d'intelligence, de tact et d'objectivité les divers aspects du problème moral qui s'est posé à tant d'Allemands.

La résistance à la tyrannie était-elle un devoir impératif, qui déliait du serment prêté à Hitler? Les renseignements fournis à l'étranger avant la guerre, à l'ennemi ensuite, témoignaient-ils du patriotisme ou de la trahison de ceux qui voulaient renverser le régime? Lorsqu'il apparut que la croix gammée s'opposait à la croix chrétienne, les catholiques et les protestants n'eurent-ils pas le devoir de lutter contre le néo-paganisme?

Le chapitre consacré aux militaires et aux fonctionnaires, qui tous avaient prêté serment, insiste sur la nécessité de considérer individuellement chaque cas de conscience. Celui qui resta en fonctions n'est pas forcément plus coupable que celui qui démissionna. Un Weiszäcker paraît à l'auteur moralement supérieur à un Schacht, dont la démission n'a pas été le résultat d'une crise de conscience. La R. M. Gallin se réfère à saint Thomas, d'après lequel un serment ne lie pas quand il suppose un péché ou un obstacle au Bien, quand il est prêté par contrainte, quand son objet, innocent au moment de la prestation, est devenu mauvais par la suite. Le serment doit être, d'une façon générale, interprété d'après l'intention de celui qui le prête et non de celui qui le reçoit.

Les citoyens étaient seuls juges de la légalité ou de la nocivité du régime. Ils étaient plus ou moins bien informés; leurs yeux s'ouvrirent plus ou moins tard. Ils ont pu estimer plus ou moins longtemps indispensable leur collaboration au système, contre lequel ils conspiraient. L'auteur se montre très compréhensive. Son étude explique donc le succès et la durée du national-socialisme. A s'en tenir au plan individuel, on aboutit, en effet, à des conclusions justes, mais décevantes. Car si, après chaque abus et chaque crime, chacun ne s'était pas retiré en soi-même pour se poser des cas de conscience, si, par exemple, après le 30 juin 1934, les Allemands avaient, collectivement, refusé leur collaboration, le régime aurait-il persisté? On ne peut s'empêcher de penser que, sans Schacht, Neurath, Canaris, sans l'État-Major, sans tous ceux qui, dans tous les domaines, ont initié les nazis avant de leur céder la place, le régime n'aurait pas pu se maintenir¹.

M. Paul LEVERKUEHN a été l'un des collaborateurs de l'amiral Canaris et fut le chef de l'espionnage allemand en Turquie pendant la dernière guerre. Son livre, un peu décousu, donne un résumé de son activité dans le Moyen-Orient, un tableau de l'organisation des services de l'Abwehr et une série d'aperçus sur son œuvre à l'étranger.

L'auteur insiste à plusieurs reprises sur le fait que les renseignements

1. Mother Mary Alice GALLIN, *Ethical and religious factors in the german resistance to Hitler*. Washington, The catholic university of american press, 1955, in-8°, x-231 p.

fournis par l'Abwehr n'ont pas toujours été utilisés. Ainsi le haut commandement n'ajouta pas foi au rapport de la section hambourgeoise, qui annonça au début d'octobre 1942 le prochain débarquement allié en Afrique du Nord. Le cumul par Hitler du commandement suprême et du commandement en chef de l'armée, après le départ de Brauchitsch, amena l'Abwehr à travailler avec les divers commandants en chef, au lieu de n'être à la disposition que du commandement suprême, qui aurait été mieux en mesure d'apprécier et d'utiliser ses renseignements.

L'auteur donne quelques renseignements sur la collusion entre les services secrets et les communistes français en 1940-1941. Ces derniers, d'ailleurs, ignoraient souvent que leurs tracts antigauillistes venaient tout droit d'Allemagne.

Le livre insiste, enfin, sur la difficulté à réunir des renseignements valables sur l'U. R. S. S. et raconte la découverte du réseau d'espionnage russe de la Rote Kapelle, dont le centre se trouvait au ministère de l'Air à Berlin¹.

VON PAPEN a rédigé ses mémoires avec la collaboration de son fils et de M. Brian Connell, qui a contribué au choix de la documentation et à la composition de l'ouvrage. La traduction anglaise qu'il en a faite a paru en même temps que le texte allemand. La version française est écourtée². L'auteur apparaît dans ses mémoires comme un aristocrate conscient des avantages que lui valent ses relations et sa bonne éducation. Monarchiste convaincu, conservateur fortement marqué par sa formation militaire, il paraît avoir été poussé — ou s'être hissé — à des situations de premier plan qu'il était incapable de dominer. Les arguments qu'il développe — *pro domo* — sont parfois controuvés par d'autres documents. Mais souvent l'auteur les détruit lui-même sans s'en rendre compte et les mobiles qu'il invoque en toute bonne foi ne convainquent pas toujours le lecteur. Celui-ci emporte, au contraire, l'impression que M. von Papen était fait pour jouer les éminences grises et que, si, par exemple, il avait occupé le poste de Meissner, chef de cabinet de Hindenburg, il aurait bien plus efficacement défendu ses idées et servi son pays.

La place nous manque pour une analyse détaillée. Passons donc sur les cent dix premières pages et sur l'activité du jeune attaché militaire aux États-Unis pendant la première guerre mondiale. Admettons qu'il n'a agi que sur ordres et qu'il n'a pas commis toutes les fautes qu'on lui imputa.

Le voici donc en 1924, membre du Herren Klub, fondé l'année précédente, propriétaire de la plupart des actions de la « Germania », enfant terrible du Centre. Il souhaitait un régime autoritaire, dirigé par un général, un von Seeckt par exemple, qui eût mis un terme à la démagogie et rétabli la monarchie. Seeckt ne voulut pas. Brüning ensuite ne comprit pas — même après la

1. Paul LEVERKUHNN, *German military intelligence*. Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1954, in-8°, 209 p.

2. FRANZ VON PAPEN, *Mémoires*. Paris, Flammarion, 1953, in-8°, 323 p.

constitution du Front de Harzburg, qui réunit le 11 septembre 1931, en présence de Schacht et de von Seeckt, les Nazis, le Stahlhelm, la ligue des agriculteurs — qu'il ne pourrait pas indéfiniment gouverner par décrets. Le seul soutien des socialistes ne pouvait pas lui donner une majorité ! C'est à droite qu'il aurait dû élargir sa base, en collaborant avec les nationaux-allemands de Hugenberg et pour empêcher une coalition de la droite et des Nazis. Il s'y refusa pour ne pas compromettre ses négociations sur les réparations. Mais l'étranger accorda au gouvernement nationaliste de von Papen, à la conférence de Lausanne, en 1932, ce qu'il avait refusé à Brüning.

Les soixante-quinze pages que Papen consacre à son gouvernement sont décevantes. Il insiste sur le fait qu'il a été poussé au premier plan par Schleicher et qu'il n'a finalement accepté la chancellerie que par déférence envers Hindenburg. Sa grande idée fut de sceller une entente avec les Nazis, d'obtenir leur soutien à défaut de leur collaboration. Il autorisa leurs milices que Brüning avait interdites : « Sous la République de Weimar, écrit-il, les meetings de la droite étaient constamment interrompus par des radicaux de gauche. La police, placée dans la plupart des Länder sous l'autorité de ministres de l'Intérieur socialistes, ne faisait rien ou ne voulait rien faire. C'est pourquoi les partis de droite ont jugé nécessaire d'organiser leur propre police. Les socialistes à leur tour ont créé la Reichsbanner, comme protection contre « les ennemis de la République ». Les communistes et les nazis prévirent, enfin, des corps spéciaux de ce genre lorsqu'ils constituèrent leurs partis » (p. 149). Le chancelier von Papen ne paraît donc pas se souvenir que les premiers éléments qui s'opposèrent aux « radicaux de gauche » furent les corps francs de la droite, dès les origines de la République de Weimar. Il voulait interdire ou autoriser toutes les milices et n'admettait pas de régime d'exception contre les nazis. Ces derniers ne tardèrent pas à le démentir. Cinq d'entre eux assassinèrent un ouvrier communiste qu'ils attaquèrent sans provocation, chez lui, à Potempa en Silésie. Ils furent condamnés à mort le 22 août 1931 par le tribunal spécial de Beuthen. Hitler leur envoya un télégramme d'encouragement et protesta contre le « verdict sauvage et sanginaire ». Papen, toujours désireux d'intégrer les nazis à son gouvernement, les fit gracier : « A la lumière des événements qui suivirent, je dois avouer que la grâce, dans ce cas, était une grave erreur politique. »

C'en avait été une aussi d'écarter le gouvernement socialiste prussien sous prétexte qu'il était minoritaire. Le décret du 20 juin 1931, fondé sur l'article 48 de la Constitution, avait nommé von Papen commissaire du Reich en Prusse et le cabinet Braun s'était soumis, à la grande satisfaction des nazis.

A propos du scandale de l'Osthilfe — aide aux agriculteurs de l'Est — Papen réfute ceux qui prétendent que les hobereaux favorisés avaient provoqué la chute de Brüning pour empêcher la publication des subventions accordées. Il affirme en particulier que Hindenburg et son fils, Oscar, n'avaient jamais rien touché. Mais il ajoute : « La seule accusation qui pourrait tenir est que Neudeck (donné à Hindenburg par souscription nationale)

a été enregistré au nom d'Oscar pour éviter les droits de succession. De semblables arrangements sont courants dans bien des pays » (p. 166). Mais est-il courant que les chefs d'État se prêtent à de semblables « arrangements » ?

On sait que Papen ne réussit, pas plus que Brüning, à se constituer une majorité parlementaire. Il proposa au Maréchal un véritable coup d'État, qui eût suspendu, puis réformé la Constitution et permis au cabinet présidentiel, dictatorial, de réorganiser l'économie et de refondre les institutions. Schleicher refusa l'appui indispensable de l'armée et Hindenburg, la mort dans l'âme, se sépara de son « camarade » Papen. Schleicher, devenu chancelier, tenta de diviser les nazis, dont Gregor Strasser se sépara. La manœuvre ne réussit pas et fut d'ailleurs gênée par les intrigues de Papen, qui prépara l'avènement de Hitler en usant de son influence sur Hindenburg. Son idée était toujours d'intégrer les nazis dans un gouvernement de droite, en les tenant étroitement en lisière. On sait qu'il s'entendit avec Hugenberg pour former le cabinet du 30 janvier 1933, dans lequel les postes de commande échappaient aux nazis. Ce faisant, il commit encore une grave erreur politique, mais il pense qu'à cette époque Hitler était maniable et que personne n'aurait pu prévoir son évolution future.

Le récit de l'activité du vice-chancelier von Papen dans le cabinet Hitler le montre constamment dépassé par les événements. Il fut surpris par l'incendie du Reichstag et ne doute pas de la culpabilité des communistes. Il affirme que Göring n'y était pour rien, mais ne mentionne pas la part déterminante que, selon Gisevius, Goebbels y aurait prise. Il insiste sur la responsabilité que tous les députés, qui ont voté la loi des pleins pouvoirs, doivent partager avec les ministres qui l'ont approuvée : Hitler avait promis qu'il n'en abuserait pas ! Il fut surpris que le Führer n'appliquât pas loyalement le Concordat signé avec le Pape.

Il eut cependant le courage de s'opposer aux excès des nazis et prononça le fameux discours de Marburg, rédigé en collaboration avec son secrétaire, l'avocat Jung. Surpris par le 30 juin, sauvé, semble-t-il, par l'intervention de Göring, qui empêcha Heydrich, Himmler et Goebbels de le faire assassiner, il se rendit à Neudeck pour demander au Président de proclamer l'état de siège. Meissner, invoquant la santé de Hindenburg, ne le laissa pas pénétrer chez celui-ci.

Les deux collaborateurs les plus intimes de Papen, Jung et Bose, avaient été tués. Il cessa dès lors de participer aux délibérations du cabinet.

Ce fut cependant lui qui apporta le 15 août à Hitler, à Berchtesgaden, le testament de Hindenburg qu'Oscar lui avait remis. Papen avait proposé au Maréchal un texte qui conseillait le retour à la monarchie. Après réflexion, Hindenburg avait préféré rédiger, d'une part, le testament, adressé au peuple allemand et publié par Hitler, et, d'autre part, une lettre personnelle dans laquelle il engageait le Führer à rétablir la monarchie. Cette lettre ne fut pas publiée.

En dépit de ses explications, on comprend mal pourquoi von Papen

accepta l'ambassade de Vienne. Son récit confirme ce que l'on sait sur l'évolution des relations austro-allemandes. Il tenta de réaliser l'Anschluss sans violence, fut joué par le parti nazi et son secrétaire et ami, von Ketteler, fut assassiné. Papen, qui s'attendait à être, lui aussi, inquiété par la Gestapo, fut décoré et accepta l'ambassade de Turquie. Il ne renonça pas pour autant à ses convictions. Il envoya même en décembre 1939 à Hitler un rapport pour lui expliquer que le meilleur moyen de lutter contre la propagande alliée était de donner à l'Allemagne un véritable régime démocratique et parlementaire !

Deux fois épargné par les nazis qui assassinaient ses conseillers, M. von Papen a été acquitté par le tribunal de Nuremberg. De fait, il n'a jamais dominé les situations en présence desquelles il s'est trouvé. Joué par Schleicher, joué par les nazis, surpris par les événements qu'il aurait dû prévoir, il n'a jamais su tirer la leçon de ses expériences. Il était, sans doute, personnellement courageux, mais ses adversaires semblent ne l'avoir jamais tout à fait pris au sérieux. Il contribua en 1933 à l'avènement de Hitler, mais on n'oserait affirmer que, sans lui, le cours des événements aurait été différent¹.

Les mémoires de Ribbentrop² ont été écrits par lui dans sa cellule pendant le procès de Nuremberg. Ils étaient destinés à la publication. La plupart des documents avec lesquels ils ont été complétés ont la même origine. Il n'est donc pas surprenant que ces mémoires soient, sur bien des points essentiels, en contradiction avec les documents officiels publiés par ailleurs.

Le texte de Ribbentrop est toujours très succinct et souvent imprécis. Il plaide, en somme, l'ignorance ou l'irresponsabilité. Ignorance des véritables intentions d'Hitler, qui, cependant, avaient été consignées juste avant que Ribbentrop succédât à Neurath, dans le protocole d'Hosebach. On a peine à croire que Ribbentrop n'en ait jamais entendu parler. Ignorance des intrigues allemandes dans les Sudètes, révélées par les Archives secrètes de la Wilhelmstrasse. Ignorance des exterminations de Juifs, qu'Hitler n'aurait apprises qu'après leur perpétration sur les ordres d'Himmler.

Les rapports avec la France après 1940 ont été mieux analysés par Abetz. Ribbentrop pense que Pétain a éludé la collaboration désirée par Hitler à Montoire. Mais il ne mentionne ni l'opposition de l'Italie, si justement invoquée par Abetz, ni sa propre hostilité à Laval, également signalée par Abetz. Retenons cependant la réflexion faite par de Brinon le jour de Montoire : « Nous n'avons pas perdu la guerre ; simplement, nous ne voulions pas nous battre. Une entente telle que vous la prévoyez est très facile à réaliser. »

Non, vraiment, l'historien ne tirera pas grand'chose de ces mémoires. Il en retiendra seulement la fidélité de Ribbentrop à la mémoire de Hitler et son souci de préparer une réhabilitation en accusant les juges de Nuremberg et

1. FRANZ VON PAPEN, *Mémoires*. Londres, Deutsch, in-8°, v-630 p.

2. JOACHIM VON RIBBENTROP, *De Londres à Moscou. Mémoires*. Paris, Grasset, in-8°, 261 p.

en opposant à celle des alliés, en 1945, l'attitude, à l'en croire beaucoup plus chevaleresque, des nazis en 1940.

M. FISHMAN décrit la prison de Spandau et la vie qu'y mènent les sept condamnés de Nuremberg, Hess, Funk, Raeder, internés à vie ; Speer, Baldur von Schirach, pour vingt ans ; Neurath pour quinze et Doenitz pour dix. L'auteur rappelle le rôle joué par chacun de ces hommes, esquisse les relations qu'ils entretiennent avec leur famille, révèle les petits conflits qui les opposent les uns aux autres. Prisonniers étroitement surveillés par la garnison internationale et par les commissaires alliés, dont ils dépendent, ces despotes déchus jouissent de conditions matérielles que la plupart des prisonniers de la dernière guerre leur aurait enviées. Les frais très élevés de cette retraite leur permettent d'y caresser l'espoir de voir un jour changer leur sort¹.

V. — RAPPORTS FRANCO-ALLEMANDS

M. Heinz-Otto SIEBURG confronte les images que les historiens et les philosophes français et allemands peignirent du peuple voisin entre 1815 et 1848. Son étude, consciencieuse et intelligente, distingue bien les traits essentiels.

Jusqu'en 1815, les deux pays s'observèrent avec sympathie — une sympathie pleine d'incompréhension : En France, on vit l'Allemagne avec les yeux de M^{me} de Staël ; on en fit la patrie des poètes et des penseurs. On l'honora tout en restant bien convaincu de sa « nullité politique », et celle-ci explique l'absence complète de ressentiment des Français à l'égard des Allemands.

En Allemagne, libéraux et romantiques de droite trouvèrent également dans les diverses idéologies françaises de quoi enrichir leurs convictions. L'hostilité couvait cependant dans les œuvres de conservateurs comme Arndt, Rûhs ou même Niebuhr. Les Allemands, d'une façon générale, consacrèrent à la France des études beaucoup plus approfondies que les Français à l'Allemagne. Ces derniers se considéraient comme plus civilisés, pensaient que les Allemands devaient les imiter en toutes choses et que leurs idées généreuses s'imposeraient nécessairement à leurs voisins, moins dynamiques.

Entre 1830 et 1840, l'attitude des Français ne changea guère, en dépit des avertissements de Quinet. Celui-ci avait vécu dix ans en Allemagne. Il s'y était marié, y avait fréquenté les cercles nationalistes de Rhénanie. Il publia dans la *Revue des Deux Mondes* des articles incisifs, qu'il résuma en 1838 dans son livre : *Allemagne et Italie*. Mais il ne réussit pas à changer l'opinion générale, qui resta dominée jusque vers 1866 par M^{me} de Staël. La crise de 1840 aurait pu être un autre avertissement. Elle ne détourna les Français de l'image de l'Allemagne, « pays d'extase, rêve continu, science

1. Jack FISHMAN, *The seven men of Spandau*. Londres, Allen, 1954, in-8°, 224 p., ill.

qui se cherche toujours, enivrement de théorie, génie d'un peuple noyé dans l'infini » (Quinet), que pendant la durée de la crise. Les Français restèrent germanophiles et continuèrent à dédaigner l'Allemagne en tant que corps politique. En Allemagne, au contraire, la crise de 1840 laissa des traces durables. Le nationalisme unitaire devint de plus en plus hostile à la France; le nationalisme conservateur d'un Ranke s'opposa au nationalisme libéral d'un Michelet. L'influence culturelle de la France en Allemagne diminua au profit de l'Angleterre. Le dynamisme allemand relaya le dynamisme français après 1850.

Ainsi, à la veille de la révolution de 1848, l'image erronée que les deux peuples s'étaient faite l'un de l'autre commençait — très progressivement en France — à s'effacer. Les libéraux, de part et d'autre du Rhin, pouvaient cependant encore rêver d'une collaboration future au sein de quelque république européenne. Le triomphe politique de la bourgeoisie française en 1848 et l'échec de l'allemande commencèrent à creuser le fossé qui allait séparer les deux peuples¹.

M. VON ALBERTINI a publié un gros article sur l'attitude de la France à l'égard de l'unité allemande sous le Second Empire. Ce travail, fondé sur le dépouillement de la presse, des débats parlementaires et des principales publications de l'époque, est d'un grand intérêt. Il en résulte que, si l'image de M^{me} de Staël reste valable entre 1852 et 1870, elle ne domine plus. On lui oppose, en France, celle de l'État réactionnaire, militariste, nationaliste, dont les chefs ne reculent devant aucun moyen pour parvenir à leurs fins. Une profonde sympathie pour l'Allemagne n'apparaît que dans les milieux de philosophes et de savants, qui s'expriment par le *Journal des Débats* et la *Revue des Deux Mondes*.

Le principe des nationalités était cependant populaire en France et l'opinion publique, qui approuvait l'unité italienne, envisageait volontiers aussi l'unification des Allemagnes. Mais il semble qu'elle ait surestimé l'importance du libéralisme outre-Rhin; elle pensait qu'un État national démocratique pourrait s'y constituer. Comme, d'autre part, l'Autriche était l'ennemie de l'unité italienne, on comprend que, jusqu'en 1866 au moins, l'opinion française ait été plus sympathique à la Prusse. De petits groupes, cependant, adoptèrent des attitudes plus nuancées. Les royalistes, légitimistes ou orléanistes ne croyaient pas au principe des nationalités et se voulaient réalistes, c'est-à-dire hostiles à l'extension de la Prusse. Les républicains du *Temps*, d'autre part, admettaient ce principe, mais se méfiaient de Bismarck depuis 1864 et distinguaient l'unification allemande et expansion prussienne.

Aucune de ces tendances n'était belliciste. Les seuls à conseiller la guerre contre la Prusse furent, après 1867, les bonapartistes nationalistes représentés par le *Pays*, le *Soir*, la *Liberté*, où écrivaient Cassagnac, Girardin,

1. Heinz Otto SIEBENS, *Deutschland und Frankreich in der Geschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts*. Wiesbaden, Steiner, 1954, in-8°, XII-340 p. (Institut pour l'histoire de l'Europe. Mayence 2.)

Duvernois. Au total, « il ne peut être question d'une opposition de principe à l'unité allemande après 1848, ni, dans l'opinion publique, d'un comportement antiprussien conséquent ».

M. von Albertini pense, enfin, que l'unité allemande aurait pu s'accomplir sans guerre contre la France et que celle-ci ne serait pas intervenue pour s'y opposer, si Bismarck avait eu recours à d'autres méthodes¹.

M. ZIEHURA dessine l'image que l'on se fit en France de l'Allemagne entre 1911 et 1914. Il s'est donné la peine de relire la plus grande partie de la presse quotidienne et des périodiques et en conclut qu'on ne saurait exagérer l'importance de la crise d'Agadir. Avant 1911, les Français, que l'auteur classe en trois groupes — droite nationaliste, centre national et gauche pacifiste —, n'étaient pas chauvins et ne détestaient pas les Allemands. Ils étaient divisés entre eux, mais avaient à peu près tous renoncé à une guerre de revanche. Presque tous espéraient aussi que les concessions de l'Allemagne à l'autonomisme alsacien achèveraient de faire passer la question d'Alsace-Lorraine au second plan. La plupart ne s'exagéraient pas encore l'importance du pangermanisme et professaient sur Guillaume II des opinions plutôt favorables².

La crise de 1911 créa une véritable union nationale patriotique. La tension persista ensuite en dépit de l'accord du 4 novembre, qui cédait une partie du Congo à l'Allemagne. L'affaire de Saverne réveilla la sentimentalité alsacienne. Les articles d'Andler dans le *Temps* jetèrent le doute sur les sentiments révolutionnaires et pacifistes de la social-démocratie. L'augmentation des armements allemands, l'expansion économique de l'Allemagne, les campagnes allemandes contre la Légion étrangère, inquiétèrent une grande partie de l'opinion française.

Les appréciations de l'auteur sur les diverses nuances de l'opinion française paraissent justes dans l'ensemble. Elles établissent que l'idée de revanche n'a joué, entre 1911 et 1914, qu'un rôle minime et que, si l'ensemble de l'opinion était inquiète, elle n'était pas belliqueuse. Peut-être, cependant, le tournant de 1911 ne fut-il pas unique. Il serait souhaitable que l'auteur ou d'autres érudits aussi consciencieux que lui fissent de semblables études à d'autres périodes. 1887, par exemple, n'a-t-elle pas refait l'union nationale en face de la menace allemande, comme 1911?

* * *

L'Allemagne entre l'Est et l'Ouest... Le Ministère pour les expulsés a fait paraître dans la République fédérale, en 1954, deux énormes volumes de

1. Rudolph von ALBERTINI, *Frankreichs Stellungnahme zur Deutschen Einigung während des zweiten Kaiserreiches*, *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 1955, p. 305-368.

2. Gilbert ZIEHURA, *Die Deutsche Frage in des öffentlichen Meinung Frankreichs von 1911-1914*, Berlin-Dahlem, Colloquium, 1955, in-8°, 223 p. (« Studium zur Europäischen Geschichte aus dem Friedrich-Meinecke Institut der freien Universität Berlin », I.)

« Documents sur l'expulsion des Allemands de l'Europe centrale orientale¹ ». La publication, dirigée par M. Théodore SCHIEDER, en collaboration avec des érudits patentés comme MM. Diestelkamp, Lau, Rassow, Rothfels, est monumentale. Les deux premiers volumes rassemblent des témoignages sur l'invasion russe et l'exode qui la précéda, les déportations en Russie, l'administration russe et polonaise des régions situées à l'est de la ligne Oder-Neisse. Une longue introduction donne une bonne étude critique et synthétique de ces questions. Un petit volume annexe publié en 1955 le journal d'une femme de hobereau poméranien, Käthe von Normann, en 1945 et 1946². Les documents, que nous ne pouvons analyser ici, ont été choisis avec soin et sont présentés avec tout l'appareil critique désirable. Dans leur préface, les auteurs répudient tout esprit de revanche ou de vengeance et souhaitent que le lecteur ne tire pas de ces livres d'autre enseignement que la nécessité d'organiser l'Europe de façon à éviter le retour de pareilles calamités.

Qu'on nous permette cependant une remarque : Si une semblable publication avait été produite sous l'égide de l'U. N. E. S. C. O., si celle-ci avait veillé à ce que paraissent simultanément des documents, pour le moins aussi émouvants, sur les transferts de population, les crimes et les abus de toutes sortes perpétrés lors de l'invasion allemande en Pologne et en Russie, le but poursuivi par le Ministère fédéral aurait sûrement été atteint. Dans l'état actuel des choses, suffira-t-il d'une déclaration liminaire de cinq érudits pour empêcher que cette masse de documents ne réveille en Allemagne des sentiments belliqueux et n'apparaisse, à l'étranger, comme une provocation ?

Henri BRUNDSCHWIG,

Professeur à l'École Nationale de la France d'Outre-Mer.

1. *Die Vertreibung der Deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder-Neisse*. S. l., Bundesministerium für Vertriebene, s. d., 2 vol. in-8°, xxxiv + 160 p. d'introduction + 494 p., xviii-896 p.

2. *Beiheft, Ein Tagebuch aus Pommern 1945-1946. Aufzeichnungen von Käthe von Normann*, 1955, in-8°, 127 p.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Georges TÉNÉKIDÈS. *La notion juridique d'indépendance et la tradition hellénique. Autonomie et fédéralisme aux V^e et IV^e siècles av. J.-C.* Athènes, Collection de l'Institut français, n° 83, 1954 ; in-8°, iv-210 pages, 13 pl.

L'excellent juriste qu'est M. Ténékidès publie sous ce titre une très consciencieuse et solide étude. La première partie analyse minutieusement la notion d'indépendance dans le monde grec ; l'auteur montre, en particulier, que le principe de l'autonomie des *poleis* n'exclut nullement leur subordination à une confédération, dans laquelle une cité peut exercer l'hégémonie, mais ne doit jamais la transformer en tyrannie : sinon, la défection des autres confédérés devient parfaitement légitime. Le fédéralisme s'oppose ainsi à l'impérialisme, qu'ont pratiqué successivement les plus grands États de l'Hellade. — La deuxième partie du livre traite des « raisons justificatives » d'une autonomie indispensable au fonctionnement des confédérations : juridiquement, les États fédérés devaient être égaux entre eux. Nécessaire à la durée des confédérations, l'indépendance l'était également au maintien du régime démocratique. Si elle disparaissait ou se voyait menacée, un trouble profond régnait dans la politique internationale. Enfin, l'impérialisme contredisait l'un des éléments essentiels de la sagesse hellénique : l'aspiration à la « vertu ». Bref, seul le fédéralisme libéral et égalitaire pouvait régler de manière saine et durable les rapports entre cités : toute intégration non consentie soulevait nécessairement les colères de l'opinion grecque et provoquait malaises et déchirements, soit à l'intérieur des États, soit entre les peuples.

Telles sont, fort imparfaitement résumées, les conclusions dominantes de cette enquête, menée avec une rigueur des plus méritoires ; elle est délibérément beaucoup plus juridique qu'historique ; mais l'auteur s'est vu parfois obligé de rappeler certains événements saillants de l'histoire de l'Hellade, notamment ceux qui intéressèrent la politique impérialiste de plusieurs cités. A cet égard, on peut regretter que M. Ténékidès n'ait pas insisté davantage sur les cas, bien rares, il est vrai, où l'idéal égalitaire et libéral fut à peu près réalisé dans les confédérations grecques ou dans les rapports entre telle et telle de ces ligues (exemples : la deuxième ligue athénienne pendant une douzaine d'années environ ; les relations entre cette confédération et la ligue eubéenne depuis 342-341, etc.). Il n'eût pas été non plus inutile de souligner très nettement les différences qui régnerent entre les impérialismes respectifs d'Athènes, de Thèbes et de Lacédémone.

D'utiles graphiques et des planches consacrées surtout à des représentations de monnaies complètent fort heureusement ce très sérieux ouvrage.

Paul GLOCHÉ.

Max POHLENZ. *Griechische Freiheit : Wesen und Werden eines Lebensideals*. Heidelberg, Quelle und Meyer, 1955 ; in-8°, 212 pages.

M. Pohlenz analyse avec sa maîtrise habituelle l'évolution de l'idée de « liberté » dans le monde grec. Après avoir montré comment, dès les temps archaïques, la liberté de l'individu se relie étroitement à celle du groupe dont il est membre, il souligne l'importance capitale des guerres médiques dans l'attachement des Hellènes à leur indépendance, si durement préservée contre l'assaut du despotisme oriental ; elle ne sera pas très longtemps maintenue, il est vrai, les déchirements de la fin du v^e siècle et du siècle suivant ayant provoqué les interventions de la diplomatie perse et l'affaiblissement de la Grèce, finalement à peu près unie sous la pression d'un monarque étranger. A l'indépendance nationale, d'ailleurs, s'étaient ajoutées en maintes cités grecques — surtout à Athènes — la liberté et l'égalité politiques, dont M. Pohlenz discerne les traits essentiels dans le régime péricléen, et cette liberté avait été un puissant agent de progrès intellectuels.

En même temps, naissait la liberté « intérieure ». L'auteur expose longuement le rôle joué en ce domaine par l'initiative de Socrate ; désormais, la conscience du « moi », formant la meilleure part de l'individu, ira grandissant ; le destin le plus funeste lui-même restera impuissant contre la liberté intérieure des héros de la tragédie ; les ennemis du sage pourront lui ôter la vie (Anytos tuaera Socrate), mais non son véritable bien. Le même idéal inspirera, sous des formes différentes, les doctrines d'Aristippe, d'Antisthène et de Diogène, libre de tout préjugé et témoignant d'une parfaite indépendance à l'égard du monde. Méprisant la liberté politique, de telles conceptions pouvaient même aboutir à une doctrine qui proscrirait cette liberté et la démocratie : c'est ainsi que Platon réclamera pour l'intelligence, détentrice de la liberté intérieure, la souveraineté sur les parties basses de l'âme et pour l'élite intellectuelle la domination de l'État ; plus pondérées seront les idées d'un Aristote et d'un Isocrate, qui, du moins, ne se montreront pas radicalement hostiles à la démocratie.

Pendant les périodes hellénistique et romaine, les théories des philosophes sur la liberté « intérieure » ne pouvaient que s'affermir, toute liberté politique ayant disparu. Les stoïciens estimaient, du reste, que la liberté intérieure devait obéir aux lois de la morale et de la raison : à leurs yeux, seul « le Sage » était un homme accompli. En outre, s'éloignant ainsi de l'école socratique, le stoïcien détachait du sol de la cité la notion de liberté et lui donnait une couleur universelle ; certains stoïciens, il est vrai, restèrent fidèles aux vieilles conceptions grecques sur la liberté politique ; leur idéal survivra chez les Romains hostiles au despotisme impérial. C'est surtout Épictète qui professa une doctrine souverainement indifférente aux biens et aux maux extérieurs et réservant à l'homme la maîtrise absolue de sa vie intérieure.

Face à la « liberté » des penseurs grecs, le christianisme devait en concevoir une autre, appuyée sur des fondements tout différents ; la loi nouvelle apportée au monde par le Christ, selon saint Paul, affranchit l'homme à l'égard des puissances terrestres, mais non à l'égard de Dieu. Tandis que les philosophes grecs rattachaient étroitement la liberté à la nature humaine, saint Paul la fait dériver des rapports de l'homme avec un Dieu transcendant, qui l'a créé et en exige une obéissance absolue ; en donnant son Fils à l'humanité, il l'a gratifiée de la liberté et, ainsi, du pouvoir de vaincre le péché, dont elle était l'esclave depuis Adam. Bref, la

liberté paulinienne est essentiellement un « rachat » : idée fort étrangère à la pensée des Hellènes et à leurs mystères.

La notion grecque et la notion chrétienne de la liberté sont-elles donc inconciliables ? Oui, sans doute, pour ceux qui croient les hommes incapables de bien agir par leurs seules forces ; mais, sans se laisser aller, comme un Chrysippe, à d'optimistes illusions, il est permis de penser, avec la plupart des Hellènes, que l'univers n'est point radicalement mauvais et que la liberté peut élever l'être humain au-dessus de la bête. Un lien solide, en tout cas, unit les deux conceptions grecque et chrétienne de la liberté : c'est le sentiment que, pour réaliser sa destinée, l'homme doit s'affranchir du joug de la sensualité et des désirs matériels et conquérir ainsi l'indépendance de « son véritable moi »¹.

Paul GLOCHÉ.

William L. WESTERMANN. *The Slave Systems of Greek and Roman Antiquity*. Philadelphia, The American philosophical Society, 1955 ; in-4°, XII-180 pages. Prix : \$ 3.

C'est un très important ouvrage qu'a publié sous ce titre le regretté W. L. Westermann, auteur de si nombreuses et précieuses contributions à notre connaissance du monde antique. Ce livre, dont le tiers environ intéresse l'histoire grecque et hellénistique, est admirablement documenté et témoigne d'abondantes lectures. Nous devons nous borner à en signaler certaines des remarques et conclusions qui nous ont semblé particulièrement dignes de retenir l'attention.

Aux temps « homériques », la source principale de l'esclavage est la guerre ; il n'y a pas d'esclaves pour dettes ; la différence est mince entre la condition matérielle des thètes et celle des esclaves. De l'époque d'Homère aux guerres médiques, sous l'influence de quelques événements considérables — colonisation, apparition de la monnaie, progrès de l'industrie et du négoce —, le nombre des esclaves s'accroît fortement ; les cas de servitude pour dettes se multiplient jusqu'à l'archontat de Solon ; les tyrans et Clisthène suivront à l'égard des esclaves une politique assez libérale. Beaucoup mieux renseigné sur la période qui va des guerres médiques au règne d'Alexandre, Westermann traite, d'abord, des sources de la servitude et du nombre des esclaves : la naissance, la guerre, la piraterie et, à un moindre degré, l'exposition des enfants alimentent largement l'esclavage ; les principaux marchés sont situés dans les satrapies occidentales de l'empire perse, et non dans les États grecs. Le nombre des esclaves va grandissant, notamment, au cours de la pentecontaétie ; les besoins croissants de l'industrie renforcent la demande de main-d'œuvre. Mais l'auteur estime très exagérées les évaluations que l'on a parfois présentées de la population servile ; il pense également que beaucoup d'Athéniens ne possédaient aucun esclave, et il rappelle, d'après Thucydide, que les Péloponésiens exécutaient généralement seuls leurs propres tâches ; il insiste, enfin, sur le grand nombre d'esclaves publics que renfermait Athènes. Examinant le mode d'emploi des esclaves et l'aspect juridique de leur condition, il remarque qu'en certaines

1. Plusieurs passages de cette remarquable étude appellent des réserves ou des compléments. P. 23 : « l'or perse » n'a pas été l'unique cause de la coalition antilacédémonienne de 395. — P. 24 : les raisons de l'expédition de Philippe contre l'empire perse sont plus variées que l'auteur ne l'indique. — P. 38 : le tableau fort pessimiste dressé de l'Athènes du IV^e siècle manque des nuances indispensables. — P. 39 : les causes de la victoire macédonienne pouvaient être moins sommairement analysées.

régions (Attique, Corinthie, etc.), ils étaient affectés principalement à l'industrie et qu'ailleurs — à Corcyre, par exemple — leur labeur était essentiellement agricole ; au temps des *Lois* de Platon, les Athéniens pauvres s'adonnaient à leurs besognes sans être aidés d'aucun esclave ; il est aussi fort douteux que le travail servile l'ait emporté sur le travail libre (sauf dans les mines, où certains citoyens, du reste, travaillaient eux-mêmes dans leurs concessions), et il n'est nullement démontré que le travail des esclaves ait été moins productif que celui des hommes libres. L'infériorité des esclaves devant le service militaire, le droit de propriété et les tribunaux était flagrante ; mais il y avait des atténuations sur le terrain de l'activité économique, et les affranchissements furent nombreux ; aucune révolte sérieuse n'éclata de 500 à 320. Westermann consacre une méticuleuse étude à un document récemment découvert en Haute-Égypte et attestant une nette différence de traitement entre l'esclavage en Grèce à cette époque (deuxième moitié du v^e siècle) et celui d'une communauté juive de la Diaspora. Il souligne, enfin, la douceur relative de la condition servile à Athènes et la facilité des affranchissements. Bref, aux temps classiques, l'ascension de l'esclavage vers la liberté était aussi fréquente et aisée que la chute de la liberté dans la servitude.

Suit l'examen de la période allant du règne d'Alexandre à celui d'Auguste. L'auteur traite, notamment, des affranchissements opérés à Delphes ; il insiste sur le rapprochement fort accusé des conditions entre les esclaves et les hommes libres et sur l'atténuation des différences qui les séparaient les uns des autres ; mais l'esclavage n'en subsistait pas moins, avec l'assentiment de tous (y compris les philosophes). Même situation en Occident, où le nombre des esclaves s'accrut si fortement de 330 à 146 et où se déchaînèrent des guerres serviles dont l'auteur met en bonne lumière l'extrême gravité ; vers la fin de la République, l'influence de nombreux esclaves a d'ailleurs grandi, notamment dans les domaines de l'économie et de la vie intellectuelle. Puis, Westermann étudie longuement les améliorations dont les esclaves et, surtout, les affranchis ont bénéficié sous l'empire ; il montre aussi combien déclina le rôle des esclaves dans les travaux agricoles et comment, sous le Bas-Empire et au v^e siècle, le rapprochement alla croissant, jusqu'au nivellement, entre les esclaves et les travailleurs « libres » ou « colons » : ces derniers se virent graduellement réduits à l'état de « serfs », auxquels la loi défendait d'abandonner la condition de leurs ancêtres et le domaine de leurs maîtres. Traitant, enfin, des rapports du christianisme avec l'esclavage, l'auteur pense que la condamnation de celui-ci resta étrangère à la doctrine chrétienne, du moins pendant les trois premiers siècles de l'empire ; pour saint Paul, en particulier, seule comptait la question du salut, obtenu par la foi. En tout cas, l'abolition de l'esclavage sera l'œuvre à la fois du sentiment chrétien, de l'humanitarisme en progrès depuis le xviii^e siècle et des idées démocratiques.

Une riche bibliographie et un copieux index analytique — où figurent les noms des auteurs cités seulement en note — accompagnent cette excellente enquête, qui rendra les plus grands services aux juristes et aux historiens.

Paul CLOCHÉ.

Jocelyn TOYNBEE and John WARD PERKINS. *The Shrine of St. Peter and the Vatican Excavations*. London, Longmans, Green and Co, 1956 ; in-8°, 293 pages, 32 pl., 25 fig. Prix : 42 s.

En ouvrant ce livre d'aspect net et de présentation soignée, j'avais l'espoir que

les deux archéologues chevronnés qui l'ont signé (sans d'ailleurs définir la part de chacun d'eux : pourquoi suis-je tenté de croire que celle du premier signataire est la plus grande?) m'apporteraient, enfin, une solution raisonnable et convaincante. Ils me pardonneront de dire franchement que ce ne fut pas le cas, au moins pour la seconde partie. Car l'ouvrage se compose de deux parties très distinctes, encore que naturellement liées, la première consacrée à la grande nécropole romaine partiellement dégagée par les fouilles de Saint-Pierre, la seconde au tombeau de l'apôtre.

La première partie est fort utile, puisque nous n'avions jusqu'ici aucune étude d'ensemble consacrée aux mausolées païens (ou, pour quelques-uns, tardivement christianisés) mis au jour. Sans doute, nous n'en avons pas encore ici, il s'en faut de beaucoup, la publication exhaustive. Mais les auteurs donnent un bon aperçu de la topographie de l'*area* vaticane, puis de la chronologie des grands mausolées, dont ils placent la construction « entre environ 125 et la fin du III^e siècle », d'ailleurs sans justification décisive, à mon sens, du *terminus post*. Ils en examinent l'architecture, le remarquable décor de stucs, le décor peint, supérieur à celui des monuments contemporains de l'*Isola Sacra*, la sculpture (sarcophages), les mosaïques. Ils insistent avec raison sur la mosaïque de la mort de Penthée, où ils trouvent l'occasion de montrer que la mosaïque murale avait déjà une longue histoire avant d'être adoptée par les chrétiens, et sur les célèbres mosaïques chrétiennes du mausolée M, qu'ils jugent « pas plus récentes que le milieu du III^e siècle », et qui sont bien, en tout cas, les plus anciennes mosaïques murales chrétiennes jusqu'ici découvertes. Un chapitre suggestif est encore consacré à ceux qui construisirent les mausolées ou y furent inhumés, leur origine sociale, leurs croyances. Bien que la nécropole vaticane soit à ce point de vue peut-être moins éloquente que celle de l'*Isola Sacra*, l'étude des inscriptions leur permet d'y trouver confirmation de ce fait que, « au II^e et au III^e siècle, une très forte proportion des classes moyennes de Rome venait du bassin oriental de la Méditerranée, et une proportion encore notable était d'origine servile ». Un appendice bien fait résume d'ailleurs la prosopographie des inscriptions découvertes.

C'est pourtant la seconde partie qui retiendra l'attention du plus grand nombre de lecteurs. Or, une première remarque s'impose : bien que les deux auteurs aient librement visité les fouilles, ils s'en remettent pratiquement au Rapport officiel publié par le Vatican, qu'ils jugent *a definitive work*. Ils déclarent que, pour l'étude du problème archéologique de la tombe et du premier lieu de culte de l'apôtre, « the primary source (...) is and must remain the Report itself, where the evidence is set out with exemplary thoroughness and clarity ». Ce n'est pas nécessairement l'avis général, et les lecteurs de cette revue le savent déjà (cf. *Rev. histor.*, octobre-décembre 1952, p. 205-227). Les doutes qui ont été exprimés de divers côtés, les objections présentées, méritaient peut-être une réfutation appuyée d'arguments valables, mieux qu'une allusion rapide comme celle de la note 3, p. 183, qui vise A. von Gerkan et l'auteur de ces lignes. Mais, enfin, admettons que Miss Toynbee et J. Ward Perkins, écrivant en 1955, aient choisi de ne pas tenir compte, ou guère, de ce qu'on a écrit avant et après la publication du Rapport officiel : encore attendait-on, puisqu'ils reprenaient d'ensemble la question, qu'ils apportassent eux-mêmes du nouveau, ou qu'ils fissent la démonstration que les données et les conclusions du Rapport étaient convaincantes. Je regrette de ne pouvoir dire qu'ils l'aient fait, du moins à mon sens. Sans entrer dans le détail de problèmes que j'ai déjà exposés ici, je veux pourtant indiquer la position des deux auteurs. Ils

écrivent : « La découverte du lieu de culte préconstantinien, *aménagé au plus tard en 170 environ*, représente le grand résultat historique des fouilles récentes sous la Confession. Elle apporte la première preuve archéologique que le culte de l'apôtre au Vatican, et donc la tradition relative à sa présence et à son martyre à Rome, remontent à une date *postérieure de guère plus d'un siècle à la date supposée de sa mort*. » On comprend alors qu'à leur sentiment, la tradition « romaine » relative à Pierre, comme d'ailleurs aussi à Paul, soit dans son ensemble valable, et « offre une base légitime de discussion pour le problème archéologique ». Mais d'où vient cette date de 160 ou 170? C'est celle qu'ils admettent pour la construction du « *muro rosso* » et de l'édicule aux deux colonnettes qui s'y appuie, ou plus exactement l'entame fort grossièrement. Cet édicule à son tour nous est présenté sans hésitation comme le « trophée » mentionné par Gaius, et comme le premier lieu de culte de Pierre. On en prête la construction au pape Anicet (environ 155-165), que le *Liber Pontificalis* aurait ensuite confondu avec Anaclet. Et l'on nous suggère que ce peut être, non seulement le premier lieu de culte (ce qui déjà n'est qu'une hypothèse, aggravée d'une chronologie très contestable), mais bien le lieu de la sépulture de Pierre, avec l'argument suivant qui est, si je ne me trompe, l'apport propre des auteurs du livre à la discussion : les ouvriers qui construisaient le *muro rosso* auraient fait au cours de leurs travaux une découverte inattendue, celle d'une tombe dans laquelle les chrétiens du temps auraient aussitôt reconnu la tombe de l'apôtre, et le tracé du mur aurait été légèrement dévié pour éviter d'endommager davantage cette sépulture vénérable. Ce raisonnement, s'appliquant à un lieu précis où il me faut bien rappeler qu'on n'a trouvé aucun reste d'un tombeau, me paraît aussi gratuit que dépourvu de vraisemblance, et d'ailleurs par sa nature même échappe à la réfutation aussi bien qu'à la démonstration.

N'allons pas plus avant. Ne parlons pas, par exemple, de quelques fragments d'os mêlés à de la terre trouvés pêle-mêle au fond de la « niche », dont les auteurs du Rapport avaient eu la sagesse de ne pas faire état, mais dont on commence à parler. Le sentiment final, devant l'abondante, la débordante littérature suscitée par les fouilles et le Rapport, est un peu celui de découragement. Il faut avoir la franchise de reconnaître que le problème n'a fait, ne fait aucun progrès, et tiens actuellement dans les quatre points que voici : 1. Les fouilles laissent dans l'incertitude quant à la nature et à la date de « l'édicule » et à sa relation exacte avec le *muro rosso* : de nouvelles recherches, des vérifications sont-elles encore possibles? — 2. L'interprétation des *graffiti* chrétiens jusqu'à présent publiés est extrêmement contestable ; les *graffiti* les plus importants, ceux de la Confession, sont encore inconnus ; il semble pourtant qu'ils ne contiennent aucune invocation à l'apôtre Pierre (ni à Paul), et soient d'une date relativement basse (dernières années du III^e siècle ou début du IV^e, disent nos auteurs) ; il faudrait que nous en puissions juger. — 3. On n'a pas encore fait de fouille scientifique à l'emplacement de la Confession de Saint-Paul-hors-les-Murs, qui est l'homologue de Saint-Pierre et devrait, comme d'ailleurs le marquent avec raison nos auteurs, apporter des enseignements précieux, peut-être décisifs, pour Saint-Pierre. — 4. Enfin, on pourrait alors reprendre le problème, qui lui non plus n'a guère progressé, de la relation entre Saint-Pierre et Saint-Sébastien-ad-Catacombas, où l'on sait que des *graffiti* nombreux, et datés, nomment Pierre et Paul. C'est là le vrai nœud de toute la question.

Paul LENERLE.

René DUSSAUD. *La pénétration des Arabes en Syrie avant l'Islam* (Bibliothèque de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, LIX). Paris, Geuthner, 1955 ; in-4°, 234 pages.

En 1907, René Dussaud publiait, sous le titre : *Les Arabes en Syrie avant l'Islam*, un ouvrage par rapport à celui-ci petit, mais qui, dans ses lignes générales, était hier encore tenu pour classique. Cependant, en quarante-huit ans, les découvertes, archéologiques en particulier, ont tellement progressé qu'aujourd'hui, reprenant le même sujet, l'auteur ne daigne même plus faire à son ancien travail l'aumône d'une mention en préface ni d'une référence dans les notes. Qu'il nous soit permis de dessiner à sa place cet itinéraire qui, croisé de tant d'autres menant à des secteurs merveilleusement divers et larges du Proche-Orient, le ramène avec un beau zèle à l'une de ses premières amours. Et qu'on n'aille pas croire qu'il s'agisse d'une reprise un peu hâtive, d'une vulgarisation quelconque, comme tant d'autres l'eussent tenu pour bien excusable : rien n'est plus remarquable que de voir — et ceci n'en est qu'un des innombrables témoignages — l'inaltérable capacité que ce savant conserve de combiner comme à travers toute son œuvre la richesse irréprochable de l'information et l'art de la lumineuse synthèse.

Il fut un temps où l'historien n'introduisait les Arabes dans l'histoire qu'avec l'apparition de l'Islam : coup de foudre, imprévisible et inexplicable. Nous n'en sommes plus là et, pour une bonne part, grâce à R. Dussaud lui-même. L'Arabie a désormais une histoire préislamique, que développent chaque jour de nouvelles découvertes archéologiques mettant en valeur par choc en retour les allusions naguère obscures de quelques auteurs classiques. Et ce n'est pas du jour où Mahomet entreprit de prêcher que l'Arabie a entendu parler des civilisations ambiantes, ni que les Arabes ont commencé à pénétrer sur les terres bordières de celles-ci. C'est ce second aspect des choses que R. Dussaud expose dans le présent ouvrage, mais largement adossé à la connaissance de l'histoire péninsulaire arabe, dont on ne saurait le séparer plus que ne se sépare géographiquement du désert arabe le désert syrien.

L'auteur se défend d'avoir voulu faire une histoire complète des Arabes syriens. Ce qu'il a eu à cœur de montrer est d'abord l'importance de leur rôle, puis les modalités de leur pénétration. L'usage des textes littéraires et épigraphiques combiné à celui des données archéologiques lui permet de montrer magistralement les conséquences historiques générales que l'on peut tirer, par exemple, des constatations onomastiques et de l'étude des panthéons divins. Sédentarisation partielle et progressive de nomades, rôle des voies caravanières, formations politiques au contact des États syriens, hellénistiques, de Rome sont quelques-unes des grandes directions d'enquête.

Islamisant, c'est essentiellement comme préface à l'étude de la conquête musulmane que j'ai regardé le livre. D'autant qu'évoquant certains points de friction entre islamisants et antiquisants, il nous invite à déplorer combien les spécialisations professionnelles ou techniques rendent rares les hommes qui, comme l'auteur du présent livre, sont capables d'être simultanément l'un et l'autre. R. Dussaud souligne fort bien qu'on ne saurait regarder l'ancienne pénétration arabe à la lumière de la conquête islamique, dont le caractère est, au contraire, tout à fait original. N'empêche que cette conquête a à son tour donné lieu à des faits de « colonisation » qui ne peuvent être étudiés qu'en connexion avec les faits de colo-

nisation antérieurs. Plusieurs savants ont étudié le *limes* romano-byzantin, en élargissant sagement la conception de leur enquête à l'ensemble des faits de colonisation qu'entraînait la préoccupation militaire ; ils ont tendance à considérer comme préislamiques divers établissements humains de date obscure, dont l'archéologie leur fournit les traces. On est beaucoup moins avancé du côté islamisant, où seul J. Sauvaget avait entrepris de ce point de vue sur les « châteaux omayyades » un travail que la mort a interrompu, mais dont les premières enquêtes l'amenaient à proposer l'attribution aux temps islamiques d'établissements jusqu'alors annexés à l'Antiquité. Le cas le plus illustre des polémiques auxquelles ont pu conduire, en l'absence d'éléments absolument décisifs, ces oppositions de point de vue est celui des splendides ruines de Mchatta, sur lesquelles Dussaud continue à soutenir la théorie préislamique. Il est évident qu'une étude sérieuse du problème d'ensemble ne peut être faite qu'avec une connaissance combinée des données préislamiques et islamiques, et l'on peut supposer qu'à côté d'établissements purement préislamiques ou purement islamiques, on en trouvera où ce qu'il importera d'étudier sera la reprise et l'éventuelle transformation par l'Islam d'établissements préislamiques. La mise au point de Dussaud sur les Nabatéens, les Palmyréniens et les tribus d'origine sud-arabique établies sur les confins syro-arabiques aidera beaucoup à ce nécessaire et difficile travail.

L'histoire de ces populations, poursuivie jusqu'à l'entrée en scène de l'Islam, remonte en général aux temps bibliques. Le dernier chapitre concernant les Hébreux-Israélites, les Araméens et les Cananéens, nous situe exclusivement en ces temps, où je n'ai point qualité pour les suivre.

J'ai eu jadis, débutant dans la carrière historique, à me féliciter de cet appui concret que Dussaud n'a jamais marchandé aux plus jeunes ; je voudrais qu'il considérât ce compte rendu, que mon incompetence a forcément rendu modeste, comme une minime marque de ma reconnaissance.

Claude GAHEN.

Illuminato PERI, Da Totila ad Autari. Palermo, 1952 ; in-8°, 117 pages.

Vol. XII, 2^e partie de la IV^e série des Actes de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts de Palermo).

Id. Le associazioni nell'Italia langobarda. Palermo, 1952 ; in-8°, 142 pages. (*Ibid.*)

Id. Città e campagna in Sicilia. Dominazione normanna. T. II. Palermo, 1956 ; in-8°, 339 pages. (Vol. XIII, 2^e partie de la même collection).

Nous avons déjà rendu compte des *Studi sul Comune di Genova* de M. Illuminato Peri (Palermo, 1951). Le premier des volumes que nous signalons maintenant avait été précédé par un article *Rotari, cap. 194*, publié dans *Paideia* (1951). C'est un récit des événements (Totila, la guerre et la révolution ; Totila, le déclin ; Narsès, la restauration byzantine ; les Lombards, d'Alboin à Autari), récit fondé sur les textes classiques, et particulièrement sur Procope. On ne voit pas que la longue bibliographie (p. 101-117) ait été beaucoup utilisée.

Le second volume est également un manuel didactique, qui étudie, après la dissolution de la société italienne du Bas-Empire, sa reconstitution au temps des Lombards sur des groupes naturels ou des institutions élémentaires (famille, *farra* et *arimannia*, Romains, cité, *vicus*, associations de métier, *tuitio* et *fidelitas*). Le

thème central du livre est donné dans la page d'introduction : « En regard de l'unité substantielle de la société impériale et du régime de liens personnels de la société féodale, la société lombarde nous a semblé s'articuler en un système de groupes-associations. Les caractéristiques en sont l'*apoliticità* et la *necessarietà*. Leur position juridique est celle des organismes qui, après s'être créés et développés nécessairement, sont ensuite reconnus dans leurs fonctions par le Pouvoir et le législateur. » On ne voit rien là de très original.

D'un caractère tout différent est la grande œuvre de M. Peri sur *Città e campagna in Sicilia. Dominazione normanna*. Nous n'en avons pas reçu le tome I, paru il y a trois ans, et le regrettons, car il est consacré pour les deux tiers à la géographie de la Sicile sous les Normands, en 180 notices sur les localités de l'île, avec cartes. Ce volume se termine par un chapitre sur le fief et le régime des biens.

Celui que nous avons en main repose naturellement sur cette description de géographie historique. Il traite successivement de la cité, du château, du bourg, du village, des classes sociales, des groupes ethno-religieux et de l'économie, productions et échanges. Il apporte des contributions intéressantes à des problèmes qui dépassent l'histoire sicilienne. On a plaisir à voir mettre quelques nuances dans la division classique cité-château-bourg-village. Sans doute vaut-elle pour l'Europe septentrionale, mais dans le Midi méditerranéen il était difficile de classer telle grosse agglomération rurale, village par le genre de vie des habitants, mais bourg par le groupement serré et la vie déjà citadine qu'il créait, château par ses remparts. « Entre bourg et bourg, écrit M. Peri, entre cité et cité, entre village et village, on trouve toute une diversité de situations..., situations qui varient entre les murs de chaque cité, dans le périmètre des bourgs, dans le territoire des villages. »

Pour les populations, M. Peri déclare très heureusement que « la correspondance entre lieu habité et condition juridique de l'habitant n'a rien d'une règle ». Pour m'être intéressé aux « bourgeois » de village à travers les temps, je suis heureux de le voir affirmer que « le témoignage de l'existence de bourgeois des villages... exclut l'identification du bourgeois avec l'habitant de la cité, et avec lui seul ». Ces bourgeois de village, un acte de 1092 les nomme « propriétaires », et c'est exactement le nom qu'ils aiment prendre encore de nos jours. Nous approchons par là de la définition du terme. « La condition de bourgeois, écrit M. Peri, est en relation avec le régime des biens fonciers. Pour une grande part, la bourgeoisie s'identifie avec la possession de biens *burgensatici* librement transférables. » Et encore : « La qualité de bourgeois se définit par la liberté personnelle du sujet qui possède et cultive un terrain à son compte propre, ou qui exerce une profession ou un art, et n'est pas inscrit sur les listes des vilains *intuitu personae*. »

Traitant du problème de la cité et de la Commune en Sicile, M. Peri rappelle sur la Commune italienne en général un certain nombre de constatations qu'avançaient déjà ses *Studi sul Comune di Genova*. La base en est des associations jurées, dont « le caractère n'est pas corporatif, mais substantiellement politique. Ces associations... font de la politique ; elles font sortir la vie citadine d'une longue stagnation ; elles luttent... pour une forme de gouvernement qui corresponde à leur idéal ». Pour la Sicile, cet instinct social en quoi Ottokar voyait le climat nécessaire à l'apparition de la commune et cet amour de la politique existaient incontestablement. Mais les circonstances ne permirent jamais aux petits groupes élémentaires de prendre forme constitutionnelle, sinon institutionnelle. Cela du fait même que la souplesse des princes normands ne donna pas prétexte à des réactions dans les-

quelles leurs sujets auraient « fait de la politique » autrement qu'en paroles ou dans les sages assemblées réunies à la porte des églises, sous la direction de délégués des autorités. M. Peri voit en ces princes « des organisateurs adroits ou du moins des gens habiles à profiter des aptitudes administratives de leurs sujets », et dans le Grand Comte Roger un « habile harmonisateur de forces et d'intérêts ». Disons plutôt peut-être des conquérants sans logique ni doctrine politiques, insoucieux de réformer des machines qui marchent à peu près, par là de bons colonisateurs. En tout cas, déclare M. Peri contre plusieurs de ses prédécesseurs, « pour parler de Commune dans la Sicile normande il faut renoncer à la comparaison avec les organismes de ce nom de l'Italie septentrionale, mais aussi ignorer les conjonctures, les développements, les systèmes, les coutumes des cités tant de l'île que du Nord de la péninsule ».

On ne peut laisser ce livre sans en signaler la belle présentation et les index détaillés. Souhaitons seulement que M. Peri établisse, à l'avenir, des divisions dans les articles les plus longs de ces index ; car peu de lecteurs auront la patience de se reporter aux 200 pages auxquelles renvoie l'article Palermo (ou aux 250 de l'article S. Gusa) pour y retrouver la référence cherchée.

Émile G. LÉONARD.

Cinzio VIOLANTE. *La società milanese nell'età precomunale*. Bari, Laterza, 1953 ; in-8°, 307 pages.

Ce quatrième volume de la collection de l'« Istituto italiano per gli studi storici », fondé à Naples par Benedetto Croce et dirigé par Francesco Chabod, est aussi important par les mérites de l'auteur que par le sujet traité. Une première partie étudie successivement : la reprise du commerce, ses nouvelles voies et ses nouvelles marchandises ; les négociants, monnayeurs et artisans aux IX^e et X^e siècles, leur persistance depuis les temps anciens et leur groupement autour du Palais et des seigneurs ; l'évolution de l'économie agraire et des classes rurales ; la formation de nouveaux milieux citadins ; l'évolution de la société féodale. Une seconde partie traite spécialement de l'époque de l'archevêque Aribert et des révoltes du milieu du XI^e siècle.

La prééminence arabe en Méditerranée, si elle avait ruiné ailleurs le commerce international en coupant les communications maritimes, avait développé le trafic de la vallée du Pô et particulièrement de Milan, étape importante de la nouvelle route Orient-Venise-Milan-Occident. Il est frappant de voir, pour le début du XI^e siècle, l'*Historia Mediolanensis* de Landolphe parler des « divitiae ultramarinae » que le Pô fait parvenir chaque jour à Milan. L'extension des Germains sur la Lombardie avait, d'autre part, donné tout le Centre-Ouest de l'Europe comme client à la métropole lombarde.

L'amateur d'histoire économique trouvera ici, avec arbres généalogiques à l'appui, d'intéressantes pages, très documentées, sur les nouvelles cultures et sur le circuit monétaire, or et argent. Notre attention a été particulièrement attirée par celles qui traitent de la désagrégation de la vieille société et de la formation d'une nouvelle. Nouvelle ou renouvelée ? Un chapitre, « Fils de riches ou nouveaux riches », reprend la question posée par Lucien Febvre (*Annales*, 1946) et à laquelle l'abbé Lestoquoy a tâché de répondre dans le sens « fils de riches », tandis que Georges Espinas voyait, avec Pirenne, dans les nouveaux riches des « sans terre » l'élément essentiel de la reprise commerciale. M. Violante donne ces deux origines à

la classe mercantile du XI^e siècle : « Les vieilles familles de propriétaires du *contado*, une fois rompu le cercle clos de la vieille unité familiale, une fois le patrimoine divisé, acquièrent une nouvelle vitalité à se fondre dans le milieu des marchands et à participer à la vie citadine. » Cette solution moyenne est évidemment sage, mais il m'est arrivé d'écrire que la position de Pirenne et celle, en majorité contraire, des historiens d'aujourd'hui reflètent les expériences différentes faites au début de ce siècle et actuellement. Dans les temps heureux d'avant la première guerre mondiale, on voyait souvent les « vieilles familles » s'endormir dans la paix de situations toutes faites supposées intangibles, tandis que l'ascension était largement ouverte aux « hommes nouveaux » ; dans l'époque inquiète et instable que nous connaissons, ces mêmes vieilles familles se remettent à la lutte, tandis que les nouveaux venus souffrent de n'avoir ni fonds de départ ni relations.

Nous ne pouvons ici consacrer la discussion qu'il mérite au chapitre écrit par M. Violante sur les hérétiques que l'archevêque Aribert découvrit en 1028 à Monforte, dans le diocèse d'Asti. Y retrouver une resurgence d'intellectualisme gnostique me semble tomber dans l'erreur de l'hérésiologie classique, qui confond ce que je nomme l'essentiel (la vie, le sentiment, l'attachement littéral à la Bible expliquée en dehors de la tradition ecclésiastique) et cette affabulation de circonstance que j'appelle le distinctif ou le shibolet. Je m'en suis souvent expliqué, notamment dans mon rapport sur La notion et le fait de l'Eglise dans la Réforme protestante (*Acti* du dernier Congrès international des sciences historiques, t. IV) et dans des Remarques sur les « sectes » (*Annuaire* de la V^e Section des Hautes-Études, 1955-1956). Peut-être ne suis-je pas toujours d'accord avec M. Morghen, mais ici je ne peux accepter les réserves de M. Violante au sujet de ses vues, ou de leur application au cas des hérétiques de Monforte. Il me semble parfaitement vrai que, comme le soutient M. Morghen, l'hérésie a un caractère avant tout « ético-pratico » et qu'elle naît de la lecture directe de l'Évangile. M. Violante croit impossible que « la négation du mystère central du christianisme, la rédemption à travers la réelle incarnation du Fils » (négation que les textes prêtent, à raison ou à tort, à ces hérétiques) puisse « dériver directement de la lecture *ingenua* de l'Évangile par des gens dépourvus de culture ». C'est parfaitement possible, pour qui s'en tient aux Évangiles, sans beaucoup entrer dans les Épîtres : le docétisme « libéral » n'est pas loin, sans aucune transmission ni resurgence.

On voit quelle est la richesse de ce livre, un de ceux auxquels on aime, dirai-je, se frotter pour les connaissances qu'il donne et pour les questions qu'il pose. Double face du plaisir de l'histoire.

Émile G. LÉONARD.

Danmarks Gamle købstadsløvgivning, édité par Erik KROMAN. Copenhague, Rosenkilde og Bagger, 1951, 1952, 1955 ; 3 vol. in-4^o, 297, 317, 614 pages.

Cette publication, entreprise par la Société danoise de langue et littérature (*Det Danske Sprog- og Litteraturselskab*), se présente comme une très importante contribution aux recherches d'histoire urbaine dans l'Europe du Nord. Elle offre, réunis pour la première fois de façon commode, les textes des statuts et des privilèges accordés aux villes du royaume danois jusqu'à Christian II. La plupart de ces textes n'étaient pas inédits, mais, publiés dans un très grand nombre d'ouvrages souvent difficilement accessibles — surtout pour les historiens étrangers — ils ne pouvaient être utilisés facilement. La présente publication, par ce premier mérite,

prend place à côté de la publication suédoise *Privilegier, resolutioner och förordningar för Sveriges städer*. D'autre part, le soin apporté à l'édition, du point de vue philologique et diplomatique, fait de la nouvelle collection un instrument de travail particulièrement précieux. Les documents relatifs à chaque ville sont précédés d'une excellente reproduction du sceau de cette ville. Une note, avant chaque document, indique les divers manuscrits, les publications antérieures, et discute s'il y a lieu le problème de la datation.

Selon un plan géographique, la publication couvre déjà le Slesvig (*Sønderjylland*, tome I), le Jutland du Nord (*Nørrejylland*, tome II) et les îles (*Sjælland, Lolland, Falster, Møn, Fyn og Langeland*, tome III). Un quatrième et dernier volume est prévu pour Bornholm et pour les provinces devenues suédoises.

Un grand nombre des villes en cause étaient très petites et n'avaient guère que juridiquement un caractère urbain : on ne possède sur elles le plus souvent que quelques textes de privilèges, qui apportent des renseignements limités. Mais, dans d'autres cas, lorsqu'il s'agit de véritables villes, la documentation est assez abondante et importante pour retenir à titre comparatif, l'attention, de tous les historiens du développement urbain au Moyen Âge. Ceux-ci ne peuvent que se réjouir de disposer désormais d'une publication réunissant les statuts de Slesvig, Flensburg, Ribe, Copenhague, pour ne retenir que les exemples les plus frappants. S'il n'est pas concevable de donner ici une idée de la richesse d'information que contiennent les trois volumes parus, il convient du moins de formuler l'espoir que le quatrième sera suivi d'un index, ou même de plusieurs, et notamment d'un index par matières, faute de quoi l'utilisation de cette publication serait rendue beaucoup plus difficile, et ce serait grand dommage. Quelques exemples, au hasard de la lecture, témoignent du caractère indispensable de ce complément. Nous relevons, dans le statut d'Haderslev de 1292 (t. I, p. 275), un passage sur la taxe du pain. Il faudrait pouvoir, sans être obligé de parcourir plus de 1.000 pages, trouver dans un index l'indication des autres passages relatifs à ce système de taxe, selon lequel le poids du pain est diminué quand le prix des grains augmente. Voici, par ailleurs (t. III, p. 16 et 33), dans le statut de Copenhague de 1294, un article intitulé : « Ne mutuum fiat nomine communitalis. » Ou encore (t. III, p. 477), dans un privilège de Christian 1^{er} pour Odense, en 1454, les instructions touchant au mode d'élection du bourgmestre et des membres du Conseil. C'est à chaque instant que l'on souhaite pouvoir rapprocher du texte qui suscite l'intérêt tous ceux qui, dans la publication, éclairent la même question. En souhaitant l'achèvement rapide de ce beau travail d'édition, l'utilisateur, qui en voit tout le mérite, se doit d'insister sur ce qui lui permettra de rendre plus commodément aux historiens des villes de très grands services.

Pierre JEANNIN.

Francesco GIUNTA. *Aragonesi e Catalani nel Mediterraneo*. Palermo, U. Manfredi ed., s. d. (1953) ; 356 pages.

L'ouvrage de M. Giunta se présente comme la première partie d'une étude sur l'expansion aragonaise et catalane en Méditerranée, expansion dont la Sicile constitue le premier objectif avant de devenir elle-même une base de départ pour de nouvelles entreprises. La « question de Sicile » occupe, dans la politique européenne des xiv^e et xv^e siècles, une place essentielle, en raison de la multiplicité et de la complexité des problèmes qu'elle pose : problème national pour les Siciliens qui ont

rejeté la domination angevine, et qui s'opposent à l'implantation d'une nouvelle domination étrangère ; problème de prestige et d'autorité pour la Papauté, qui, ayant investi les Angevins de la couronne sicilienne, continue à soutenir les revendications des rois de Naples sur leur ancien domaine ; problème d'équilibre des forces en Méditerranée pour tous les États riverains, et pour les villes et seigneuries italiennes.

Aussi la position de la dynastie aragonaise implantée en Sicile à la fin du XIII^e siècle est-elle particulièrement difficile : la proclamation solennelle de Frédéric III à Catane, en 1296, a affirmé l'indépendance du royaume sicilien, en maintenant séparées les couronnes d'Aragon et de Sicile (celle-ci passant à la branche cadette de la famille). Mais, d'une part, Frédéric III et ses successeurs se heurtent, pendant trois quarts de siècle, à une vigoureuse résistance nationale, appuyée sur quelques grandes familles et surtout sur les villes, jalouses de maintenir leurs privilèges ; d'autre part, ils apparaissent comme les défenseurs de l'indépendance de l'île, face aux revendications des rois d'Aragon-Catalogne. Pour résister à cette menace, ils sont amenés à chercher des alliés en Italie, et même — sous Frédéric IV de Sicile (1355-1377) — à esquisser un rapprochement, favorisé par la Papauté, avec l'adversaire « traditionnel », l'Angevin de Naples.

L'habileté politique du roi d'Aragon Pierre IV « le Cérémonieux » et la crise successorale qui suit la mort de Frédéric IV (crise compliquée par les incidences du Grand Schisme) annulent les succès de la politique sicilienne : l'Infant Martin, fils de Pierre IV, débarque en Sicile et écrase les résistances locales. Cependant, lorsque la mort de son père l'appelle au trône d'Aragon sous le nom de Martin I^{er}, il semble vouloir maintenir la séparation des deux couronnes, en laissant le trône de Sicile à son fils Martin « le Jeune », qu'il a marié à la fille de Frédéric IV. En fait, il garde la haute main sur le royaume insulaire, et il est significatif que l'inter-règne troublé qui suit en Aragon la mort de Martin I^{er} — et qui coïncide avec un autre inter-règne, en Sicile même, après la mort de Martin « le Jeune » — n'ait pu être mis à profit par les Siciliens pour revendiquer leur indépendance : c'est que, comme le dit M. Giunta, un siècle de luttes intérieures, où se sont donné libre cours les rivalités d'ambitions et d'intérêts entre familles ou bandes rivales, a désagrégé l'antique patriotisme sicilien et fait succéder une véritable « aboulie politique » à l'esprit de résistance qui avait inspiré les révoltes sicilienne de l'époque antérieure. Aussi Ferdinand d'Antequera (Ferdinand I^{er}), appelé au trône d'Aragon par le Compromis de Caspe (1412), aura-t-il beau jeu de faire disparaître les derniers restes d'autonomie du royaume sicilien, et son fils Alphonse le Magnanime ne fera que tirer la conclusion logique de l'évolution précédente, en faisant de l'ancien royaume une vice-royauté de la monarchie aragonaise.

M. Giunta a utilisé pour son étude l'abondante littérature historique italienne, espagnole et française, consacrée à l'histoire sicilienne, à l'expansion aragonaise et au royaume angevin de Naples ; il l'a complétée par un recours aux archives italiennes, et surtout palermitaines, qui lui ont permis de refaire en grande partie l'histoire du règne de Frédéric IV, sur lequel il porte un jugement beaucoup plus favorable que ne l'ont fait généralement les historiens italiens. On pourra regretter que l'auteur se soit trop limité à l'aspect politique des événements : s'il est fait allusion, à diverses reprises, à l'intérêt que présentait la possession de la Sicile pour la bourgeoisie marchande de Catalogne, on eût souhaité que fût mis davantage en relief l'influence du facteur économique dans la politique des souverains aragonais.

En conclusion, l'auteur se demande si la mainmise aragonaise a supposé une transformation substantielle de la structure du royaume. Contre la majorité des historiens espagnols, il répond par l'affirmative : à partir tout au moins du règne de Martin I^{er}, l'influence du droit espagnol s'est fait sentir dans les institutions ; en même temps, l'« invasion » de nombreux Catalans, placés par les souverains aux postes de commandement, a modifié l'équilibre social et politique de l'Ile. L'influence espagnole a eu, du reste, M. Giunta le reconnaît, des résultats positifs, en particulier en matière économique et artistique ; mais elle a abouti à une « dépersonnalisation » qui pèsera sur toute l'histoire ultérieure de la grande Ile.

M. DEFOURNEAUX.

J. F. VERBRUGGEN. *De Krijgskunst in West-Europa in de Middeleeuwen*. Bruxelles, 1954 ; in-8°, 619 pages. (Verhandelingen van de koninklijke Vlaamse Academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België. Klasse der Letteren. Verhandeling, n° 20.)

Cet important ouvrage (rédigé en flamand, mais comportant un clair résumé d'une quarantaine de pages en langue française) tend à bouleverser les idées généralement reçues sur la conduite des guerres au Moyen Age. L'auteur a limité son enquête aux armées de l'Europe occidentale et à la période comprise entre le ix^e siècle et le xiv^e siècle. Ces limites chronologiques ne sont pas très clairement expliquées. Il semble que M. Verbruggen a éliminé de son étude la première partie du haut Moyen Age, faute de documents suffisants, et qu'il a laissé délibérément de côté la guerre de Cent ans, parce que l'introduction de l'artillerie a alors changé les conditions de la guerre.

Longtemps, on a nié l'existence d'un art militaire médiéval. Les batailles de ce temps n'auraient été qu'une série de duels, où le courage individuel jouait le rôle essentiel et remplaçait la tactique. Cette opinion est encore exprimée parfois dans des ouvrages superficiels. Quant aux auteurs, qui ont le mieux approfondi la question, comme Hans Delbrück (*Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte*. Berlin, 1907), Ferdinand Lot (*L'art militaire et les armées du Moyen Age en Europe et dans le Proche-Orient*. Paris 1946), Sir Charles Oman (*A history of the Art of war in the Middle Ages*. Londres, 1924), ils n'ont, d'après notre auteur, qu'apporté une revision incomplète du point de vue traditionnel.

M. Verbruggen, disciple de M. Ganshof, affirme que la tactique médiévale a bien existé et qu'elle a échappé aux historiens pour deux raisons. Ceux-ci n'ont pas attaché assez d'importance à des sources réputées secondaires, mais précieuses, parce qu'émanant de combattants, tandis que les auteurs des chroniques les plus souvent utilisées étaient des clercs, ignorant tout des choses militaires. D'autre part, ils ont négligé les petits combats, pourtant fort instructifs, car, les effectifs n'ayant jamais été très considérables, les « grandes batailles » ne différaient pas tellement des engagements de second ordre. Trop d'historiens ont borné leur enquête à quelques rencontres célèbres et n'ont pu dégager une vue d'ensemble.

M. Verbruggen, après avoir dépouillé de nombreux récits et relevé de multiples détails, parfois infimes, dans les descriptions d'opérations militaires, entend montrer qu'entre le ix^e et le xiv^e siècle, il y a eu une méthode de combat pour la cavalerie cuirassée, une autre pour l'infanterie, et que l'on peut parler alors de tactique, et même de stratégie.

La cavalerie cuirassée constitua pendant longtemps l'arme essentielle du Moyen Age. L'auteur montre que les chevaliers, véritables soldats de métier, bien entraînés, souvent braves, mais accessibles comme tous les humains à la peur et même à la panique, avaient besoin de se sentir encadrés dans une formation étroite et bien serrée. L'organisation sociale, les liens de famille et de vasselage aidaient puissamment à la constitution de groupements, appelés généralement « batailles » en français, et qui constituaient tout naturellement des unités tactiques. Celles-ci observaient une stricte discipline, obéissaient à des commandements et suivaient des enseignes, dans la marche, l'attaque ou la manœuvre en retraite.

L'infanterie resta longtemps l'arme des pays pauvres et isolés, comme l'Écosse, le Pays de Galles ou la Suisse, où l'organisation féodale était peu développée. L'évolution des conditions sociales, à partir du XIII^e siècle, donna un peu partout une plus grande place aux fantassins mercenaires et aux milices urbaines. Ces combattants éprouvaient au début un sentiment d'infériorité, quand ils étaient opposés à la chevalerie, puis ils prirent conscience de l'avantage que leur donnaient la supériorité numérique et un armement adapté. Ils durent leurs grandes victoires à la très forte cohésion de leurs formations et à leur stricte discipline. Toutefois, cette infanterie médiévale était plus propre à la défense qu'à l'attaque. Lors de ses grandes victoires (Courtrai ou Bannockburn), elle ne prit l'offensive qu'après avoir épuisé la cavalerie adverse par sa puissance défensive. Quand elle négligea cette précaution, comme à Cassel (1328), l'affaire tourna pour elle au désastre. A titre d'exemple, M. Verbruggen étudie dans le détail trois batailles des premières années du XIV^e siècle, où l'infanterie joua un rôle brillant : Courtrai, Arques et Mons-en-Pévèle.

Dans le chapitre relatif à la tactique générale, l'auteur montre que les chefs militaires du Moyen Age savaient choisir le terrain qui convenait le mieux à la composition de leur troupe, qu'ils savaient observer un ordre de marche dans l'attaque comme dans la défense, avec des éclaireurs et des flancs-gardes. Dans les grandes batailles, la cavalerie et l'infanterie manœuvraient d'une façon concertée. Les archers reconnaissaient d'abord le terrain, puis la masse des gens de pied cherchait à fixer le gros des forces adverses, pendant que les cavaliers manœuvraient. Souvent, l'emploi judicieux d'un corps de réserve fut l'élément décisif du succès. Pour justifier son point de vue, l'auteur analyse dans le détail deux opérations menées pendant les Croisades : Antioche (1098) et Arsouf (1191), et une série de batailles livrées sur le territoire de l'actuelle Belgique ou dans les régions voisines : Aizpoel (1128), Steppes (1213), Bouvines (1214), Worringen (1288). Souvent, ses conceptions s'écartent de l'image traditionnelle de ces combats. Les lecteurs français prendront un intérêt particulier à la version originale qu'il donne de la bataille de Bouvines. Alors que Ferdinand Lot lui-même n'y voit qu'une série de hauts faits individuels, M. Verbruggen y découvre une victoire, due à l'habileté tactique de l'évêque Guérin, exploitant une faute initiale des coalisés. Ceux-ci improvisèrent bien des plans de défense, qui leur permirent seulement d'éviter la capture de l'empereur Otton.

Dans un dernier chapitre, l'auteur se demande si les hommes du Moyen Age, capables de diriger savamment une bataille, étaient capables de concevoir une stratégie d'ensemble, susceptible d'anéantir les forces adverses en une campagne décisive. Il cite à ce propos des plans conçus à propos des Croisades, notamment ceux de Fidence de Padoue et de Pierre Dubois. D'autre part, les campagnes de

Charlèmagne contre les Saxons et la conquête de l'Angleterre par les Normands ont été menées, d'après lui, selon les lois d'une véritable stratégie. Toutefois, il faut reconnaître que, d'une manière générale, la faiblesse des effectifs, les difficultés du ravitaillement aussi, rendirent souvent impossible la réalisation de véritables plans d'ensemble contre des adversaires disposant le plus souvent de solides forteresses.

J. GÖBAND.

W. JAPPE ALBERTS et F. KETNER. *Nederrijnse studiën, XIII^e-XV^e eeuw.* Groningue et Djakarta, J.-B. Wolters, 1954; in-8°, 122 pages, 2 pl. h. t. (Bijdragen van het Instituut voor middeleeuwse geschiedenis der Rijks-universiteit te Utrecht, n° XXVII.)

Sous ce titre, l'Institut d'histoire médiévale de l'Université d'Utrecht a réuni trois études d'histoire régionale d'un genre assez différent, mais présentant, toutes les trois, un certain intérêt général.

La première, due à M. Jappe Alberts, concerne les achats de pierre de taille et autres matériaux, effectués pour le compte de la cathédrale d'Utrecht et achevés vers cette ville par le Rhin. L'auteur a pu tirer des comptes de la fabrique des documents très précis datant des premières années du xvi^e siècle et relatant les pérégrinations sur le Rhin inférieur ou même moyen des personnes chargées par le chapitre de procéder à ces acquisitions. L'historien de l'art y trouvera des renseignements curieux sur les lieux où les architectes néerlandais trouvaient les matériaux que le sol de leur pays ne pouvait leur fournir. M. Jappe Alberts a surtout étudié les documents au point de vue des conditions de la navigation sur le Rhin et des taxes auxquelles elle était astreinte. Les textes qu'il apporte confirment l'opinion exprimée par W. Vogel et H. Reincke en 1935 (*Hans. Geschichtbl.*, 60, 1935), suivant laquelle de lourdes impositions n'auraient vraiment entravé la navigation rhénane et favorisé les échanges par voie terrestre qu'à partir d'une date sensiblement postérieure. Une carte et quelques précisions diplomatiques sur les documents utilisés auraient utilement complété ce travail.

Dans la deuxième étude, M. Jappe Alberts, qui avait déjà tiré des archives des villes de Gueldre de très nombreux renseignements inédits lorsqu'il étudiait les États de cette province (n° XXII de la même collection), a utilisé les mêmes sources pour préciser les phases de l'éphémère occupation bourguignonne de 1473-1477. Grâce à elles, il a pu fixer certains détails des opérations militaires et surtout montrer combien le nouveau régime restreignit les privilèges de la noblesse et des villes et leur imposa de lourdes charges financières. L'assimilation de la province aux autres États bourguignons était rapidement menée, mais la mort de Charles le Téméraire provoqua l'effondrement immédiat de cette politique.

La troisième étude, due à M. Ketner, a un caractère exclusivement juridique. Elle a trait à l'institution et au développement du notariat à Utrecht à la fin du xiii^e et au début du xiv^e siècle. Se référant souvent aux thèses exprimées par A. de Bouard dans son *Manuel de diplomatie française et pontificale*, il admet comme lui que les notaires, institués par les évêques, contribuèrent puissamment à propager le droit romain dans les pays de droit coutumier par l'intermédiaire du droit canonique. Étudiant le cas particulier d'Utrecht, il montre que, dès l'origine, les titulaires des nouvelles charges furent pris parmi les membres des plus grandes familles et qu'ils travaillaient, non seulement pour les évêques, mais aussi pour le

chapitre et les particuliers. Dans ces conditions, il ne pense pas que les notaires, à Utrecht tout au moins, aient été d'abord des employés subalternes de l'officialité. Cette opinion, acceptée par de Bonthard comme valable pour l'ensemble des pays rhénans, est fondée sur un statut de l'officialité de Cologne, datant des environs de 1320, qu'un érudit allemand, Gescher (*Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*. Kan. Abt. 14, 1925), a considéré comme la reproduction d'un statut d'Utrecht. M. Ketner conteste cette opinion, tout au moins sur ce point particulier de la place du notariat.

J. GODARD.

Orestes FERRARA. *Le XVI^e siècle vu par les ambassadeurs vénitiens*. Traduit de l'espagnol par Francis DE MIOMANDRE. Paris, 1954 ; 596 pages, XVI illustr. Prix : 980 fr.

M. Ferrara est certainement desservi par M. de Miomandre, son traducteur. En effet, voici en quels termes celui-ci présente l'auteur au public : « Plongé dans ces liasses (des Archives italiennes et espagnoles), la chose qui frappa le plus (M. Ferrara) à ce moment fut de découvrir qu'il n'existait pas la plus petite trace probante... qui confirmât la fâcheuse réputation d'Alexandre VI. Ni père de Lucrèce, ni empoisonneur, ni perfide intrigant... Ces premières fouilles vénitiennes avaient mis en goût M. Ferrara. Pensant qu'elles lui réserveraient d'avantageuses surprises, il les reprit un jour, et fit bien : car ce qu'il y découvrit n'est rien moins qu'une vue absolument nouvelle de cette fameuse époque de la Renaissance. Il mit la main sur les rapports rédigés, pendant les soixante premières années du XVI^e siècle, à Venise par les ambassadeurs accrédités auprès de toutes les cours d'Europe. J'ose dire que le résultat est simplement prodigieux. »

Il y aurait beaucoup à dire sur le jugement porté par M. Ferrara sur Alexandre VI. Mais occupons-nous seulement du livre qui nous est présenté. L'affirmation du traducteur est vraiment surprenante : M. Ferrara, nous dit-on, aurait « mis la main » sur les rapports des ambassadeurs vénitiens. Mais ceux-ci n'ont-ils pas été publiés, voici plus d'un siècle, par Alberi ? Et ne les trouve-t-on pas, grâce à cette collection, dans la plupart des grandes bibliothèques ? Or, c'est bien la collection Alberi que M. Ferrara a utilisée, comme le prouvent les notes mises au bas des pages. Sans doute M. de Miomandre n'est-il pas historien de métier, ce qui est une excuse ; mais c'est aussi un handicap, puisqu'il lui arrive de transformer à plusieurs reprises l'électeur de Mayence en électeur de *Magunze*. M. Ferrara aurait dû surveiller de plus près traducteur et traduction, car, disons-le en passant, celle-ci est écrite en un français qui n'est pas toujours excellent.

Mais que penser du livre lui-même ? Le traducteur est-il seul en cause lorsque nous voyons Jeanne d'Arc qualifiée d'« héroïne en vogue » (p. 17), Savonarole d'« entraîneur maniaque » (p. 52), Léon X de « dépensier atrabilaire » (p. 151), le conclave de 1521 de « grand pugilat pour la tiare » (p. 173) ? De telles expressions ne sont-elles pas, pour le moins, hâtives. Pourtant, M. Ferrara nous est présenté comme un « juriste éminent » ; sont-ce là des formules de juriste ? On nous avertit aussi que M. Ferrara est un « grand moraliste de l'histoire ». Effectivement, l'auteur moralise volontiers, ce qui ne va pas sans danger. Certaines sentences sont banales, par exemple celle-ci : « Quand une société est secouée jusque dans ses fondements, tous les partis s'en ressentent » (p. 314). Cette morale risque, d'ailleurs, de choquer lorsqu'on nous apprend que « la main reste toujours ensanglantée

quand on entreprend une œuvre décisive, ainsi que le prouve l'histoire de Romulus à Napoléon » (p. 23). Que pense M. Ferrara de l'action de Gandhi?

L'ouvrage de M. Ferrara est une histoire politique — et exclusivement politique — des soixante premières années du xvi^e siècle. C'est dire que l'auteur a laissé de côté de nombreux aspects du xvi^e siècle et toutes les années postérieures à 1559. Quel dommage ! Il y a beaucoup plus dans les rapports vénitiens que ce que M. Ferrara n'y a trouvé. Assurément, le livre n'est pas dépourvu d'intérêt : les portraits de François I^{er}, d'Henri VIII ou de Charles-Quint ne manquent pas de finesse ; mais nous n'avons pas l'impression que M. Ferrara ait apporté « une vue absolument nouvelle de cette fameuse époque de la Renaissance ».

J. DELUMEAU.

J. R. HALE. *England and the Italian Renaissance*. Londres, 1954 ; 216 pages. Prix : 21 s.

Le livre de M. Hale est, d'une certaine façon, un excellent exemple de bibliographie critique axée sur un thème précis de recherche. L'auteur a, en effet, étudié — et largement commenté — les principaux ouvrages consacrés à la Renaissance italienne par des auteurs anglais, depuis le milieu du xvi^e siècle jusqu'à la fin du xix^e siècle. Il ressort de l'ouvrage de M. Hale qu'une étude de ce genre peut apporter beaucoup à l'histoire des idées et aider à comprendre la lente évolution des sentiments d'un peuple à l'égard d'une grande époque historique vécue par un autre peuple.

Aujourd'hui encore, Anglais et Italiens sympathisent difficilement ; autrefois, les barrières et les préjugés entre eux étaient encore plus grands. Pourtant le goût des lettres classiques passa d'Italie en Angleterre au temps de la Renaissance, et l'élite anglaise des xvi^e et xvii^e siècles s'intéressa vivement aux ouvrages des humanistes italiens. Entre 1550 et 1650, plus de quatre cents livres furent traduits d'italien en anglais ; et on eut rapidement dans l'île une vive admiration pour des artistes tels que Raphaël, Michel-Ange ou les frères Caracci. Cependant, cet intérêt ne s'étendait absolument pas à l'histoire et à la géographie du pays où l'humanisme et l'art s'étaient si remarquablement développés. Pour beaucoup d'Anglais d'alors, l'Italie n'était qu'« une reine des plaisirs », alors qu'elle avait été dans l'antiquité « l'impératrice du monde ». L'hostilité religieuse entre catholiques et protestants ne pouvait que renforcer cette antipathie causée en grande partie par l'éloignement. Les voyageurs insulaires qui visitaient Rome ou les États italiens soumis à l'Espagne devaient parfois se déguiser, à la fin du xvi^e siècle, pour ne pas éveiller les soupçons de l'inquisition. Au reste, pourquoi voyager ? Un évêque anglais publiait en 1617 un livre au titre significatif : *Quo vadis? A just censure of travel*, dans lequel il déclarait ne comprendre que trois raisons de voyager : les raisons de santé, les nécessités du commerce et les négociations politiques !

Dans leur mépris pour l'Italie, les Anglais des xvi^e et xvii^e siècles faisaient cependant une exception pour Venise, considérée par eux comme la cité la plus belle de la péninsule, et surtout comme un exemple peu commun de stabilité et de liberté politiques. Aussi bien est-ce à Venise que les Anglais établirent leur premier ambassadeur permanent en Italie. Florence, au contraire, ne fut réhabilitée en Grande-Bretagne qu'à la fin du xviii^e et au début du xix^e siècle, et cela grâce à Roscoe. Mais c'est la Florence de Laurent le Magnifique que réhabilita Roscoe ; il restait encore à réévaluer l'ensemble de l'histoire médiévale italienne : ce qui

demanda près d'un siècle. Cette réévaluation nécessitait, en outre, un changement profond dans les goûts artistiques. Il fallut, en effet, se libérer d'une admiration trop exclusive pour Raphaël et Michel-Ange et se soustraire à l'emprise des catégories artistiques créées par Vasari. Pour celui-ci, l'histoire de la peinture italienne avait connu trois périodes : l'enfance à partir de Giotto jusqu'au début du xv^e siècle, l'adolescence du début du xv^e siècle à Léonard de Vinci, enfin la maturité au temps de Léonard, de Raphaël et de Michel-Ange ; après eux, il ne pouvait y avoir que décadence. Cette conception conduisait évidemment à sous-estimer les primitifs et plus généralement tous les peintres antérieurs à Raphaël : d'où l'importance du mouvement qui aboutit en Angleterre, avec Pelgrave et Ruskin, à redonner aux primitifs la place qui leur revient. D'autre part, certains historiens ayant mis l'accent, à la suite de Sismondi, sur l'importance des petites républiques italiennes du Moyen Age, il fut désormais possible de faire remonter, au xiii^e et non au xvr^e siècle, le renouveau intellectuel, artistique et politique que l'Italie connut avant les autres pays d'Europe. Mais alors la Renaissance (le mot avait été lancé par Michelet) ne commençait-elle pas — en Italie du moins — dès le xiii^e siècle ? L'Angleterre protestante pouvait difficilement l'admettre, non plus que ceux qui étaient hostiles à la spiritualité du Moyen Age. John Addington Symonds, dont l'ouvrage *Renaissance in Italy* (1875-1886), moins fondamental que celui de Burckhardt, fit cependant époque, professait que les hommes du xvi^e siècle furent « les premiers hommes libres de l'Europe ». C'est seulement à l'époque contemporaine qu'on s'est efforcé de combler le fossé, trop artificiellement creusé auparavant, entre Moyen Age et Renaissance.

Le livre de M. Hale n'est pas seulement intéressant par ses idées générales, mais aussi par un grand nombre de détails qui nous aident à mesurer les préjugés des siècles passés à l'égard de l'histoire et de l'art italiens. Adison écrivait en 1705, à propos de la cathédrale de Sienne : « Quand on considère la peine que nos ancêtres ont prise et les dépenses qu'ils ont faites pour élever ces constructions barbares, on peut se demander quels miracles d'architecture ils nous auraient laissés s'ils avaient été convenablement instruits. » Les mosaïques de Ravenne, les peintures de Fra Angelico et de Botticelli furent méprisées jusqu'au milieu du xix^e siècle. Si l'on étudie les catalogues des vingt plus importantes ventes de tableaux qui eurent lieu à Paris et à Londres entre 1795 et 1810, on s'aperçoit que trois seulement comprenaient des peintures antérieures à Raphaël et encore en très faible proportion. Dans les expositions, les tableaux étaient rangés jusqu'au xix^e siècle non par ordre chronologique ou par écoles, mais d'après leur plus ou moins grande perfection selon le goût de l'époque. En 1801, le Louvre groupa pour la première fois ses toiles par écoles. En Grande-Bretagne, le classement chronologique ne fut pas adopté avant 1859. Ajoutons un dernier détail : la première traduction (partielle) de la *Divine Comédie* en anglais ne parut qu'en 1785 ! Il y a là un certain nombre de faits qu'il était bon de rappeler. L'historien moderne doit les méditer s'il ne veut pas retomber dans les erreurs et les oublis des siècles passés.

Jean DELUMEAU.

A. J. ROWSE. *The expansion of Elizabethan England*. London, Macmillan and Co, 1955 ; xiii-440 pages. Prix : 30 s.

Ce nouveau livre nous tend les mêmes séductions que le précédent, *The England of Elizabeth*, qu'il prolonge et complète. Même humour sec, qui sourirait de se voir

pris au pied de la lettre : un catholique s'arrange pour acquérir indûment des biens d'Eglise : « Après tout, la propriété importe autrement qu'une opinion. » Même émoi mélancolique devant les ruines, choses ou êtres, et même don de le faire sentir : un catholique pourrit des années dans la prison de la Fleet ; sa consolation, c'est qu'il est antequaire : « Sa Cornouaille natale gardait son cœur, une Cornouaille qu'il ne reverrait jamais ; pièce à pièce, avec la patience de l'amour, il la réassemblait en esprit, inscrivant sans fin ni terme dans son gros in-folio tout ce qu'il pouvait se ramentevor, sur la vie des saints de Cornouaille, sur leurs légendes, paroisses, sources sacrées, sur les observances et rites gardés à leur honneur en des jours à jamais évanouis. » Même passion du document original, où se trahit souvent à son insu l'auteur : Lord Hunsdon, gardien des Marches du Nord, souffrait de la goutte, ce que décèle sa main tremblée dans ses dépêches au Conseil. Et dans le même esprit, goût du paysage ou et, parce qu'on l'a vu, révélateur : « Shrewsbury est une ville où les souvenirs se promènent visibles » ; le gué de Clontibret, scène d'un désastre anglais, « de nos jours a l'air passablement inoffensif, entre ses rives couleur de glaise ». Même franche et même pétulante assertion, étrangère à tout faux semblant d'impartialité, de sa position intellectuelle à lui : un prédicateur avait mis en doute que les Limbes où descendit le Christ fussent bien l'enfer des damnés ; l'Université de Cambridge prenait feu ; Cecil, chancelier, interdit toute controverse sur la matière : « Un sage. Faut-il donc traiter les humains comme les enfants idiots qu'ils sont en pareilles questions ? C'est pour de tels motifs qu'ils se tuaient les uns les autres à l'étranger, pour la sorte de bêtises (*nonsense*) dont les gens sont tellement certains, et plus certains que de la table de multiplication. » Bref, même immense lecture, même acuité de vision, même instinct d'aller tout droit à la vie, même puissance de rendu. Rowse a écrit *The England of Elizabeth*, mais aussi *A Cornish childhood* : savant servi par un poète. Nous avons là un autre maître livre, et qui est beau.

Expansion — et ce, bien entendu, aux orientes les plus divers, Amérique, Moscovie, Asie — le sujet risquait de donner un travail dispersé à l'extrême, et ainsi passablement décousu. L'auteur d'autant plus sévèrement l'ordonne. D'abord, avance dans tous les confins celtiques du royaume : marche d'Ecosse tenue en respect, pays de Galles absorbé, Irlande progressivement réduite. Puis, élan outremer, lutte navale avec l'Espagne, début de la colonisation en Amérique. Pour conclure, menace de l'Armada, organisation militaire et navale, fin de l'Irlande gaélique. Ainsi distribué, l'ouvrage montre un dessin clair.

Et non moins claire, sur l'appréciation des faits, est la pensée de l'auteur. « L'expansion est poussée naturelle, instinct de toute société saine... C'est un mouvement dont l'essence est impersonnelle ; il ne pourrait pas ne pas avoir eu lieu ; et la question se pose à peine de savoir si certains désiraient un pas en avant, et certains non. A quoi cela rimerait-il ? Autant se quereller avec le Niagara. » En particulier, l'annexion des pays tangentiels, peuplés de Celtes récalcitrants, fut pour la couronne anglaise ce qu'était, pour la France, la réduction de la Bretagne, pour l'Ecosse, la ruine de la Seigneurie des Iles. Processus inévitable : les monarchies nationales, en s'organisant, détruisaient autour d'elles les dissidences qui pouvaient leur nuire ; et tout spécialement l'Irlande, danger stratégique en soi, appelait constamment l'étranger à la rescousse. Mais, d'une part, les groupements celtes, restés d'esprit médiéval, sinon préhistorique, n'étaient pas de force, encore moins de consistance, à tenir en échec le compact Etat moderne à la mode de la

Renaissance, tel qu'il existait en Angleterre ; et de l'autre, les Anglais, hérissés par les coutumes « barbares » de ces peuples étranges, entendaient bien toujours, même usant de la force, les élever de leur « sauvagerie » aux modes de vie civilisés. Au reste, c'est bien au fond, ce qui finalement s'est produit, au Pays de Galles, de par l'amalgame et la fusion, en Irlande, malgré l'hostilité subsistante et la sécession. Car s'il est un État irlandais, c'est qu'il a copié les institutions anglaises, et renoncé à la tradition indigène. Quel dommage que cette dissension anormale entre les deux peuples voisins, et de qualités complémentaires ! Car la perte est pour tous deux pareille, pour l'Angleterre assurément, mais pour le plus faible aussi bien. Qui sait ? si l'histoire eût donné aux Britanniques, après une dynastie galloise et une dynastie écossaise, la chance d'une dynastie irlandaise, l'union eût pu se faire encore peut-être, par la grâce de l'orgueil apaisé. Car c'était la vocation anglaise de promouvoir ces peuples retardataires aux bienfaits de l'évolution moderne et du progrès.

Et il y aurait certes à dire à l'appui de ces thèses. Que l'État irlandais se soit bâti sur des bases tout anglaises, et non point gaéliques, c'est un fait. Mais il y aurait aussi beaucoup à dire contre. Que l'Irlande fût un danger stratégique et appelé couramment l'étranger contre sa grande voisine, point de doute ; mais l'argument se retourne : si elle n'eût pas été menacée, quel besoin pour elle de chercher appui au dehors ? Quant à la persécution religieuse, qui a laissé de si longues rancoeurs, qu'en fait notre auteur ? Il la balaie d'un revers de main. Agnostique convaincu, ce sont là pour lui, nous l'avons vu, des niaiseries qui ne méritent pas une mention. Si la Réforme fut un grand bienfait pour l'Angleterre, c'est qu'en mobilisant les biens d'Église, elle a fait d'un capital dormant un investissement actif dans les affaires, précipité le royaume sur la route du progrès. Mais si la vie spirituelle, qui pour lui n'est que bêtise, était pour d'autres l'essentiel ? En quoi un Latimer, un Campion, qui donnent leur vie pour leur foi, sont-ils moindres qu'un Hawkins ou un Drake, qui donnent la leur pour les choses de ce monde ? Et si l'historien les juge, est-il juste, est-il « historique » qu'il les juge de son point de vue à lui, et non du leur ? N'est-ce pas là un vice de perspective ? Il arrive que Rowse, en sa grande pitié pour la race de Caïn, entrevoie l'objection, et quasi la prévienne : « On peut dire que de la lutte affreuse, souillée de sang, entre les deux sociétés — lutte tellement gratuite si seulement les humains étaient capables de raison ! — jaillit un renouveau du dévouement, de l'héroïsme, de la sainteté jusqu'alors tant soit peu perdus pour le catholicisme irlandais : suivant l'usage déplorable des hommes, le niveau ne pouvait s'élever qu'à travers le conflit, la douleur infligée ou soufferte. » Mais bientôt son dédain superbe reprend le dessus : « Les hommes prennent leurs convictions trop au sérieux. » Et il retrouve sa confiance entière dans le « progrès », c'est-à-dire, si je l'entends bien, dans la conquête des ressources de la planète, l'organisation des sociétés par l'État, le « bon sens » démontré par le succès. De toutes ces avances, nous avons vu, depuis un demi-siècle, l'accélération vertigineuse. L'État organisateur, nous en sommes gorgés jusqu'à l'indigestion. Est-il tellement sûr que ce progrès-là ait grandi l'homme — ce qui est après tout le seul but de toute civilisation vraie — l'ait rendu plus noble, plus responsable — ni même plus heureux ? Que des formes plus simples, plus lâches aussi, de sociétés dussent céder à la force compacte de l'État moderne, c'était sans nul doute inévitable ; mais l'inévitable, on peut s'incliner devant sans l'adorer. Et ces normes, archaïques, je le veux bien, vouées à la mort, je l'accorde, et, qui

sait? en leur humilité plus hospitalières, intimes, chères à l'homme, ne valent-elles pas un regret? Mais, on le sent, pour un livre, le seul fait d'éveiller ces questions profondes sur le passé et sur l'avenir des sociétés humaines en dit l'horizon.

Roger CHAUVIRÉ.

Garrett MATTINGLY. Renaissance diplomacy. Londres, 1954; 232 pages.

Prix : \$ 6.

L'objet essentiel de cette étude est d'éclairer l'origine et le développement de l'institution des ambassadeurs résidents. On aurait tort de croire qu'il s'agit là d'un sujet secondaire. Ce travail consciencieux et bien conduit est, en réalité, d'un intérêt considérable.

Entre 1350 et 1450, les différents États italiens commencèrent à échanger des ambassadeurs permanents. Durant ce siècle, l'Italie, n'étant pas menacée par de grands dangers extérieurs, fut un terrain d'élection pour toutes sortes d'intrigues et de conflits intérieurs. D'autre part, les mercenaires étant de plus en plus utilisés dans les guerres locales, les résultats militaires furent dans ce pays de moins en moins décisifs. Pour cette double raison, la diplomatie devint, en Italie, plus nécessaire qu'auparavant. On chercha, grâce à elle, à obtenir des décisions que les armes n'avaient pas pu apporter. Ainsi, l'ambassadeur occasionnel du Moyen Âge — porteur de messages royaux, délégué d'un souverain ou d'une ville à une grande cérémonie — se transforma progressivement en représentant permanent d'une puissance étrangère de plus en plus indépendante.

Vers la fin du *xv*^e siècle, à l'approche des guerres d'Italie, certains princes, sentant venir la crise, cherchèrent des alliés hors de la péninsule et multiplièrent les contacts avec les autres souverains d'Europe. Ludovic Le More nomma un ambassadeur auprès de Ferdinand et d'Isabelle en 1490, un autre auprès de Charles VIII en 1492 et un troisième auprès de la cour des Habsbourgs en 1493. Dès lors, les ambassadeurs permanents se multiplièrent peu à peu dans une Europe où naissait l'État dynastique — lui-même préfiguration de l'État national — et où s'accroissait la lutte pour la puissance. L'Espagne fut le premier grand État européen à posséder un service diplomatique vraiment organisé. Cependant, les Italiens, créateurs de cette technique nouvelle, continuèrent longtemps à jouer un grand rôle dans les négociations internationales, même après l'éclipse politique de l'Italie au *xvi*^e siècle.

Le personnage, qu'un souverain du Moyen Âge envoyait exceptionnellement vers un autre souverain, devait être, selon le droit canon, un « *messenger de paix* ». Il était un Chrétien envoyé par un Roi Chrétien vers un autre Prince Chrétien. Sa mission, en théorie, ne pouvait avoir qu'un sens : contribuer à rétablir ou consolider la paix entre les fidèles du Christ. Qu'il y eut loin souvent de la théorie à la pratique, la chose est évidente. Cependant, en cas de conflit, le Pape ou l'Empereur demeuraient, en droit, des médiateurs possibles. Tant que l'unité religieuse de l'Occident subsista, les querelles entre Princes Chrétiens — malgré leur gravité croissante — gardèrent un caractère de querelles de famille. Il n'en fut plus de même lorsque l'Europe eut été séparée en deux blocs hostiles par la Réforme et la Contre-Réforme. Il n'y eut plus désormais personne pour arbitrer, même en droit, les conflits européens. Les États — tant Catholiques que Protestants — s'érigèrent en entités totalement indépendantes et ne connurent plus d'autre loi que celle de l'égoïsme sacré. Les ambassadeurs devinrent, par conséquent, les représentants

de souverains qui se voulaient égaux entre eux et n'admettaient plus de supérieur. Quels pouvaient être, dans ces conditions, la morale et les devoirs du *parfait ambassadeur*? En certains cas difficiles, devait-il obéir à sa conscience ou à son Roi, érigé désormais en autorité suprême? Casuistes et théologiens butèrent contre cette question.

Durant les guerres de religion du xvi^e siècle, les relations diplomatiques entre Princes européens furent souvent interrompues. Quand elles subsistèrent, ce fut, en général, pour camoufler des tentatives d'espionnage et de conspiration. Au xvii^e siècle et surtout après la fin de la guerre de Trente ans, Catholiques et Protestants recommencèrent à nouer des rapports diplomatiques normaux. L'ambassadeur, qui, autrefois, était souvent un juriste et un ecclésiastique, fut de plus en plus fréquemment un gentilhomme riche et titré dont l'éclat et le prestige devaient témoigner de l'éclat et du prestige du prince qui le nommait. Pour une raison de prestige encore, il devint le protecteur de ses concitoyens vivant dans le pays où il était envoyé. Une offense faite à l'un de ses concitoyens n'était-elle pas une offense à l'ambassadeur et, par delà l'ambassadeur, au prince qu'il représentait? Quoi d'étonnant dans ces conditions si les querelles de préséance entre ambassadeurs prirent, aux xvi^e et xvii^e siècles, un aspect si aigu et si mesquin?

Ainsi, l'histoire de l'ambassadeur permanent est liée aux progrès de l'idée de souveraineté et, par conséquent, à l'échec de l'unité européenne sous le signe du Christ.

J. DELUMEAU.

John Preston MOORE. *The Cabildo in Peru under the Hapsburgs. A study in the Origins and Powers of the town Council in the Vice-royalty of Peru, 1530-1700.* Durham (N. C.), Duke University Press, 1954; in-8° (14,5 × 22), x-309 pages, photographies et carte hors texte. Prix : 6 dollars.

Lewis HANKE. *La villa Imperial de Potosi. Un capitulo inedito en la historia del Nuevo Mundo.* Sucre, Bolivia, Universidad de San Francisco Xavier, 1954; in-8° (17 cm. × 23,5), 81 pages.

Ces deux livres constituent une contribution utile à notre connaissance du fait urbain, dans l'Amérique espagnole coloniale. De grosseur inégale, ils sont tous deux le fait d'historiens nord-américains²; leurs démarches sont différentes, mais leur apport également précieux.

L'importance des sujets abordés est évidente; on sait trop le rôle de la ville dans le développement de la civilisation moderne pour qu'il faille plaider d'avantage. Au sortir du livre de J. P. Moore — il n'en ira pas de même, empressons-nous de le dire, pour la belle plaquette de Lewis Hanke — on peut difficilement éviter, toutefois, une certaine déception. Le propos de J. P. Moore est étroitement

1. Titre français d'un livre paru en 1620 à Séville, *El Ambajador* de Don Juan Antonio de Vera.

2. Il est inutile de présenter Lewis Hanke, historien de Las Casas, admirable connaisseur de l'histoire sociale en profondeur de l'Amérique espagnole coloniale, créateur du célèbre *Handbook of Latin American Studies*, directeur de l'*Hispanic American Historical Review*; nous avons rendu compte souvent ici et aux *Annales* de ses livres. L'un (John Preston Moore) peut être considéré un peu comme l'élève de l'autre (Lewis Hanke).

d'histoire institutionnelle — on peut difficilement, d'ailleurs, lui en faire grief — son étude vient s'inscrire dans toute une série d'ouvrages... On songe à E. Schäfer, J. H. Parry... ; elle comble incontestablement une lacune bibliographique : nous saurons bien, désormais, ce que nous ne savions hier, ce que fut aux Indes¹ le *Cabildo*, entendez l'organe administratif, la « municipalité » qui coiffe la ville et en gère les affaires. On regrettera, toutefois, que l'auteur ait aussi complètement séparé le droit de la réalité, le *cabildo* de la ville. On le regrettera d'autant plus, que le *Cabildo*, en soi, n'est peut-être pas — toutes limitations admises — le vrai grand sujet. Ce qui importe pour une compréhension, en profondeur, du fait social urbain aux Indes, c'est plus, peut-être, les *consulados*, ces syndicats marchands, dont certains ont joué, de toute évidence, on pense, à Mexico, un rôle de premier plan². On regrettera, aussi, quelques petites maladresses, de-ci de-là, qui témoignent d'une spécialisation un peu hâtive³. Ceci dit, John Preston Moore voudra bien nous le pardonner, nous n'en serons que plus à l'aise pour reconnaître l'immense tribut de reconnaissance que lui devront les historiens de l'Amérique et d'ailleurs.

Le *Cabildo* est incontestablement une institution du passé. J. P. Moore a raison de situer au milieu du xvi^e siècle l'apogée de l'indépendance urbaine dans la péninsule ibérique — dans une péninsule ibérique où les villes ont joui d'une liberté moindre, bien sûr, qu'en Italie ou en Flandre, mais plus grande qu'en France. L'Amérique aura rendu à cette vieille institution une jeunesse perdue déjà dans la péninsule et en Europe. Aux Canaries, à Saint-Domingue, dans les Antilles, puis sur le Continent, le xvi^e siècle est un beau siècle de large indépendance urbaine. Pourquoi ce décalage ? Grâce à la distance, peu propice au contrôle royal, à une humanité d'une trame particulière..., à l'application intelligente du *divido*

1. Le cadre géographique du livre couvre tout le vice-royaume du Pérou, entendez, encore pour les xvi^e et xvii^e siècles, tout le continent sud-américain, à la seule exception du Brésil. On peut donc considérer que tout le problème est éclairé. Il suffirait qu'un article précisât, désormais, en quelques dizaines de pages, les modalités propres à la Nouvelle-Espagne et aux Antilles.

2. Non que les *Actes de Cabildo* ne soient des sources prodigieuses, presque à l'égal, dans le monde espagnol, des papiers d'Inquisition, pour une étude en profondeur des manières d'être, de penser, d'agir. A condition de les traiter suivant les exigences des méthodes sérielles, d'y chercher des densités, des fréquences de thèmes, des répétitions. On pourrait y trouver ce à quoi presque personne ne songe : l'essentiel, la vie.

3. Dans les deux premiers chapitres de son livre (*Castilian Background et Evolution of Royal Policy in the Sixteenth Century*, p. 3-47), l'auteur n'est manifestement pas à son aise avec les faits d'histoire médiévale européenne qu'il s'efforce — intention louable — de dominer et de comprendre. Il lui arrive, parfois, de citer d'une manière cocasse les classiques dans la traduction, l'édition de raccroc, à telle enseigne qu'on se demande, un moment, si la date de l'édition citée n'est pas plus présente à son esprit que la date vraie du livre. Il en va ainsi, plusieurs fois, de gens qui, de ce côté-ci de l'eau, ne sont pas tout à fait des inconnus, des Fustel de Coulanges, Guizot..., voire même un certain Montesquieu.

Un dernier reproche pour finir. Quelle que soit la richesse, l'étendue et la qualité de sa documentation, J. P. Moore a très bien su en tirer parti ; notamment des nombreuses publications d'*Actas de Cabildo*, autour desquelles ont rivalisé les villes sud-américaines (il recueille les fruits de la belle organisation bibliographique des États-Unis en matière d'histoire hispano-américaine — que Lewis Hanke, qui y a beaucoup contribué, en soit loué), une grosse lacune... *Seville*, où il y a tant, sur tout et même sur les *Cabildos*.

ut imperes, au désir de contre-balancer le pouvoir discrétionnaire des vice-rois et des *Audiencias*.

Mais, dès la fin du xvi^e siècle, la tendance se renverse. Sous l'action de plusieurs facteurs : de ce que l'on pourrait appeler, d'abord, une « réaction aristocratique ». Les fonctions municipales, conférées, d'abord, par l'*Adelantado* — elles étaient devenues largement électives au milieu du xvi^e siècle — se confinent entre un nombre de plus en plus restreint de familles. Les descendants des premiers *encomenderos*, possesseurs de l'indien et de la terre, forment l'aristocratie des *ecinos*, face au prolétariat blanc des simples *moradores*. Ce processus — nous le connaissons — il faut le situer, ce que J. P. Moore ne fait pas, dans cette grande revanche de l'aristocratie terrienne à travers la plus grande partie du xvi^e siècle européen, qui nous apparaît, une fois de plus, à l'échelle atlantique. Ce processus aura été accéléré par la présence d'un prolétariat coloré. Vérité sociologique d'hier et d'aujourd'hui.

Second facteur à situer, aussi, dans un chapitre immense d'histoire universelle : la vénalité des charges. Le Roi se sera emparé d'autant plus systématiquement des charges municipales aux Indes qu'il les mettra mieux, ensuite, à l'encan. Au seul Pérou, la vente des seules charges municipales lui rapporte, de 1591 à 1596, la somme considérable de 200.000 ducats (p. 97). On a vu, ailleurs, semblable aventure, commandée par la soif d'argent grandissante des États grandissants. De l'élection à la vente, de la charge à temps à la charge à vie, puis à l'hérédité..., ubiquité troublante des grands problèmes dans un monde dont l'unité s'impose, chaque jour, un peu plus. Après quoi, le *Cabildo*, coupé du réel, décline. C'est normal.

D'autant qu'il est bien force du passé. Presque d'emblée, les marchands, le grand négoce presque au même titre que la boutique¹, en ont été écartés, à moins qu'ils ne s'en soient tenus volontairement à l'écart. N'ont-ils pas les *consulados* pour s'exprimer? Mieux et plus utilement. Force du passé. On le voit, grâce à J. P. Moore, dans leur politique tatillonne de réglementation illusoire des prix. Beaucoup plus intéressant, par contre, leur ardent mercantilisme et protectionnisme, volontiers prohibitionniste même à l'échelle de la toute petite patrie. *Cabildo de Santiago* en guerre contre le négoce dominateur du Pérou..., on pourrait multiplier les exemples. Protectionnisme, à l'échelle, on en sera frappé, très souvent des cadres des futurs États qui naîtront au xix^e siècle de l'éclatement du trop bel empire.

Force de morcellement, enfin, que les *cabildos*. On le verra bien, quand, de 1810 à 1817, partout le *cabildo abierto*, entendez les assemblées de notables réunis sur la *plaza mayor*, autour du *cabildo* restreint qui en émane, contribueront à défaire, à morceler, à briser, à l'intérieur même des trop grandes articulations des vice-royaumes, le trop grand et trop noble édifice que l'Espagne avait construit, au prix de quels efforts, on le sait.

Le grand mérite de Lewis Hanke dans sa *Villa Imperial de Potosi* aura été, au contraire, négligeant le trop général pour le concret, de prendre et d'étudier avec une remarquable érudition l'histoire d'une ville : la plus folle, la plus importante, la plus dominante de toutes les cités du Nouveau Monde moderne, la capitale

1. Le commerce de détail est d'ailleurs, presque à 100 %, entre les mains des gens de couleur, métis, mulâtres, noirs (on l'a vu récemment à Mexico. P. CHAUNU, *Annales. E. S. C.*, 1955, n. 1, p. 79-85) ; raison de plus, donc.

mondiale de l'argent, qui compta jusqu'à 160.000 âmes sur ses hauteurs glacées, où l'oxygène est si rare, à une époque où Paris et Londres n'en avaient pas 500.000.

Moins qu'une histoire complète, Lewis Hanke nous aura donné un guide qui permettra, un jour, le plus tôt sera le mieux, d'écrire cette histoire. Le meilleur bibliographe du Nouveau Monde nous donne ici un tableau des possibilités tant imprimées que manuscrites — elles sont immenses — sans négliger les ressources archéologiques qu'il a pu apprécier sur le terrain.

Mais cette histoire, qui, mieux que Lewis Hanke, pourrait la tenter?

Pierre CHAUNU.

Roman SCHNUR. *Der Rheinbund von 1658 in der deutschen Verfassungsgeschichte*. Inaugural-Dissertation vorgelegt der Rechts- und Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Johannes Gutenberg-Universität in Mainz, 1953; 132 pages; ex. ronéotypé.

L'auteur s'attache à mettre en lumière l'importance de la Ligue du Rhin (*Rheinbund*) dans l'histoire constitutionnelle allemande. Le sujet, qui n'est pas dénué d'intérêt, a été bien étudié en 1885 par Chéruel, mais Auerbach, dans *La France et le Saint-Empire romain germanique...* (Paris, 1912), en mésestime l'importance, et L. André, dans *Louis XIV et l'Europe*, formule sur cette alliance un jugement téméraire (p. 68). En fait, il s'agit d'une entreprise de grande diplomatie qui s'insère dans la ligne politique suivie par la France de Mazarin et de H. de Lionne depuis les traités de Westphalie jusqu'aux débuts de la guerre de Hollande.

Se plaçant au point de vue de l'histoire constitutionnelle, M. Schnur divise son ouvrage en deux parties : l'une, théorique, traite moins de la constitution de l'Empire en elle-même que des idées et jugements émis à son sujet, l'autre reprend l'histoire de la Ligue du Rhin. Deux parties dont on ne saurait dire qu'elles soient très liées l'une à l'autre, chacune comportant ses sources, sa méthode d'exposition, ses développements, et auxquelles il manque la conclusion vigoureuse qui aurait permis éventuellement de dégager les influences réciproques, de faire le point de cette expérience et, dans le cas d'échec, d'en dégager les causes.

Constitution de l'Empire? Éternel sujet cher aux juristes et aux historiens, voire aux philosophes, et pas seulement à ceux du XVIII^e siècle. L'auteur fait une bonne énumération des idées de Bodin — « Le Reich est une aristocratie, car la souveraineté se trouve dans les États » —, de Rheinkingk — « Le Reich est une monarchie » — d'Hippolith, de ceux qui y voient un statut mixte, comme Besold et Limnaeus, jusqu'à Pufendorf dans son *De statu imperii*. Par l'acte de garantie, la paix de Westphalie autorise les interventions futures de la France et de la Suède, protectrices de l'ordre établi. Ce fait, joint à la reconnaissance légale pour les États de la possibilité de mener à leur guise la politique extérieure, rend compte de la légitimité constitutionnelle d'un système fédératif occidental : la Ligue du Rhin. Aux yeux de l'auteur, la Ligue ne rentrerait pas dans la ligne politique française à base territoriale, chère aux historiens allemands : de valeur uniquement diplomatique, elle apparaît seulement comme un moyen pour la France de mener sa politique dans l'Empire et, ajouterons-nous, en Europe, dans les Flandres notamment.

Dans la seconde partie sont étudiés successivement le début, l'apogée et le déclin de la Ligue du Rhin. Étude intéressante en elle-même, appuyée sur des re-

cherches personnelles aux archives du ministère des Affaires étrangères. Mais, étant donné le titre même de l'ouvrage, divers éléments auraient gagné à être mis en lumière de façon plus approfondie :

1^o L'action de l'Électeur de Mayence, en insistant davantage sur ses idées politiques, et celles de son conseiller Boynebourg. C'est le moment où ce dernier présente Leibniz à l'Électeur et au juriste Lasser, chargé de préparer un projet d'unification du droit allemand. Par ses fonctions d'archichancelier de l'Empire et ses rapports avec la France et avec la Diète — sur laquelle on aurait aimé trouver une étude tant soit peu rénovée — Jean-Philippe de Schönborn, le Salomon du Nord, reste l'élément essentiel de toute réforme constitutionnelle allemande.

2^o Les intérêts et les desseins de chacun des participants. Chaque intégration dans la Ligue du Rhin suppose une négociation particulière. Il aurait été utile de mettre en lumière la diversité des moyens employés — l'aide financière n'étant que la résultante obligée — et les ambitions souvent rivales et contradictoires de l'évêque de Spire, de l'Électeur palatin, de la République de Strasbourg..., sans négliger le rôle des Fürstenberg, notamment du prince Guillaume, agents actifs sur lesquels une étude de G. Pagès (non citée) avait attiré l'attention.

3^o La question d'Alsace n'est qu'effleurée. Il eût été intéressant de se reporter au Congrès de Nuremberg (1649) [A. É. Corr. polit. Allemagne, t. CXXVIII], non étudié par B. Auerbach, qui définit l'application des mesures prises au traité de Westphalie. On est surpris de noter l'absence de l'ouvrage de G. Bardot : *La question des villes impériales d'Alsace* (Paris-Lyon, 1899), qui montre combien la politique alsacienne de la France a été dans la dépendance — grâce à l'action de Gravel à Ratisbonne — des relations du roi avec les princes allemands, notamment dans l'affaire des dix villes (entreprises du duc Mazarin contre Colmar, en 1664).

Ainsi, ce travail honnête fait sentir la nécessité de reprendre, des deux côtés du Rhin, l'étude des relations internationales pour une question aussi importante que celle de la politique de Mazarin et de De Lionne, comme des rapports de Louis XIV avec le Saint-Empire, tels que les définissent constitutionnellement les traités de Westphalie, véritable capitulation impériale.

Georges LIVET.

Clarence L. VER STEEG. *Robert Morris, Revolutionary Financier*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1954 ; in-8°, 276 pages.

On n'ignore pas la gravité des embarras financiers que la jeune République des États-Unis éprouva tout au long de sa guerre d'indépendance, embarras qui persistèrent longtemps après la paix de 1782. De nombreux ouvrages ont déjà été consacrés à ce sujet en Amérique et, en 1951, paraissait encore à Philadelphie une étude, dirigée par Anne Bezanson, sur les prix et l'inflation en Pennsylvanie de 1700 à 1790. Mais, chose assez curieuse, l'homme qui avait assumé la lourde charge de doter la nouvelle confédération d'un budget et de lui procurer des ressources régulières attendait toujours son historien. Comme si la puissante carrure d'Alexandre Hamilton masquait la silhouette plus menue de son prédécesseur, Robert Morris. Les comptes de celui-ci avaient fait l'objet d'un article, publié par Nourse dans une revue new-yorkaise en 1860. Quant à l'activité commerciale du « *superintendant de finance* », elle se trouvait bien évoquée, çà et là ; on en savait davantage sur les Willing, auxquels Morris avait été associé : des papiers et

lettres de Thomas Willing étaient réunies dans une publication en 1922 et un livre de Burton A. Konkle montrait en 1937 le rôle joué par ce même Willing dans la création du « premier système financier américain ».

Pourtant — la bibliographie l'atteste — Robert Morris a laissé une volumineuse correspondance qui avait été, d'ailleurs, en partie utilisée. Si l'on est assez mal renseigné sur la jeunesse du personnage, on le suit mieux à partir de 1754, grâce aux papiers de la maison Willing, à ceux de ses correspondants (les Franklin, Read, Wayne, etc.), grâce aussi aux lettres échangées par Morris avec William Bingham, qui représenta ses intérêts à la Martinique. Cette dernière source se consulte à la Bibliothèque du Congrès qui en fournit d'autres ; mais l'auteur a également mis à contribution la Bibliothèque publique de Boston et les bibliothèques des sociétés historiques du Massachusetts, de New-York et de Pennsylvanie. Par contre, il est à remarquer qu'aucune recherche n'a été faite en France non plus que dans les autres pays d'Europe ; or, les relations de Morris avec le monde financier de l'ancien continent auraient pu être suivies de ce côté de l'Atlantique.

« Spéculateur de haut vol », dit de lui Georges Lefebvre¹. Mais il ne semble pas qu'il y ait eu dessein de lever la lourde hypothèque dont la réputation de Morris est chargée. En vérité, à la jeune République un personnel de métier faisait défaut pour diriger ses finances naissantes, et l'opportunité de les confier à un homme d'affaires avisé ne se discuta pas. Venu d'Angleterre à l'âge de treize ans avec son père qui représentait au Maryland pour Liverpool un négoce de tabac, il s'était placé à Philadelphie comme apprenti chez un Charles Willing, marchand en vue, et était devenu l'associé du fils de la maison, Thomas, qu'une éducation soignée n'avait pas préparé à conduire seul sa barque. On exportait des céréales, de la farine, des bois de charpente ; on faisait venir du rhum, des vins, des citrons, du sel. Morris, pratiquement, dirige seul ce commerce quand débute la guerre d'indépendance qui s'annonce vite pour lui comme une excellente affaire. S'il se livre à une activité publique, c'est qu'il peut de la sorte augmenter ses profits personnels. Membre du premier Congrès, il s'occupe des armements, obtient des licences d'importation pour le matériel de guerre, noue de fructueuses relations avec la France, soit directement, soit par la Martinique (l'un de ses agents, Deane, est en rapport avec Beaumarchais et Thomas Morris, un demi-frère, se compromet par trop ouvertement) ; il soutient clandestinement la course, ne s'oublie pas dans les bénéfices que procure la contrebande et confond volontiers les deniers publics et les siens propres dans les transactions qui s'effectuent sur le tabac et l'indigo. En 1781, la crise de la trésorerie détermine-t-elle le gouvernement des insurgents à offrir à Morris le poste de surintendant de finance, ce « prince des marchands » pose ses conditions : il conservera la direction de sa maison et aura toute liberté pour choisir ses collaborateurs et son programme. Ce programme consiste dans l'immédiat à fonder une banque privée qui, soutenue par des établissements de Paris — les Le Couteux et Grand —, émettra des billets — les « Morris notes » — puis à ouvrir le livre de la dette publique et à obtenir la levée de taxes indirectes. Quant au problème des fournitures de guerre, il ne paraît pas avoir jamais été réglé d'une façon claire ; aussi Morris

1. *La Révolution française*, collection « Peuples et civilisations », t. XIII, nouvelle édition, p. 99.

doit-il bientôt se démettre devant l'opposition qui grandit au sein de l'armée, irritée d'être mal payée, alors que les circonstances ont permis à certains de s'enrichir sans vergogne.

Robert SCHNEEB.

Karl SCHIB et Rudolf GNADE. Johann Conrad Fischer, 1773-1854. Schaffhouse, 1954 ; in-8°, 246 pages.

La plus grande partie de l'ouvrage est de Karl Schib ; l'ingénieur Rudolf Gnade a écrit le chapitre sur « le métallurgiste » et donné des indications sur les techniques.

S'agissant d'une monographie publiée par une entreprise industrielle à l'occasion de ses cent cinquante ans d'existence et du centième anniversaire de la mort de son fondateur, on s'explique la présentation luxueuse du livre et la précision des recherches consacrées à l'activité d'un homme peu connu hors des limites de sa région natale.

Artisans depuis plusieurs générations, les ancêtres de J. C. Fischer avaient accédé à la bourgeoisie schaffhousienne. Le premier de la famille à se tourner vers la métallurgie fut son grand-père Christoph, qui devint président de la corporation des chaudronniers. Johann Conrad, son père, effectua de longs voyages et travailla pendant cinq ans à la fonderie de Woolwich. A son tour, Johann Conrad fils séjourna en Allemagne, dans les pays scandinaves, en Angleterre et en France. Il prend la succession en 1797 et entre, comme représentant des forgerons, au « Petit Conseil » de Schaffhouse. En 1802, il crée une entreprise métallurgique aux environs de la ville et, après une série d'améliorations techniques, réussit à y fabriquer de l'acier fondu à la manière anglaise. S'il soumet ses travaux en 1809 à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale à Paris en 1809, il n'accepte pas pour autant de révéler ses secrets de fabrication ni d'installer un atelier sur le territoire français. Par la suite, on le voit étendre son activité en Autriche, pays qui lui accorde plusieurs brevets. Quand il participe à l'exposition universelle de Londres en 1851, il est à l'apogée de sa fortune.

Pour établir ses cinq fils, il avait essaimé ses entreprises, mais elles ne prospérèrent pas toutes. Celle d'Angleterre ayant dû être liquidée, son fils Conrad devint en Belgique l'associé de John Cockerill. L'affaire de France, qui eut la Société Japy frères de Beaucourt pour cliente, disparut également.

Un chapitre relate ce qu'il est convenu d'appeler « la révolution industrielle », révolution qui était accomplie en Angleterre au moment où Fischer y vint. Un autre raconte la carrière politique de l'industriel qui, chargé de la direction des mines cantonales, puis élu conseiller cantonal, représenta un moment ses concitoyens à Berne.

On ne peut le considérer comme un représentant du capitalisme le plus hardi. Il se méfiait des innovations politiques et sociales, pratiquait un paternalisme très proche de l'esprit corporatif de l'Ancien Régime. Détail caractéristique : les ouvriers de la fabrique de Schaffhouse, d'ailleurs peu nombreux, il ne les mentionnait dans sa comptabilité que sous leurs prénoms.

Robert SCHNEEB.

Jean LAMBERT-DANSETTE. Origines et évolution d'une bourgeoisie. Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914). Lille, Émile Raoust et C^{ie}, 1954 ; in-8°, 811 pages.

Une « histoire économique, histoire sociale et humaine, histoire régionale, et donc qui se devait détaillée », puisque « consacrée à un milieu à tout prendre remarquable et divers... », nous annonce-t-on. D'où le désir, d'abord, bien légitime, de créer « le climat nécessaire... qui baigne et conditionne la promotion de ce patronat » auquel est consacré ce volumineux ouvrage, climat qui résulte de la « révolution des techniques, des facteurs juridiques et des structures économiques, des rapports sociaux », de la « révolution démographique » aussi ; de montrer, en somme, la dépendance des « grandes évolutions de structures » dans laquelle la bourgeoisie en cause s'est trouvée. Puis s'effectue la mise en place des familles elles-mêmes au sein de ce qu'on dénomme « le complexe industriel de Lille-Armentières ». Alors l'auteur pose le problème des origines sociales, qui ne lui paraît pas être (pour quelle raison ?) « directement lié, cette fois, à des questions d'évolution de structure » et en faisant abstraction du « grand remous que nous avons entendu bouleverser toutes choses au début du XIX^e siècle... » (pourquoi avoir préalablement admis qu'« au fond, les grands bouleversements de l'époque affectent plus ou moins toutes les classes de la société française ? »). Du reste, il est, aussitôt après, conduit à revenir sur « la promotion sociale incomparable que révèle... l'élévation » de ses bourgeois et, nécessairement, sur « les problèmes de l'accès à l'industrie » — comme il dit bizarrement — : besoins des entreprises et, singulièrement, les modes de financement. Enfin, au bout de cette ligne sinueuse et compliquée (peut-être pas pour le sociologue, mais, à coup sûr, pour l'historien), il aborde la description de la famille patronale, dessine ses contours, précise ses alliances, en indique — trop vite, à notre gré — le « comportement » : mœurs, culture et idéologie.

Voilà, indubitablement, la masse la plus imposante de matériaux qui, sur un pareil sujet, ait été jusqu'alors dressée devant nous. Alors que, effectuant des recherches dans ce secteur, tel universitaire pouvait se plaindre de ne pas obtenir l'audience des hommes d'affaires, M. Lambert-Dansette a réussi à butiner à son aise dans les jardins privés. Ainsi ses enquêtes « particulières » chez les « dynastes » de son « complexe » — dont les Lambert et les Dansette —, enquêtes menées depuis 1948 (le questionnaire de l'une d'elles est reproduit dans la partie bibliographique), lui ont fourni une quantité impressionnante de « données ». Il est vrai que nous ne savons guère ni ce qui aura été dérobé aux yeux du chercheur, ni ce que celui-ci aura dû ou préféré ne pas livrer. En outre, quelques sondages dans les archives publiques — nationales, départementales, municipales, archives de la Chambre de commerce et du greffe du Tribunal de commerce de Lille, du syndicat des fabricants de toiles d'Armentières — dans les actes notariés enfin¹. Par contre, les banques n'ont rien donné, à moins que rien ne leur ait été demandé. On observera d'ailleurs que les séries utiles des Archives nationales (F et BB) n'ont pas été largement mises à contribution et que, l'expansion du textile lillois à l'étranger ayant

1. La bibliographie des imprimés se présente dans un ordre alphabétique à répudier décidément : il fait voisiner, par exemple, BEAU DE LOMÉNIÉ, *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*, et A. BERTRAND, *Les rues de Lille* (Lille, 1890).

été négligée, les rapports consulaires du Quai d'Orsay sont passés sous silence.

Faut-il davantage regretter les maladresses de la mise en œuvre? Quand elle n'est pas dispersée par un morcellement excessif, l'attention se fatigue, si lourd est l'exposé que surchargent les considérations verbeuses. Bonne idée que de placer un sommaire en tête de chaque chapitre; mais on ne peut affirmer que les avant-propos, imprimés en caractères gras, soient toujours clairement rédigés. D'une manière générale, la langue manque de simplicité; trop souvent, elle se charge de néologismes, pour le moins hardis; et il advient fréquemment que le style amphigourique donne dans le galimatias¹.

Parti avec enthousiasme à la découverte, l'auteur ne se rend pas compte qu'il enfonce parfois des portes ouvertes. Il est bien des constatations naïves, voire des méprises curieuses (comme celle qui consiste à accorder — et avec quelle insistance — au XIX^e siècle le qualificatif inhabituel de « siècle des lumières »). Faute de graphiques et de cartes, on a peine à se rendre compte de la marche des activités et de la répartition des tâches. Il est non moins dommage que les frontières de la région considérée aient paru infranchissables, au point d'interdire tout coup d'œil sur les zones du voisinage le plus immédiat (tout juste quelques allusions à celle de Tourcoing-Roubaix) et à peu près toute investigation permettant de mesurer le rayon d'action du « complexe » Lillé-Armentières². On conçoit que « le problème social », cette œuvre délicate où la justesse des vues ne saurait que procéder d'une étude approfondie et d'une absence totale de parti pris, soit abordé par un « chercheur futur » qui « aura cette fois, dans cette approche, beaucoup à faire pour débroussailler la question, puis l'exposer avec une lucidité qu'il est difficile de garder dans ce domaine » : n'empêche que « la conscience de classe » de cette bourgeoisie, nous aurions voulu la saisir, se manifestant dans les rapports entre le capital et le travail; car nous ne nous tenons pas pour satisfaits quand on nous assure qu'elle ne se traduisait nullement par « une morgue écrasante ou le sens exacerbé d'une supériorité sociale », que « ce sur quoi l'intransigeance des nouvelles élites se faisait de plus en plus sentir, c'était cette volonté très caractérisée de rester maître chez soi », qu'au surplus « la contrainte n'eut jamais à jouer » à l'égard de l'ouvrier.

Mais, après tout, comme le plus souvent, acceptons de bonne grâce et avec reconnaissance ce qu'on nous apporte. Nous trouverons donc dans ces pages sérieuses d'utiles précisions sur l'introduction du machinisme dans la France du Nord, sur le retard du tissage par rapport à la filature (le patron tisseur est « le dernier produit de l'influence des techniques » et la filature crée des dynasties puissantes quand la toile disperse encore capitaux et entreprises), sur le déclin de l'ancien artisanat et la concentration géographique qui s'effectue différemment dans deux localités pourtant voisines. Nous connaissons désormais ceux qui figurent sous les différentes

1. Il est question de la « subsistance des couches aristocratiques », de « rémanence », de « tardivité », de « vues unifiantes », d'un « susciteur d'énergie », d'« axes de réflexions », d'un « catalyseur de la montée sociale », d'un « mouvement de convection des classes sociales ». On lit : « elles durent et perdurent », « la préséance », l'« habitat ». On trouve aussi : « le régime de la propriété privée... reste en prise tout un siècle avec le système individuel du Code civil »; « les révolutions du XIX^e siècle en éclatant les formules et les systèmes de l'art de produire font cette fois des fabricants les arbitres et les potentats des temps nouveaux »; « les trois enquêtes se devaient de fusionner leurs fruits en une étroite mise en commun », etc.

2. Nous ne disons rien des limites chronologiques. Il faut bien en choisir. Mais la date initiale de 1789 se discute.

rubriques : filature de lin, filerie de lin, filature et filerie de coton, tissage du lin et du coton, blanchisserie, bonneterie, confection. Nous verrons mieux comment, peu à peu, « la production prime la distribution », l'industriel se substituant au marchand. On nous apprend à distinguer les couches de la veille et celles d'à présent, à ne pas confondre « les familles dont l'entourage social est demeuré « inégal » et celles « à entourage social homogène », non plus qu'une « époque primaire » qui correspond à la Restauration pour les filateurs lillois du coton, à la Monarchie de Juillet pour les filateurs de lin, au Second Empire pour les tisseurs, et une « époque secondaire » qui n'est plus « motrice ». Précieux entre tous les renseignements qui se rapportent aux frais d'installation et d'exploitation, aux bénéfices, aux patimoines et aux fortunes, tout cela d'ailleurs un peu éparpillé (la « politique des alliances » ayant inspiré un des chapitres les plus solides) ; si bien que la tentation vient de mettre sur fiches séparées les Agache et les Coisne, les Grépy et les Descamps, les Bigo et les Scribe (ces derniers, en opérant des recoupements à l'aide du *Recueil généalogique de la bourgeoisie ancienne*, publié sous la direction d'André Delavenne).

Robert SCHNEERB.

David BUSHNELL. *The Santander Regime in Gran Colombia*. Newark, Delaware, University of Delaware Press, 1954 ; in-8° (23,5 cm. × 16), ix-381 pages, carte. Vol. 5 des University of Delaware Monograph Series.

Le livre de David Bushnell constitue une contribution de premier plan à notre connaissance de l'Amérique latine de la toute première indépendance. Il comble, en effet, une lacune bibliographique à peu près complète. L'ouvrage embrasse, de la fin de 1821 à septembre 1827, depuis le départ jusqu'au retour de Bolivar, les six premières années de l'histoire intérieure d'une Grande Colombie qui devait se dissoudre moins de trois ans plus tard, en 1830. Sujet trop étroit, penseront d'aucuns, que non pas... Ces six années d'une étude limitée dans l'espace (limitation toute relative¹, au vrai), limitée dans le temps, mais minutieuse, précise, fouillée et puisée aux bonnes sources d'archives, éclairent de vastes secteurs des XIX^e et XX^e siècles, colombiens et finalement hispano-américains. Bien sûr, l'optique est celle d'une histoire assez étroitement traditionnelle. Mais, en l'absence de toute autre étude, peut-on faire grief à Bushnell d'avoir commencé par établir des faits politiques indispensables, préalables, dans une certaine mesure, à des études plus ambitieuses d'histoire en profondeur ? Enfin, quand une enquête a été menée avec autant de sérieux, il est impossible, quel qu'en soit le point de départ, que la compréhension de tout un secteur du social n'en soit éclairée. C'est le cas ici².

Après un tableau excellent, mais trop rapide, de l'espace colonial de la future Grande Colombie, après avoir rappelé comment l'indépendance fut acquise en l'espèce (ch. I et II, p. 1 à 25), Bushnell répartit sagement sa matière en dix-neuf

1. La Grande-Colombie, issue du vice-royaume de Terre-Ferme, fondé en 1717, au détriment de la gigantesque vice-royauté du Pérou, couvrait plus de trois millions et demi de kilomètres carrés, correspondant en gros aux territoires des républiques actuelles de l'Équateur, de la Colombie, du Venezuela et de Panama.

2. Félicitons, en outre, les *University of Delaware Press* pour la qualité de la présentation matérielle du livre.

chapitres, qui traitent successivement des aspects suivants : histoire institutionnelle et politique (ch. III à V, p. 26 à 75) ; histoire financière et économique (ch. VI à X, p. 76 à 165) ; un chapitre isolé et trop rapide consacré à l'esclavage et aux Indiens : ces derniers forment le tiers, au moins, de trois millions de Grands Colombiens, mais qui s'y intéresse (ch. XII) ? Puis vient la politique religieuse, si lourde de conséquences pour un long avenir (ch. XIII à XVI, p. 183 à 248), le gros problème d'une armée pléthorique à reconvertir (ch. XVI et XVII), les deux sécessionnismes vénézuélien et équatorien (ch. XVIII et XIX, p. 287 à 317), la chute du régime libéral constitutionnel de Santander et l'acheminement à travers la dictature de Bolivar vers l'inévitable dissolution (ch. XX-XXI, p. 318 à 359). En appendice, une étude consacrée aux sources plus qu'à une bibliographie presque inexistante sur ce sujet vierge, un index un peu rapide (p. 371-381). De ce travail, auquel il faudra, désormais, toujours se référer quand on voudra écrire du XIX^e siècle latino-américain, on pourrait tirer, entre autres, ces quelques leçons.

On ne peut qu'être frappé dans l'indépendance de l'Amérique latine par le rôle certainement paradoxal de la Grande Colombie, entendez de l'ancienne *Tierra-Firme*, terre immense, trois millions et demi de kilomètres carrés, morcelée, compartimentée, comme à plaisir, par un relief sauvage, à peine peuplée de 8 millions d'habitants, dont un million d'Indiens purs ne compte pas — vestiges misérables de la vieille civilisation *chibchas*, plus sûrement anéantie encore que les civilisations sœurs *quechua-aymara* au Sud, *mezica* au Nord. Elle a porté — encore que, faute d'un travail statistique, partout comparable à celui fait ici par David Bushnell, on ne puisse trancher sûrement — plus de la moitié, peut-être, de l'effort militaire¹ global. Au sein même de l'ancienne Terre-Firme, le rôle du Venezuela, Venezuela de la côte et Venezuela des *Llanos*, 7 à 800.000 habitants, est sans proportion avec l'ensemble. La personnalité de Bolivar ne suffit pas à en rendre compte. Bolivar, au vrai, est entre autres — il n'est pas que cela, bien sûr, car il y a dans semblable génie trop d'irréductible au seul social — l'admirable expression des aspirations profondes d'une classe : la classe des planteurs de la côte, dont l'unité du golfe d'Uraba à Cumana n'est pas douteuse. Or, cette côte a toujours été laissée en dehors des prises du commerce officiel monopoleur de l'Espagne (on a pu parler à leur propos de parents pauvres de la *Carrera* des XVI^e et XVII^e siècles). Cette pauvreté du XVI^e et du premier XVII^e est garante de la richesse du XVIII^e siècle. Ici, la mine est refoulée au second plan, et l'économie repose sur quatre spéculations fondamentales : café, indigo, tabac, sucre, dont les débouchés sont ailleurs qu'en Espagne. Le commerce est depuis deux siècles presque exclusivement « au bout de la pique² ».

Les planteurs de la côte sont les plus européens, les plus éclairés, les plus « dix-huitiémisés », les moins espagnols de tous les créoles. Ils ont fait l'Amérique latine qu'on dit « libre ». Ils s'y sont totalement ruinés. De l'effort démesuré qu'ils ont

1. On peut attribuer à l'Amérique latine, dans son ensemble, 20.000.000 d'habitants autour de 1800.

2. En contre-épreuve, il faut placer le loyalisme des régions les plus attachées au Monopole andalou-canarien, Panama (David Bushnell nous apprend son médiocre enthousiasme à la cause patriote), le Pérou, dont les réticences sont connues depuis longtemps. Et le Mexique et l'Argentine sont justifiables d'une thèse dont la démonstration mériterait à elle seule tout un livre.

dû fournir, la revanche des forces conservatrices de l'intérieur découle de ces forces dont beaucoup s'attardèrent longtemps dans le camp loyaliste. Cette revanche est une des caractéristiques, on le sait, des cent premières années de l'Indépendance. Elles ont refait sur d'immenses espaces de son ancien empire une Amérique hispanique dure plus espagnole qu'elle ne l'avait jamais été aux temps coloniaux. Ironie du sort.

David Bushnell, fidèlement, retrace l'œuvre des libéraux de l'équipe Santander. Ces élèves appliqués d'un XVIII^e siècle français rendu plus comestible par une Espagne éclairée qui vient de trouver l'historien qu'elle méritait depuis toujours. Si David Bushnell avait pu connaître le grand livre de Jean Sarrailh, dont la publication a précédé malheureusement de trop peu celle de son *Santander*, il aurait sans doute fait un meilleur sort dans la genèse des idées politiques des hommes qui ont retenu son attention, à cette Espagne, jusqu'ici méconnue. Ils ont subi incontestablement, aussi, l'influence anglaise, d'autant plus qu'ils étaient depuis un siècle en relations constantes d'affaires, plus avec Londres et Kingston, qu'avec Cadix.

Démolition prudente de l'ancien régime colonial, dans ses superstructures gênantes aux grands planteurs : abolition des privilèges commerciaux des *cabildos*, libéralisation des échanges intérieurs, adoption, par contre, d'une politique douanière exclusivement faite au profit des plantations ruinées de la côte, au détriment de l'économie de l'intérieur, tentative de rationalisation de la fiscalité..., attaque contre les biens de mainmorte, biens d'Église, *ejidos* (communaux) des communautés de langue espagnole, *resguardos* (communaux) des communautés de langue indienne, admirables déclarations d'intention dans le domaine de l'éducation publique. Tout cela est touchant, à porter à l'actif d'une ubiquité superficielle de l'Europe libérale. Cette république bourgeoise, humaniste, bien intentionnée, modérément censitaire¹, sans aucune prise sur les neuf dixièmes de l'espace qu'elle entend régir, et que tiennent encore les maquis royalistes ou bandes de brigands issues des armées des deux camps, se débat, la chose va sans dire, aux prises avec les pires difficultés :

— Manque fantastique de cadres en tous domaines ;

— Difficultés d'ordre financier, David Bushnell insiste justement. Elles résultent de l'ampleur nulle part égalée en Amérique latine des pertes et des charges d'une guerre inexpiable, des transformations d'un régime fiscal — la Constituante a connu cela en France — qui ne retrouve pas tout de suite le rendement et l'efficacité du régime qu'il a remplacé, du poids d'une armée gigantesque² recrutée, Dieu sait comment ! Bolivar n'hésita pas lui-même à ouvrir ses rangs à d'anciens esclaves. La reconversion sociale de ces armées démesurées — la mortalité, heureusement, y avait été énorme — posa des problèmes, solutionnés en paroles, seulement. Des décades de banditismes en découlent.

Encore que Bushnell n'y soit nullement sensible, ces difficultés me semblent avoir pris une proportion telle, en raison surtout d'une timidité fondamentale du gouvernement Santander : le non-recours à l'inflation. Des expédients la pallièrent : les emprunts à Londres (ces emprunts d'État aliéneront l'indépendance

1. Il aurait fallu le dire plus fortement.

2. Jusqu'à 36.000 hommes, proportion énorme, pour 2.000.000 de métis et créoles seuls en cause.

du pays et le détourneront des solutions draconiennes), le non-paiement systématique de l'armée et des fonctionnaires, l'absence de tous investissements économiques et sociaux¹. Pourquoi? Je risquerai deux hypothèses : le pays, sous le régime espagnol, n'avait jamais connu d'autre monnaie que l'argent, et l'argent en abondance ; le caractère de la classe dominante patriote. Inutile de dire qu'une telle attitude, le refus de l'inflation pour payer une révolution, s'est révélée infiniment plus destructrice à long terme que la solution, tout de même élégante, d'un bon assignat bien fondant.

L'autre difficulté majeure du libéralisme Santander : les rapports avec l'Eglise. La lutte, combien timide, pourtant, qu'il engagea contre elle est aux origines de sa chute. On sait qu'aujourd'hui, encore, c'est par là que passe en Colombie, et dans beaucoup d'autres républiques hispano-américaines, le plan de clivage entre libéraux et conservateurs. Mais il faut mettre en garde, ici, le lecteur européen, mieux que Bushnell n'a pu le faire. Aucun libéralisme ne fut plus étymologiquement anticlérical et moins antichrétien.

L'Amérique latine souffre — c'est évident — d'une Réforme² et d'un Réganisme rentrés. C'est ici qu'il faut introduire, pour comprendre, l'idée chère à Lucien Febvre d'un télescopage de l'histoire ibéro-américaine. Bushnell nous montre un libéralisme, une franc-maçonnerie biblique même pas anticatholique, qu'il aurait dû appeler « érasmiennisme ». La lutte idéologique se situe, ici, entre le modernisme catholique scripturaire érasmien, qui constitue la modalité hispano-américaine d'un libéralisme universel, et un intégrisme catholique post-tridentin, fortement hispanisé et fétichisé sous l'influence du magique précolombien, lié socialement aux structures coloniales et à ce qui reste encore des structures précolombiennes à l'intérieur du pays.

Dernière difficulté, enfin, l'impossible unité. Venezuela et Équateur, accoutumés à vivre isolés de la Nouvelle-Grenade à l'époque coloniale, séparés par des reliefs et des vides infranchissables, finiront par se révolter contre la domination du *granadino* Santander. L'Équateur à dominante indienne, séparé de Bogota par les maquis royalistes, ne put supporter les prétentions douanières du Nord. Ses échanges se font normalement, suivant l'ancien axe colonial de la route Aca-pulco-Callao, avec le Guatemala et le Pérou, beaucoup plus qu'avec un Venezuela qu'on ne peut atteindre qu'en franchissant le détroit de Magellan ou en doublant le cap Horn. Quant aux libéraux vénézuéliens, jadis centralistes, désormais fédéralistes, ils ne pardonnent pas à Santander de ne pas être des leurs. Ils n'ont que la première place dans cette République — fiers du rôle qu'ils ont joué — ils voudraient, en outre, la seconde.

Usure du pouvoir, incompatibilité d'humeur... Santander se retire, mais la dictature de Bolivar ne réussira pas plus que ce premier essai de gouvernement constitutionnel. Une fois le ciment de la guerre effrité, la Grande Colombie se brise en 1830. Rarement, rupture d'un régime colonial se sera soldée par plus parfait monceau de ruines.

Pierre CHAUNU.

1. Tous les projets — ils occupent des dizaines de pages — échouent, et pour cause.

2. Les poussées actuelles de protestantisme, qui dépassent, de plus en plus, le cadre brésilien où sa réunion est protestante, le prouvent.

F. G. BRUGUERA. *Histoire contemporaine d'Espagne, 1789-1950*. Gap, Éd. Ophrys, 1954; in-8°, 501 pages.

Nous manquions, en langue française, d'une histoire contemporaine de l'Espagne assez détaillée, et traitant des événements récents. Même en espagnol, je n'en sais pas d'excellente. C'est dire que le livre de M. Bruguera, comblant un vide regrettable, sera sûrement très apprécié.

Son premier intérêt est de définir à leurs origines — donc au XVIII^e siècle — les grands problèmes économiques, agraires, sociaux, de l'Espagne contemporaine. D'abord, les vieux liens coloniaux, dont la destruction ruine de si grands espoirs; ensuite, la structure de la propriété ecclésiastique, seigneuriale et « à majorat », dont le « désamortissement » traînera presque trois quarts de siècle; enfin, les faiblesses et les inégalités régionales des transformations de tous ordres, matérielles et spirituelles, amorcées par le « despotisme éclairé ». Cette introduction de l'ouvrage a le mérite d'être synthétique: un peu trop rapide pour éviter les négligences de présentation et de détail¹, elle rendra un considérable service, en mettant en lumière la grande phase de développement économique et colonial qui culmine en 1796, et que brisent ensuite les guerres, Trafalgar, et l'invasion napoléonienne. Cette rapide transformation interne portait, en effet, les germes d'une « révolution bourgeoise », et c'est parce qu'elle a été arrêtée que cette révolution échoue.

« Révolution bourgeoise »: c'est la première « époque » du plan, original, suivi par M. Bruguera. Elle va de 1789 à 1868. Cette chronologie montre évidemment la très particulière lenteur du fait « révolutionnaire ». Elle a aussi un inconvénient: la date de 1789 évoque pour nous le point de départ d'un grand bouleversement; en Espagne, c'est, au contraire, le passage d'un règne vraiment éclairé (celui de Charles III) à un règne qui gâchera d'immenses chances internes (le règne de Charles IV); quant au point d'arrivée, on peut douter qu'il marque vraiment la liquidation totale des vieilles structures d'ancien régime. On aimerait donc qu'à ce grand titre: « La révolution bourgeoise », soit ajouté un sous-titre: « échecs et lenteurs », car c'est cet aspect *négalif* qui est important.

Un premier livre (1789-1808) lie avec raison « l'échec de l'ancien régime » à la perte de l'empire colonial. Mais cette perte, c'est aussi l'échec du nouveau régime; car des bénéfices coloniaux dépendait en grande partie la première accumulation nécessaire à l'essor du capitalisme national. C'est pourquoi « l'échec du despotisme éclairé » (chap. I) et celui de la grande tentative nationale-libérale (1808-1814, avec Cadix) (chap. II) n'ont pas le même sens que « l'échec définitif du despotisme » (1814-1834) (chap. III). Les deux premiers montrent l'impuissance de l'Espagne à réaliser la révolution profonde dont la France a donné l'exemple. Le troisième constate comment, en revanche, l'idéal d'un despotisme théocratique, « apostolique », ne peut s'imposer que momentanément ou localement. Le pays, sans cesse

1. Dès la seconde page de l'exposé, il est dit que les revenus de l'État, sous Charles II, oscillaient entre 7 et 8 millions. Millions de quoi? A la page suivante, le *catastro* est donné comme typique du système fiscal catalan en 1700. Capmany est appelé Campmany, etc... Il est dommage que ces négligences soient plus nombreuses au début que dans le corps de l'ouvrage. Le lecteur pourrait en garder une impression non justifiée de méfiance sur le détail.

déchiré entre des formules extrêmes, qui ne parviennent pas à se généraliser, mais dédaignent le compromis, est par là même promis aux guerres civiles.

Le livre II, « La destruction de l'Ancien Régime », était le plus difficile à mettre sur pied. L'imbrication des événements de guerre civile (avec les deux épisodes carlistes), des révolutions de palais et du jeu des partis constitutionnels le rend très complexe ; il est bourré d'événements anecdotiques, pourtant toujours reliés à l'évolution profonde : problème agraire des « désamortissements », crises industrielles et discussions douanières, poussées de spéculation (et de corruptions), nouvelles aventures coloniales. Ce livre prend fin en 1868, sur une révolution politique, à laquelle la brusque flambée des forces de l'Internationale ajoute subitement un sens social nouveau.

Les conclusions de M. Bruguera, pour cette période centrale, sont excellentes sur certains points : la destruction de l'empire colonial et des possibilités de grande industrie devant la volonté systématique de l'Angleterre et l'action spontanée du capitalisme international ; la naissance d'une bourgeoisie espagnole plus foncière qu'industrielle et d'un prolétariat plus paysan qu'ouvrier. Pourtant, dire à la fois que « la destruction de l'ancien régime économique est totale » en 1868, que « l'œuvre de la monarchie constitutionnelle a fait faire un bond considérable à l'Espagne », et que l'Espagne est devenue une « colonie » sans industrie possible : voilà des contradictions et des exagérations. Pour mieux nuancer, il eût fallu, à mon sens, ne pas donner à la date de 1868 un sens de coupure aussi absolu, et ajouter plus d'importance aux oppositions régionales, sur quoi va se fonder, aux confins des XIX^e et XX^e siècles, la crise de la nation.

La « Deuxième époque » étudie successivement : révolution de 1868-1873, contre-révolution de 1875 à 1902, puis, dans un dernier livre, les « essais de redressement national » jusqu'en 1950. Je pense que c'est à cette époque, plus que dans la précédente, qu'il eût fallu souligner le bond en avant des forces productives et des facteurs de transformation interne, en particulier de la renaissance intellectuelle, tout cela hrisé, exactement comme entre 1780 et 1815, par une défaite coloniale (1898), par la résistance armée et violente des forces contre-révolutionnaires, enfin par l'intervention systématique de l'étranger.

Mais, dans le récit politique, malgré les difficultés d'information objective, qui croissent à mesure qu'on se rapproche des épisodes les plus récents, je crois que l'ouvrage de M. Bruguera est parvenu au maximum de netteté et de sérénité réalisables dans l'analyse, sans prétendre — ce qui eût été absurde — à l'impassibilité. On devine, par là, les services qu'il rend aux historiens.

Sur l'interprétation et la présentation d'ensemble de ces derniers chapitres, je soulignerai volontiers la valeur des conclusions générales du livre, qui, sous leur aspect un peu théorique, me semblent renfermer des vérités solides et fondamentales, si le détail resiste à discuter.

Certains titres de chapitre ou de paragraphe me semblent, en revanche, assez mal choisis. Par exemple, s'il est exact qu'entre 1917 et 1923, l'Espagne hésite entre « révolution » et « fascisme », on ne peut qualifier la République, entre 1931 et 1939, d'« essai d'antifascisme ». La République de 1931, au contraire, a cru beaucoup trop à ses tâches positives (scolaires, constitutionnelles, etc.) et pas assez à la nécessité d'une lutte contre la violence venue de droite, réservant toutes ses méfiances au mouvement ouvrier ; l'« antifascisme » ne devient caractéristique, en 1936, qu'après le 18 juillet. La division de la période franquiste entre « joug

de la phalange » et « joug de l'Église » me semble, au contraire, assez bien fondée.

Les lacunes de l'ouvrage sont sensibles sur deux points : l'analyse des mouvements régionaux (et celle du protectionnisme qui joua, à leur origine, un si grand rôle) et, d'autre part, une totale négligence pour l'extraordinaire renouveau intellectuel, littéraire, artistique, dont l'Espagne de notre temps a fait la compensation de ses malheurs et de ses retards.

Enfin, j'ai insisté ailleurs (dans les *Annales*) sur la discussion de *méthode* que suggère l'ouvrage de M. Bruguera. Juxtaposant des paragraphes, dont le découpage est chronologique, et le contenu tour à tour purement économique (tableaux de chiffres non interprétés) et purement politique (avec un foisonnement de détails), pour aboutir à des conclusions relativement abstraites, l'ouvrage ne doit pas prétendre, pour cela même, au titre d'histoire structurale, ni davantage d'histoire marxiste, car le lien entre les faits économiques, sociaux, politiques, et leur interprétation théorique, n'est pas toujours dégagé.

Mais, si cette hésitation sur la méthode, dans l'ouvrage de M. Bruguera, rend sa consultation parfois incommode, il n'en reste pas moins un très utile instrument.

Pierre VILAR.

R. LIMOUZIN-LAMOTHE. Monseigneur de Quelen, archevêque de Paris, son rôle dans l'Église de France de 1815 à 1839, d'après ses archives privées.

T. I : *La Restauration* (Bibliothèque de la Société d'histoire ecclésiastique de la France). Paris, Vrin, 1955 ; in-8°, 357 pages.

En étudiant la carrière ecclésiastique de Mgr de Quelen, M. R. Limouzin-Lamothé a apporté une contribution particulièrement importante à l'histoire de la Restauration. Il est, en effet, peu de personnages aussi représentatifs et qui, sous traits aux fluctuations des élections ou des crises ministérielles, aient finalement joué un rôle plus décisif dans l'orientation de la politique gouvernementale que ce prélat associé dès les débuts du régime aux affaires de la haute administration ecclésiastique. De vieille famille bretonne, Mgr de Quelen était né dans l'hôtel de ses parents à Paris, où son père, officier de marine, séjournait régulièrement, le 8 octobre 1778. Il était le sixième de sept enfants, et, de même que ses frères aînés s'orientaient vers la carrière militaire, il était normal que ce cadet fût destiné à l'église. Il reçut la tonsure à l'âge de onze ans, en février 1790, au diocèse de Chartres, bien qu'il fût alors élève du collège de Navarre à Paris, peut-être pour éviter d'attirer l'attention sur une cérémonie que les circonstances auraient pu faire mal juger, puisqu'elle habilitait à recevoir un bénéfice au moment précis où la nouvelle organisation ecclésiastique empêchait de telles attributions. Tandis que son frère aîné émigrerait, le jeune de Quelen restait dans la région parisienne avec son père et sa mère. Ils ne quittèrent la capitale qu'en messidor an II pour se rendre à Versailles par ordre des autorités révolutionnaires, où ils demeurèrent en résidence jusqu'en 1797, avant de se retirer sur leurs terres de Bretagne. Pendant ces années de jeunesse, le futur archevêque avait été en contact avec plusieurs victimes des troubles révolutionnaires, et M. Limouzin-Lamothé estime, comme un biographe antérieur, Mgr Pisani, qu'ils eurent une influence profonde sur la vocation et sur la piété comme sur les opinions du jeune homme. Il ne rentra, en tout cas, au séminaire de Saint-Sulpice, reconstitué dans la rue Saint-Jacques à demi clandestinement, qu'en 1801 et interrompit bientôt ses études

pour aller soigner son père, si bien qu'il ne fut ordonné prêtre qu'en 1807 par l'évêque de Saint-Brieuc, Caffarelli ; il est vrai qu'il fut le jour même nommé chanoine honoraire de la cathédrale, préludant ainsi à une carrière particulièrement brillante, puisqu'il se trouvait quelques mois plus tard attaché à la Grande Aumônerie, collaborateur direct du cardinal Fesch, qui se trouvait justement présider le collège électoral des Côtes-du-Nord. Il suivit un instant celui-ci à Lyon, lors de la tension entre le cardinal et son neveu en 1811, bien qu'il fût dans l'intervalle devenu vicaire général de Saint-Brieuc et toujours attaché à la Grande Aumônerie.

Il se trouvait donc dans la capitale au moment du retour des Bourbons, auxquels il allait devoir une carrière encore plus brillante. Elle s'annonça dès qu'il fut chargé de prononcer à Saint-Sulpice l'oraison funèbre de Louis XVI, qui lui valut la décoration du Lys, car il avait condamné en des termes fort nets aussi bien les doctrines philosophiques que la Révolution, tout en affirmant, comme s'il en eût été le porte-parole attitré, le repentir de la France entière. Cette manifestation oratoire et la recommandation d'un ancien évêque de Rennes, ainsi que celle de la supérieure des maisons d'éducation de la Légion d'honneur, lui valurent également d'être affecté à titre définitif aux services de la Grande Aumônerie, sous la direction du nouveau titulaire de ce poste, l'archevêque de Reims de l'Ancien Régime, tout juste rentré d'émigration, ayant toujours refusé de donner sa démission, Mgr de Talleyrand-Périgord. Un tel homme ne pouvait évidemment pas avoir une connaissance très exacte des affaires administratives telles qu'elles se posaient sous le régime du Concordat, et, bien qu'il ne fût en théorie que chargé de la direction spirituelle des maisons de la Légion d'honneur et de l'hospice des Quinze-Vingts, le jeune abbé de Quelen fut étroitement associé à toutes les grandes questions débattues alors pour l'organisation de l'Eglise en France ; aussi bien les querelles autour de l'enseignement mutuel, auquel il était naturellement très hostile, que celles sur les pouvoirs et la compétence de la Grande Aumônerie. Il n'y a évidemment pas lieu d'être surpris si sur ce point il défendit avec une égale énergie les prérogatives de celle-ci tant qu'il y fut rattaché, puis les droits des prélats ordinaires, lorsqu'il fut devenu l'un d'eux. Il avait été également associé aux négociations autour du Concordat qui faillirent aboutir en 1817 à une refonte totale, et il avait été à cette occasion porté sur la liste des évêques *in partibus*, et il devint, le 1^{er} octobre 1817, évêque de Samosate dans une séance du consistoire, qui ne créa pas moins de trente évêques français. Il fut sacré le 28 dans la chapelle des Carmes, rue de Vaugirard, bien que les bulles pontificales n'eussent pas été encore enregistrées par le Conseil d'Etat. Il serait difficile de dire si ce manquement à la règle fut simplement la réponse à un retard peut-être volontaire de certains adversaires du nouvel évêque ou une prise de position de celui-ci pour affirmer la primauté de l'Eglise, mais le comportement ultérieur de Mgr de Quelen ne permet pas d'exclure cette dernière hypothèse. Peut-être aussi voulait-il par la cérémonie du sacre couper court à un revirement éventuel qui eût remis en question sa désignation, puisque les négociations sur la réforme du Concordat n'avaient pas abouti, si bien qu'il demeurait en quelque sorte disponible, toujours attaché à la Grande Aumônerie, puisque le cardinal de Talleyrand-Périgord n'était pas nommé au diocèse de Paris, et cette nomination avait au moins l'avantage de lui assurer une substantielle augmentation de traitement. Mgr de Quelen, d'autre part, jouait un grand rôle dans toutes les négociations qui devaient aboutir progressivement au retour en fonction des prélats qui avaient autrefois refusé de démissionner,

et il ne cessait pour autant ni sa prédication ni ses encouragements aux œuvres.

Lorsque le cardinal de Talleyrand-Périgord fut, enfin, installé dans son diocèse de Paris en 1819, la faveur de Mgr de Quelen était telle qu'il était en même temps nommé coadjuteur avec future succession. L'âge et les infirmités du cardinal l'obligeaient, en effet, à avoir près de lui un homme jeune, actif, dans lequel il pût avoir pleine confiance et dont les idées correspondaient aussi bien aux siennes propres qu'à celles du gouvernement. Ce fut donc Mgr de Quelen qui s'occupa aussi bien de choisir les nouveaux vicaires généraux que de réorganiser un clergé trop peu nombreux et surtout trop âgé, tout en profitant pour multiplier les œuvres des bonnes dispositions des autorités. Sa notoriété lui valut d'être désigné pour prononcer à Saint-Denis l'oraison funèbre du duc de Berry, qui allait être considérée par beaucoup comme un manifeste politique, d'un royalisme intransigeant, unissant étroitement la cause de la religion catholique et celle des Bourbons.

Le 20 octobre 1821, Mgr de Quelen devenait archevêque de Paris, à la mort du cardinal de Périgord. S'il fut obligé d'abandonner alors son poste de vicaire général de la Grande Aumônerie et fut peut-être déçu en voyant que la charge de Grand Aumônier était confiée comme autrefois à l'évêque de Strasbourg, le prince de Croy, il n'eut aucun changement à apporter dans l'organisation d'un diocèse qui était en fait déjà le sien. Il n'eut qu'à donner plus libre cours à son effort de propagande par les missions, qui devait aboutir aux manifestations de l'année jubilaire et à la cérémonie expiatoire de la place de la Concorde. Le rétablissement du culte au Panthéon, redevenu l'église Sainte-Genève, les encouragements à la dévotion au Sacré-Cœur, de nombreuses prédications, des mandements marquèrent l'activité du nouvel archevêque de Paris pendant les dernières années du règne de Louis XVIII et au début de celui de Charles X. Encore faudrait-il peut-être rattacher une partie de ces derniers textes plutôt à l'action politique qu'il eut comme pair de France à partir de 1822. Il fut évidemment mis en relief par son éloquence, bien qu'il ne prit la parole que sur les questions qui intéressaient directement la religion catholique, comme lors des discussions sur la loi de sacrilège, ou aussi sur cette mesure de conversion des rentes qui allait amener un tel désarroi et une si profonde division dans la majorité gouvernementale, jusqu'alors fidèle à Villèle, où l'archevêque prit la défense des petits rentiers. Naturellement, le caractère de Mgr de Quelen le portait à défendre les prérogatives épiscopales, qu'il s'agit des funérailles de Louis XVIII ou des cérémonies à l'occasion du sacre, voire de simples problèmes de juridictions et de compétences, en raison de l'existence même de la Grande Aumônerie. Il avait de même été associé aux remous de la querelle soulevée autour des Jésuites par les écrits de M. de Montlosier et de Lamennais, mais il est révélateur de voir qu'il n'avait pas signé, bien qu'ayant participé aux débats, l'exposé auquel avait adhéré soixante-dix prélats sur les droits des rois dans l'ordre temporel. Il fit de même des difficultés lorsque fut envisagée la création d'une école de hautes études ecclésiastiques. Il fut, enfin, le rédacteur du Mémoire que l'archevêque de Toulouse, le cardinal de Clermont-Tonnerre, allait envoyer en tant que doyen de l'épiscopat à tous les prélats français pour protester contre les ordonnances de 1828 sur l'organisation des petits séminaires.

Ces discussions n'empêchaient pas Mgr de Quelen de demeurer très attaché aux Bourbons et de profiter de toutes les occasions pour affirmer avec force cette union du trône et de l'autel qui demeurerait sa grande pensée. Il la manifesta avec

un éclat tout particulier lors du jubilé de 1829 ou dans le mandement ordonnant des prières d'action de grâce après la prise d'Alger, comme dans le sermon qu'il prononça à cette occasion en présence de Charles X. M. Limouzin-Lamothe pense que l'archevêque, cependant, ne souhaitait, par certaines phrases évidemment confuses, qu'une victoire électorale des partisans du ministère et non le succès d'un coup de force. La formule était, en tout cas, aussi malheureuse que plus tard celle du « cœur léger » d'Ollivier et devait soulever des rancunes durables.

Cette activité politique, cependant, n'avait pas empêché Mgr de Quelen de continuer à s'occuper de ses parents, du moins de ceux dont la conduite lui plaisait, qui lui durent des avancements plus qu'honorables. Il se conduisait, en somme, à peu près comme l'avaient fait autrefois tant d'archevêques de Paris, en bon administrateur et en défenseur de l'union du trône et de l'autel. Son rôle comme guide spirituel ne semble pas avoir témoigné d'une foi particulièrement profonde, mais surtout d'un attachement formaliste aux rites et aux manifestations extérieures du catholicisme de son temps, et ce comportement du prêtre éclairé sans aucun doute quelques-unes des difficultés rencontrées par le prélat dès que fut critiqué le régime qu'il avait soutenu avec autant de conviction que de maladresse.

Jean VIDALENC.

Helmut GOETZ. Marc-Antoine Jullien de Paris, 1775-1848. Der geistige Werdegang eines Revolutionärs. Ein Beitrag zur Geschichte der Vorläufer internationaler Organisationen der 20 Jahrhunderts. Dornbirn, Hugo Mayer, 1954 ; in-8°, 271 pages, 1 reproduction de portrait.

On connaît dans ses traits généraux la longue carrière de Marc-Antoine Jullien de Paris, qui, ayant vécu soixante-treize ans, a connu la Révolution, l'Empire, la Monarchie censitaire et l'aube des temps nouveaux saluant la Seconde République. On sait, depuis que son descendant, M. Lockroy, publia, en 1881, les lettres de la mère de Marc-Antoine Jullien, dans quelles idées l'éleva cette femme énergique, tout acquise aux idées révolutionnaires, mariée au conventionnel dauphinois Marc-Antoine Jullien de la Drôme. On a appris, par les travaux de MM. Godechot et Bécamps, le rôle joué par Jullien de Paris dans la répression du fédéralisme et dans les poursuites exercées contre les Girondins proscrits. Et, certes, M. Goetz apporte encore de nouvelles précisions, moins sur les vicissitudes de l'existence de son personnage que sur les changements opérés dans ses idées. Le 9 thermidor, en brisant les liens qui unissaient Jullien de Paris à Robespierre, constitue dans la vie intellectuelle de Jullien, qui est l'objet propre de l'étude de M. Goetz, une très importante césure. Une révision complète de ses principes est opérée par Jullien de Paris, amené à établir un système politique qui lui fait distinguer entre la République libérale, qui a ses faveurs, la monarchie constitutionnelle, l'anarchie, dont la Terreur lui a fourni quelques applications, la dictature militaire, qui est prête à s'instaurer avec Bonaparte. Et, certes, entre celui-ci et l'ancien agent de Robespierre, s'opéreront plusieurs contacts, qui sont des heurts, et dont M. Goetz ne retrace pas l'histoire. En tout cas, à quelques expériences révolutionnaires, plus ou moins vérifiées — comme celle du bonheur commun, d'origine robespierriste ou babouviste, ou celle de la fédération, appliquée à l'Europe tout entière et peut-être au vaste monde — Jullien de Paris joint les connaissances que lui

ont léguées les encyclopédistes, Condorcet en tête, et celles que lui fournissent les œuvres de ses contemporains, Fichte, Owen, Sismondi, pour l'étranger, Fourier et Saint-Simon, pour la France. De ce conglomérat idéologique, il tire un système, dont la *Revue encyclopédique* sera l'expression de 1818 à 1830 et qui constitue un pont, une liaison entre Bacon, les encyclopédistes du XVIII^e siècle, les novateurs du XIX^e siècle — ceux-mêmes du XX^e. Car l'effort d'interprétation de M. Goetz dépasse singulièrement la date de la disparition même de Jullien de Paris, et dans les entreprises intellectuelles de la S. D. N., puis de l'O. N. U., en particulier dans l'U. N. E. S. C. O., il distingue un rapport de filiation très étroit. En particulier, dans les recherches et hypothèses pédagogiques de Jullien de Paris, commentateur de Pestalozzi, M. Goetz trouve un mode d'application limité, mais indispensable, de la classification des sciences, dans la pédagogie comparée, une méthode pour déterminer scientifiquement les modes les plus propres à faire connaître au plus grand nombre de vivants les moyens d'augmenter le contenu de leurs connaissances, la puissance de leur action, la certitude de leur bonheur.

Avec une pratique de la pensée encyclopédique et pédagogique rare, avec une connaissance poussée des événements historiques, M. Goetz a pu établir une monographie originale de l'œuvre et de l'idéologie de Marc-Antoine Jullien de Paris, passant du fanatisme révolutionnaire à la tolérance libérale. Le classement des sources utilisées, dont la liste termine cet ouvrage, est à lui seul un garant de la méthode appliquée par l'auteur.

Georges BOURGIN.

Martin GERHARDT. Friedrich von Bodelschwingh. Bielefeld, Verlag der Anstalt Bethel, 1950 ; 2 vol. in-8°, VIII-569, 271 pages.

Martin Gerhardt est mort avant d'avoir achevé sa grande biographie de Bodelschwingh. Le pasteur Adam en écrira les quelque 300 pages qui manquent. Les deux volumes déjà publiés se signalent par le scrupule de leur auteur. Il ne laisse rien dans l'ombre. On s'en impatienterait même d'abord : était-il indispensable de consacrer 25 pages à la généalogie des Bodelschwingh depuis l'an 1272 ? Et puis on se soumet au rythme lent de cette maturation. Frédéric de Bodelschwingh, fils d'un ministre de Frédéric-Guillaume IV, fut pénétré dès sa plus tendre enfance par le renouveau religieux qui inspira toutes les doctrines conservatrices protestantes. Il ne connut jamais l'inquiétude religieuse. Il s'orienta d'abord vers la gérance de domaines étrangers, car il était cadet et ne pouvait hériter des propriétés paternelles ; puis en 1854, à vingt-trois ans, peu après la mort de son père, il décida de suivre sa vocation religieuse.

Désireux de mener une vie active et utile, il s'instruisit à Bâle, siège de la plus importante société de missions protestantes. Il y passa trois ans, puis, après un semestre d'études à Berlin, qui lui permit d'être régulièrement ordonné pasteur luthérien, il renonça au poste que la société bâloise lui offrait aux Indes et partit pour Paris.

Pendant six ans, il regroupa et instruisit les Allemands de La Villette dans l'église et dans l'école qu'il avait construites rue de Crimée. Sur la vie des quelque 60 à 80.000 Allemands de Paris, comme sur l'activité de la société des missions de Bâle, l'auteur nous donne de bonnes synthèses, fondées sur une utile bibliographie. Ce furent ensuite les fécondes années de Dellwig, où le pasteur, qui avait épousé

sa cousine, rédigea un journal paroissial et prêcha la soumission aux décrets divins, la tempérance, la charité. Une épidémie lui enleva ses quatre enfants, qui s'éteignirent, heureux de rejoindre leur créateur. Il en eut quatre autres par la suite.

C'est en 1871 qu'il s'engagea dans la voie qui le rendit célèbre. Il prit à Bielefeld la direction des instituts fondés pour soigner les épileptiques et pour former des diaconesses. Peu à peu, les maisons se multiplièrent à Bethel : cliniques pour épileptiques des deux sexes, maison d'infirmiers à côté de celle des diaconesses, église, centre d'accueil pour les compagnons sans ressources.

Bodelschwingh ne se mêla qu'accessoirement de politique. Mais il s'y montra très ferme dans ses convictions. Il fut un véritable champion du paternalisme, combattit les sociaux-démocrates chaque fois qu'il en eut l'occasion, prit la défense de son ami Stoecker, malgré le caractère démagogique de la campagne antisémite entreprise par celui-ci à partir de 1878. Les relations entre les deux pasteurs se relâchèrent après 1884, mais la condamnation par Guillaume II, en 1896, du parti chrétien-social de Stoecker et de l'intervention des prêtres dans la politique toucha Bodelschwingh aussi. La défense de l'école confessionnelle, l'inquiétude qu'éveillait en lui le progrès du socialisme le poussaient à suivre de plus en plus près l'évolution politique. Ce sera là, sans doute, le sujet des chapitres par lesquels le pasteur Adam nous promet d'achever cette biographie monumentale.

H. BRUNSWIG.

Robert W. TWYMAN. *History of Marshall Field et C^o, 1852-1906*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1954 ; in-8^o, 249 pages.

Habituellement, la seconde moitié du XIX^e siècle apparaît dans l'histoire des États-Unis comme étant l'« âge du *big business* », celui de la U. S. Steel, de la Standard Oil et de J. P. Morgan. Mais l'auteur estime que le grand commerce n'a pas joui alors d'un essor moins spectaculaire et il se propose de nous présenter une des plus grosses affaires de ce secteur économique. Non qu'il ait pu aisément se documenter : il ne semble pas que la firme se soit prêtée volontiers à ses recherches avant 1942, date à laquelle elle a envisagé la célébration du centenaire de sa fondation ; en outre, des archives ont disparu lors des incendies de 1871 et de 1877 ou ont été volontairement détruites à la mort du fondateur, Marshall Field, en 1906 ; il subsiste bien des lacunes dans les statistiques qui se rapportent aux comptes, investissements et bénéfices ; il faut aussi se résigner à ne pas tout savoir des rapports entre la direction et les syndicats. Néanmoins, l'abondance des matériaux est encore telle qu'une monographie très consciencieuse et fort utile a pu être écrite qui nous apprend beaucoup sur la marche de l'activité américaine depuis les années cinquante.

À l'origine de l'affaire, nous trouvons la raison sociale Palmer et C^o. Palmer est arrivé à Chicago en 1842. Il dispose de 5.000 dollars, qui lui permettent d'ouvrir un commerce de détail dans cette ville malpropre de la « frontière ». Ses débuts sont modestes. Toutefois, il réussit à attirer la clientèle en pratiquant le paiement contre factures à domicile, en reprenant les articles défectueux et en rendant son magasin confortable ; simultanément, il ménage le personnel en lui procurant des placements lucratifs et en menant campagne pour la fermeture avant huit heures du soir. Dès 1857, il occupe les quatre étages de l'immeuble, Lake Street. Ayant commencé avec de la mercerie et des articles de nouveauté, il ouvre de nombreux

rayons nouveaux et se lance dans le gros. Pour cela, il achète sans intermédiaire aux fabricants de la Nouvelle-Angleterre. Ses ventes à bas prix, il les annonce fréquemment dans la presse locale. Il consent la vente à crédit, mais encore prudemment. C'est la guerre de Sécession qui l'enrichit considérablement, car il a confiance et sait stocker; du reste, il fait aux soldats et à leurs familles des dons qui sont appréciés. Quand il tombe malade en 1865, il s'associe deux employés d'une autre maison de Chicago, Levi Leiter et Marshall Field, qui ont amassé un petit capital. Ils se laissent persuader, deux ans plus tard, de déménager pour un superbe immeuble, construit State Street, dans un quartier neuf, appelé à un grand avenir.

Field n'est pas un novateur. Il pratique le commerce de détail, selon les méthodes qui ont fait la fortune de Palmer. Tout au plus élargit-il le champ d'action de la maison en achetant directement à l'étranger. Comme il songe à satisfaire la clientèle bourgeoise, il ouvre un bureau d'achat à Paris en 1869 et, en 1871, son frère Joseph se rend à Manchester pour en ouvrir un autre. Il expose et débite ainsi, à des prix qui n'ont rien d'excessif, les articles renommés de France et d'Angleterre. Parallèlement, il développe le gros qui rapporte davantage et domine bientôt tout le petit commerce du Nord-Ouest pour la mercerie et la nouveauté. C'est son associé Leiter qui met au point un système de crédit à la fois souple et prudent basé sur la pratique d'enquêtes soigneuses. Jusqu'en 1871, en dépit de quelques difficultés passagères, l'ascension se poursuit régulièrement.

Une période de crises s'ouvre avec un événement accidentel, le grand incendie de 1871 qui ravage la totalité des magasins, et avec la dépression économique qu'amorce la fermeture de la grande banque Jay Cooke et Co en 1873. Field parvient à se réinstaller rapidement dans des locaux neufs, mais il souffre davantage de la concurrence qui entraîne une baisse des profits. Une grande bataille doit être, par exemple, livrée en 1876-1877 à une succursale de la grosse affaire A. T. Stewart et Co; celle-ci liquidera en 1882. Field triomphe également de Claffin et Co, mais restera aux prises avec Farwell et avec Carson. Non sans mérite, puisqu'un second incendie détruit le magasin de State Street en 1877. Brouillé avec Leiter, il l'élimine de la direction en 1881 et continue avec 46 % des parts.

L'auteur arrête un moment son récit pour décrire l'organisation de l'affaire. Le principe est de choisir les dirigeants dans le personnel subalterne (« *office boy to-day, partner to-morrow* ») et de développer l'autonomie des rayons. Une hiérarchie très stricte s'est ainsi créée, comme dans une administration, Field laissant une grande initiative aux directeurs généraux, mais leur demandant de fréquents rapports et effectuant lui-même des inspections journalières. La plupart des 2.000 employés sont assez mal rétribués (8 dollars par semaine) et les jeunes, de onze à treize ans, coursiers, *grooms* et apprentis, reçoivent au plus 2 dollars; les femmes, qui sont en majorité, gagnent moins que les hommes et la gêne hante bien des foyers. Par contre, Field récompense les plus aptes, leur offre des bonis et des participations aux bénéfices. Il semble, d'ailleurs, que le patron ait obtenu la formation d'un véritable esprit de corps, que l'ensemble de son personnel s'attache aux réalisations d'un paternalisme avisé : journée de travail qui, débutant à huit heures, s'achève, sauf à l'époque des poussées, dès dix-sept heures et demie, congés de maladie et même de vacances, secours aux invalides et aux vieux, études offertes aux enfants méritants, relatif confort des locaux de vente et de réparations, le tout sous une surveillance très stricte de la tenue vestimentaire, des mœurs et

du placement des économies. Quant à Field, si nous ne savons quel est son genre de vie, nous pouvons supposer qu'il a les moyens de mener grand train, étant un des propriétaires de terrains les plus riches de Chicago et ayant effectué des placements dans maintes entreprises bancaires et industrielles (grande participation au capital de la maison Pullman).

Il est remarquable que, tout en faisant fructifier à bon escient son immense fortune, Field lâche la bride à un état-major de jeunes, formés à son école. C'est John G. Shedd, travailleur acharné, qui, devenu directeur de la maison de gros, s'efforce de multiplier les bureaux à l'étranger, s'assure l'exclusivité pour certains produits de marque (les gants de chevreau que livre la maison française Fortin et Deschamps, par exemple) et crée même des fabriques (pour les vêtements de fourrures, entre autres articles). C'est surtout Selfridge, chef du détail, organisateur brillant, épris de changement et toujours en mouvement, soucieux de suivre la dernière mode et de s'émanciper du magasin de gros en s'adressant, lui aussi, aux fabricants, persuadé que le catalogue et l'annonce dans le journal, la livraison à domicile et l'amabilité envers la clientèle doivent nécessairement attirer celle-ci. La foule élégante trouve chez Field, vers 1890, de quoi charmer ses loisirs : des cabinets de lecture et de correspondance, une salle de repos, un *tearoom*, une nursery sont successivement ouverts ; en 1902, une bibliothèque. L'étalagiste Fraser, qui restera quarante-neuf ans au service de la maison, y entre en 1895 et contribue non moins à séduire le public.

Dans ses dernières années, le grand patron résiste aux entraînements. S'il construit toujours pour agrandir sans cesse ses établissements, par contre il répugne aux dépenses publicitaires et réproouve le recours au sensationnel. Très affecté par les grèves de 1902-1905, il se brouille avec Selfridge, qui, mécontent de ne pouvoir devenir son associé, ira à Londres ouvrir une affaire pour son compte. Remarié, en 1905, à une jeune veuve, il perd peu après son fils unique et meurt, non sans avoir décidé que, sa femme héritant d'un million de dollars, un autre million irait à sa belle-fille, six millions à sa propre fille, quelques autres millions à des fondations et seulement 100.000 dollars au personnel.

M. Twyman ne nous épargne pas la peine. Son plan est à peu près rigoureusement chronologique. Il revient de la sorte maintes fois sur les mêmes problèmes. Ainsi les arbres cachent souvent la forêt. Ici, on nous affirme que Field se refuse à insérer des annonces dans les journaux du dimanche par scrupule religieux et plus loin on nous laisse entendre que c'est par esprit d'économie qu'il préfère l'annonce du lundi à celle du dimanche. Les tableaux statistiques se trouvent dispersés à travers le volume, alors qu'on aimerait à les pouvoir confronter aisément. Disons que ce dernier travail gagnerait à être fait. Car l'auteur nous livre des trésors de chiffres à exploiter : seize tableaux numériques qui permettent de dresser des courbes éloquentes, à comparer évidemment, et en particulier avec celles du mouvement général de la production, des affaires et des prix. Toutefois, deux graphiques montrent la progression du chiffre d'affaires entre 1867 et 1906 (on aurait pu tout aussi bien établir celui des profits nets en le tirant du tableau XV de la page 177). Un complément comporte des notes assez abondantes avec indication de références, une bonne bibliographie et un index alphabétique et analytique qui rendra de réels services. Un second volume est annoncé qui nous mènera jusqu'à nos jours.

Robert SCHNERB.

- I. — John King FAIRBANK. *Trade and diplomacy on the China coast, the opening of the treaty ports, 1842-1854*. Cambridge-Mass., Harvard University Press, 1953. Vol. I, texte ; xiii-489 pages. Vol. II, notes de référence et appendices ; 88 pages.
- II. — D. BONNER-SMITH et E. W. R. LUMBY. *The second China war, 1856-1860*. Londres, Navy Records Society, 1953 ; xxii-413 pages, trois cartes.

I. — Les travaux historiques relatifs à l'ouverture de la Chine, en Occident, ont été trop souvent menés de façon très unilatérale, se bornant à l'étude des documents occidentaux et à l'analyse du comportement occidental. N'échappaient à cette critique ni les travaux classiques de Cordier ou de Fredet, ni ceux de Morse, malgré son plus grand souci d'objectivité.

C'est l'originalité de l'ouvrage de M. Fairbank, que de conduire de front, par un effort dont peu d'historiens sont capables, l'examen des sources occidentales (correspondance diplomatique, presse, documents officiels, archives privées, comme celles de la firme Jardine, Mathieson and Co), et celui des documents chinois gouvernementaux ou privés (en particulier le *Ch'u pan I-wu shih-mo* ou tableau complet de la gestion des affaires barbares, et le *Ta-tch'ing hui-tien* ou recueil des Statuts de la dynastie Ts'ing). Il a pu, à partir de cette très vaste information, présenter un tableau vivant et complet des « ports ouverts », Changhai, Ningpo, Fouchéou, Amoy, Canton, depuis la première guerre de l'opium jusqu'à ce que, en 1854, les Occidentaux amorcent par leur mainmise sur les douanes de Changhai une complète révision de l'appareil des traités de 1842-1844.

Le premier volume ne contient que le texte principal de son ouvrage. Il a réservé pour un second volume, imprimé à un plus petit nombre d'exemplaires et selon un procédé moins coûteux, tout l'appareil scientifique : notes de références de chaque chapitre, tables du personnel diplomatique et commerçant britannique en Chine, bibliographie (très complète) des ouvrages occidentaux et chinois, glossaires des termes chinois (noms propres, termes institutionnels, transcriptions chinoises des termes et noms occidentaux) : procédé qui oblige à manier les deux volumes simultanément à la lecture, mais qui est certainement préférable à la tendance de beaucoup d'éditeurs à réduire les appendices dont seuls les spécialistes ont usage.

M. Fairbank montre d'abord, en s'appuyant sur le système du tribut, sur l'étroite organisation du commerce cantonais avec l'étranger, avant 1840, sur le bas niveau des connaissances géographiques des mandarins, combien la Chine du xix^e siècle était mal préparée au contact avec l'Occident. Il étudie ensuite le règlement sino-britannique de 1842-1843, tel qu'il résulte de la guerre de l'opium, règlement dont se satisfait le commissaire impérial K'i-ying, partisan d'un compromis avec les étrangers. Ses chapitres les plus neufs concernent les vicissitudes, de 1843 à 1851, de l'appareil des traités. Les Chinois ne consentent qu'à contre-cœur à suivre la politique conciliatrice de K'i-ying, et les Occidentaux n'ont d'appui sérieux que chez quelques profiteurs et aventuriers, la plupart d'origine cantonaise, et qui sont « remontés » avec eux quand ont été ouverts les ports du Centre. Les commerçants britanniques et américains continuent, d'ailleurs, à préférer la contrebande, non seulement de l'opium, mais de toutes sortes de marchandises — sinon même la piraterie dans un certain nombre de cas. La prise de

Changhai, en 1853, par la secte du Petit Couteau (affiliée à la Triade) fournit l'occasion qu'attendaient les partisans d'une plus large pénétration en Chine : les consuls de Changhai, en accord avec le *taotai* Wu Samqua, ancien marchand *hong* de Canton, établissent dans le port un organisme nouveau dont ils ont directement le contrôle : l'Inspection générale des Douanes, organisme promis à un brillant avenir.

Ce sec résumé ne donne qu'une faible idée de la richesse d'information que présente l'ouvrage de M. Fairbank, et en particulier ses analyses de la complexe société des ports ouverts, où se rencontrent côte à côte marchands et aventuriers occidentaux, trafiquants cantonnais, mandarins et commerçants chinois d'ancien style. Mais l'auteur a voulu renouveler l'étude de l'ouverture de la Chine, non seulement par sa méthode de recherche, mais par une thèse qui est la suivante : les formes d'organisation, le dispositif commercial et politique mis au point par les Occidentaux en Chine après la première guerre de l'opium, ne peuvent se comprendre que dans un contexte chinois ; ces formes et ce dispositif représentent de la part des Occidentaux un compromis, une concession considérable aux habitudes et aux traditions chinoises. La pratique même des « ports ouverts » continue celle des « ports réservés au tribut » dans la Chine ancienne. La juridiction consulaire ne diffère pas tellement des privilèges des marchands arabes à Canton au Moyen Age. Les fonctionnaires occidentaux des douanes de Chine sont « les héritiers de P'u Shou-heng, Marco Polo et Adam Schall ». Et, pour résumer la pensée de l'auteur, « the theory of imperialism is not the only avenue of approach to her (China) foreign relations ».

S'il s'agit par là de souligner le caractère volontaire de l'acquiescement du gouvernement mandchou et de la plupart des mandarins chinois au système imposé de force par les Occidentaux, on ne peut que se rallier aux conclusions apparemment paradoxales de M. Fairbank. Il s'agissait pour les couches sociales au pouvoir de se maintenir à tout prix, contre une opposition populaire grandissante (la révolution Taiping est imminente). Il est alors très compréhensible que les mandarins aient envisagé le nécessaire compromis avec les Occidentaux dans des formes qui n'étaient pas sans précédent dans leur propre tradition. Mais est-ce à dire que les « traités inégaux » (expression courante en Chine, mais dont se garde M. Fairbank) ne résultent pas principalement des ambitions économiques de l'Occident et ne diffèrent pas fondamentalement, par là même, des relations qui pouvaient exister autrefois entre la Chine et l'étranger ? L'étude de M. Fairbank, même si elle s'abstient systématiquement de relier le comportement local des Occidentaux en Chine au mouvement général des forces économiques en Occident à cette période critique, n'empêche pas la conviction sur ce point.

II. — Les documents britanniques que vient de publier la « Navy Record Society » sur la seconde guerre de l'opium, et dont la plupart proviennent du *Public Record Office*, ne laissent aucune équivoque sur la nature et la vigueur des pressions qui s'exercent alors sur la Chine. Ces 247 pièces, présentées dans une luxueuse édition, sont classées par ordre chronologique : affaire de la *lorcha Arrow*, nomination de Lord Elgin, prise de Canton, expédition du Peiho, fin de la mission Elgin. Tout au plus peut-on regretter, du point de vue technique, que les éditeurs n'aient pas composé une table de concordance entre les transcriptions alors en usage et celles qui sont adoptées aujourd'hui (par exemple, Wade-Giles) ; il est fâcheux qu'ils aient, au contraire, conservé dans leurs commentaires ces formes dé-

suètes : *yamun* pour *yamen*, *Tau* pour *Tao*, *Keying* pour *Ch'i-ying*, *Nan-hae* pour *Nanhai*, etc.

Ces documents sont reproduits intégralement. Cette précieuse publication facilitera considérablement la tâche des historiens de cette période. Citons, par exemple, la réponse de l'amiral Seymour à une adresse des marchands et des lettrés de Canton (5 novembre 1856) : « There is no part of the city which guns cannot reach, and, with the means at the disposal of the force, its utter destruction is perfectly practicable at any moment, should such a measure appear necessary. Let the people be well assured of this. »

J. CHESNEAUX.

Eugene P. BOARDMAN. *Christian influence upon the ideology of the Taiping rebellion*. Madison, University of Wisconsin Press, 1952 ; 188 pages.

Il faut se réjouir de la publication de la thèse de doctorat de M. Boardman, dont seul un résumé avait été jusqu'ici publié (*Far Eastern Quarterly*, février 1951). Un dépouillement très poussé des nombreuses sources chinoises et occidentales relatives aux Taiping (un excellent appendice bibliographique complète, d'ailleurs, l'ouvrage) lui a permis de dresser un catalogue détaillé des emprunts Taiping au christianisme, en matière de théologie, de morale, de liturgie et d'organisation ecclésiastique. Inventaire qui montre bien le caractère fragmentaire et décousu de ces emprunts : ils portent sur le monothéisme, le décalogue, le culte du Christ sauveur et incarné, le baptême, l'observance du jour du Seigneur, la notion de péché, l'eschatologie du ciel et de l'enfer (désignés par les néologismes *T'ien-t'ang* et *Ti-yu*).

Il resterait, et l'on ne peut se satisfaire ici de la trop brève conclusion de M. Boardman, à expliquer ce que représentent sur le plan de l'histoire générale ces emprunts eux-mêmes, si surprenants dans un pays dont on souligne d'ordinaire la méfiance à l'égard de tout ce qui vient de l'étranger. M. Boardman suggère qu'ils constituent un expédient des Taiping pour fanatiser leurs troupes et renforcer leur discipline (en particulier dans leur comportement à l'égard des civils), ou qu'ils étaient un geste destiné à mieux gagner la confiance des Occidentaux. Il incline en même temps à penser que ces emprunts à l'étranger ont choqué le loyalisme confucéen et le patriotisme de la masse du peuple chinois et creusé un fossé entre lui et les chefs de la révolution. Mais c'est oublier que le christianisme, en tant que religion occidentale, était pratiquement inconnu du grand nombre de ceux à qui s'adressaient Hung et son entourage, car l'activité des missionnaires se limitait alors à quelques quartiers des ports ouverts. C'est oublier aussi que le confucianisme n'était pas réellement populaire, mais que ce système de pensée était étroitement lié à la « scholar-gentry », et que le mouvement Taiping, dont le caractère principal était d'être une révolution agraire dirigée contre lettrés et propriétaires fonciers, était normalement conduit à lutter contre l'idéologie de ceux-ci et à proposer aux paysans une idéologie opposée.

Mais pourquoi les chefs Taiping ont-ils été chercher dans le christianisme des éléments de leur nouvelle foi, alors que c'était le taoïsme et les autres cultes paysans qui, au Moyen Âge chinois, avaient fourni l'appareil politico-religieux des jacqueries des Sourcils Rouges, des Turbans Jaunes, des Chevaux de bronze ? Il est regrettable que M. Boardman n'envisage même pas cette question capitale.

Ne peut-on pas — c'est là une suggestion — s'éclairer ici de l'exemple qu'offrent,

encore en plein xx^e siècle, les manifestations aberrantes de christianisme qui se rencontrent en si grand nombre dans certains pays coloniaux et dépendants : telles les sectes nationalistes christianisantes d'Afrique noire ou les mouvements millénaristes de Mélanésie britannique. Dans ces mouvements, la lutte pour la libération du pays représente en même temps des aspirations au progrès (surtout technique) dont les Occidentaux détiennent les secrets. Mais, à ce stade élémentaire, cette lutte est encore dépourvue d'idéologie proprement politique et s'exprime sous forme religieuse : ainsi s'opère un curieux amalgame d'éléments chrétiens et d'éléments traditionnels, qui caractérise le kibangisme du Congo belge, la prédication de Jomo Kenyatta au Kenya ou le « mouvement du Cargo » en Mélanésie.

N'est-ce pas là aussi le caractère du mouvement Taiping, révolution agraire dont l'originalité est de se situer à l'époque où la Chine commence à passer sous la domination de l'Occident? Hung Hsiu-ch'üan avait fréquenté à Canton les Occidentaux. N'avait-il pas été frappé de leur supériorité technique? Le rôle de Hung Jen-kan, ce cousin de Hung Hsiu-ch'üan qui avait été catéchiste des missionnaires protestants et qui, devenu premier ministre, envisagera de moderniser la Chine par des chemins de fer, des journaux, des postes, des usines, semble caractéristique des liens qui existent entre cette question du progrès technique et les emprunts chrétiens des Taiping. C'est dans ce sens que, nous semble-t-il, il faut chercher l'explication la plus satisfaisante de ce vaste problème, à l'étude duquel l'ouvrage de M. Boardman apporte déjà une indispensable contribution.

Jean CHESNEAUX.

Ralph L. POWELL. *The rise of chinese Military power, 1895-1912*. Princeton, Princeton University Press, 1955; 383 pages.

Joseph R. LEVENSON. *Liang Ch'i Ch'ao and the mind of modern China*. Cambridge-Mass., Harvard University Press, 1953; 256 pages.

Marius B. JANSEN. *The Japanese and Sun Yat-sen*. Ibid., 1954; 274 pages.

Les profondes transformations qui s'opèrent en Chine au lendemain de la première guerre mondiale — et que symbolise le mouvement du 4 mai 1919, retenu comme terme de leur périodisation par les historiens marxistes chinois — se préparaient depuis la fin du xix^e siècle; trois ouvrages américains viennent d'en illustrer différents aspects.

M. Powell, lui-même ancien membre d'une mission militaire américaine en Chine, étudie par le menu la formation des armées modernes, appelées à jouer un rôle de premier plan à l'époque des « seigneurs de la guerre »; entraînées par des techniciens étrangers, équipées de matériel à peu près moderne, liées surtout à la personne de leurs chefs, elles sont fort différentes des armées d'autrefois, objet du mépris des civils. Il en fait remonter l'origine aux armées levées par Tseng Kuo-fan et Li Hong-tchang avec l'aide occidentale contre les Taiping, à cause de la carence des Mandchous. C'est au lendemain de la défaite de 1895 que Tchang Tche-tong, puis Yuan Che-kai organisent avec l'aide de conseillers japonais et allemands « l'armée pour le renforcement de la Chine par elle-même » (*Tse-kiang kuan*), l'armée du territoire (*Lou kuan*), l'armée des mers du Nord (*Pei-yang kuan*). La dynastie mandchoue n'a pratiquement pas d'autorité sur ces armées, dont les chefs la sauvent en 1900, mais l'abandonnent en 1911-1912.

L'étude de M. Powell, précise et complète, souffre peut-être toutefois d'une conception un peu étroite, un peu « professionnelle » du sujet. Car il resterait à préciser le rôle joué par ces armées sur le plan social et non plus politique. L'inflation des effectifs militaires ne découle-t-elle pas au moins en partie de la crise agraire, qui, au même moment, pousse à s'expatrier des millions de paysans? Et ces armées, en retour, ne sont-elles pas des forces mises à la disposition des possédants, pour maintenir l'ordre à la campagne et éviter le retour de soulèvements comme ceux des Taiping et des *Nien-kien*? M. Powell remarque qu'au moment de la guerre des Boxers, les chefs de l'armée régulière se sont bien gardés de faire appel contre les Occidentaux aux guérillas paysannes. Ce fait aurait pu le conduire à élargir dans ce sens son étude.

La carrière intellectuelle et politique de Liang K'i-tch'ao, que retrace la monographie de M. Levenson, confirme bien combien est forte dans la Chine du début du xx^e siècle la pression de l'ancien régime social, la tendance à conserver à tout prix les anciens rapports entre paysans et possédants.

Ce jeune lettré cantonais participe, âgé de vingt-cinq ans à peine, au mouvement de réforme de 1898, aux côtés de son maître K'ang Yeou-wei. Échappé de justesse à la police de Tseu-hi pendant le coup d'État de septembre, il se réfugie au Japon et reste douze ans en exil. Mais il demeure étranger au mouvement révolutionnaire et républicain chinois, qui entraîne alors la plupart des adversaires de l'Ancien Régime. Un projet d'entente entre ses partisans et ceux de Sun Yat-sen échoue, et Liang va se trouver de plus en plus dépassé. Tout en continuant de critiquer la tradition confucéenne, il se réfugie dans une sorte de chauvinisme conservateur, que M. Levenson rapproche justement de celui de Tchiang Kai-chek dans *China's Destiny*. Il écrit, par exemple, une biographie de M^{me} Rolland, dont la mort lui paraît souiller de taches sanglantes l'histoire nationale française. Toute perspective de bouleversement politique et même social l'irrite et l'effraie.

Quand il réapparaît sur la scène politique en 1912, c'est du côté des gouvernements autoritaires et dépendant de l'étranger qui ont succédé à l'empire. Il fonde, face au Kouo-Min-Tang de Sun Yat-sen, le parti progressiste ou *Tsin-Pou-Tang*, et soutient activement Yuan Che-kai jusque dans sa politique de capitulation économique devant le premier Consortium et de terrorisme (assassinat de Sung Chao-jen). Il est ministre de la Justice en 1913. Il se rallie ensuite à Tuan Chi-jui, qui le fait ministre des Finances en 1917. Mais les « seigneurs de la guerre » rivaux se passent bientôt de ses services, et ses dernières années sont consacrées à l'étude. Il gardait encore à sa mort une certaine popularité.

Ce qu'on peut sans doute regretter à la lecture du travail de M. Levenson, c'est de ne pas assez montrer l'unité qui existe entre les différentes étapes de la pensée et de la carrière de Liang. N'est-il pas au fond un homme d'Ancien Régime d'un bout à l'autre, soucieux d'aménager celui-ci, mais non de le renverser? Et ses audaces intellectuelles, sa curiosité à l'égard de l'Occident ne sont-elles pas des sortes d'alibis qu'il prend soin de se donner?

N'est-ce pas un paradoxe que le Japon conservateur et militariste, qui donna asile à Liang et qui, en 1914-1922, tenta de contrôler complètement la Chine par l'intermédiaire de Tuan, de Yuan et des autres dirigeants chinois à son service, ait en même temps entretenu de fort bonnes relations avec Sun Yat-sen, champion du progrès social et de l'indépendance économique et politique de la Chine? M. Jansen, à l'aide de nombreux documents japonais, tente d'examiner ce sédui-

sant problème historique. Il retrace l'évolution des rapports entre Sun Yat-sen et le Japon, depuis la fondation du Tong-Meng-Hui chez les Chinois du Japon, jusqu'à l'ultime voyage de Sun à Tokyo en 1925, quelques semaines avant sa mort.

De son étude, les mobiles du « double jeu » japonais ressortent assez bien. Le principal en est le « panasiatisme », l'idéal d'expansion militaire qui avait déjà poussé Saïgo contre Formose en 1873 et continué d'animer les héritiers des samourais ; ce programme d'expansion se teinte parfois aussi d'esprit libérateur, et de l'espoir de libérer de l'Occident les peuples frères de l'Asie. Cette notion de la solidarité entre peuples asiatiques est aussi très forte chez Sun Yat-sen ; déjà, en 1898, il prépare avec ses amis japonais une expédition destinée à secourir le Philippin Aguinaldo luttant contre les Américains — projet qui échoue, d'ailleurs.

Mais le Japon, dès avant les Vingt et une Demandes, n'avait-il pas eu en Chine le même comportement que les Occidentaux ; n'avait-il pas obtenu par la force les mêmes privilèges juridiques militaires, et financiers ? N'avait-il pas participé à l'expédition des huit puissances en 1900 et au premier Consortium en 1912 ? Il est difficilement concevable que Sun Yat-sen ait pu à ce point sous-estimer le danger japonais, ou qu'il ait pensé pouvoir concilier la solidarité panasiatique et la résistance à la pénétration japonaise en Chine. L'ouvrage de M. Jansen ne fait que préparer le terrain à ceux qui, documents chinois en main, voudront reprendre l'étude de cette question.

Jean CHESNEAUX.

William W. Lockwood. The economic development of Japan, growth and structural change. Princeton, Princeton University Press, 1954, 603 pages.

L'ouvrage de M. Lockwood fait excellemment sentir à l'historien combien lui sont indispensables les travaux des économistes, combien en même temps est profond le fossé qui sépare l'histoire économique de l'économie politique, telle qu'elle est du moins comprise aujourd'hui en Occident.

D'une immense enquête à travers la littérature économique japonaise et occidentale relative au Japon contemporain (enquête qui, soit dit en passant, donnait matière à un important appendice bibliographique qui fait fâcheusement défaut), le professeur Lockwood a tiré une quantité considérable de matériaux, dont l'analyse est complétée par quarante-trois tableaux statistiques, et relatifs à l'essor de la production japonaise, aux moyens de transports, au commerce extérieur, à l'évolution des salaires, de la productivité du travail, de la répartition professionnelle de la population et du revenu national, au crédit, aux emprunts étrangers, au commerce extérieur, aux échanges intérieurs, à la structure des entreprises industrielles, etc., pendant la période de l'entre-deux-guerres et parfois même une période plus étendue. Aucune étude sur le Japon contemporain ne pourra désormais ignorer ce travail.

Travail qui est pourtant celui d'un théoricien de l'économie et non d'un historien de l'économie. Alors que l'évolution même du Japon est résumée en deux brefs chapitres introductifs, c'est aux aspects généraux de l'économie japonaise que sont consacrées les sections mêmes de l'ouvrage : à l'échelle de la croissance économique, à la « technologie » (y compris les faits démographiques), au capital et aux investissements, au rôle du commerce extérieur dans la croissance économique, aux changements de structure résultant de la réorientation de la demande, aux

changements de structure résultant du nouvel emploi des ressources, au rôle de l'État dans l'activité économique du pays. Méthode qui conduit nécessairement à reprendre un grand nombre de fois l'étude d'un même phénomène ; ainsi l'étude de la production agricole et des rapports sociaux dans l'agriculture est abordée à la fois dans le chapitre sur la croissance de la production, dans celui relatif à la technologie, puis à propos du capital, à propos de la réorientation de la demande, à propos de l'emploi des ressources. Il devient ainsi difficile à l'auteur de souligner avec suffisamment de force le caractère arriéré de l'agriculture japonaise, qui est restée étrangère à la modernisation des autres secteurs de l'économie, et qui pourtant a permis de réaliser celle-ci (puisque cette modernisation est alimentée, en dernière analyse, comme le note d'ailleurs M. Lockwood, par les prélèvements opérés de multiples façons sur le travail des paysans). Un des caractères fondamentaux de l'économie japonaise moderne, qui par sa base agricole continue à s'apparenter à l'Inde ou à la Chine, et qui par ses réalisations industrielles rivalise déjà avec l'Allemagne ou l'Angleterre, est ainsi estompé, et comme dilué dans l'ensemble de l'ouvrage. (L'information de M. Lockwood paraît d'ailleurs ici moins sûre que lorsqu'il analyse les problèmes de l'industrie ; son affirmation que « les classes agricoles dans leur ensemble ont bénéficié de l'élévation de la productivité agricole qui s'est effectuée pendant la période Meiji (p. 99) » ne correspond pas aux données présentées par exemple par le professeur Takahashi dans un récent article de la *Revue*, à propos de l'aggravation de la situation des paysans par suite de la réforme de l'impôt foncier en 1873.)

M. Lockwood s'est constamment efforcé — et ceci est valable dans son principe — de s'affranchir de tout « exceptionnalisme asiatique », d'étudier l'économie japonaise comme il l'aurait fait de l'économie allemande ou australienne. Mais cet effort aboutit parfois au résultat, inattendu, de jeter le doute sur les thèses économiques générales dont il se réclame. Il fait, par exemple, un grand effort pour démontrer que la fameuse « loi de Petty », récemment remise en honneur par Colin Clark et ses nombreux disciples, s'applique au Japon, et que dans ce pays, comme ailleurs, la proportion de la population occupée aux activités « secondaires » et surtout « tertiaires » s'accroît à mesure que s'accroît la production « primaire » agricole et industrielle. Mais cet effort demeure vain. Car Clark lui-même déclare « inexplicablement élevé » la proportion de la population du Japon d'avant-guerre occupée dans les « services ». Et M. Lockwood remarque que la loi de Petty « ne semble pas s'appliquer » aux transports, qui, même au début de l'âge industriel, occupent une proportion très importante de la main-d'œuvre. Mais faut-il ici se contenter, comme lui, de conclure à l'insuffisance des statistiques ? ou n'est-ce pas plutôt l'occasion de remettre en question cette théorie du progrès par le progrès du « secteur tertiaire », théorie qui souffre de ne pas tenir compte de ce que, au stade féodal de leur développement, dans les pays d'Europe comme dans ceux d'Asie, une partie très importante de la population active était employée au service des classes dirigeantes et soustraite aux activités productives ? Et si le Japon moderne se montre particulièrement récalcitrant à cette théorie des trois secteurs, c'est qu'il conserve en son sein — fait que la méthode choisie par le professeur Lockwood n'est pas en mesure de faire ressortir nettement — un grand nombre d'éléments hérités du Japon féodal.

L'ouvrage de M. Lockwood — dernière remarque — n'est pas non plus exempt des préoccupations du S. G. A. P. américain au Japon dans les années d'après-

guerre. Il tend constamment à estomper le caractère autoritaire de l'État japonais ; « (le Meiji) remplaça, écrit-il, la rude oppression des aristocrates féodaux par quelque chose qui se rapprocha de plus en plus (*sic*) du gouvernement constitutionnel par la loi » (p. 589). N'ayant pas consacré un chapitre d'ensemble aux *zaibatsu*, il lui est plus facile par ailleurs de sous-estimer leur rôle dans l'ensemble de l'économie japonaise ; « les industries, déclare-t-il, où les *zaibatsu* avaient une place prééminente, soit les industries stratégiques, n'ont fourni qu'une faible part de la croissance du revenu national japonais avant 1935 » (p. 575). Mais ce n'est pas seulement par la valeur arithmétique de leur part dans la production que se mesure l'influence des *zaibatsu*, mais par les multiples attaches financières (cf. Barret, *L'évolution du capitalisme japonais*), qui leur subordonnaient pratiquement toutes les branches de l'activité économique dans le Japon d'avant 1945. Ici encore, une étude menée non selon des vues abstraites, mais selon le développement réel des faits, eût évité de fausser ainsi la perspective.

Jean CHESNEAUX.

H. ISNARD. *La vigne en Algérie*. T. II. Gap, Ophrys, 1954 ; 542 pages.

Après le tome I, qui traitait surtout des conditions naturelles de la culture — et dont nous avons précédemment rendu compte — et avant le tome III, qui décrira la situation actuelle, ce second volume de l'imposante thèse de géographie de M. Isnard est d'esprit presque entièrement historique. « On oublie trop souvent que l'histoire de la colonisation... ne se réduit pas seulement à celle de la fondation administrative des centres de peuplement. Elle comprend aussi l'histoire de l'agriculture, seule capable d'assurer l'avenir de ces établissements ruraux » (p. 99). Après l'occupation française, on hésita sur la vocation agricole de l'Algérie : des essais de plantes tropicales échouèrent, des cultures industrielles ne réussirent guère mieux. L'abondante production de vin en France semblait décourager tout essai de viticulture algérienne, lorsque l'invasion phylloxérique renversa la situation : l'on considéra comme un devoir de créer un vaste vignoble en Algérie. « Pour celle-ci, épuisée par cinquante ans d'échecs, c'est le salut inespéré. » Il est vrai, qu'à peine constitué, ce vignoble est à son tour atteint par le fléau, et il fallut se résigner, comme en France, à la substitution, aux vieux plants, de sujets américains. Mais, dès lors, l'Algérie se présente en rivale du vignoble français reconstitué et les crises viticoles pèsent lourdement sur son économie.

Cette histoire du vignoble semble le fait capital de l'évolution algérienne de 1870 à 1914. Non que la vigne couvre la plus grande part des terres (10 % à peine), ni même qu'elle soit pratiquée par la majorité des colons européens (13.000 environ). Mais c'est pour la vigne que l'Administration a organisé toute une colonisation dirigée, a réglé le statut des terres, a favorisé la création des coopératives agricoles. C'est indirectement la vigne qui a multiplié les colons libres, les achats de terre aux indigènes, le recrutement et l'emploi d'une main-d'œuvre arabe. L'ensemble de la population locale y a-t-elle gagné ? Financièrement, sans doute, car l'indigène touche plus en argent, comme salarié viticulteur, que comme propriétaire céréaliculteur. Mais n'y a-t-il pas là une apparence fallacieuse, puisque a cessé pour lui l'autarcie alimentaire ? Et, dans l'ensemble de la production algérienne, le déficit causé par l'abandon de ces terres à céréales, même médiocres, n'a pas été comblé. Enfin, la vigne a créé une mentalité particulière, faste et spé-

culution en période de prospérité, recours hargneux et agressif à l'État en période de crise. Psychologie de joueur, très éloignée « de la traditionnelle prudence du paysan français », note H. Isnard. Mais ne la trouve-t-on pas développée de façon assez analogue, malgré une différence d'échelle, dans telle de nos régions viticoles françaises?

A. MEYNIER.

Pierre RENOUVIN. *Le XIX^e siècle. II : De 1871 à 1914. L'apogée de l'Europe.* Hachette, 1955 ; in-8°, 401 pages. (Tome VI de l'« Histoire des Relations internationales ».)

Cette nouvelle histoire des relations internationales approche de son terme à une cadence rapide. Désormais, il ne lui manque plus que le dernier volume concernant la période de 1914 à nos jours pour être complète. Le tome dont nous rendons compte retrace l'apogée de l'Europe et, à sa lecture, la réflexion célèbre sur la brièveté des apogées nous hante. M. Renouvin, dès l'introduction, pose la question que reprendront nos générations : « Pourquoi, après quarante-trois années où l'Europe n'avait connu que des guerres locales, les grandes puissances en sont-elles venues à s'affronter? » En dépit de l'abondance des documents et des synthèses publiées, beaucoup reste encore à faire ; l'auteur dirait presque : l'essentiel. Étude des mentalités en fonction de la structure sociale, recherche des relations économiques entre les grands États, autant de domaines immenses et quasi indéfinis où les travaux sont rares. La préoccupation est visible dans ce volume comme dans les précédents de montrer ce qu'aurait de fallacieux l'idée que ces questions sont épuisées. En réalité, le champ de l'hypothèse reste considérable et les documents, si importants soient-ils, ne constituent que le tremplin vers les « sols mouvants ». Personnellement, je croirais volontiers que le développement des travaux fera mieux pénétrer dans l'intelligence des problèmes ; mais il est à peu près certain qu'aucune réponse définitive ne sera jamais apportée aux questions essentielles, parce que l'histoire établit un rapport entre la vie du passé et la vie contemporaine ; parce que les générations changent de problèmes et parce qu'en définitive la vie déborde l'intelligence. Cette sorte de dégel de l'histoire est universellement senti à notre époque. Dans une recherche de renouvellement, l'auteur a « sacrifié le récit des conflits à la recherche des explications ». Le récit des conflits, aussi bien, cet indispensable récit, lui-même l'a établi par son enseignement et il préfère le dominer pour l'interpréter.

La première partie traite de la période 1871-1893, soit de la paix de Francfort à la conclusion de l'alliance franco-russe. Le développement de l'expansion européenne est certainement aujourd'hui ce qui nous paraît le plus important, et cependant l'essentiel n'était peut-être pas là. Il réside dans le lent, l'inexorable effritement de l'œuvre bismarckienne, dans la mesure où le chancelier, en dépit de tout son génie, se trouve progressivement enchaîné à l'Autriche-Hongrie. Il avait fait accepter sa création de 1866-1871 en la limitant ; mais, si le Reich devait être autre chose qu'une fédération de princes, il lui fallait bien revenir, bon gré mal gré, à l'idée de la grande Allemagne de 1848, sous la forme de l'alliance conclue en 1879, pour le meilleur et pour le pire. Chaque fois que l'option s'est posée, soit pour Bismarck, soit pour ses successeurs, entre Vienne et Pétersbourg, toujours ils ont suivi Vienne. Il y a certainement là un résultat de l'évolution des psychologies nationales ; les hommes d'État n'y pouvaient rien. Et M. Renouvin souligne que

« la négociation de l'alliance franco-russe a évolué, sans que le gouvernement du Reich semble en avoir pris conscience, au rythme des relations germano-russes ». Ne pourrait-on dire que décisions politiques, décisions économiques, tout cet ensemble se trouvait impliqué dans une sorte de nature des choses en partie seulement consciente et qui fait songer à ces « tempéraments politiques » que la sociologie électorale s'efforce de déceler dans l'opinion intérieure d'une nation?

Le livre second va jusqu'à 1913. Période où la « montée des périls », d'abord obscure, va se préciser dès le début du xx^e siècle. « Le heurt entre les impérialismes hors d'Europe n'a-t-il pas été la cause principale des litiges européens? » L'auteur ne le pense pas. Il est d'accord pour montrer l'importance de la croissance démographique, économique, des grandes puissances, mais il pense que « le choc des impérialismes, s'il a été l'occasion du « regroupement politique », n'en a pas été la cause... L'économie et la finance, bien loin d'avoir été le mobile de l'action politique, en ont été l'instrument ». Resterait à définir peut-être « l'action politique ». Or, précisément, la politique, c'est ce qu'on ne peut délimiter. Dans sa réalité la plus haute, elle serait peut-être cette perception intuitive des forces profondes, que l'analyse réduit à des éléments nécessaires, mais également insuffisants, qui se sent, mais ne peut guère s'exposer. Pourquoi, après 1907, en arrive-t-on aux « épreuves de force » dont la multiplication rend le conflit inévitable? C'est essentiellement l'établissement d'un « état d'esprit ». Les intérêts peuvent toujours composer, pas les passions.

Le troisième livre (p. 261 à 375) présente un tableau du monde en 1914, monde éveillé par l'action de l'Europe, de l'Europe que ses oppositions vont embraser et détruire. Sans doute, il apparaît que la prépondérance européenne n'est menacée qu'« à terme ». Néanmoins, plusieurs faits sont évidents. L'évolution démographique et économique a déjà placé les États-Unis à la tête des puissances mondiales. Dans un avenir proche, la Russie va prendre une place correspondante à celle que l'étendue de son territoire et le chiffre de sa population semblent lui assigner. Par contre, les empires austro-hongrois et turcs se désagrègent. L'Allemagne cherchera à devancer la Russie sur l'espace qui s'étend de Vienne à Constantinople et même à Bagdad ; mais elle ne pourra y arriver que si les États-Unis le permettent. Depuis 1905, l'éveil du Japon donne la mesure de celui de l'Asie ; c'est ce qu'on appelle « le péril jaune » dans le langage du temps. Quarante ans après, il est évident que la première guerre mondiale n'a servi à rien. Les entreprises allemandes n'ont rien évité. Mais elles étaient peut-être difficilement évitables, parce que l'Allemagne, peuple et dirigeants, a senti confusément qu'il fallait saisir une opportunité, qu'après il serait trop tard. C'est le sens profond de la réflexion du chef d'état-major allemand : « Supporter la guerre européenne est le dernier moyen de sauver l'Autriche-Hongrie. » L'erreur constante de l'Allemagne est d'avoir méconnu la puissance américaine, chose étrange au pays de la *Weltpolitik*. Hommes d'État, opinions publiques n'envisageaient pas clairement de faire la guerre ; mais ils étaient « consentants ». Et on pensera avec M. Renouvin que c'est la genèse de cette acceptation qu'il serait désormais intéressant d'élucider. Il est possible que, dans cette recherche en profondeur, on se retrouve en face des divergences possibles entre explications d'ordre économique et d'ordre psychologique.

Une chose est sûre, qui éclaire beaucoup la question : « La conviction générale est que la guerre européenne durera, tout au plus, quelques mois. » C'est la perspective d'une longue lutte qui a fait apparaître les conséquences mondiales du

conflit. Ici, l'événement reprend ses droits, tout relevant d'une question qu'il est difficile de résoudre par la négative, mais sur laquelle, toutefois, l'histoire de la seconde guerre mondiale jette des lueurs : l'empire de Guillaume II pouvait-il remporter la victoire rapide et totale sur laquelle il a misé ?

M. Renouvin, à la différence de ce qu'il avait pensé pour l'époque de Napoléon III, de Cavour et de Bismarck, a le sentiment qu'après 1890 « l'action de l'homme d'État paraît dominée par des conditions que, peut-être, il n'aperçoit pas nettement et que, sûrement, il se sent incapable de maîtriser ». Insuffisance des hommes, ou plutôt évolution irrésistible d'une situation, comme au cinquième acte d'une tragédie bien faite ? La comparaison n'est pas inadéquate, puisque finalement l'auteur pense que « l'impulsion efficace a été celle du sentiment national et des mouvements de passion ».

Il est à peu près superflu de répéter que la clarté de l'expression, la précision de l'analyse, l'utilisation de détails nouveaux pour raviver l'éclairage d'ensembles connus font que l'ouvrage se lit avec aisance et se relit avec un profit accru.

Louis GIRARD.

United States Army in World War II. — The European Theater of Operations : The Supreme Command, par F. C. POGUE. Washington, Department of the Army, 1954 ; xxi et 607 pages.

Ce nouveau volume de l'histoire officielle des armées américaines pendant le deuxième conflit mondial est digne des précédents. Il témoigne toujours des mêmes qualités d'objectivité, de recherches sérieuses, de présentation soignée. Il a cependant un intérêt majeur, car il étudie le commandement suprême des armées alliées pour l'invasion de l'Europe occidentale et la victoire sur l'Allemagne ; en fait, il s'agit du commandement du général Eisenhower.

Il importe, dès le début, de se rendre compte qu'il s'agit surtout d'un commandement américain. Sans insister sur ce point, le livre est précis. C'est l'organisation militaire des États-Unis qui domine tout le travail des armées alliées. Tout d'abord, ce n'est pas par une fiction constitutionnelle que le Président est le chef des forces armées. Il en exerce réellement les fonctions, il donne des ordres et le général Eisenhower sera souvent en présence de difficultés résultant des directives reçues de Roosevelt. Le Président décide de la forme, de la nature des théâtres d'opérations. Certes, il doit tenir compte des propositions et des desseins de son interlocuteur, le Premier Ministre anglais, mais il domine malgré tout la situation. Il y a bien à côté le comité combiné des chefs d'état-major, mais cela n'enlève rien aux pouvoirs de décision du président. C'est lui, et lui seul, qui a nommé Eisenhower à son poste. Son action et sa responsabilité sont très grandes.

Par ailleurs, la composition de l'état-major qui travaille sous les ordres du général est anglo-saxonne, avec une forte majorité américaine, dans la proportion environ des deux tiers pour les Américains, un tiers pour les Anglais, et rien pour les armées canadienne, polonaise et française.

Ceci n'enlève rien à l'importance de l'ouvrage. Il nous fait assister à l'élaboration des plans d'action, aux discussions entre Anglo-Saxons, à l'exécution vue de très haut. Le découpage, fait par le service historique d'outre-Atlantique, présente la caractéristique de ne pas suivre dans le détail la réalisation des opérations. Il faut sur ce détail se reporter aux autres ouvrages de la même collection, dont peu ont

paru jusqu'alors. De même, les problèmes de ravitaillement et de communications sont traités dans d'autres volumes, ils ne sont qu'effleurés ici pour montrer d'une manière plus incisive la gestion et l'évolution de la pensée du commandement. De brèves explications sont données sur les actes des subordonnés, sur les questions d'approvisionnement, de recomplètement des effectifs et de logistique.

L'ouvrage est consacré au *S. H. A. E. F.*, *Supreme Headquarter Allied Expeditionary Forces*, sous le commandement du général Eisenhower. Il trouva, en arrivant, des travaux et des plans dus au *C. O. S. S. A. C.* (chefs d'état-major du Commandement suprême allié). Naturellement les plans furent changés dès l'arrivée du général Montgomery, délégué d'Eisenhower, puis quand celui-ci vint à Londres, mais les travaux antérieurs servirent de base, bien des dispositions qui se réalisèrent sont dues aux premières études.

L'action d'Eisenhower et de son état-major fut décisive. Nommé par Roosevelt, le général pouvait compter sur un appui total du Président des États-Unis. Son autorité en fut certainement facilitée. Dans ses relations avec les généraux alliés, il n'eut sans doute pas la hauteur de vues d'un Joffre en 1914, ou l'abnégation nationale d'un Foch. Il fut plus yankee qu'interallié. N'est-ce pas une des rançons des guerres de coalition où il est vraiment difficile de trouver un chef sachant faire abstraction de sa nationalité et qui, dans une période où on nous parle Europe et *O. T. A. N.*, sache se montrer supranational¹.

Eisenhower avait surtout affaire aux Britanniques et aux Français. Avec les premiers, les relations se trouvaient compliquées par la forte personnalité de Churchill. Celui-ci n'avait accepté qu'à contre-cœur l'opération à travers la Manche. Il avait toujours été partisan de la campagne par les Balkans, elle lui souriait plus que le débarquement de Normandie, étant plus conforme à la vieille antienne britannique que les campagnes décisives sont les campagnes indirectes, les opérations payantes se déroulant sur un théâtre éloigné du but à atteindre. D'autre part, ses collègues lui reprochaient de trop tenir compte du point de vue américain.

Les relations avec les Français étaient d'autant plus difficiles qu'il était obligé de tenir compte de l'état d'esprit du Président et de ses directives quant à l'attitude à avoir vis-à-vis de la France Libre et de son chef. A maintes reprises, le présent livre signale que les consignes du Président Roosevelt compliquaient les relations avec les Français². Le général de Gaulle, figé dans sa volonté de faire respecter la souveraineté de la France et du Comité national, n'était pas toujours d'humeur facile. Il était plus aisé de s'entendre avec ses subordonnés. Devant le parti pris de son chef direct, Eisenhower était souvent obligé de tergiverser tout en sentant les inconvénients d'une pareille politique. Ses avis et ses demandes se heurtaient à une volonté mal disposée à notre égard.

L'ouvrage rend hommage aux Forces Françaises Libres. Dans ses *Mémoires*, Eisenhower avait déjà signalé l'appoint qu'elles représentèrent lors du débarquement en Normandie. Sans que de nombreux détails soient donnés, on a indiqué dans un chapitre presque uniquement consacré à cette question l'importance des

1. Reconnaissons que M. F. C. Pogue réfute cette allégation et affirme que le général Eisenhower porta toute son attention sur les points de vue des chefs militaires des autres nationalités.

2. Cf. R. VILLATE, *Roosevelt contre de Gaulle*, in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 23, juillet 1956.

Forces Françaises de l'Intérieur. L'exemple le plus typique est celui d'une division blindée allemande qui mit douze jours pour venir de Toulouse sur le front de bataille de la tête de pont de Caen. Ce fut un record, bien profitable au déroulement des opérations alliées.

L'ouvrage se termine au moment de la reddition « sans condition ». Aussi examine-t-il les opérations aéroportées de Nimègue, réussies le premier jour par le parachutage de troupes anglaises et américaines ; la grande offensive des Allemands dans l'Eifel et les Ardennes, que les services des *Intelligence* n'avaient en fait pas décelée et qui eut de grands résultats, au moins momentanés ; la progression vers le Rhin, le passage de Remagen et la poursuite jusqu'à l'Elbe.

Le récit indique les discussions entre Eisenhower et Montgomery. Les plans des deux généraux ne concordaient pas, et le généralissime était accusé par ses subordonnés américains de trop tenir compte des suggestions de son collègue britannique. Les détails de cette controverse sont suivis par le récit, le rédacteur prend en fait la même position qu'Eisenhower : il ne pouvait être question de rester sur une position défensive sur tout le front à l'est de la frontière franco-belge pour pousser par la gauche du dispositif allié. Une telle entreprise ne pouvait être envisagée que quand on serait solidement installé sur le Rhin. Le succès initial de la contre-offensive allemande de décembre paraît justifier cette idée.

Sur un effectif qui atteignit, au moment de son maximum, avril 1945, 3.065.000 hommes, les Américains eurent 120.824 morts, 344.000 blessés, 68.000 prisonniers ou disparus. Les Anglais, pour 1.095.000 combattants, eurent 41.000 tués, et nous eûmes 24.000 tués sur un effectif de 115.000 hommes. La proportion de nos pertes est trois ou quatre fois plus forte que celle de nos alliés.

Bien que *Supreme Command* ne nous consacre qu'une place peut-être minime, il reconnaît nos souffrances et notre part dans la bataille et son rédacteur écrit : « La France, grâce à ses efforts personnels et à l'appui des Anglais et des Américains, était sur la route de la victoire et de la reconstruction. »

R. VILLATE.

Samuel Eliot MORISON. *Sicily-Salerno-Anzio*. London, Oxford University Press, 1954 ; xxix-413 pages.

L'amiral S. E. Morison, de la marine américaine, écrit l'histoire de la flotte des États-Unis au cours du deuxième conflit mondial. Ce livre est le neuvième de ceux qui ont paru, il est consacré aux opérations de Sicile, de Salerne et d'Anzio, du mois de janvier 1943 au mois de juin 1944.

Ce qui est surprenant dans une guerre qui ne réussit que grâce à la coopération constante des trois armes, air, terre et mer, l'auteur se place à un point de vue strictement naval. Il ne s'occupe des autres armes que quand il ne lui sera pas possible de l'éviter. Il est évident que les missions d'escorte des escadres américaines, l'appui direct lors des débarquements ne peuvent se comprendre sans la mention des unités qui ont été transportées ou qui ont combattu. On regrette que l'auteur ne se soit pas davantage élevé au-dessus de son particularisme d'arme, à moins que cette intention ne se justifie par le désir de laisser à l'historique officiel la primauté d'un récit complet. Il faut, cependant, ne pas oublier que le livre est au moins officieux s'il n'est officiel.

L'histoire de la marine dans cette période ne comprend aucune bataille specta-

culaire comme en avait présenté le premier conflit mondial. La flotte doit remplir des missions, non secondaires certes, mais que jusqu'à présent les stratèges considéraient comme telles. Par ailleurs, la marine britannique est supérieure en forces ; elle a, depuis les opérations de Tarente et du cap Matapan, acquis la suprématie morale et matérielle dans cette mer fermée qu'est la Méditerranée. La flotte italienne, sans radar, sans appui aérien, presque sans essence, n'a pas les moyens de s'opposer à l'action des marines alliées.

Cependant, ces escadres alliées ont à lutter contre une aviation ennemie, dans laquelle les Allemands apportent une vigueur à laquelle la Méditerranée n'était pas habituée. Elle doit se mêler des engins radio-guidés, dont l'un frappera le *Savannah*, des tirs de l'artillerie de côte, bien que, de l'avis de l'auteur, jamais une batterie terrestre n'atteignit un navire à plus de mille mètres, enfin de l'action sous-marine. Ceux-ci, malgré leur nombre et la présence des Allemands, ne parviendront pas à gêner les débarquements de Sicile ou d'Italie.

Il aurait été intéressant de connaître, vues du côté marin, les difficultés rencontrées par les autorités navales dans les transports de troupe. Dans ses mémoires, le général Truscott, qui commandait une division, puis un corps d'armée, se plaint de la peine qu'il eut à obtenir de la flotte que l'armement soit placé dans les mêmes bateaux que les troupes appelées à s'en servir. Pas un mot sur cette question importante ne se trouve dans le récit de Morison.

Par contre, on lira avec un certain orgueil pour les « terriens » la phrase par laquelle Morison rappelle le courage des combattants ; elle est symptomatique : « A un moment, ils sont malades, épuisés, misérables garçons, n'espérant même pas le débarquement ; une fois à terre, ils deviennent de beaux combattants. »

L'historien américain nous signale, en passant, ce qui justifie une de nos théories, que l'un des débarquements en Sicile, le 10 juillet 1943, eut lieu à l'emplacement d'une bataille livrée contre les Carthaginois par Marcellus en 211 avant Jésus-Christ¹.

L'action de la marine ne fut pas seulement la protection des convois, mais à maintes reprises, au cours des opérations de débarquement, elle remplaça l'appui d'artillerie, soit pour des tirs de contre-batterie, soit même pour des barrages devant telle ou telle partie de la ligne ; c'est ainsi que, le 11 juillet 1943, elle arrêta une attaque de chars devant Géla.

L'auteur est sévère pour certaines décisions du haut commandement. Pour lui, les opérations de Sicile auraient pu être menées plus rapidement. De même, le retard de quatre jours apporté au franchissement du détroit de Messine aurait dû être évité. Ce fut un cadeau gracieux fait aux Allemands sans raison sérieuse.

L'opération de Salerne fut moins réussie que celle de Sicile. L'éloignement des terres où avaient lieu les embarquements, la distance des bases aériennes, l'encombrement des plages, les difficultés de camouflage — que l'on retrouvera à Anzio — gênèrent les troupes ; la tâche de la marine fut beaucoup plus malaisée. On manquait de bateaux de transport spéciaux ; il en résulta que le premier jour, suivant les unités, il n'y eut que de 17 à 65 % des effectifs prévus qui débarquèrent. D'autre part, par suite des dispositions prises dans les négociations avec Badoglio,

1. Les batailles se livrent toujours aux mêmes emplacements déterminés par les conditions géographiques ; cf. *Les conditions géographiques de la guerre*. Paris, 1925.

on se heurta aux Allemands et non aux Italiens, ce qui rendit les combats plus âpres.

En ce qui concerne Anzio, le haut commandement anglo-américain divergeait d'opinion sur le but de l'opération. Le général anglais Alexander, qui commandait en chef en Italie, voulait couper les communications entre Rome et Naples pour faciliter l'action des troupes alliées sur la ligne Gustav ou sur la ligne Hitler. Pour le général américain Clark, commandant l'opération, il s'agissait simplement de constituer une tête de pont. Ce fut l'opération la plus coûteuse ; mal menée, elle ne permit pas une occupation rapide de Rome.

Ce livre complète sur beaucoup de points le récit anglais de Linklater, nous avons maintenant des éléments de base pour une histoire des opérations de l'Italie¹.

R. VILLATE.

1. Cf. général L. K. TRUSCOTT, *Command Missions*. New-York, 1954 ; LINKLATER, *The campaign in Italy*. (H. M. S. O.) London.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Allemagne. — Paul ALTHAUS. *Luthers Haltung im Bauernkriege* (Bâle, Benno Schwabe, s. d., in-8°, 74 p.). — L'étude de M. Althaus est déjà ancienne, assez pour avoir été utilisée dans le *Martin Luther. Sa conception politique*, de Karsten Klæhn (Paris, Sorlot, 1941, in-8°, 190 p.). C'est dire que, avec ses références bibliographiques qui ne dépassent pas 1924, elle représente surtout un moment de l'historiographie luthérienne. Nous n'en sommes plus en France, après Strohl et Febvre, à justifier le Réformateur de s'être désavoué en se faisant le serviteur des princes ou des circonstances. Et l'on mesure, à lire ces pages, ce qu'ont apporté les travaux récents sur Münzer, et notamment le *Luther und Münstzer Ihre Auseinandersetzung über Obrigkeit und Widerstandsrecht*, de Carl Hinrichs (Berlin, 1952) dont il a été rendu compte ici. Ils montrent bien que ce n'est pas en ligne de principe que Luther a condamné la révolution paysanne, mais seulement parce que l'autorité responsable, qui l'eût légitimée, n'en avait pas pris la direction. Münzer avait invité les princes de Saxe à s'en charger, et les paysans eux-mêmes révèrent que l'Empereur s'en occuperait et ferait, par eux, l'unité de l'Allemagne.

É. G. LÉONARD.

Italie. — J. LUCAS-DUBRETON. *Le monde enchanté de la Renaissance, Jérôme Cardan l'halluciné* (Paris, 1954, 311 p.; prix : 650 fr.). — Le personnage de Jérôme Cardan est assez peu connu en France. Les mathématiciens utilisent les « formules » dites de Cardan, et la « suspension à la Cardan » est d'emploi courant, mais l'homme lui-même reste ignoré du grand public, malgré l'excellente traduction que M. J. Dayré a donnée en 1936 du livre dans lequel Cardan a raconté sa vie¹. M. Lucas-Dubreton s'est d'ailleurs beaucoup servi de la traduction de M. Dayré; il a bien fait : les mémoires de Cardan méritent qu'on leur fasse un sort au même titre que ceux de Cellini auxquels ils ressemblent par plus d'un côté.

Le livre de M. Lucas-Dubreton est vivant : comment ne pas l'être avec un pareil sujet? Cardan était un personnage pittoresque dans un siècle haut en couleur. L'auteur a eu, de plus, le mérite de mettre en relief plusieurs textes importants : une réflexion — assez isolée dans l'œuvre de Cardan — sur les prix et les salaires à Rome à la fin du xvi^e siècle, et des plaidoyers en faveur de la clémence en matière de justice. Avec la condamnation à mort de son fils, Giambattista, Cardan avait eu l'occasion de réfléchir sur le caractère odieux de la justice de son temps. L'ouvrage de M. Lucas-Dubreton n'est donc pas sans valeur; cependant, il appelle plusieurs réserves sérieuses. Il s'agit, on s'en doute, d'un livre de vulgarisation. Tant mieux : il en faut ! Mais l'auteur semble avoir manqué de préoccupations didactiques et les étapes de la vie de Cardan ne se détachent pas toujours claire-

1. J. DAYRÉ, *Ma vie par Jérôme Cardan* (Bibliothèque de l'Institut français de Florence, 1936).

ment les unes des autres. On peut se demander, d'autre part, si M. Lucas-Dubreton ne sacrifie pas un peu trop à la facilité. Les anecdotes ne sont-elles pas trop souvent choisies pour retenir l'attention du lecteur sur de petits scandales, qui, d'ailleurs, scandalisaient au *xvi^e* siècle beaucoup moins qu'aujourd'hui? Enfin, M. Lucas-Dubreton insiste beaucoup sur l'importance de la sorcellerie et des sciences occultes au *xvi^e* siècle. Il fait remarquer que, de ce point de vue, la Renaissance n'a rien à envier au Moyen Âge : tout cela est très vrai ; et il est vrai aussi que Cardan, naturellement maladif et soupçonneux, a été largement victime des croyances de son temps. Mais n'y a-t-il que cet aspect dans Cardan? Il fut pourtant, écrit M. Lucas-Dubreton, « bien souvent en avance sur son temps ». Or, le livre n'insiste pas assez sur le côté moderne de Cardan, et c'est sans doute sa plus grande faiblesse. On nous montre surtout les ridicules de Cardan, qui étaient nombreux, mais le côté original de son esprit, ses intuitions scientifiques, son apport positif, ne sont pas suffisamment mis en relief. En abordant par ce biais l'étude de Cardan, l'auteur n'aurait-il pas fait un travail plus neuf?

Jean DELUMEAU.

— M. Jacques GODECHOT a fourni une contribution du plus vif intérêt sur la politique extérieure de la France au temps du Directoire dans un article de l'*Archivio storico italiano* (Firenze, Olschki, 1955, in-8°, p. 335-356), sous le titre *Unità batava e unità italiana all'epoca del Direttorio*. Il y montre que les analogies historiques et idéologiques entre les deux pays sont assez nombreuses pour expliquer certaines rencontres constitutionnelles entre révolutionnaires hollandais et italiens au temps du Directoire, et il s'est trouvé que Buonarroti est entré en contact avec les patriotes hollandais, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Blauw en vue d'unifier et de démocratiser l'Italie. Ce Blauw s'affirmait par ailleurs comme un admirateur de la constitution de 1793, et il est, en janvier 1795, l'un des partisans de la formation d'une république dans le sens de cette constitution. Mais le Directoire devait en février 1796 appuyer la politique des parlementaires, au moment même où Buonarroti manifestait au ministre français des Affaires étrangères Delacroix des vues fortement unitaires. La découverte de la conjuration des Égaux ne devait pas détourner Buonarroti de ses préoccupations ; le jour même où il était arrêté à Paris éclatait à Amsterdam une violente insurrection, dont les liens avec le mouvement babouviste furent soulignés par le ministre de France à La Haye et par des agents du prince d'Orange. Aussi bien le Directoire adoptait une attitude hostile aux unitaires tant italiens que hollandais (mai-septembre 1797), et, à partir du 18 fructidor, les liens entre les deux mouvements furent complètement détendus ; le 17 mars 1798 était votée une constitution batave sur la base de l'unité et de la centralisation, tandis qu'à Campo-Formio Bonaparte divisait la république de Venise entre la France, l'Autriche et la Cisalpine.

— L'article publié par M. Carlo ZAGHI sur *Il Direttorio e il problema dell'Italia*, dans le *Bollettino storico livornese* (Livorno Stabilimento poligrafico Belforte, 1955, in-8°, 22 p.), est un effort pour retracer les méandres d'une politique très mouvante, dominée par le conflit entre Bonaparte et le gouvernement français. Cette étude, que l'on sent minutieuse et qu'on prévoit décisive, est malheureusement dépourvue des références auxquelles il est sûr que pourrait se reporter l'auteur dont nous souhaitons, en attendant la parution d'un ouvrage définitif, qu'il nous présente bientôt un rapport d'ensemble.

— M. Luigi SALVATORELLI est l'un des esprits les mieux informés et les plus

lucides de l'enseignement et du journalisme italiens, et j'ai personnellement le plus grand plaisir et le plus grand profit à écouter ses interventions aux réunions annuelles de l'Institut national pour l'histoire du Risorgimento. Ces qualités marquent son *Sommario della storia d'Italia dei tempi preistorici ai nostri giorni*, dont la septième édition vient de paraître (Torino, Einaudi, 1955, in-8°, 667 p., illustr. ; prix : 3.500 L.). Ce livre, qui s'adresse à un très large public, remplacera, à coup sûr, la synthèse vieillie de Balbo, et ses vingt et un chapitres, complétés par un épilogue et une bibliographie générale très suffisante et bien agencée, couvrent l'histoire d'une évolution très complexe, qui comporte l'histoire d'une civilisation obscure, celle des Étrusques, celle d'un empire qui ne se limitera pas aux frontières géographiques de l'Italie, celle des dominations ostrogothique, byzantine, lombarde, franque et normande, un développement historique dominé par la lutte entre la papauté et l'empire, la vie originale enfin de ces cités libres, seigneuries et États combinés en temporaires alliances, base mouvante des courants divers d'intérêts et de sentiments qui, à travers la crise du Risorgimento, aboutirent à former en 1870 l'État unitaire, qui a aujourd'hui sa place dans le concert des nations. C'est un très beau, un très complet ouvrage, bien illustré par des images frappantes, nanti d'une bonne table des noms propres, à laquelle il ne manque que quelque chose pourtant d'utile — des cartes qui permettraient de suivre dans l'espace le déroulement dans le temps de tant d'événements essentiels.

— Gustave Modena est mort à Turin le jour où Cavour présentait au Sénat le projet de loi créant le royaume d'Italie. Il était né cinquante-huit ans auparavant à Venise de parents l'un et l'autre acteurs, et, après avoir fait des études de droit à Padoue, il entra à son tour dans la même carrière, où il devait remporter des succès, mais, patriote ardent, il participa, dès 1831, à l'insurrection qui compta dans ses rangs Napoléon et Louis Bonaparte et adhéra en 1832 à la Giovina Italia mazzinienne. En France, en Belgique, en Angleterre, il propagea les idées de Mazzini, et rentra en Italie grâce à l'amnistie de Ferdinand d'Autriche en 1839. Mais, en 1848, il est à Venise, où, tour à tour combattant pour la République vénitienne ou diplomate au service de Manin, il ne quitte la lagune qu'avec la rentrée des Autrichiens. Élu député à Florence, il s'efforce d'agir pour la fusion de la Toscane avec la République romaine, pour laquelle il combat lorsque Florence a retrouvé son grand-duc. Il se réfugie au Piémont, où, jusqu'à la maladie qui l'emporte, il se vouera à l'art dramatique. Donc, existence mouvementée de patriote, dont la correspondance, qui commence en 1827, ne pouvait manquer d'avoir de l'intérêt pour l'histoire du Risorgimento. C'est ce qu'a bien compris son éditeur, M. Terenzio GRANDI, *Epistolario di Gustavo Modena* (Istituto per la Storia del Risorgimento, Roma, Vittoriano, 1955, in-8°, xv-167 p., illustr.), et que suivront deux volumes d'écrits politiques, d'écrits sur le théâtre et d'œuvres variées. L'*epistolario* comprend quatre cent quatre-vingt-quatre lettres, certaines reproduites d'après des copies établies avant la destruction des originaux. M. Grandi a réduit au minimum l'apparat éditorial et complètement laissé de côté tout commentaire historique, en dehors des identifications de correspondants indispensables. C'est regrettable, d'autant que l'introduction est réduite à sa plus simple expression. Je noterai seulement que les lettres de 1848 et 1849 apportent un contingent appréciable de faits et de jugements (nos 90-133). Dans cette période, les lettres à Tommaséo sont particulièrement nombreuses et intéressantes d'une façon générale, Dall'Ongaro,

Mauro Macchi, A. Bertani, figurent fréquemment dans la correspondance de Modena, et ce volume, avec toutes ses insuffisances, mérite d'être utilisé.

— C'est à des sources extrêmement variées qu'a eu recours M^{lle} Emilia MORELLI pour dessiner *Tre profili, Benedetto XIV, P. S. Mancini, P. Roselli*. Quaderni del Risorgimento, n° 9 (Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1955, in-8°, 162 p.; prix : 1.300 l.). Au cardinal Lambertini, qui sera pape de 1740 à 1758, est dédiée une courte, mais pleine biographie. Benoît XIV a été en relation avec tous les hommes cultivés de son temps et s'est intéressé à toutes les questions diplomatiques et religieuses — y compris le jansénisme — ; Mancini est un juriste averti des problèmes les plus divers ; à son journal *Ore solitarie*, créé en 1838, il joignit un *Giornale di Scienze morali, legislative ed economiche*, qui peut se classer dans la lignée encyclopédique : il entre dans la vie politique active en 1848 et se fixe bientôt à Turin, où il sera l'introducteur des Napolitains réfugiés en Piémont. En 1862, comme Poincaré de Briand, Petrucelli della Galtin disait de Mancini : « Il ne sait rien et comprend tout » ; — Pietro Roselli est retenu par M^{lle} Morelli comme militaire d'origine romaine au service de la République mazzinienne de 1849, et elle le suit dans des combats soutenus par celui-ci contre les troupes d'Oudinot et dans les discussions avec Garibaldi, Pisacane, Manara ; réfugié après la chute de Rome en territoire piémontais, il y mènera une vie d'exilé morose, mais nanti de ressources suffisantes jusqu'à sa mort, qui a lieu à Ancône le 20 décembre 1885.

— M. Antonio ALIOTTA a prononcé à l'Accademia dei Lincei, le 12 novembre 1955, un discours pour commémorer le centenaire de la mort, à Stresa, du philosophe chrétien Rosmini. Cavour comptait le penseur de Rovereto parmi les « saints pères » du Risorgimento.

— M. Guido QUAEZZA publie, dans un article sur *L'esperienza giobertina nel '48 e il Rinascimento* (extrait du *Bolletino storico-bibliografico subalpino*, 1954, in-8°, 30 p.), une mise au point, d'une part, de l'œuvre ministérielle de Gioberti, de l'autre, de l'œuvre de morale politique élaborée par l'homme d'État après avoir quitté le pouvoir. Plus que dans le *Primato*, Gioberti souligne les liens étroits qui s'affirment entre le sort de l'Italie et l'évolution générale de l'Europe.

— M. Roberto Cessi aura joué dans l'historiographie de Venise un rôle considérable, non seulement du fait de ses ouvrages personnels et de ses publications de textes, mais aussi de l'impulsion qu'il a donnée aux recherches particulières poursuivies par de jeunes historiens qui sont sans doute ses élèves, et certainement ses débiteurs. C'est le cas de M. Angelo VENTURA, qui vient de publier dans les *Pubblicazioni della facoltà di lettere e filosofia* de l'Université de Padoue un travail sur les *Lineamenti costituzionali del governo provvisorio di Venezia nel 1848-1849* (Padova, A. Milani, 1955, in-8°, 137 p.; prix : 1.200 l.). Ce travail constitue le tome X de la collection dont il fait partie ; et il a pour objet de rappeler les circonstances où le gouvernement provisoire institué du 17 au 23 mars 1848 fut amené à évoluer. Et d'abord M. Ventura établit fortement que, sans la mutinerie des ouvriers de l'arsenal se rebellant contre les autorités établies, les projets de Manin auraient eu bien du mal à l'emporter sur les tendances pacifistes et immobilistes de la municipalité. Dans le gouvernement provisoire institué enfin, Manin et Tommaséo représentent l'élément républicain, Castelli et Paleocapa l'élément modéré : le compromis qui s'impose aux deux partis sera la source de difficultés nombreuses

surgeries à l'occasion des problèmes posés. A la république provisoire de Venise s'opposent, en effet, les théories en honneur à Milan et à Turin, et l'action en faveur d'une monarchie unitaire aux mains de Charles-Albert. M. Cessi a déjà traité le problème de la « fusion » ainsi posé par les faits, des dissensions entre Manin et Paleocapa, au moment où l'offensive heureuse du général autrichien Nugent, les pressions milanaïses sur une Venise divisée et hésitante, la menace autrichienne, les sentiments propres aux diverses régions de la Vénétie, les oppositions de classes sur lesquelles l'auteur n'insiste pas suffisamment, déterminaient un véritable chaos dans les sentiments et une fatale anarchie dans les actes, et une sorte de découragement chez Manin lui-même. Le 4 juillet pourtant, Manin déclarait : « Tout ce qui a été fait et se fait est provisoire. La Diète italienne à Rome décidera. » C'était remettre toutefois à un avenir incertain le sort même de Venise. En attendant, l'arrivée des troupes piémontaises était attendue et souhaitée à la fois pour résister à l'offensive autrichienne et mater les sursauts populaires. La défaite de Custoza va modifier les données du problème et inciter à une solution toute différente, le recours à l'intervention française, avec, comme conséquence immédiate, le renforcement à Venise du courant démocratique. Mais les commissaires royaux étaient présents, et, sans qu'il fût tenu compte du repliement du royaume sarde, la cession de Venise au Piémont fut notifiée aux représentants de celui-ci le matin du 7 août. Mais, deux jours après l'armistice, Salasco remettait en discussion tout le précaire édifice de la fusion : Venise était abandonnée par la Sardaigne et menacée de retomber au pouvoir des Autrichiens. M. Ventura insiste sur la prudence du comportement de Manin, tiraillé entre tant de politiques adverses et négatives ; les recommandations de la Giunta mazzinienne de Lugano et du Comité national de Castellani allaient se heurter au programme du gouvernement de Gioberti, reprenant l'idée de la fusion appuyée sur l'intervention française. La nouvelle et dernière défaite de Charles-Albert à Novare devait orienter Manin vers un abandon définitif de ses illusions initiales, et la dictature qui lui est confiée ne sera qu'un mode honorable de préparer la capitulation finale dans l'indifférence des Français et des Italiens ramenés à l'obéissance passive.

— M. Ghisalberti présente d'une façon très personnelle, dans la collection des *Quaderni del Risorgimento*, nos 7-8, l'ouvrage que M. Angelo FILIPPUZZI a écrit sur *La pace de Milano (6 agosto 1849)* (Roma, Edizioni dell'Ateneo, 1955, in-8°, vii-388 p. ; prix : 2.800 L.). La paix de Milan, débattue et signée après la défaite de Charles-Albert à Novare, 23 mars 1849, est importante par la qualité des plénipotentiaires qui la préparèrent, par l'intérêt des problèmes que la guerre perdue avait tenté de résoudre et de ceux qui se posèrent au successeur de Charles-Albert, Victor-Emmanuel II, et, indirectement, aux autres États italiens. Elle est importante aussi comme exprimant les forces de cet empire habsbourgeois qui, bien que terriblement secoué par une révolution qui avait compromis ses bases unitaires et son système fédératif, donnait l'impression de posséder encore une vigueur qu'il faudra toute une série de désastres pour briser. L'étude de M. Filippuzzi repose sur une bibliographie étendue et les sources innombrables des archives viennoises. Le chevalier Bruck, représentant arrogant de l'empereur d'Autriche, devait traiter de tous les problèmes italiens posés au gouvernement autrichien : réduction de Venise à l'obéissance, occupation militaire des Légations et de la Toscane, restauration de l'autorité grand-ducale à Florence et ducale à Parme et Modène, sans compter les négociations commerciales avec ces petits

États. L'annotation, particulièrement riche en citations allemandes, fait de ce volume une sorte de recueil documentaire.

— Le long séjour que M. Salvo MASTELLONE a fait en France lui a permis d'élaborer divers travaux d'histoire franco-italienne, dont le dernier, qui vient de paraître dans la collection des *Studi e documenti di storia del Risorgimento* de MM. C. Spellanzon et N. Valeri, sur *Victor Cousin e il Risorgimento italiano* (Firenze, Le Monnier, 1955, in-18, 258 p.). Certes, les ouvrages italiens consultés par l'auteur sont très nombreux — je regrette qu'il n'en ait pas dressé la liste — mais c'est aux papiers conservés à la Bibliothèque de la Sorbonne et aux Archives nationales qu'il a eu recours pour traiter un sujet que j'avais effleuré naguère en publiant ici même quelques pages sur Santa-Rosa. D'autre part, la culture philosophique de M. Mastellone est assez poussée pour qu'il suive sans difficulté les méandres de la doctrine propre de Cousin. L'objet et la méthode de l'ouvrage sont définis avec précision dans une introduction de vingt et une pages, qui signale, d'une part, que Cousin fut un des premiers Français à reconnaître à l'Italie ses droits à la liberté, et que, jusqu'aux temps de Rosmini et de Gioberti, l'éclectisme et le modérantisme se sont étayés au profit du mouvement national. Les chapitres proprement dits concernent les personnalités les plus typiques de l'exil, Mazzini, Gioberti, Ferrari, les affirmations du modérantisme piémontais à travers Santa-Rosa, Balbo, d'Azeglio, Cavour, celles de la même tendance dans les œuvres de Poli, Rosoni et Manzoni, pour le Lombard-Vénitien, et l'on finit par Naples, où d'anciens éclecticiens passeront à la révolution, et la Sicile, où l'éclectisme trouvera un opposant violent en Benedetto Castiglia. Ainsi la philosophie cousinienne a été conçue par certains penseurs italiens comme système philosophique, alors que le plus grand nombre en tiraient un parti politique, et, de fait, quelle qu'ait pu être l'évolution réactionnaire de cette philosophie, il est certain qu'au cours de cette évolution, elle est apparu comme une doctrine de liberté et, à ce titre, compte en effet parmi les éléments formatifs du Risorgimento.

— Le tome X des *Discorsi parlamentari* de G. Benso di Cavour qui vient de paraître (Firenze, La Nuova Italia, 1955, in-8°, 629 p.) n'est pas, par suite de la mort d'un de ses éditeurs, le très regretté A. OMODEO, parfaitement identique à ses précédents, et M. Luigi Russo, collaborateur du professeur Omodeo, nous fait dès maintenant connaître que la publication sera complétée et achevée par le professeur Armando SAITTA, qui s'est décidément affirmé, dans ces derniers temps, comme un des représentants les plus autorisés de la science historique italienne. Ce volume concerne seulement une partie de l'activité législative de Cavour pendant l'année 1854, puisqu'il s'étend seulement à la période du 6 avril au 14 juillet. Les questions les plus diverses y sont abordées : projet de loi sur les agents de change, discussion sur le budget des ministères de la Guerre, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, réforme des droits de succession, interpellation Valerio sur la hausse du prix du blé, sans compter divers projets de travaux publics.

— Giuseppe STEFANI. *Cavour e la Venezia giulia. Contributo alla storia del problema adriatico durante il Risorgimento*. « Studi e documenti di storia del Risorgimento », collezione diretta de C. Spellanzon, N. Valeri, XXXIII (Firenze, Le Monnier, 1955, in-18, 403 p. ; prix non indiqué). — Que la Vénétie julienne tienne une part prépondérante dans les préoccupations du Risorgimento, on le prévoyait et on le savait, mais que ce soit par la pensée et le sensibilité de Cavour que cet

intérêt s
ce livre.
bibliogr
bas des
mières t
court sé
et aussi
autrichi
dement
s'est ins
formée
crée le 1
idées po
À Triest
vigoureux
avoir rai
vient de
dehors d
italienne
côté des
l'égard
déchaîn
taires de
qui a, à
et l'œuv
plume et
dis qu'à
nez des
sarde ou
julienne
destinée
nique, se
tien tant
continua
Ainsi s'e
termes d
sa faveur
méthode
de la rési
au mom
le sort de
les derni
dra de la
que par

— En
[1955], r
voulu de
vrages e

intérêt s'exprime avec le plus d'originalité et de force, c'est ce qui est prouvé par ce livre. A ce dernier, l'auteur n'a pas donné d'introduction explicative, ni de bibliographie proprement dite — en dehors des appels de notes qui figurent au bas des pages, abondantes et soignées. C'est en 1836 que nous trouvons les premières traces d'intérêt de Cavour pour Trieste et sa région. Depuis ce premier et court séjour, Cavour ne cesse de s'intéresser aux activités économiques de Trieste et aussi au réveil des sentiments patriotiques dans une presse dont la réaction autrichienne suit les manifestations inquiétantes. Au reste, les rapports sont rapidement étroits entre les littérateurs triestins et le Piémont : Antonio Gazzoletti s'est installé à Turin, et il sera l'un des premiers adhérents de la Società nazionale formée en 1854 par La Farina. Dans l'ambiance unitaire qu'il affirme à Turin se crée le 1^{er} avril 1858 *Il Patriotta*, où Gazzoletti a la possibilité de développer ses idées politiques, également exposées dans la *Rivista contemporanea*, tandis que, à Trieste, sous le gouvernement du baron Burger, se développe une politique vigoureuse de répression antiitalienne. Celle-ci ne parvient tout de même pas à avoir raison des espérances qu'ont suscitées les résultats heureux de la guerre qui vient de s'achever. Mais le règlement de la situation italienne tend à s'opérer en dehors des prévisions diplomatiques et des espoirs patriotiques : la confédération italienne dont la Tour d'Auvergne entretient le général Da Bormida comporte, à côté des six États italiens, une Vénétie autrichienne dont la force d'attraction à l'égard de Trieste s'exerce dans les milieux qu'inquiètent les bouleversements déchainés en Italie par la guerre de 1859. Mais Cavour reste fidèle à ses rêves unitaires de jeunesse ; il conserve dans la Vénétie julienne des agents de sa politique, qui a, à Turin même, des représentants actifs, et M. Stefani fournit sur le personnel et l'œuvre de l'émigration julienne à Turin des détails nombreux et précis ; par la plume et par des actes de courage, les émigrés travaillent à l'œuvre commune, tandis qu'à Trieste même des comités d'enrôlement s'organisent pour préparer, au nez des policiers autrichiens, des transports clandestins à destination des armées sarde ou garibaldienne. Lorsque Cavour meurt, le sort de Trieste et de la Vénétie julienne n'est pas résolu sur le plan italien, et les visées d'un Napoléon III sur les destinées de l'Adriatique, ajournées par la politique de la Confédération germanique, sont écartées par la politique maritime de l'Angleterre, attachée au maintien tant de l'équilibre méditerranéen que de la paix dans l'Europe centrale, où continuait de couvrir le problème magyar et d'apparaître le problème yougoslave. Ainsi s'explique qu'en 1861, en dépit des adhésions de plus en plus nombreuses et fermes des Triestins à l'idée nationale, des manifestations publiques et scolaires en sa faveur, l'Autriche, employant, selon les plus pures traditions de sa police, les méthodes répressives, arrive à maintenir son autorité, de sorte que c'est sur le plan de la résistance légale que l'effort obstiné des patriotes triestins s'organise, et c'est au moment où, le 14 mars 1861, Victor-Emmanuel II se proclame roi d'Italie que le sort de Trieste apparaît comme le moins enviable. On rappelle que Cavour, dans les derniers jours de sa vie, disait : « C'est à une autre génération qu'il appartiendra de la résoudre » : avec le Trentin, la Vénétie julienne, en effet, ne sera libérée que par la victoire de Vittorio Veneto.

— En publiant cet *Orsini minore* (Ed. dell'Ateneo, *Nuovi saggi*, n° 9 ; Rome [1955], x-263 p., illustr. ; prix : 2.400 l.), M. Alberto-Maria Ghisalberti n'a pas voulu donner une biographie nouvelle du terroriste, sur lequel abondent les ouvrages et les textes : l'auteur en fait, au début de son ouvrage, la bibliographie,

particulièrement sévère pour les auteurs français, Marcel Boulanger et Claude Gevel. Il a voulu seulement apporter la lumière la plus totale sur certains épisodes ou certains instants de l'existence d'Orsini, et il l'a fait avec une richesse documentaire véritablement admirable. Sur la jeunesse universitaire d'Orsini, étudiant à Bologne, docteur en droit en 1848, sur sa participation à la société secrète des *Veri figli della patria*, sur son arrestation par la police pontificale et sa première condamnation, M. Ghisalberti donne une infinité de détails. L'amnistie proclamée par Pie IX rend à son héros la liberté, dont il profite pour intensifier son action révolutionnaire, et les années 1848-1849 sont remplies de l'activité bouillante de ce révolutionnaire ardent et courageux, qui, élu membre de la Constituante romaine, va s'affirmer l'un des plus dévoués collaborateurs du Triumvirat mazzinien. L'auteur est sévère pour celui-ci, ou plutôt pour la crise de brutalité sanguinaire qui sévit dans plusieurs villes de l'État romain, particulièrement Ancône et Ascoli, et Orsini sera chargé par Mazzini de réprimer cette folie rouge et d'appliquer à la lettre la formule mazzinienne : « L'assassinat n'est pas la république. » La répression effectuée par Orsini contre les brigands déchaînés est inexorable. Mais Rome est tombée sous le coup des Français, et, utilisant un passeport anglais, Orsini se réfugie à Nice, et c'est un nouveau chapitre qui s'ouvre pour Orsini : l'exil lui vaudra d'entrer en relations avec les Herwegh et les Herzen ; et c'est un curieux chapitre d'activité révolutionnaire internationale à laquelle l'ardent Orsini participe. Mais il reste en liaison avec le mouvement italien, se manifestant audacieusement à Milan, à Bologne, à Sarzana. Une mésaventure policière n'a pas de trop longues conséquences, et Orsini se réfugie à Londres : début d'un périple qui le met en contact avec des réalités multiples et qui le détache peu à peu de l'emprise de Mazzini. Mais le fond terroriste de la mentalité d'Orsini n'a pas disparu, et si M. Ghisalberti ne tente pas l'historique de l'attentat du 14 janvier 1858, il réunit en faisceau les lettres écrites à la Conciergerie par le terroriste condamné à mort au préfet de police Pietri, à l'abbé Hugon, à Napoléon III. Dans sa lettre à celui-ci, il s'y définit « un malheureux patriote égaré qui ne forme qu'un vœu, c'est que son repentir profite à l'Italie et aux trois malheureux qu'il a entraînés dans l'abîme ». Et le sacrifice d'Orsini, si habilement décrit, dans son développement spirituel, par M. Ghisalberti, sera justifié, en 1859, par la rupture de l'empereur des Français avec l'Autriche.

— Bettino RICASOLI. *Carteggi*. A cura Mario NOBILI e Sergio CAMERANI. T. VII (*Diari fonti per la storia d'Italia*, n° 19 ; Roma, Istituto storico per l'età moderna e contemporanea, 1955, in-8°, 361 p.). — Le château de Brolio, résidence des Ricasoli, renferme encore une masse de correspondances et de journaux d'une importance capitale pour l'histoire de la Toscane et celle du *Risorgimento*. MM. Nobili et Camerani y ont trouvé les matériaux mis en œuvre dans ce gros volume : journal de 1827, journaux et comptes rendus de conférences entre le baron de fer et ministre d'État Francesco Cempini, journaux de 1848, 1849, 1851, 1852, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859 ; déposition de Ricasoli au procès Guerrazzi en 1853. Les éditeurs n'ont pas jugé bon de nantir leur édition d'une introduction ; une note liminaire indique seulement que les textes reproduits, presque tous de la main de Ricasoli, sont conservés au château de Brolio, et qu'on y a fait seulement de menues coupures touchant des détails d'agronomie concrète.

Ce qui nous frappe, touchant ces textes, c'est la continuité d'activité politique et de sentiments nationaux de Ricasoli pour les douze années (1847-1859). Pour

1847, l'intervention de Ricasoli auprès de Cempini a pour but de dénoncer la situation pénible, moralement et matériellement parlant, de la Toscane ; et, de fait, quelques mesures seront prises par le grand-duc Léopold II pour satisfaire quelques-uns des besoins soulignés par Ricasoli. A la fin de l'année, celui-ci est reçu par Charles-Albert et, à l'extrême fin, par le grand-duc, qu'il presse énergiquement pour adopter les réformes nécessaires, et à propos desquelles Ricasoli avoue être l'interprète de l'« immensa poveraglia ».

Le journal de 1848 se termine par une allusion à la formation d'un cabinet Montanelli, et Ricasoli conclut : « La fazione ta vinto, il principe è perduto, e foro con core il paese ! »

De fait, 1849 apporte à la Toscane le souci des choses militaires, de la pression autrichienne, des complications non seulement italiennes, mais européennes, fin de journal pour 1850, et, en 1851, Ricasoli voyage dans la France de l'Est, et, bien entendu, la culture de la vigne en Bourgogne suscite des observations techniques de la part du maître des vignobles de Chianti. En Angleterre, où il passe ensuite, il veut visiter une maison du quartier des femmes (*Spitalfield*) à Londres. Puis c'est à Bordeaux, puis en Provence qu'il voyage ensuite, toujours intéressé par le détail de la production, mais, si ce journal offre quelque intérêt en regard des questions économiques et sociales, il est à peu près vide au point de vue politique.

En 1852, c'est de la santé de M^{me} Ricasoli que le journal de Ricasoli est plein ; la mort de la pauvre malade survient le 3 juillet. Le baron prend cependant le temps de transcrire la pensée de l'abbé Barthélemy sur les passions favorites des hommes, l'erreur et l'esclavage.

On retrouve au début du journal de 1853 le sens habituel du baron pour les idées générales, et ce sont les soucis du chef de famille et du grand propriétaire qui se glissent à chaque page. Ricasoli enregistre les faits météorologiques qui ont quelque signification en regard des productions de la terre. Ce sont des détails de cette sorte qu'est rempli le journal de 1854.

Mais voici qu'en 1855 apparaît la politique piémontaise (du 20 février). Seulement les grandes préoccupations nationales n'empêchent pas Ricasoli de voyager en France, en Angleterre, puis, encore une fois, en Provence, si attrayante par ses ressemblances avec le pays toscan. Et c'est encore, en juin, un nouveau voyage en Grande-Bretagne. Et que de visites, que de conversations techniques, que de perspectives enrichissantes. Après le séjour à Londres et dans le Surrey, voici Ricasoli à Strasbourg, où il admire « la cattedrale stupenda ».

Peu de choses pour 1856, pour 1857, pour 1858. Et la collection des journaux avec dix pages sur 1859 se termine. Les éditeurs ne nous disent pas s'il y a d'autres journaux pour les années suivantes.

Ils ont publié en appendice une relation de la déposition de Ricasoli dans le procès de lèse-majesté intenté contre Guerrazzi. Elle fournit quelques notions utiles sur le comportement de la Commission du gouvernement de 1849, l'attitude de Capponi, les actes de Guerrazzi.

Au total, cette grosse publication ne présente qu'un très faible intérêt sur le plan politique. Elle a comme principal intérêt de confirmer nos sentiments sur Ricasoli lui-même : grand seigneur terrien, occupé par son cher Brolio, intéressé par l'emploi des machines agricoles pour l'exploitation de ses domaines, occupé par des visites nombreuses, actives et passives, dans une sphère de relations conservatrices, faisant en France et en Angleterre des voyages propres à enrichir ses con-

naissances agronomiques et à élargir son expérience politique, homme de foyer, homme de devoir, et ainsi s'explique la formation impeccable sur le plan des habitudes mentales et de l'existence ordonnée de celui qui sera le premier successeur de Cavour.

— Avec le numéro de janvier-février 1955, *Movimento operaio* prend, sous la ferme et scientifique direction de M. A. Saitta, une allure et un ton nouveaux. C'est une grande revue axée sur la connaissance des mouvements sociaux compris dans leur sens le plus large, et, d'autre part, M. Saitta inaugure sous le titre *Pro e contro* une rubrique de discussions, de débats susceptibles de se dégager de la conception purement philologique et érudite du travail historique. Il prend, comme exemple de cette orientation nouvelle, tout ce qui peut surgir d'idées générales et profondes de la lecture des ouvrages de G. Manacorda (*I movimento operaio italiano e suoi congressi 1853-1892*, Rome, 1954) et de Aldo Romano (*Storia del movimento socialista in Italia*, t. I-II, Rome, 1954). D'accord, mais pour qu'un pareil courant ait des effets utiles et généreux, il conviendrait que soit assurée la diffusion la plus large possible aux ouvrages jugés les plus propres à le soutenir : les livres de MM. Manacorda et Romano ne paraissent pas avoir été envoyés à la *Revue historique*. En tout cas, les articles du numéro considéré sont de grande valeur : R. ZANCHERI, *Andrea Costa e la lotta contadina del suo tempo* ; — S. MERLI, *La democrazia « radicale » in Italia (1866-1898)* ; — S. BERTELLI, *Socialismo e movimento operaio in Roma del 1911 al 1914* ; — G. DELLA PERUTA, *I democratici ed il problema della rivoluzione italiane del 1849 al 1852* ; — L. AMBROSOLI, *Interpretazioni e studi sul movimento cattolico italiano*.

— M. Renato CARMIGNANI a dressé des *Appunti per una bibliografia mazziniana* (extrait du *Bollettino della Domus Mazziniana*, n° 1 ; Pisa, Tip. Giardini, 1955, in-8°, 82 p.), fournissant une liste des publications directement ou indirectement consacrées, en Italie et à l'étranger, à Mazzini. Le nombre des références pour la seule année 1954 monte à 416.

— Au t. X, fasc. 3-4 (mars-avril 1955) des *Atti della Accademia dei Lincei* sont publiées d'importantes notes de MM. A. PAGLIARO, *Da missa est a missa* sur la signification originelle d'un mot qui a sa place, et importante, dans la liturgie chrétienne ; — F. MAZZONI, *L'epistola a Cangrande*, commentant une célèbre lettre latine attribuée à Dante ; — S. FERRI, *Iscrizione funeraria da Montebelluna* ; — G. SUBINI, *Documenti epigrafici di storia sarsinate*.

— Sur l'histoire du catholicisme en Italie, voir : Fausto FONZI, *Politica e storiografia in un recente libro sull'Azione cattolica*, extrait de *Humanistas*, 1954, p. 1120-1130, et Aldo BERSELLI, *Le relazioni fra i cattolici franceschi ed i cattolici conservatori bolognesi dal 1858 al 1866*, extrait de *Rassegna storica del Risorgimento*, avril-septembre 1954.

— Je ne sais exactement à quelle catégorie de lecteurs s'applique *L'Italia dal 1870 al 1915 (Fatti e figure)* de M. Alberto M. GHISALBERTI (Edizione Radio italiana [1955], in-16, 148 p.). Mais cette courte présentation, enfermée entre deux dates capitales de l'histoire italienne, la fin du pouvoir temporel et la participation à la première guerre mondiale, se présente avec une telle intensité de vie, une recherche si sobre de l'explication individuelle et collective que nous la considérons comme un petit chef-d'œuvre. Il n'est pas jusqu'aux éléments de l'évolution écono-

mique et sociale qui n'y aient trouvé leur place. La courte bibliographie consacrée aux « figures » rendra elle-même des services au moins provisoires.

— On sait l'importance de la personnalité d'Antonio Gramsci parmi les adversaires du fascisme et comme l'un des plus ardents animateurs du communisme italien. Arrêté le 8 novembre 1926, il fut condamné le 4 juin 1928, à vingt ans, quatre mois et cinq jours de réclusion, pour instigation à la guerre civile, excitation à la haine de classe, apologie du crime et propagande subversive ; il devait opposer aux souffrances d'une santé rapidement ruinée une admirable force d'âme, qui lui permit de poursuivre ses recherches et ses réflexions sur l'histoire politique et intellectuelle de son pays. Il ne put pourtant résister au mal qui le rongait et s'éteignit le 27 avril 1937, trois jours après l'expiration de sa peine, réduite, à la suite de diverses amnisties, à un peu plus de dix ans. Les œuvres qu'il a laissées ont été éditées par la maison Einaudi. Parmi ces œuvres valent, pour leur qualité éminemment morale, les *Lettere dal Carcere* (Turin, 1952, in-8°, 260 p., réédition parfaitement conforme de 1955). Elles sont adressées presque exclusivement à sa mère, à ses sœurs, à sa belle-sœur Tania, qui, pendant des années, ne vécut que pour alléger les souffrances de Gramsci, et mourut en U. R. S. S. en 1943, peu de temps après la mort de celui-ci. Les soucis familiaux, les préoccupations intellectuelles, l'avenir de ses enfants et de sa famille, les incidents d'une vie mouvementée de prisonnier ballotté de geôle en geôle, les réflexions susceptibles de heurter un esprit aussi richement orné que celui de Gramsci, remplissent ces lettres qui ont des chances de devenir classiques dans la littérature des prisons..

— *Non mollare* (1925) (Firenze, « La nuova Italia », in-8°, 117 p., 1 reproduction photographique en 2 pages, XLVII reproductions). — Contribution à l'histoire du fascisme. En effet, on publie, dans ce volume, la reproduction du journal antifasciste « *Non mollare, Bolletino d'informazioni durante « il regime fascista »*. *Chi riceve il bollettino è moralmente impegnato a farlo circolare* ». — *Ne pas céder, bulletin d'informations durant le régime fasciste. Quiconque reçoit le bulletin est moralement engagé à le faire circuler*, précédé de trois études de MM. Gaetano Salvemini, Ernesto Rossi, Piero Calamandrei, survivants de l'époque héroïque où fut fondé le *Non mollare*, Carlo et Nello Rosselli qui figurent sur la photographie publiée en tête du volume ayant disparu dans l'horrible attentat dont ils furent les victimes en Normandie et dont M. Salvemini prépare l'étude critique à l'aide de documents péremptaires qui ne me sont pas étrangers.

Les vingt-deux numéros reproduits ont paru du mois de janvier au 5 octobre 1925, année qui suit l'assassinat du député socialiste Matteotti et qui marque un tournant décisif dans l'histoire du fascisme. Le journal créé avait pour mission essentielle de maintenir l'esprit, plus que de résistance, de désobéissance indispensable. M. Salvemini raconte dans le détail la création du journal, les difficultés pour son impression et sa diffusion et ajoute un lot de faits typiques à son livre classique sur la terreur fasciste. M. Ernesto Rossi expose les conditions dans lesquelles fut organisée l'*Italia libera*, association secrète d'environ deux cents membres pour lutter contre les lois fascistes en vigueur ou en préparation et les manifestations à l'occasion des anniversaires de la pendaison de Cesare Battisti et de la mort de Matteotti. Dans une étude approfondie, M. P. Calamandrei expose les conditions faites à la culture libre et à la justice légale par le bâton des fascistes employé contre les amis indéfectibles de la liberté. Il rappelle le fameux discours du Duce de 1925 applaudi avec frénésie par ses amis pour son aveu qu'il n'avait jamais lu

une page de Croce, rappelle les luttes au sein de l'Université de Florence au temps des ministres fascistes Gentile et Fedele et l'obligation par le professeur Salvemini d'abandonner son enseignement. Le 15 novembre 1949, Salvemini était réintégré dans sa chaire, et, depuis cette date, il a travaillé avec une ardeur accrue pour l'idéal de sa jeunesse et le perfectionnement de sa méthode.

— La *Collezione storica* de la maison Laterza s'est enrichie, dans toute la force du terme, d'un ouvrage essentiel, sous le titre collectif *Saggi sulla vita democratica italiana* (Bari, Laterza, 1955, in-8°, x-599 p.; prix : 3.000 l.). Les *Dieci anni dopo, 1945-1955* constituent un examen collectivement dressé par des hommes politiques et des historiens, tous qualifiés, qui, très loyalement, ont établi le bilan des désillusions survenues en Italie depuis la libération et des espoirs qui subsistent, et M. Calamandrei a bien caractérisé l'esprit qui se dégage de ce livre honnête et savant en le qualifiant de *cathare*, car il s'y exprime un dialogue naturel de la liberté et de la raison. On y trouve les essais de : Leo VALIANI, *Il problema politica della nazione italiana*; — G. DE ROSA, *I partiti politici dopo la Resistenza*; — P. CALAMANDREI, *La Costituzione e le legge per attuarla*; — R. BATTAGLIA, *Giustizia e politica nella giurisprudenza*, où l'auteur de l'ouvrage classique sur l'histoire de la Résistance fournit des données encore utiles sur les effets des passions politiques dans l'interprétation du droit; — E. CORBINO, *L'economia*; — E. LUSSU, *I sindacati*; — M. SANSONE, *La cultura*. Je regrette que quelque Jemolo n'ait pas eu à traiter les problèmes religieux.

— Le n° 6 de la revue milanaise *Movimento operaio* (novembre-décembre 1954; paru fin mai 1955) est tout entier consacré à ce mouvement révolutionnaire sicilien connu sous le nom de *I fasci*. Les contributions réunies dans ce fascicule, dues à MM. S. F. ROMANO, M. GANCI, F. RENDA, G. GERRITO, J. COSTANZA, I. NIGRELLI, L. CORTESI, éclairent les causes du mouvement et l'étudiant plus particulièrement pour les régions de Palerme, Catane, Messine, Trapani. Les conditions économiques et politiques qui ont amené aux environs de 1893 les travailleurs siciliens à secouer le joug qui les opprimait sont mises en lumière, ainsi que la résonance de ce mouvement au sein du parti socialiste.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Adieu à Boris Mirkine-Guetzévitch. Biobibliographie de B. Mirkine-Guetzévitch. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, janvier-mars 1955.] — H. David. Henri Drouot, historien de l'art. [*A. de Bourg.*, juillet-septembre 1955.] — Ch. R. Sanders. Carlyle's Letters. [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1955.] — Hermann Bengtson. Theodor Mommsen. [*Die Welt als Gesch.*, 1955, Heft 2.] — Herbert Schönebaum. Karl Lamprechts Mähen um innere und aussere Kulturpolitik. [*Ibid.*] — G. O. Kent. New Notes on Heinrich von Sybel and *Die Begründung des deutschen Reiches durch Wilhelm I.* [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1955.] — Peter Wegelin. Jacob Burckhardt und der Begriff der Nation vornehmlich in den Welt-

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *American historical review* (octobre 1955 et janvier 1956). — *Anales de historia antigua y medieval* (Buenos Ayres, 1954). — *Annales de Bourgogne* (juillet-septembre 1955). — *Annales de l'Est* (1955, n° 3 et 4). — *Annales du Midi* (octobre 1955). — *Annales de Normandie* (janvier 1956). — *Archivo hispanice* (1955, n° 70 à 73). — *Atti della Accademia nazionale degli Lincei*, Série VIII, *Rendiconti*, (vol. X, fasc. 3-4) ; *Notizie degli scavi di Antichità* (vol. VIII, 1955, fasc. 7-12). — *Bibliotheca hispanica* (1955, n° 1-2). — *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CXII, 1954). — *Bulletin de Correspondance hellénique* (1955, n° 1). — *Bulletin of the international Institute of social history* (1955, n° 2). — *Bulletin of the Institute of historical research* (mai 1955). — *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (juillet-décembre 1955). — *Bulletin of the John Rylands library* (1955). — *Cahiers d'histoire* (1956, n° 1). — *Cambridge historical journal* (XI, 1955, n° 3). — *Classica et Mediaevalia* (1955, t. XVI). — *English historical review* (mai 1955). — *Études suisses d'histoire générale* (Bd 13, 1955). — *Hesperis* (XLII, 1955, n° 1-2). — *Hispania* (1955, t. I, fasc. 1). — *Historia* (1955, t. V, n° 1). — *Historische Zeitschrift* (Bd 180, Heft 3, décembre 1955, et Bd 181, Heft 1, février 1956). — *History* (octobre 1954). — *Jerónimo Zurita, Cuadernos de historia* (t. II, 1951). — *Journal of economic history* (septembre 1955). — *Journal of modern history* (décembre 1955). — *Journal of the history of ideas* (octobre 1955 et janvier 1956). — *Journal des Savants* (avril à septembre 1955). — *Movimento operaio* (mai-août 1955). — *Nuova rivista storica* (septembre-décembre 1955). — *Past and present* (novembre 1955). — *Politique étrangère* (octobre-décembre 1955). — *Population* (octobre-décembre 1955). — *Provence historique* (octobre-décembre 1955). — *Rassegna storica del Risorgimento* (1953 et 1954, fasc. 1). — *Review of politics* (octobre 1955 et janvier 1956). — *Revue africaine* (1955, 1^{er} et 2^e trimestres). — *Revue archéologique* (janvier à juin 1955). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (décembre 1955). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1955, n° 4). — *Revue de l'histoire des religions* (juillet-septembre 1955). — *Revue d'histoire des colonies* (2^e trimestre 1955). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1955, n° 3). — *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle* (janvier-mars 1955). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1955, n° 2). — *Revue de Défense nationale* (novembre 1955 à mars 1956). — *Revue de la Méditerranée* (septembre à décembre 1955). — *Revue maritime* (janvier à mars 1956). — *Rivista storica italiana* (1955, n° 3). — *Saeculum* (1955, n° 4). — *Speculum* (1955). — *Syria* (1955, fasc. 1-2). — *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* (janvier 1956). — *Die Welt als Geschichte* (1955, Heft 2).

geschichtlichen Betrachtungen. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] — *F. Pahlmann.* Ein Predigtenentwurf Leopold von Rankes. Veröffentlichung und Interpretation. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 180, Heft 3, décembre 1955.] — *Victor Alba.* El sistema de la historia de Arnold Toynbee. Planteamiento y critica. [*Historia*, 1955, n° 1.]

Werner Näf. Vom Sinn der Geschichte. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] — *Maurice Mandelbaum.* History and social theory. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1955.] — *Lewis W. Spitz.* Natural law and theory of history in Herder. [*Ibid.*] — *Samuel Kliger.* Emerson and the usable anglo-saxon past. [*Ibid.*] — *Buddha Prakash.* The Hindu philosophy of history. [*Ibid.*] — *Henry W. Spiegel.* Theories of economic development. [*Ibid.*] — *Arnaldo Momigliano.* Il linguaggio e la tecnica dello storico. [*R. st. it.*, 1955, n° 3.] — *Achille Norsa.* Ancora sulla metodologia della storia delle dottrine politiche. [*N. riv. st.*, septembre-décembre 1955.] — *Richard D. Challener et Maurice Lee Jr.* History and the social sciences: the problem of communications. [*A. H. R.*, janvier 1956.]

Rome historical congress. [*Past and Present*, novembre 1955.] — *Peter Güg.* Das Institut für Europäische Geschichte in Mainz. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] — *Mario Toscano.* Coexistence et histoire des religions. [*Pol. étr.*, octobre-novembre 1955.] — *Stephan Küttner.* Methodological Problems concerning the History of Canon Law. [*Speculum*, t. XXX, 1955.] — *J. Sezner.* An historical plea for the humanities. [*Past and Present*, novembre 1955.] — *Raymond P. Stearns.* A plea for political history. [*R. of politics*, octobre 1955.] — *Hans J. Morgenthau.* Reflections on the State of political science. [*Ibid.*] — *Édouard Bonnefous.* L'« Année politique ». [*R. int. d'hist. pol. et const.*, janvier-mars 1955.]

Wilhelm Koppers. Fünfzig Jahre ethnologisch-historische Australi enforschung. [*Saeculum*, 1955, n° 4.] — *Bibliographie lorraine.* [*A. de l'Est*, 1955, n° 4.] — *Adeleine Daumard.* L'histoire économique et sociale à la Société d'histoire moderne. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1955, n° 3.] — *O. et F. D.* Documents de la collection André de Coppet. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1955.] — *Suzanne Solente.* Nouvelles acquisitions latines et françaises du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale pendant les années 1946-1950. [*Bibl. Éc. chartes*, t. CXII, 1954.] — *Balout et Leglay.* L'archéologie algérienne en 1954. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1955.]

H. Heaton. Criteria of Periodization in Economic History. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1955.] — *D. A. Seastone.* The History of Guaranteed Wages and Employment. [*Ibid.*, 1955, n° 2.] — *Theodore H. von Laue.* Legal marxism and the Fate of capitalism in Russia. [*R. of politics*, janvier 1956.] — *Werner Conze.* Das Ende des Proletariats. [*Vierteljahr. für Zeitgesch.*, janvier 1956.] — *E. Kerridge.* The Returns of the Inquisitions of Depopulation. [*E. H. R.*, mai 1955.]

Gabriel Bonnet. De l'arc à la bombe atomique. [*R. de Déf. nat.*, décembre 1955.] — *Emilio Galba.* Sulla *Historia romana* di Cassio Dione. [*R. st. it.*, 1955, n° 3.] — *H. Beumann.* Die Historiographie des Mittelalters als Quelle für die Ideengeschichte des Königtums. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 180, Heft 3, décembre 1955.] — *Konrad Müller.* Neue Fragmente in tironischen Noten aus der Berner Handschriftensammlung. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] — *Angelus Walz.* Des Aage von Dänemark Rotulus Pugillaris. [*Class. et Mediaevalia*, 1955, t. XVI.] — *G. R. Elton.* King or minister? The man behind the henrician reformation? [*Hist.*, octobre 1954.] — *Werner Hohlschmidt.* Simplicius in Bern. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] —

Josef Matl. Antike Gestalten in der slawischen literarischen und Volksüberlieferung. [*Saeculum*, 1955, n° 4.] — *R. Pares.* A quarter of a millenium of anglo-scottish Union. [*Hist.*, octobre 1954.] — *M. Gluckman.* The peace in the feud. (A propos de *E. Evans Pritchard.* The Nuer.) [*Past and Present*, novembre 1955.] — *A. Barcan.* The australian middle class. [*Ibid.*] — *J. Chelhod.* La baraka chez les Arabes ou l'influence bienfaisante du séné. [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1955.] — *Ferdinand Elsener.* Neuere Literatur zur Verfassungsgeschichte der Dorfgemeinde. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] — *Hermann Goetz.* Die Entstehung des indischen Nationalismus. [*Saeculum*, 1955, n° 4.] — Origini e prime linee di sviluppo del movimento contadino in Italia. (18 articles d'auteurs différents composant un numéro entier de la revue.) [*Mov. operaio*, mai-août 1955.] — *Zygmunt J. Gasiowski.* The « Conquest » Theory of the Genesis of the Polish State. (Analyse des théories allemandes anciennes et récentes.) [*Speculum*, t. XXX, 1955.] — *R. M. Hutton.* John Robinson and the Account of Sweden. [*Bull. Inst. Hist. Research*, novembre 1955.] — *H. Hochholzer.* Das geschichtliche Raumgefüge der Kulturlandschaft Oberitaliens. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 181, Heft 1, février 1956.] — *Gerhard Schmidt.* Les influences du monde islamique sur la civilisation européenne. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1955, n° 3.] — *Lynn Thorndike.* Whatever was, was right. [*A. H. R.*, janvier 1956.] — *J. F. Wellemeyer Jr.* Survey of United States historians, 1952 and a forecast. [*Ibid.*] — *Jaime Vicens Vives.* Hacia una historia económica de España. [*Hispania*, 1954, n° 57.] — *Miguel Lasarte Cordero.* Mayorazgos y últimos descendientes de la nobleza española. (Nobiliaire.) [*Arch. hispalense*, 1955, n° 71.] — *Roberto Herrera Soto.* Belice, Inglés, mexicano o guatemalteco? Itinerario histórico de una controversia. (Avec cartes.) [*Historia*, 1955, n° 1.]

II. ORIENT ANCIEN ET ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Henri Seyrig. Antiquités syriennes. 60. Quelques cylindres orientaux ; 61. Un béliet portant des outres ; 62. La quête d'Osiris. [*Syria*, 1955, fasc. 1-2.] — *André Caquot.* Nouvelles inscriptions araméennes de Hatra (III). [*Ibid.*] — *Id.* Note sur le Semeion et les inscriptions araméennes de Hatra. [*Ibid.*] — *Henri Cazelles.* Nouveaux documents araméens d'Égypte. [*Ibid.*] — *Georges Dossin.* L'inscription de fondation de Iahdun-Lim, roi de Mari. [*Ibid.*] — *Alan Rowe.* A Contribution to the Archaeology of the Western Desert (III). (Temples d'Alexandre le Grand et palais de Rhacotis.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1955.]

Ch. Picard. L'archéologie allemande et les problèmes de la Grèce occidentale. [*J. des Sav.*, juillet-septembre 1955.] — *J. Gwyn Griffiths.* Archaeology and Hesiod's five ages. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1956.] — *P. Devambes.* Questions thasiennes (2^e et dernier article). [*J. des Sav.*, avril-juin 1955.] — *A. E. Raubitschek.* Damon. [*Class. et Mediaevalia*, 1955, t. XVI.] — *Albert William Levy.* The idea of Socrates : the philosophic hero in the nineteenth century. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1956.] — *R. Ginouvès.* Sur un aspect de l'évolution des bains en Grèce vers le IV^e siècle de notre ère. [*B. C. H.*, LXXIX, 1955, 1.] — *Anton Hermann Chroust.* Xenophon, Polycrates and the « Indictment of Socrates ». [*Class. et Mediaevalia*, 1955, t. XVI.] — *G. U. Gentili.* Siracusa : Ara di Ierone. Campagna di scavo 1950-51. [*Not. Scavi*, 1954, fasc. 7-12.] — *D. Adamesteanu.* Due problemi topografici del retroterra geleso. (Localisation de Phalarion occupée par Agatocles en 311 av. J.-C.) [*Atti Accad. naz. Lincei*, S. VII : *Rendiconti*, vol. X, fasc. 3-4.]

CA. P[icard]. L'archéologie italienne à Poseidonia-Paestum. (Importance considérable des nouvelles découvertes.) [*R. A.*, XLV, janvier-mars 1955.] — E. Stefani. Tarquinia : scoperta di due tombe etrusche dipinte. [*Not. Scavi*, s. VIII, vol. VIII, 1954, fasc. 1-2.] — B. Pace. Il problema della plastica italiota. [*R. A.*, XLV, janvier-mars 1955.] — G. Susini. Documenti epigrafici di storia sarsinate. [*Atti. Accad. naz. Lincei*, S. VIII : *Rendiconti*, vol. X, fasc. 3-4, mars-avril 1955.] — C. Caprino. I ritrovamenti di Innocenzo Dall'Osso sul colle di Sant'Agata di Monte Mario. (Rome, rive droite ; occupation du sol au VIII^e siècle av. J.-C., puis tombes à chambre étrusques et céramique étrusco-campanienne.) [*Not. Scavi*, s. VIII, vol. VIII, 1954, fasc. 1-2.] — O. Ulrich-Bansa. S. Genesio-Pavie : Ripostiglio di monete d'argento del IV sec. d. Cr. [*Ibid.*, fasc. 7-12.] — G. Vallet et Fr. Villard. Un atelier de bronziers : sur l'École du cratère de Vix. (Atelier localisé en Italie méridionale.) [*B. C. H.*, LXXIX, 1955, 1.] — Ch. P[icard]. Le diadème d'or de Vix : pavots et Pégasez. (Le décor du diadème est purement grec.) [*R. A.*, XLV, janvier-mars 1955.] — G. Tessier. Les écritures romaines. [*J. des Sav.*, avril-juin 1955.] — A. Merlin. L'héroïsation équestre. [*Ibid.*, juillet-septembre 1955.] — L. Herrmann. Perse écolier. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1955, n° 2.] — Jorgen Raasted. The lacuna after Lucr. II, 164. [*Class. et Mediaevalia*, 1955, t. XVI.]

R. Étienne. Les passages transpyrénéens dans l'Antiquité. Leur histoire jusqu'en 25 av. J.-C. [*A. du Midi*, octobre 1955.] — P. Salama. La colonie de Rusguniae d'après les inscriptions. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1955.] — J. Mazard. Les monnaies coloniales supposées de Babba et de Banasa. Note additionnelle par H. G. Pflaum. [*Ibid.*] — R. A. Staccioli. I criptoportici forensi di Aosta e di Arles. [*Atti Accad. naz. Lincei*, s. VIII : *Rendiconti*, vol. IX, fasc. 11-12, novembre-décembre 1954.] — H. van Effenterre. Restaurations gallo-romaines à l'Université de Caen. [*A. de Normandie*, janvier 1956.] — Julien Guey. Lugdunum, Thurium, Thurinus. A propos de la fondation de Lyon. [*Cahiers d'hist.*, 1956, 1.] — A. Audin et P.-L. Couchoud. Le génie de Lyon et son culte sous l'Empire romain. [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1955.] — A. Roës. Fibules en forme d'aigles trouvées en Hollande. (Notes sur les origines orientales du motif.) [*R. A.*, XLV, janvier-mars 1955.] — M. Renard. Inscription latine de Nivelles (découverte en 1941). [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1955, n° 2.] — I. Müller-Seidel. Die Usurpation Julians des Abtrünnigen im Lichte seiner Germanenpolitik. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 180, Heft 2, octobre 1955.]

III. LE MOYEN AGE

Philip Levine. Historical Evidence for Calligraphic Activity in Vercelli from St Eusebius to Atto. (IV^e-X^e siècles.) [*Speculum*, t. XXX, 1955.] — J. Bathellier. Observations sur la crypte de Saint-Aignan à Orléans et ses chapiteaux. [*R. A.*, XLV, avril-juin 1955.] — E. Delaruelle. Toulouse, capitale wisigothique, et son rempart. [*A. du Midi*, 1955, 3.] — Pierre Gasnault. Les actes privés de l'abbaye de Saint-Martin de Tours du VIII^e au XII^e siècle. [*Bibl. Éc. chartes*, t. GXII, 1954.]

Luitpold Wallach. The epitaph of Alcuin : a model of Carolingian epigraphy. [*Speculum*, t. XXX, 1955.] — H. Stern. Poésies et représentations carolingiennes et byzantines des mois. [*R. A.*, XLV, avril-juin 1955.] — Jorge Luis Cassani. De Estrasburgo a Verdún. (Partage de l'empire carolingien.) [*Anales de hist. antigua*

y medieval, 1954.] — *M. de Boüard*. De la Neustrie carolingienne à la Normandie féodale : continuité ou discontinuité? [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1955.]

H. R. Loyn. Gesiths and Thegns in Anglo-Saxon England from the Seventh to the Tenth Century. [*E. H. R.*, n° 277, octobre 1955.] — *G. Barraclough*. The anglo-saxon writ. [*Hist.*, octobre 1954.] — *A. R. Burn*. Procopius and the Island of Ghosts. [*E. H. R.*, mai 1955.] — *R. H. C. Davis*. East Anglia and the Danelaw. [*Transactions Royal Hist. Soc.*, 1955.] — *G. J. Marcus*. The Norse Emigration to the Faeroe Islands. [*E. H. R.*, janvier 1956.] — *J. F. A. Mason*. The Companions of the Conqueror : An Additional Name. [*Ibid.*]

J. Leroy. Un nouveau manuscrit arabe-chrétien illustré du roman de Baarlaam et Joasaph. [*Syria*, 1955, fasc. 1-2.] — *André Caquot*. Inscriptions judéo-arabes de Rūsāfa (Sergiopolis). [*Ibid.*] — *E. Dhorme*. Les Arabes en Syrie avant l'Islam. [*J. des Sav.*, juillet-septembre 1955.] — *Sir Hamilton Gibb*. The influence of Islamic culture on Medieval Europe. [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1955.] — *A. Mahdjoub*. Ibn 'Abd al-Barr al-Qurt'ubi (978-1071). [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1955.] — *W. H. C. Frend*. North-Africa and Europe in the Early Middle Ages. [*Transactions Royal Hist. Soc.*, 1955.] — *W. C. Brice*. The Turkish Colonization of Anatolia. (Au XI^e siècle.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1955.]

G. Chevrier. La formation du duché de Bourgogne. [*J. des Sav.*, avril-juin 1955.] — *R. Fols*. La formation du duché de Bourgogne d'après un ouvrage récent. [*A. de Bourg.*, juillet-septembre 1955.] — *J. Richard*. La mention du chancelier dans les actes privés du XI^e siècle en Bourgogne. [*Bibl. Éc. chartes*, CXII, 1954.] — *Sidney Painter*. The Houses of Lusignan and Châtellerault, 1150-1250. (Étude généalogique.) [*Speculum*, t. XXX, 1955.] — *M. Le Pesant*. Les noms de personnes à Évreux du XII^e au XIV^e siècle. [*A. de Normandie*, janvier 1956.] — *Jorgen Petersen*. La recherche de la sagesse d'après Hugues de Saint-Victor. [*Class. et Mediaevalia*, 1955, t. XCI.] — *Guy de Valous*. La poésie amoureuse en langue latine au Moyen Age (fin). [*Ibid.*] — *F. Favresse*. Les draperies bruxelloises en 1281. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1955, n° 2.]

Paul Meyvaert, O. S. B. The Autographs of Peter the Deacon. (Étude sur l'écriture minuscule à Bénévent au XI^e siècle.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1955.] — *Silvano Borsari*. I rapporti fra Pisa e gli stati di Romania nel Duecento. [*Riv. st. it.*, 1955, n° 4.] — *M. Pacaut*. Les légats d'Alexandre III (1159-1181). [*R. H. E.*, 1955, n° 4.]

Bertold Spuller. Die Goldene Horde und Russlands Schicksal. [*Saeculum*, 1955, n° 4.] — *J. Longnon*. La bataille de Pélagonia en 1259. [*J. des Sav.*, juillet-septembre 1955.]

P. H. Sawyer. The « Original Returns » and Domesday Book. [*E. H. R.*, avril 1955.] — *I. Aird*. The Death of Amy Robsart. Accident, suicide, or Murder-or Disease? [*Ibid.*, janvier 1956.] — *B. P. Wolfe*. The Management of English Royal Estates under the Yorkish Kings. [*Ibid.*] — *F. A. Cazel*. The tax of 1185 in aid of the Holy Land. (En Angleterre.) [*Speculum*, t. XXX, 1955.] — *J. Boussard*. Les influences anglaises dans le développement des grandes charges de l'empire d'Henri II Plantagenêt. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1955.] — *R. B. Pugh*. The King's Prisons before 1250. [*Transactions Royal Hist. Soc.*, 1955.] — *R. A. Brown*. Royal Castle-Building in England, 1154-1216. [*E. H. R.*, mai 1955.] — *J. L. Grassi*. William Airmyn and the Bishopric of Norwich. [*Ibid.*] — *C. A.*

F. Meekings. Justices of the Jews, 1218-1268 : a provisional list. [*Bull. Inst. Hist. Research*, novembre 1955.] — *George L. Haskins*. Executive Justice and the Rule of Law. Reflections on thirteenth-century England. [*Speculum*, t. XXX, 1955.]

A. Dupont. Considérations sur la colonisation et la vie rurale dans le Roussillon et la Marche d'Espagne au ix^e siècle. [*A. du Midi*, 1955, 3.] — *Miguel de Ferdinandy*. « Clariore genere. » Formas y destino de una idea imperial en el Norte eurasiático en el medioevo cristiano (suite). [*Anales de hist. antigua y medieval*, 1954.] — *Antonio C. Floriano Cumbreño*. Las Efemérides Turolenses. (Édition critique du *Libro de los jueces de Teruel* et des chroniques qui le suivent, 1176-1434.) [*J. Zurita, Cuad. de hist.*, t. II, 1951.] — *Angel Castellán*. Estampas del siglo XIII en la crónica de Fra Salimbene de Parme. [*Anales de hist. antigua y medieval*, 1954.]

J. Desjacques et *P. Koeberlé*. Mogador et les fies purpuraires. [*Hesperis*, XLII, 1955, 1-2.] — *D. Eustache*. El-Bakra, capitale idrissite, et son port. [*Ibid.*] — *Ch. E. Dufourcq*. La question de Ceuta au XIII^e siècle. [*Ibid.*]

F. Favresse. Sur un passage du privilège ducal du 12 juin 1306 concernant la gilde bruxelloise de la draperie. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1955, n° 3.] — *P. Tuco-Chala*. Forêts et landes en Béarn au XIV^e siècle. [*A. du Midi*, 1955, 3.] — *A. Artonne*. Les synodes diocésains d'Arles de 1410 à 1570. [*R. d'hist. de l'Egl. de Fr.*, janvier-juin 1955.] — *Id.* Le Congrès d'Arras de 1435. [*J. des Sav.*, juillet-septembre 1955.] — *Jean Rigault*. Les relations de Louis XI avec la ville de Metz. [*A. de l'Est*, 1955, n° 3.] — *H. Chobaut*. Les mattres-cartiers d'Avignon du XV^e siècle à la Révolution. [*R. hist.*, octobre-décembre 1955.]

E. B. Fryde. Loans to the English Crown, 1328-31. [*E. H. R.*, avril 1955.] — *B. Wilkinson*. Notes on the coronation Records of the Fourteenth Century. [*Ibid.*, octobre 1955.] — *G. A. Holmes*. Judgement on the Young Despensers, 1326. [*Ibid.*, mai 1955.] — *Id.* The Rebellion of the earl of Lancaster, 1328-1329. [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1955.]

Miguel Angel Ochoa Brun. Castilla contra la Unidad. (Politique du Roi Catholique.) [*J. Zurita. Cuad. de hist.*, t. II, 1951.] — *Francisco Sevillano Colom*. Las empresas nacionales de los Reyes Católicos y la aportación económica de la ciudad de Valencia. [*Hispania*, 1954, n° 57.] — *W. Ullmann*. The Pontificate of Adrian IV. [*Camb. Hist. J.*, XI, n° 3, 1955.] — *Iris Orige*. The domestic enemy : the Eastern slaves in Tuscany in the 14th and 15th centuries. [*Speculum*, t. XXX, 1955.] — *A. G. Keller*. A Byzantine Admirer of « Western » Progress : Cardinal Bessarion. [*Camb. Hist. J.*, XI, n° 3, 1955.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

G. Destreich. Justus Lipsius als Theoretiker des neuzeitlichen Machtstaates. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 181, Heft 1, février 1956.]

Giulio Cervani. Il Rinascimento italiano nella interpretazione di Hans Baron. [*N. ris. st.*, septembre-décembre 1955.] — *Bruno Caizzi*. Economia e finanza a Vigerano nel Cinque e Seicento. [*Ibid.*] — *Giuliano Procacci*. La fortuna dell'Arte della Guerra del Machiavelli nella Francia del secolo XVI. [*Riv. st. it.*, 1955, n° 4.] — *J. Gwyn Griffiths*. Leonardo and the Latin poets. [*Class. et Mediaevalia*, 1955, t. XVI.]

H. Miller. Subsidy Assessments of the peerage in the sixteenth century. [*Bull.*

Inst. Hist. Research, mai 1955.] — T. S. Willan. Some Aspects of English Trade with the Levant in the Sixteenth Century. [*E. H. R.*, mai 1955.] — A. J. A. Malkiewicz. An Eye-witness Account of the *Coup d'État* of October 1549. [*Ibid.*, octobre 1955.] — L. Anthéunis. La législation persécutrice des catholiques sous le règne d'Élisabeth I^{re} d'Angleterre. [*R. H. E.*, 1955, n° 4.] — Pierre Mesnard. François Hotman (1524-1590) et le complexe de Tribonien. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1955.] — H. G. Koenigsberger. The organization of revolutionary parties in France and the Netherlands during the sixteenth century. [*J. of mod. hist.*, décembre 1955.] — P. Gorissen. Les abbayes de Tournai-Tournais et l'indult aux nominations de Charles-Quint. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1955, n° 3.] — E. Brouette. La non-résidence des curés dans l'archidiaconé liégeois de Hainaut au xvi^e siècle. [*Ibid.*, n° 2.] —

J. Jacquemin. La colonisation protestante en Floride et la politique européenne au xvi^e siècle. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1955.] — Colonel Jean de Pablo. L'amiral Jacques de Sorres vu par les Espagnols. [*Ibid.*] — Chantal de La Véronne. Deux lettres inédites d'un roi de Tlemcen (1531-1532). [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1955.] — M. Garand-Zobel. Lettres échangées entre François I^{er} et ses ambassadeurs à Londres (août-octobre 1518). [*Bibl. Éc. chartes*, t. CXII, 1951.] — E. Pouille. L'astrolabe médiéval d'après les manuscrits de la Bibliothèque nationale. [*Ibid.*] — L.-A. Boiteux. Figures de proue : le chevalier de Villegagnon, 1510-1571. [*R. marit.*, mars 1956.]

B. F. Porshner. The legend of the seventeenth century in french history. [*Past and Present*, novembre 1955.] — J. Taylor. Copernicus on the Evils of inflation. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1955.] — Melbourne G. Evans. Aristotle, Newton and theory of continuous magnitude. [*Ibid.*] — George Watson. Hobbes and the metaphysical concert. [*Ibid.*] — Beverley S. Ridgely. New astronomy in french 17th Century poetry. [*Ibid.*, janvier 1956.] — Lino Marini. René de Lucinge signor des Allymes. Le fortune savoiarde nello stato sabaudo e il trattato di Lione (1601). [*R. st. it.*, 1955, n° 3.] — R. Garapon. Vauquelin de la Fresnaye et Malherbe. [*A. de Normandie*, janvier 1956.] — R. Fromilhague. Les années normandes de Malherbe. [*Ibid.*] — R. Lebègue. L'influence de Malherbe en Normandie. Hommage à Malherbe. [*Ibid.*] — H. Forestier. Perrette décoiffée. A propos d'un poème héroï-comique et des écoles d'autrefois. [*A. de Bourg.*, juillet-septembre 1955.] — H. Lapeyre. La cartographie des Pyrénées avant Sanson (1675). [*A. du Midi*, 1955, 3.] — F.-G. Pariset. Un Français en Italie ; les remarques triennales de J.-B. Du Val (fin). [*R. de la Médit.*, septembre-octobre et novembre-décembre 1955.] — L.-Léon Bernard. Molière and the historian of french society. [*R. of politics*, octobre 1955.] — A. Fontaine. Conflits entre paysans et bourgeois à Cherbourg à propos de la taille (xvii^e et xviii^e siècles). [*A. de Normandie*, janvier 1956.] — R. Warlomont. Les sources néerlandaises de l'ordonnance maritime de Colbert (1681). [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1955, n° 2.] — Michel Antoine. Le Conseil des Dépêches sous le règne de Louis XIV (suite et fin). [*Bibl. Éc. chartes*, t. XCII, 1954.] — Henri Hiegel. Les artistes lorrains Melling et Metzinger. [*A. de l'Est*, 1955, n° 3.] — L. Lagarde. Un matelot de Louis XIV sur les côtes du Maroc. (Journal de bord récemment acquis par la Bibliothèque nationale.) [*Hespéris*, XLII, 1955, 1-2.] — G.-S. Colin. Projet de traité entre les Morisques de la Casba de Rabat et le roi d'Espagne en 1631. [*Ibid.*] — M. Thoumas-Schapira. La bourgeoisie toulousaine à la fin du xvii^e siècle. [*A. du Midi*, octobre 1955.]

John W. Yolton. Locke and the 17th century logic of ideas. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1955.] — *J. N. Ball.* Sir John Eliot at the Oxford Parliament, 1625. [*Bull. Inst. Hist. Research*, novembre 1955.] — *J. D. Gould.* The Trade Crisis of the Early 1620's and English Economic Thought. [*J. of Econ. Hist.*, XV, n° 2, 1955.] — *J. H. Elliott.* The king and the Catalans, 1621-1640. [*Camb. Hist. J.*, XI, n° 3, 1955.] — *R. W. K. Hinton.* Was Charles I a tyrant? [*R. of politics*, janvier 1956.] — *C. Robbins.* Five Speeches, 1661-1663, by Sir John Holland, M. P. [*Bull. Inst. Hist. Research*, novembre 1955.] — *A. Whiteman.* The Re-establishment of the Church of England, 1660-1663. [*Transactions Royal Hist. Soc.*, 1955.] — *J. P. Kenyon.* The Earl of Sunderland and the Revolution of 1688. [*Camb. Hist. J.*, XI, n° 3, 1955.]

Jean Bourdon. J.-N. Guyot et quelques recueils biographiques ou bibliographiques. [*A. de l'Est*, 1955, n° 4.] — *E. Bonnel.* L'église de Maubec. (Près Cavaillon, construite au XVIII^e siècle.) [*Prov. hist.*, octobre-décembre 1955.] — *Herbert Lüthy.* Les Mississipiens de Steckborn et la fortune des barons d'Holbach. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] — *Michèle Langrod-Wogan.* La philosophie politique du roi Stanislas. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, janvier-mars 1955.] — *Fritz Wagner.* Friedrich Wilhelm I. Tradition und Persönlichkeit. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 181, Heft 1, février 1956.]

I. F. Burton. The Supply of Infantry for the War in the Peninsula, 1703-1707. [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1955.] — *A. Carter.* Transfer of certain Public Stocks in the London Money Market, from 1 January to 31 March 1755. [*Ibid.*, novembre 1955.] — *C. C. Davies.* Warren Hastings and the Younger Pitt. [*E. H. R.*, n° 277, octobre 1955.] — *L. S. Sutherland et J. Binney.* Henry Fox as Paymaster-General of the Forces. [*Ibid.*, mai 1955.] — *O. Anderson.* The Treatment of Prisoners of War in Britain during the American War of Independence. [*Bull. Inst. Hist. Research*, mai 1955.] — *Mildred Campbell.* English emigration on the eve of the American revolution. [*A. H. R.*, octobre 1955.]

Jean Fouchard. Minette et Lise... deux actrices de couleur sur les scènes de Saint-Domingue. [*R. d'hist. des col.*, 2^e trim. 1955.] — *Jacques Petitjean-Roget.* Les protestants à la Martinique sous l'Ancien Régime. [*Ibid.*] — *Robert-Lionel Séguin.* La persévérance d'un Canadien en quête d'une croix de Saint-Louis. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1955.] — *André Vachon.* Inventaire critique des notaires royaux des gouvernements de Québec, Montréal et Trois-Rivières (1663-1764). [*Ibid.*] — *Id.* Recensement de la seigneurie d'Eschambault (1688). [*Ibid.*] — *Fernand Potvin.* Saint Antoine Daniel, martyr canadien. [*Ibid.*] — *Lionel Groulx.* Un grand inconnu. (Le P. F.-X. Duplessis, S. J., né à Québec en 1694.) [*Ibid.*] — *Marcel Trudel.* Inventaire de l'Église canadienne à la fin de 1764. [*Ibid.*] — *Fernando Solano Costa.* La Emigración acadiana a la Luisiana española (1783-1785). [*J. Zurita. Cuad. de historia*, t. II, 1951.] — *Hernando Gutiérrez Luzardo.* Informes sobre un proyecto de invasion a las costas de Nueva Granada, transcripción, traducción y comentario. (1786.) [*Historia*, 1955, n° 1.] — *Alfred Sauvy.* Deux techniciens précurseurs de Malthus : Boesnier de l'Orme et Auxiron. [*Pop.*, octobre-décembre 1955.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

G. Rudé. The outbreak of the french Revolution. [*Past and Present*, novembre

1955.] — *J. M. Morris*. The Policy of the British Cabinet in the Nootka Crisis. [*E. H. R.*, n° 277, octobre 1955.] — *Geneviève Ducrocq-Mathieu*. Le divorce dans le district de Nancy, de 1792 à l'an III. [*A. de l'Est*, 1955, n° 3.] — *Yvonne Perrin*. Les délits forestiers dans le département de la Meurthe sous le Consulat. [*Ibid.*] — *R. C. Cobb*. Les journées de germinal an III dans la zone de ravitaillement de Paris. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1955.] — *Richard-M. Brace*. Un village bourguignon sous la Terreur : Tronhaut. [*A. de Bourg.*, juillet-septembre 1955.] — *J. R. Western*. Roman Catholics holding Military Commissions in 1798. [*E. H. R.*, mai 1955.] — *R. Cessi*. Da Leoben a Campoformio. [*Atti Accad. naz. Lincei*, série VIII : *Rendiconti*, vol. IX, fasc. 11-12.] — *Juan Mercader Riba*. El mariscal Suchet, virrey de Aragón, Valencia y Cataluña. [*J. Zurita, Cuad. de hist.*, t. II, 1951.]

Herbert Schottelius. Bolivar und San Martin. [*Die Welt als Gesch.*, 1955, Heft 2.] — *Enrique Mano de Vargas Zúñiga*, S. J. El coronel don Miguel Velarde. Para la historia contemporánea de Sevilla. (1826-1913.) [*Arch. hisp.*, 1955, n° 71.] — *E. Bonjour*. Johannes von Müller als Beschirmer deutscher Universitäten. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 180, Heft 2, octobre 1955.] — *P. Stadler*. Politik und Geschichtsschreibung in der französischen Restauration 1814-1830. [*Ibid.*] — *Louis Chevalier*. La population française pendant la première moitié du XIX^e siècle. Présentation d'un cahier de l'I. N. É. D. [*Pop.*, octobre-décembre 1955.] — *Colette Girard*. La disette de 1816-1817 dans la Meurthe. [*A. de l'Est*, 1955, n° 4.] — *Paul Gonnet*. Esquisse de la crise économique en France de 1827 à 1832. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1955, n° 3.] — *J. Briquet*. Signification sociale du compagnonnage. [*Ibid.*] — *Leo A. Loubère*. Louis Blanc's philosophy of history. [*J. of the hist. of ideas*, janvier 1956.] — *A.-J. Tudesq*. L'élection du président de la République en 1848 dans l'Hérault. [*A. du Midi*, octobre 1955.] — *Rondo E. Cameron*. L'exportation des capitaux français, 1850-1880. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1955, n° 3.]

E. Robinson. An English Jacobin : James Watt, Junior, 1769-1848. [*Camb. Hist. J.*, XI, n° 3, 1955.] — *P. B. Treescott*. Federal-State Financial Relations, 1790-1860. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1955.] — *R. K. Webb*. A whig inspector. (Hugh Seymour Tremeneheere, né en 1804, civil servant depuis 1839.) [*H. of mod. hist.*, décembre 1955.] — *Sir Lewis Namier*. Daniel Pulteney, M. P. [*Bull. Inst. Hist. Research*, novembre 1955.] — *W. O. Aydelotte*. The House of Commons in the 1840's. [*Hist.*, octobre 1954.] — *J. Hart*. Reform of Borough Police, 1835-1856. [*E. H. R.*, mai 1955.] — *R. H. Campbell*. Developments in the Scottish Pig Iron Trade, 1844-1848. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1955.]

Rosario Romeo. Momenti e problemi della Restaurazione nello Regno delle Due Sicilie (1815-1820). [*R. st. it.*, 1955, n° 3.] — *Silvio Furlani*. La S. Sede ed il Congresso di Verona. [*N. riv. st.*, septembre-décembre 1955.] — *Pia R. Onnis*. Ancora su F. Buonarroti. [*Ibid.*] — *E. Piscitelli*. La nonciature du cardinal Lambruschini à Paris, 1827-1831. [*Rass. st. Risorg.*, 1953, fasc. 2.] — *C. Vidal*. Études françaises sur le Risorgimento. (Riche bibliographie concernant, notamment, de nombreux témoignages sur la période 1850-1860, dernière contribution de l'érudit disparu. [*Ibid.*, fasc. 3 et 4 ; 1954, fasc. 1.] — *A. Agazzi*. 1848 à Bergame. [*Ibid.*, 1953, fasc. 4.] — *R. Cessi*. La question de Venise après Villafranca. 1859-1860. [*Ibid.*, fasc. 1 et 2.] — *G. Ferretti*. Cavour et les annexions de 1860. (D'après la correspondance d'un émissaire officieux du gouvernement helvétique : les efforts et l'échec final des diplomaties piémontaise et suisse pour contrecarrer les visées de

Napoléon III sur la Savoie.) [*Ibid.*, fasc. 2.] — *H. Stuart Hughes*. The aftermath of the Risorgimento in four successive interpretations. [*A. H. R.*, octobre 1955.] — *Carlo di Nola*. La situazione europea e la politica italiana dal 1867 al 1870. [*N. riv. st.*, septembre-décembre 1955.] — *Guido Verucci*. Recenti studi sul movimento cattolico in Italia (I). [*R. st. it.*, 1955, n° 3 et 4.]

G. Désert. La culture de la pomme de terre dans le Calvados au XIX^e siècle. [*A. de Normandie*, octobre-décembre 1955.] — *Paul Guichonnet*. Jules Favre et la bataille pour les élections de 1869 en Haute-Savoie. [*Cahiers d'hist.*, 1956, 1.] — Les sources intellectuelles de la Constitution de 1875 : *J. Roche*. Paul Prévost-Paradol. — *Jacques Pradon*. L'école du « Correspondant ». — *Jean de Soto*. Édouard de Laboulaye. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, avril-juin 1955.] — *Auguste Soulier*. La III^e République entre dans l'histoire. [*Ibid.*] — *Marcel Blanchard*. Correspondance de Félix Faure touchant les affaires coloniales (1882-1898). [*R. d'hist. des col.*, 2^e trim. 1955.] — *Rudolf von Albertini*. Die Diskussion um die französische Steuerreform 1907-1909. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.]

R. V. Sires. Labor Unrest in England, 1910-1914. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1955.] — *J. A. S. Grenville*. Great Britain and the Isthmian canal, 1898-1901. [*A. H. R.*, octobre 1955.] — *Walter Bussmann*. Wandel und Kontinuität des Bismarck-Wertung. [*Die Welt als Gesch.*, 1955, Heft 2.]

P. B. Prescott. Federal-State Financial Relations, 1790-1860. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1955.] — *Blanche D. Coll*. The Baltimore society for the prevention of pauperism, 1820-1822. [*A. H. R.*, octobre 1955.] — *Samuel Resneck*. Patterns of thought and action in an american depression, 1882-1886. [*Ibid.*, janvier 1956.] — *R. V. Clements*. The Farmer's Attitude toward British Investment in American Industry. [*J. of Econ. Hist.*, XV, n° 2, 1955.] — *Henry Pelling*. The rise and decline of socialism in Milwaukee. (Premier quart du XX^e siècle.) [*Bull. of the Int. Inst. of soc. hist.*, 1955, n° 2.]

R. F. Leslie. Politics and economics in Congress Poland, 1815-1864. [*Past and Present*, novembre 1955.] — *W. E. Mosse*. England and the Polish Insurrection of 1863. [*E. H. R.*, janvier 1956.] — *Id.* How Russia made peace, September 1855-April 1856. [*Camb. Hist. J.*, XI, n° 3, 1955.] — *Arthur P. Dudden and Theodore H. von Laue*. The R. S. D. L. P. and Joseph Fels : a study in inter cultural contact. (Il s'agit du Russian social democratic labor party en 1907.) [*A. H. R.*, octobre 1955.]

A. J. Hanna. The Role of the London Missionary Society in the Opening Up of East Central Africa. [*Transactions Royal Hist. Soc.*, 1955.] — *O. Mac Donagh*. Emigration and the State, 1833-1855 : an Essay in Administrative History. [*Ibid.*] — *H. H. Bellot*. Council and Cabinet in the Mainland Colonies. [*Ibid.*] — *Fernande Ruda*. Les Fourieristes lyonnais et la colonisation de l'Algérie. [*Cahiers d'hist.*, 1956, 1.] — *Colonel Reyniers*. Sept lettres inédites du colonel Dumas au colonel Rivet. [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim. 1955.] — *M. Emerit*. Toussaint du Manoir au pays d'Abd-el-Kader. [*Ibid.*] — *F. Charles-Roux*. Ferdinand de Lesseps et Abd-el-Kader (II). [*Rev. de la Médit.*, novembre-décembre 1955 et janvier-février 1956.] — *Capitaine de frégate Cousot*. Le rôle de la marine dans l'installation de la France en Nouvelle-Calédonie. [*R. marit.*, janvier 1956.] — *R. Massio*. La Bigorre et la Guadeloupe au XIX^e siècle. [*R. hist. de l'Am. fr.*, décembre 1955.] — *J.-L. Miège*. Les missions protestantes au Maroc (1875-1905). [*Hesperis*, XLII, 1955, 1-2.] — *J. Ganiage*. La crise des finances tunisiennes et l'ascension des Juifs de Tunis

(1860-1880). [*R. afr.*, 1^{er} et 2^e trim 1955.] — V. G. Kiernan. Kashghar and the Politics of Central Asia, 1868-1878. [*Camb. Hist. J.*, XI, n° 3, 1955.]

VI. DEPUIS 1914

E. Hölzle. Prolog zum ersten Weltkrieg. Weltideologische Wandlungen in Amerika und Russland. [*Hist. Zeitschr.*, Bd 180, Heft 3, décembre 1955.] — Stoyan Gavrilovič. New evidence on the Sarajevo assassination. (Commenté par Bernadotte E. Schmitt.) [*J. of mod. hist.*, décembre 1955.] — John C. Cairns. Great Britain and the fall of France's study in allied disunity. [*Ibid.*] — Colonel P.-L. Philibert. Logistique interalliée : juillet 1940-mai 1945. [*R. de Déf. nat.*, mars 1956.] — Contre-amiral Lepotier. Les causes de Pearl-Harbour et leurs conséquences actuelles. [*Ibid.*, février 1956.] — Eugen C. Murdoch. Zum Eintritt der Vereinigten Staaten in den Zweiten Weltkrieg. [*Vierteljahr. für Zeitgesch.*, janvier 1956.] — F. Debyser. La genèse de l'intervention russe contre le Japon d'après les documents américains du Département de la Défense. [*Pol. étr.*, décembre 1955.] — Jacques Dinfreville. La victoire de l'armée grecque sur la guérilla communiste (II). [*R. de Déf. nat.*, novembre 1955.]

Michel Massenet. L'option démocratique. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, janvier-mars 1955.] — Roger Hütter. Réflexions sur l'organisation des transports européens. [*Pol. étr.*, octobre-novembre 1955.] — D. F. Dowd. Economic Stagnation in Europe in the Interwar Period. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1955.] — Gottfried Haberler. Economic consequences of a divided world. [*R. of politics*, janvier 1956.]

J. C. S. Problèmes juridiques de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord. [*Pol. étr.*, décembre 1955.] — Georges Fischer. Quelques réflexions sur la position de la France à l'O. N. U. [*Ibid.*] — Jean-Pierre Masselot. Adaptations et transformations de l'industrie dans le canton d'Ancerville (Meuse). [*A. de l'Est*, 1955, n° 3.] — Henri Mendras. Les organisations agricoles et la politique. [*R. fr. de sc. pol.*, octobre-décembre 1955.] — J. Bourdeau. Les élections sénatoriales du 18 juin 1955 en France. [*Ibid.*] — René Rémond. A propos de la gauche. [*Ibid.*] — R. Leuillet. Nouville, un village français. [*A. de Normandie*, janvier 1956.] — Philippe Lamour. Les plans d'aménagements régionaux en Italie et en France. [*Pol. étr.*, janvier-février 1956.] — Luc Bourcier de Carbon. Les conditions d'équilibre dans l'expansion pour l'Union française. [*Ibid.*, décembre 1955.] — Colonel Louis Dulin. Les rectifications de la frontière franco-italienne. [*R. de Déf. nat.*, décembre 1955.] — A. H. Birch, P. Campbell et W. J. M. Mackenzie. Partis politiques et classes sociales en Angleterre. [*R. fr. de Sc. pol.*, octobre-décembre 1955.] — J. Cadart. Les élections générales du 26 mars 1955 en Grande-Bretagne. [*Ibid.*] — Georges Vedel. Inimitable Angleterre. [*Ibid.*]

Henri Brunschoig. Un dialogue de sourds : un siècle de rapports franco-allemands. [*Pol. étr.*, octobre-novembre 1955.] — G. et W. Schütze. L'opinion allemande de Genève à Moscou. [*Ibid.*] — Hans W. Gatske. Von Rapallo nach Berlin : Stresemann und die deutsche Russlandpolitik. [*Vierteljahr. für Zeitgesch.*, janvier 1956.] — Karl Dietrich Bracher. Stufen totalitärer Gleichschaltung. Die Befestigung der nationalsozialistischen Herrschaft 1933-1934. [*Ibid.*] — Hans von Rimscha. Paul Schiemann als Minderheitenpolitik. (Chef des Allemands des pays baltes.) [*Ibid.*] — Id. Aus den Akten des Gauleiters Kube. (Publié par Helmut

Haiber.) [*Ibid.*] — Gerhard L. Weinberg. Hitler's private testament of may 2, 1938. [*J. of mod. hist.*, décembre 1955.] — Heins Onnasch. Droit d'auto-détermination et révision des frontières dans les relations germano-danoises. [*Pol. étr.*, janvier-février 1956.] — Vom Künftigen deutschen Soldaten. [*Ibid.*] — X. X. X. La reconcentration des industries sidérurgiques et minières d'Allemagne de l'Ouest dans le cadre de la C. E. C. A. [*Ibid.*, décembre 1955.]

H. Hunter. Soviet Industrial Growth — The Early Plan Period. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1955.] — Maxime Mourin. La science et la littérature soviétiques vues de Bonn. [*R. de Déf. nat.*, mars 1956.]

Daniel Aaron. Le « nouveau conservatisme » américain. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, janvier-mars 1955.] — Jacques Lambert. L'histoire constitutionnelle des États-Unis et le droit comparé. [*Ibid.*] — Philip E. Mosely. Hopes and failures : american policy toward East Central Europe, 1941-1947. [*R. of politics*, octobre 1955.]

Colin Rhys Locell. Afrikaner nationalism and apartheid. [*A. H. R.*, janvier 1956.] — J.-M. de Lattre. Aspects économiques et financiers des grands ensembles industriels africains. [*Pol. étr.*, octobre-novembre 1955.] — Général Catroux. Aspects actuels des problèmes du Proche-Orient. [*Ibid.*, janvier-février 1956.] — Édouard Sablier. La tension en Proche-Orient et la politique des grandes puissances. [*Ibid.*] — Marcel Colombe. La Turquie et l'Islam. [*R. fr. de Sc. pol.*, octobre-décembre 1955.] — Metellus. Politique de la France au Proche-Orient. [*Pol. étr.*, décembre 1955.] — Paul Giniowski. L'Égypte a-t-elle le droit de contrôler le golfe d'Akaba? [*Ibid.*, octobre-novembre 1955.] — S. N. Eisenstadt. Israël : état des travaux. [*R. fr. de Sc. pol.*, octobre-décembre 1955.] — M. Roshwald. Les élections israéliennes de juillet 1955. [*Ibid.*] — M. H. Macao, une province portugaise en terre chinoise. [*Pol. étr.*, janvier-février 1956.] — Général Navarre. Les données de la défense de l'Indochine. [*R. de Déf. nat.*, mars 1956.] — Amiral Caster. Les enseignements de la guerre d'Indochine. [*Ibid.*, décembre 1955.] — J. Vernant. Politique et diplomatie : 1955, l'année de Bandoeng. [*Ibid.*, février 1956.]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

E. Laroche. Divinités lunaires d'Anatolie. [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1955.] — A. Dupont-Sommer. « Règlements de la guerre des fils de lumière. » (Traduction et notes.) [*Ibid.*] — Kenneth L. Carroll. The earliest New Testament. (Assemblé entre 170 et 180 après J.-C. pour défendre l'Église contre le déluge des écrits apocryphes.) [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXVIII, 1955.] — André Mandouze. Masques et visage de saint Augustin. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1955.] — J.-G. Préaux. Nouvelles approximations sur l'épisode augustinien du « tolle, lege ». [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1955, n° 3.] — R. Joly. Saint Augustin et l'intolérance religieuse. [*Ibid.*, n° 2.] — Werner Foerster. Das Wesen des Gnosis. [*Die Welt als Gesch.*, 1955, Heft 2.] — A. Pagliaro. Da missa est a missa « messa ». (Étude sur le rituel primitif.) [*Atti Accad. naz. Lincei*, s. VII : Rendiconti, vol. X, 1955, fasc. 3-4.] — D. Amand de Mendieta. La virginité chez Eusèbe d'Émèse et l'ascétisme familial dans la première moitié du IV^e siècle. [*R. H. E.*, 1955, n° 4.] — P. Nautin. Une édition nouvelle du *De mortibus persecutorum* de Lactance. [*Ibid.*]

Josef Deir. Das Kaiserbild in Kreuz. Ein Beitrag zur politischen Theologie des

früheren Mittelalters. [*Ét. suisses d'hist. gén.*, Bd 13, 1955.] — *Léon Kern*. A propos des lettres d'indulgence collectives concédées au concile de Wurzburg de 1287. [*Ibid.*] — *Gerold Walsen*. Zur Bedeutung des Gesslerhutes. [*Ibid.*] — *L. Weeter*. Le chapitre cathédral de Clermont : sa constitution, ses privilèges. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-février 1955.] — *Clovis Brunel*. Fragment d'un abrégé de théologie en ancien provençal. (Œuvre du ^{xiii}^e siècle?) [*Bibl. Éc. chartes*, t. CXII, 1954.] — *L. E. Boyle*. The *Oculus Sacerdotis* and some other works of William of Pagula. [*Transactions Royal Hist. Soc.*, 1955.] — *J.-M. Madurell-Marimon*. Catalogne et Languedoc : moines de Santes Creus aux « *Studia generalia* » de Toulouse et Perpignan. [*A. du Midi*, 1955, 3.] — *P. L. Meier*. Contribution à l'histoire de la théologie à l'Université d'Erfurt (fin). [*R. H. E.*, 1955, n° 4.]

Josef Wicki, S. J. Die ältere Katholische Mission in der Begegnung mit Indien. [*Saeculum*, 1955, n° 4.] — *Ettore Rota*. Tertulliano e il Giansenismo. [*N. riv. st.*, septembre-décembre 1955.] — *R. P. Doncaur*, S. J. Un grand janséniste historien inconnu de la Pucelle. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1955.] — *André Latreille*. Innocent XI, pape « janséniste », directeur de conscience de Louis XIV. [*Cahiers d'hist.*, 1956, 1.] — *E. Appolia*. Les « miracles » jansénistes dans le Bas-Languedoc (1732-1745). [*A. du Midi*, 1955, 3.]

Daniel Robert. Un pasteur épiscopalien sous le Premier Empire : Isaac Durand. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1955.] — *J.-B. Duroselle*. Les « filiales » de la Congrégation. [*R. H. E.*, 1955, n° 4.] — *Christiane Marcilhacy*. Quelques problèmes relatifs à l'évolution religieuse des campagnes orléanaises sous l'épiscopat de Dupanloup (1849-1878). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1955.] — *L. Allen*. Une lettre à Newman de l'évêque de La Rochelle Clément Villecourt. [*Ibid.*]

CHRONIQUE

— M. J.-G. PRODHOMMEAU, né le 28 novembre 1871, décédé le 18 juin 1956, était un musicologue de mérite. Conservateur de la bibliothèque et du musée de l'Opéra entre les deux guerres, il laisse une cinquantaine d'ouvrages — originaux ou traductions de l'allemand, des biographies de musiciens célèbres, des travaux de critique musicale et de recherches historiques appréciés.

— Le Musée de Notre-Dame, dont M. Pierre Joly est le conservateur pour la Société des Amis de Notre-Dame, a ouvert, rue du Cloître, une exposition de documents et d'objets, provenant de collections privées, celles du prince Napoléon et du comte de Paris, et celles des grands services publics, qui évoquent le baptême des princes héritiers dans la France du siècle passé. M. Albert Mousset rappelle, dans un article du *Monde* du 25 juillet 1956, les princes qui ont reçu le baptême en 1811, 1821, 1841, 1856, et le sort ultérieur des enfants ainsi introduits dans le monde chrétien.

— A l'occasion du 350^e anniversaire de la naissance de Rembrandt, la Bibliothèque nationale a inauguré le 5 juillet 1956 une exposition de l'œuvre-gravure du grand artiste. M. Jean VALLERY-RADOT est l'auteur d'un catalogue sommaire, mais qui est un petit chef-d'œuvre. Le distingué conservateur en chef du Cabinet des Estampes y propose la division de la vie de Rembrandt, graveur d'eaux-fortes, en plusieurs périodes distinctes : la jeunesse et Leyde, Amsterdam et Saskia, de 1628 à 1639 ; Paysages, de 1640 à 1650 ; le clair-obscur, 1642 à 1651 ; les problèmes métaphysiques et les préoccupations bibliques, de 1652 à 1656 ; les dernières années, de 1655 à 1661 — avec des références à des œuvres bien déterminées. Douze planches heureusement choisies ornent ce catalogue de qualité, auquel M. J. GAIN a mis une préface qui en est digne.

— Le Comité national pour l'érection et la conservation d'un mémorial de la déportation de Struthof a publié, avec la collaboration du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, un petit livre simplement intitulé *Natzwiller-Struthof* (Paris, in-8°, 1956, 95 p., plans et illustrations). Terrible contribution à l'histoire du système concentrationnaire, avec des indications sur les principaux camps, un historique du camp de Natzwiller-Struthof, le bilan de la déportation et les affreuses reproductions de clichés sur la vie, ou plutôt sur la mort dans les camps.

— A l'occasion de la reprise du culte à la cathédrale de Rouen, dont la restauration s'est achevée en coïncidence de la célébration du cinquième centenaire du procès de Jeanne d'Arc, le Musée des Arts de cette ville a ouvert, le 24 juin, une exposition consacrée à Jeanne d'Arc et son temps. Sans doute, les souvenirs personnels laissés par la sainte héroïque ne sont pas indiscutables, mais les visiteurs sont émus et intéressés par la vue des minutes du procès, des sceaux de la trêve de 1414, les portraits du Dunois, Philippe le Bon, Jean sans Peur, les miniatures de

Jean Chartier et les chroniques sur vélin d'Enguerrand de Monstrelet, les tapisseries et toiles peintes, venues de Paris, les meubles et ferronneries du temps, jusqu'aux instruments de musique et les cartes à jouer, qui évoquent l'intimité du xv^e siècle.

— Sous l'impulsion de M^{lle} S. DELORME et de M. CHALUS, la *Revue de Synthèse historique*, organe du Comité international de Synthèse, 3^e série, arbore une vêtue printanière et modernise la présentation de ses articles.

— La Cour d'appel de Paris a confirmé le 15 avril 1956 le jugement du Tribunal civil de la Seine du 26 mai 1954, qui refusait aux consorts Daudet tout droit de regard sur le manuscrit du *Journal* des Goncourt avant sa publication. La Bibliothèque nationale est confirmée dans sa qualité de légataire et non de dépositaire du manuscrit, dont la publication est considérée comme devant alimenter la trésorerie de l'Académie Goncourt.

Colloque de géographie et histoire agraire. — Le Centre de recherches de Méthodologie des Sciences historiques de la Faculté des lettres de l'Université de Nancy organise un colloque international de géographie et histoire agraires, qui sera consacré à l'étude des structures agraires et des paysages ruraux et aura lieu à Nancy du 2 au 7 septembre 1957. Les inscriptions sont à adresser à M. le Secrétaire du Colloque, Faculté des lettres de Nancy, et le droit d'inscription (1.500 fr.) à verser au compte de la Fédération historique lorraine, 13, place Carnot, Nancy, C. C. P. 255-27. Nancy. Titres et résumés des communications devront parvenir au Secrétariat au plus tard le 1^{er} avril 1957. Une circulaire, qui sera adressée en mai 1957 à tous les membres du Colloque ayant régulièrement envoyé leur adhésion, donnera le programme détaillé des séances.

Archives

HISTOIRE DES ARCHIVES. — On doit à M. A. OUTREY, chef du Service des Archives au quai d'Orsay, une histoire détaillée et un commentaire précis de *La législation révolutionnaire sur les Archives, la loi du 7 septembre 1790* (tir. à part de la *Revue hist. de droit français et étranger*. Paris, libr. du Recueil Sirey, 1955, in-8°, 30 p.).

— En prévision du Congrès international d'Archives, tenu à Florence en septembre 1956, M. Ch. BRAIBANT a, sous le titre *Alerte aux archives privées*, dit le sort en France de cette catégorie de documents d'ordinaire si remarquables que sont les archives privées et l'accroissement du dépôt par voie d'achat. C'est l'archiviste Robert-Henri Bautier qui est chargé du service organisé à cet effet aux archives. Comme dépisteur et acheteur, M. Bautier ne peut que rendre d'inappréciables services.

— Dans une simple causerie aux élèves des classes terminales de la Moselle, M. Jean RIGAUT, archiviste en chef de ce département, a intelligemment exposé les conditions de cette profession, en expliquant comment l'archiviste, en connaissant et en faisant connaître les papiers dont il a la garde, contribue à en introduire la substance dans la connaissance objective du passé dont il a la garde. Sans grands mots, M. Rigault fait simplement et intelligemment connaître *Le métier d'archiviste* (Metz, Archives de la Moselle, 1956, in-18, 12 p.).

VERSEMENTS. — En 1937, par les soins de M. Henri COURTAULT, avait paru un

État des inventaires des archives nationales, départementales et hospitalières. M. Charles BRAIBANT, l'un de ses successeurs, vient de faire paraître un *Supplément* considérable (Paris, Impr. nat., 1955, in-8°, ix-344 p.), dont il a confié la rédaction à M. BAUTIER. La place réservée aux archives des minutiers, particulièrement au minutier central, est considérable et justifiée. Dans l'ensemble, nous partageons avec M. Braibant « le sentiment de respect que mérite l'œuvre grandiose des archivistes français ».

— L'*État sommaire des versements faits aux Archives nationales* continue sa laborieuse carrière. Le t. IV, fasc. 2, vient de paraître (Paris, Impr. nat., 1955, in-8°, p. 165-245) ; il concerne les sous-séries BB⁵⁰, *frais de justice* ; BB⁷⁰, *répertoires sur fiches* ; BB⁸⁰, *registres des grâces* ; BB⁹⁰, *enregistrement de la correspondance du ministère de la Justice* ; BB⁹⁵, qui est un groupement de versements de ce ministère, et non pas le fonds de son cabinet, et qui présente un si grand intérêt pour l'histoire du XIX^e siècle, particulièrement du Second Empire ; BB¹⁰⁰, *options des Alsaciens-Lorrains* ; BB¹⁰⁵, *médaille de la Reconnaissance française* ; BB¹¹⁰, *dossiers de la Légion d'honneur* ; BB¹¹⁵, *décrets, ordonnances, arrêtés du ministère de la Justice* ; plus des suppléments pour BB⁵ et BB¹⁵ (affaire Dreyfus).

GAZETTE DES ARCHIVES. — La *Gazette des archives* de janvier-juillet 1955, donne, en dehors de ses informations administratives, un compte rendu des séances concernant les archives de la Réunion (par M. Pérotin), de la Martinique (par M. Goyhenèche), la désinfection aux archives de la Gironde (par M. Betgé-Brezetz), les archives économiques (par M. B. Gilles), la liaison entre archives et administration (par M. Bonnaud-Delamare, préfet de l'Aisme). M. Condille donne une importante étude sur le Service de la documentation et des archives de l'assistance publique à Paris. Sur les archives de la Savoie, M. A. Perret fournit de multiples renseignements.

HAUTES-ALPES. — M. Paul AINÈS, archiviste en chef des Hautes-Alpes, a établi un *Répertoire numérique de la sous-série II des registres de formalités* (Gap, impr. Ribaud, 1954, in-4°, 26 p.). Celui-ci s'ouvre par un préambule où sont reproduits des textes fort amusants et une introduction sur l'organisation du service qui a précédé le service de l'enregistrement, avec des précisions sur la paléographie et la diplomatique des dits registres. On retrouve dans ces pages l'esprit original de ce remarquable archiviste ; il va de soi que, pour l'inventaire lui-même, les bureaux sont classés dans l'ordre alphabétique, les registres étant répartis entre catégories spéciales (contrôle, insinuation, centième denier, table), avec classement chronologique. Que de matériaux pour les historiens des structures !

BOUCHES-DU-RHÔNE. — M. VILLARD, archiviste des Bouches-du-Rhône, a, à l'occasion de l'inauguration des bâtiments d'archives nouveaux à Marseille, publié une bonne *Notice sommaire sur les archives départementales* de son département (Marseille, Imprimerie nouvelle, 1956, in-18, 35 p.). On y trouve les renseignements essentiels sur les dépôts (Marseille, Aix, Arles), sur les séries anciennes, révolutionnaires et modernes, les inventaires imprimés. L'auteur aurait pu, aurait dû insister avec un accent personnel sur ces inventaires imprimés dus à son prédécesseur, M. R. Busquet, où l'énumération des fonds est précédée de notions érudites sur les institutions créatrices des archives.

CHER. — MM. J. SOYER, A. GANDILHON, P. GRAVAYAT ont collaboré à l'*Inventaire sommaire des archives... du Cher, série E, Supplément* (Bourges, 1955, in-4°.

xii-75 p.). Les communes représentées sont au nombre de six, d'Achères à Apremont, et l'introduction de M. Cravayot donne des précisions bibliographiques et toponymiques utiles.

CORRÈZE. — M. et M^{me} F. SOUHAL ont dressé en commun le *Répertoire numérique de la série O (Justice)* pour le département de la Corrèze (Tulle, La Gutenberg, 1955, in-4°, 20 p.).

HAUTE-GARONNE. — Le *Petit guide du chercheur aux archives de la Haute-Garonne*, établi par l'archiviste en chef M. H. BLAQUIÈRE (Toulouse, Archives de la Haute-Garonne, 1955, in-18, 32 p., cartes en couleur), est un modèle de ce que l'on trouve immédiatement en consultant les archives d'un grand dépôt. Nous lui souhaitons d'être imité dans la majorité des archives françaises.

— M. et M^{me} GÉRARD, archivistes adjoints de la Haute-Garonne, ont établi pour la commune de Revel un *Inventaire sommaire des archives antérieures à 1790* (Toulouse, Archives, 1956, in-4°, 35 p.).

GIRONDE. — M^{lle} Françoise GITTEAU a, avec quelques collaborateurs, établi le *Répertoire de la série J (dons et acquisitions) des archives de la Gironde* (Bordeaux, impr. Delmas, 1955, in-8°, ix-330 p.). M. M. A. BETGÉ-BREZETZ, archiviste en chef, a écrit l'introduction, consacrée aux donataires principaux. A noter, au fonds Martin, ce qui concerne l'histoire du vin de Bordeaux ; au fonds Bigot, des documents privés sur la ville et l'arrondissement de Libourne.

INDRE-ET-LOIRE. — M. J. MASSIET DU BIEST a établi l'*Inventaire sommaire des archives départementales d'Indre-et-Loire*, consacré aux grands chartriers de la série E (Tours, impr. Gibert-Clarey, 1955, in-4°, viii-289 p.), à savoir ceux de Pocé et d'Azay-le-Rideau : c'est de la poussière d'archives.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Les archives départementales de la Loire-Inférieure ont été dotées par leur archiviste en chef d'un remarquable *Répertoire numérique de la série S (Travaux publics)* (Nantes, impr. Mellinet, 1955, in-4°, 119 p.). Avec le concours de son adjoint, M. Rougeau, l'archiviste en chef responsable, M. DE BERRANGER, a mis au point une très riche introduction, constituée par la documentation complémentaire conçue en sept sections : généralités, routes, rivages maritimes, cours d'eau, étangs et marais, chemins de fer, énergie électrique, mines et carrières, et sous la forme cartographique, archivistique et bibliographique se trouve réunie toute une série de références à nos fonds d'archives municipales, départementales, nationales et diverses, et aux publications des sociétés savantes et autres. Ce volume d'inventaire est donc au premier chef un instrument de travail adéquat.

MARNE. — Parmi les acquisitions des Archives de la Marne relevées dans le *Rapport annuel*, pour 1954-1955, de M. René GANDILHON figurent des documents nombreux, dont une quantité de diplômes et de médailles concernant l'ancien ministre Léon Bourgeois (Châlons-sur-Marne, Archives, 1955, in-8°).

HAUTE-MARNE. — M. J. GIGOT, archiviste en chef de la Haute-Marne, a publié dans le n° 441 des *Cahiers Haut-Marnais*, qu'il publie si élégamment, un *Guide pratique des archives de Haute-Marne* qui rendra des services (1955).

MEURTHE-ET-MOSELLE. — M. Étienne DELCAMPRE a complété son inventaire des lettres patentes des ducs de Lorraine et de Bar, terminées par les lettres patentes de la moitié du règne personnel de Charles III (1550-1580). Ce gros fascicule (Nancy, Société d'impressions typographiques, 1953, in-12, 323 p.) comprend trois vastes index, consacrés aux personnes, aux lieux et aux matières.

OISE. — Le *Répertoire numérique de la série N des archives de l'Oise (administration et comptabilité départementales)* a été dressé par M. H. CHAMPON, sous-archiviste principal (Beauvais, Impr. centrale administrative, 1956, in-4°, 76 p.). C'est un travail bien fait, aux rubriques précises et bien agencées, qui fait honneur à M. Crampon et à son dépôt.

BAS-RHIN. — M. L. MARTIN, sous-archiviste principal des archives du Bas-Rhin, a établi le *Répertoire numérique de la série N (administration et comptabilité départementales)* du Bas-Rhin pour les années 1800-1870 (Strasbourg, 1955, in-4°, x-113 p.). L'introduction de M. METZGER, archiviste en chef, souligne les questions qui trouvent dans la série N un complément documentaire important (travaux publics, mines, instruction publique, déprédations de l'ennemi en 1815).

VAR. — Le *Répertoire numérique de la série M des archives du Var* a été dressé par M. J.-J. LETRAIT, archiviste en chef, et R. LE MONIER, sous-archiviste. Les 2.000 liasses repérées, s'appliquant à trois questions : personnel et affaires politiques de l'an VIII à 1940, affaires économiques et sociales de l'an VIII à 1950, sont partiellement consacrées à la période de l'occupation et aux débuts de la IV^e République. Les rubriques de cet inventaire paraissent remarquablement soignées (Draguignan, impr. O. Jocelin et Nouvelle réunies [1955], in-4°).

VAUCLUSE. — Les *Documents de l'époque révolutionnaire des archives municipales d'Avignon* ont fait l'objet d'un *Répertoire numérique* et d'un *Inventaire partiel* établis par MM. A. AUTRAND, J. DUHANEL et J. DE FONT-RÉAUX (Avignon, Archives du Vaucluse, 1955, in-4°, 118 p.). Je regrette que ce volume précieux pour la connaissance du passé avignonnais ne soit pas muni d'une introduction.

VOSGES. — M. Jean-Marie DUMONT a mis la dernière main à l'inventaire établi par ses prédécesseurs A. PHILIPPE et F. DOUSSET, anciens archivistes en chef des Vosges, pour l'*Inventaire sommaire des archives ecclésiastiques, série H, clergé régulier, couvents d'hommes* (Épinal, 1956, in-4°, xviii-67 p.). Cet inventaire concerne les ordres des Trinitaires, Cordeliers, Capucins, Récollets, Tiercelins, Minimes et Jésuites. On trouve dans l'Introduction de M. Dumont des précisions abondantes sur l'histoire de ces ordres.

— M. Guy QUINCY, archiviste adjoint du département de Constantine, continue d'établir des suppléments pour le *Répertoire de documentation nord-africain* dont il a pris la charge. Le Supplément I vient de paraître (Constantine, Attalis, 1956, in-8°, 11 p.), et, rédigé selon une méthode qui a fait ses preuves, rendra les services qu'on attend d'un centre de documentation comme celui que dirige M. A. Berthier, archiviste en chef.

Colonies. — On commence à voir publier des inventaires d'archives coloniales proprement dits. Deux répertoires d'archives viennent, en effet, de paraître, l'un de M. J. CHARPY sur la série F, affaires étrangères, c'est-à-dire concernant les relations de l'A. O. F. avec les territoires coloniaux voisins : Gambie, Guinée portugaise, Nigeria, Sierra-Leone, Gold Coast, Libye et Tripolitaine, Turquie et Italie, Libéria, Rio de Oro et Espagne, Grande-Bretagne, sans compter les généralités consulaires (1876-1920) (France, Allemagne, Belgique, Suède, Russie, Grèce, Hollande, Argentine, Brésil, États-Unis, Panama, Uruguay, etc.) (Rufisque, impr. du Gouvernement général, 1955, in-8°, 57 p.); l'autre, par MM. Cl. FAURE et J. CHARPY, consacré à la série B, c'est-à-dire la correspondance générale de 1779 à 1895. Bon début. Le nom de Claude Faure, qui reparait sur l'un des titres de l'in-

ventaire, rappelle les débuts du service, exposés dans la publication dudit sur *Les archives du Gouvernement général de l'Afrique occidentale, 1922*, in-8°.

— M. Jacques CHARPY continue l'inventaire des archives du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française. C'est ainsi qu'il vient de faire paraître le *Répertoire de la série D, affaires militaires (1763-1920)* (Rufisque, 1956, in-8°, 90 p.). On y trouve des dossiers concernant les opérations sur le Sénégal, dans le Fouta, le Cayor, la Casamance, les Rivières du sud et le Haut-Flleuve, des dossiers d'affaires, conseils de guerre, les campagnes du Soudan, les archives provenant des opérations au Sénégal, en Guinée, au Dahomey et Côte d'Ivoire, au Niger, au Haut-Sénégal et Niger, en Mauritanie. Des correspondances et des comptes variés abondent, ainsi que des papiers relatifs à l'organisation militaire.

Réunion. — Un remarquable instrument d'histoire coloniale a été établi pour la Réunion par le *Répertoire de pièces conservées dans divers dépôts d'archives de Paris, ... concernant les îles de Bourbon et de France pendant la régie de la Compagnie des Indes*, par M. Albert LOUGNON, censeur du lycée de la Réunion, et M. Yves PÉROTIN, qui a dressé des index et écrit une introduction confortable (Nérac, Couderc, 1953, in-8°, xxxvi-202 p.). Les Archives nationales, le fonds de la Marine, les archives de la France d'outre-mer, celles des Affaires étrangères (fonds Asie), celles de la Congrégation des missions dites Lazaristes, ont fourni des contingents importants de pièces bien analysées.

Belgique. — Pour les archives de l'État à Mons, M^{lle} Marie-Rose THÉLEMANS, archiviste-paléographe, a établi l'*Inventaire des archives des familles de Kayff de Gontreul et de la Roche* (Bruxelles, 1954, in-8°, 136 p.). Ces fonds couvrent une période s'étendant de la fin du xiv^e siècle à la fin du xix^e.

États-Unis. — Les affaires indiennes ont dépendu, aux États-Unis, du département de la Guerre en 1789, et c'est en 1824 qu'elles se rattachèrent à un service spécial, jusqu'en 1849, où elles relevèrent d'un service de l'Intérieur. Une documentation adéquate est conservée aux Archives fédérales (sous la cote générale 75), et M^{lle} Laure E. KELSAY vient de publier une indispensable *List of cartographic records of the bureau of Indian Affairs* (Washington, The national archives, in-4°, 127 p.).

— Encore un petit lot d'inventaires des *National Archives* américaines : n° 72, *Records of the wage adjustment board* sur un service concernant les stabilisations de salaires dans l'industrie de la construction, établi par M. Z. RAPPORT ; n° 73, *Cartographic records of the United States marine corps*, par M^{lle} Charlotte ASHBY ; n° 71, *Records of the select committee of the house of representatives investigating national defense migration*, par M. G. PERRES, fertile en données utiles sur les mouvements de la main-d'œuvre aux États-Unis dans la période 1940-1943.

— Les deux derniers *Preliminary inventories* des archives de Washington sont : n° 74, *Records of the joint congressional aviation policy board 1947-1948*, par MM. W. GANDILL et G. P. PERRES (1954, 26 p.) ; n° 75, *Records of the senate Committee on interstate commerce, subcommittee to investigate interstate Railroads*, par MM. A. U. BLAVE et J. W. FORSTER. G. BN.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Albertini (R. von).* Frankreichs Stellungnahme zur Deutschen Einigung während des zweiten Kaiserreiches, 277.
- Algemene Geschiedenis der Nederlanden.* Deel VII, 119.
- Allen (W. E. D.) et Muratoff (Paul).* Caucasian Battlefields, A History of the Wars on The Turco-Caucasian Border, 1828-1921, 238.
- Althaus (Paul).* Luthers Haltung im Bauernkriege, 339.
- Antoine (Michel).* Le fonds du Conseil d'État du roi aux Archives Nationales, 140.
- Apothéose de Benjamin Franklin (L'),* présentée par G. Chinard, 155.
- Asmussen (Hans).* Warum noch Lutherische Kirche? Ein Gespräch mit d. Augsburgerischen Bekenntnis, 82.
- Auboyer (Jeannine).* Voir *Aymard (André)*.
- Aus Schleswig-Holsteins Geschichte und Gegenwart.* Professor Dr. Volquart Pauls als Festgabe zum 65. Geburtstag, 125.
- Aymard (André) et Auboyer (Jeannine).* Rome et son Empire (t. II de l'Histoire générale des civilisations), 108.
- Bandreth (Rev. H. R. T.).* Dr Lee of Lambeth. A Chapter in Parenthesis in the History of Oxford Movement, 90.
- Bischoff (W. N.).* The Jesuits in Old Oregon (1840-1940), 156.
- Boardman (E. P.).* Christian influence upon the ideology of the Taiping rebellion, 326.
- Bonner-Smith (D.) et Lumby (E. W. R.).* The second China war, 1856-1860, 324.
- Borah (Woodrow).* Early Colonial Trade and Navigation between Mexico and Peru, 209.
- Brandt (Conrad), Schwartz (Benjamin) und Fairbank (John).* Der Kommunismus in China, eine Dokumentar-Geschichte, 159.
- Broadbent (E. H.).* Le pèlerinage douloureux de l'Eglise fidèle à travers les âges, 68.
- Bruguera (F. G.).* Histoire contemporaine d'Espagne, 1789-1950, 314.
- Bushnell (David).* The Santander Regime in Gran Columbia, 310.
- Buss (Claude A.).* The Far East, a history of recent and contemporary international relations in East Asia, 160.
- Calendar of letters, despatches and State papers relating to the negotiations between England and Spain preserved in the Archives at Vienna, Simancas, Besançon, Brussels, Madrid and Lille.* Vol. XIII : Philip and Mary, July 1554-November 1558, éd. par Royall Tyler, 147.
- Cámara (Fr. López).* La Genesis de la conciencia liberal en Mexico. El Colegio de Mexico, 139.
- Camerani (Sergio).* Voir *Ricasoli (Bettino)*.
- Caraman (Philip).* William Weston. The autobiography of an Elizabethan, 148.
- Caroe (Olaf).* Soviet Empire. The Turks of Central Asia and Stalinism, 242.
- Cavour (C. Benso di).* Discorsi parlamentari, tome X, 344.
- Chastenet (Jacques).* Histoire de la Troisième République, t. III : La République triomphante, 1893-1906, 144.
- Chinard (Gilbert).* Voir *Apothéose de Benjamin Franklin*.
- Cooper (Rudolf).* Failure of a revolution. Germany 1918-1919, 258.
- Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas, 2^e partie, t. II (1580-1584),* par Joseph Lefèvre, 152.
- Corsten (Severin).* Das Domaniatgut in Amt Heinsberg von den Anfängen bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, 134.
- Corti (Caesar Egon, comte).* Wenn-Sendung und Schicksal einer Kaiserin, 260.
- Craig (Gordon A.).* The Politics of the Prussian Army 1640-1945, 250.
- Culture of France in our time (The),* publié par Julian Park, 145.
- Danmarks Gamle Købstadslovgivning,* éd. par Erik Kroman, 289.
- Dehio (Ludwig).* Deutschland und die Weltpolitik, in 20. Jahrhundert, 247.
- Desroche (Henri).* Les Shakers américains. D'un néo-christianisme à un présocialisme, 72.
- Diz (Dom Gregory).* The Question of Anglican Orders, 92.
- Dussaud (René).* La pénétration des Arabes en Syrie avant l'Islam, 285.
- Elshree (W. H.).* Japan's role in Southeast asian nationalism, 160.
- Encyclopédie de l'Amérique latine politique, économique, culturelle,* publiée sous la direction d'E. Bonnetfoux, 136.
- Engel-Janosi (Friedrich).* Four studies in french romantic historical writing, 142.
- Fairbank (John King).* Trade and diplomacy on the China coast, the opening of the treaty ports, 1842-1854, 324.

- Fairbank (John)*. Voir *Brandt (C.)*.
- Fastridge (Raiph)*. English Furniture styles from 1500 to 1830, 148.
- Fawcett (Sir Charles)*. The English Factories in India. Vol. IV : The Eastern Coast and Bay of Bengal, 150.
- Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France, Mémoires, 1949, 1952, 1953 et 1955, 140.
- Ferrara (Oreste)*. Le XVI^e siècle vu par les ambassadeurs vénitiens, 295.
- Filipuzzi (Angelo)*. La pace de Milano (6 agosto 1849), 343.
- Fishman (Jack)*. The seven men of Spandau, 275.
- Foucher (Louis)*. La philosophie catholique en France au XIX^e siècle avant la renaissance thomiste et dans son rapport avec elle (1800-1890), 142.
- Frans (Günther)*. Voir *Sachwörterbuch*.
- Gallin (Mother M. A.)*. Ethical and religious factors in the german resistance to Hitler, 270.
- Garçot (Maurice)*. Sébastopol, 143.
- Gatzke (Hans W.)*. Germany drives West, 262.
- Georleux (R.)*. Essai historique sur les haies servant à la clôture des biens ruraux en Belgique, 151.
- Histoire des biens communaux et des droits d'usage en Belgique, 151.
- Apports français à l'histoire rurale et aux questions agraires, 151.
- Gerhardt (Martin)*. Friedrich von Bodelschwingh, 320.
- Geschichtliche Kräfte und Entscheidungen. Festschrift zum Fünfundsechzigsten Geburtstag von Otto Becker, 135.
- Chisalbani (A. M.)*. L'Italia dal 1870 al 1915 (Fatti et figure), 348.
- Orsini minore, 345.
- Giunta (Francesco)*. Aragonesi e Catalani nel Mediterraneo, 290.
- Gnade (Rudolf)*. Voir *Schib (Karl)*.
- Godechot (Jacques)*. Unità batava e unità italiana all'epoca del Direttorio, 340.
- Goetz (Helmuth)*. Marc-Antoine Jullien de Paris, 1775-1848. Der geistige Werdegang eines Revolutionärs. Ein Beitrag zur Geschichte des Vorläufer internationaler Organisationen der 20. Jahrhunderts, 319.
- Gramsci (Antonio)*. Lettere dal Carcere, 349.
- Grandi (Terenzio)*. Epistolario di Gustavo Modena, 341.
- Gwynn (Denis)*. Lord Shrewsbury, Pugin and the Catholic Revival, 58.
- Hale (J. R.)*. England and the Italian Renaissance, 296.
- Hale Bellet (H.)*. American History and American Historians, 129.
- Hallgarten (G. F. W.)*. Hitler, Reichswehr und Industrie. Zur Geschichte der Jahre 1918-1935, 266.
- Hambis (Louis)*. Voir *Polo (Marco)*.
- Hanke (Lewis)*. La villa impériale de Potosi. Un capitolo inedito en la historia del Nuevo Mundo, 301.
- Henson (H. H.)*. Retrospect of an unimportant Life, 92.
- Herre (Paul)*. Kronprinz Wilhelm. Seine Rolle in der deutschen Politik, 261.
- Hoppe (Willy)*. Voir *Sachwörterbuch*.
- Inoue (Kiyoshi)*. Nihon gendai shi (Histoire contemporaine du Japon, t. I), 64.
- Isnard (H.)*. La vigne en Algérie, t. II, 331.
- Istorija Estonskoj S. S. R.*, réd. par G. I. Naana, 236.
- Jacoby (Felix)*. Die Fragmente der griechischen Historiker. Dritter Teil : Geschichte von Städten und Völkern (Horo-graphie und Ethnographie), 107.
- Jakubovskaja (S. I.)*. La liquidation de l'inégalité de fait des nations (exemples des peuples de l'Asie centrale et du Kazakhstan) (en russe), 242.
- Jansen (Marius B.)*. The Japanese and Sun-Yat-Sen, 327.
- Jappe Alberts (W.) et Ketner (F.)*. Nederrijnse studien, xiii-xv^e eeuw, 294.
- John (Evan)*. Atlantic Impact, 1861, 156.
- Jones (Rev. Sp.)*. L'Eglise d'Angleterre et le Saint-Siège. Propos sur la réunion, 92.
- Kazemsadeh (Firus)*. The Struggle for Transcaucasia (1917-1921), 238.
- Kesselring (Albert)*. Soldat bis zum letzten Tag, 253.
- Ketner (F.)*. Voir *Jappe Alberts (W.)*.
- Kieburg (Gilbert)*. Die Deutsche Frage in der öffentlichen Meinung Frankreichs von 1911-1914, 277.
- Kirby (E. Stuart)*. Introduction to the Economic History of China, 157.
- Klass (Gert von)*. Krupps. The story of an industrial empire, 264.
- Kohn (Hans)*. Re-thinking recent german History, 246.
- Kolars (W.)*. Russia and her colonies (trad. fr. : La Russie et ses colonies), 230.
- The Peoples of the Soviet Far East (trad. fr. : Les colonies russes d'Extrême-Orient), 244.
- Korbel (Josef)*. Danger in Kashmir, 150.
- Kroman (Erik)*. Voir *Danmarks Gamle Købstadslovgivning*.
- Kruck (Alfred)*. Geschichte des Alkdeutschen Verbandes, 1890-1939, 261.
- Lacour (René)*. La révolution de 1848 dans le Beaujolais et la campagne lyonnaise, 143.
- Lambert-Dansette (Jean)*. Origines et évolution d'une bourgeoisie. Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914), 300.

- Lankes (Frank James)*. The Ebenezer Community of True Inspiration, 72.
- Lefebvre (Georges)*. Questions agraires au temps de la Terreur, 122.
- Lefèvre (Joseph)*. Voir Correspondance de Philippe II.
- Levenson (Joseph R.)*. Liang Ch'i Ch'ao and the mind of modern China, 327.
- Leverkuehn (Paul)*. German military intelligence, 271.
- L'Huillier (Fernand)*. La crise franco-allemande de 1859-1860. Étude historique, 144.
- Limousin-Lamoignon (R.)*. Monseigneur de Quelen, archevêque de Paris, son rôle dans l'Eglise de France de 1815 à 1939. T. I : La Restauration, 316.
- Lockwood (William W.)*. The economic development of Japan, growth and structural change, 329.
- Loorius (O.)*. The Renaissance of the Estonian Nation, 237.
- Lucas-Dubreton (J.)*. Le monde enchanté de la Renaissance, Jérôme Cardan l'hal-luciné, 339.
- Lumby (E. W. R.)*. Voir Bonner-Smith (D.).
- Mc Connell (Grant)*. The Decline of Agrarian Democracy, 156.
- Maitron (Jean)*. Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914), 146.
- Mandich (Giulio)*. Le pacte de Ricorsa et le marché italien des changes au XVII^e siècle, 117.
- Mannock (Raymond)*. La presse de la III^e République, 146.
- Manuscrits à peinture du XIII^e au XVI^e siècle, inventaire de l'exposition de 1954, 177.
- Mao-Tse-Toung*. Œuvres choisies, t. I et II, 158.
- Mastellone (Salvo)*. Victor Cousin e il Risorgimento italiano, 344.
- Mottingly (Garrett)*. Renaissance diplomacy, 300.
- Millar (George)*. Orellana discovers the Amazon, 138.
- Moore (John Preston)*. The Cabildo in Peru under the Hapsburgs. A study in the Origins and Powers of the town Council in the Vice-Royalty of Peru, 1530-1700, 301.
- Moore (R. D.)*. Methodism in the Channel Islands, 95.
- Morelli (Emilia)*. Tre profili, Benedetto XIV, P. S. Mancini, P. Roselli, 342.
- Morison (Samuel Eliot)*. Sicily-Salerno-Anzio, 336.
- Movimento operaio, Nov.-Déc. 1954 et Janv.-Fév. 1955, 348 et 350.
- Munilla (Ladislao Gil)*. Descubrimiento del Marañon, 138.
- Murasoff (Paul)*. Voir Allen (W. E. D.).
- Naana (G. I.)*. Voir Istorija Estonkoj.
- Needham (Joseph)*. Science and Civilization in China, vol. I : Introductory Orientations, 105.
- Nef (John U.)*. La guerre et le progrès humain, 125.
- Nobili (Mario)*. Voir Ricasoli (Bettino).
- Non mollare (1925), 349.
- O'Connor (Sr M. C.)*. The Historical Thought of François Guizot, 142.
- Panikkar (K. M.)*. A Survey of Indian History, 2^e édition, 150.
- Papen (Franz von)*. Mémoires, 271.
- Park (Julian)*. Voir Culture of France in our time.
- Pérez (H.)*. La poésie andalouse en arabe classique au XI^e siècle, ses aspects généraux, ses principaux thèmes et sa valeur documentaire, 2^e éd., 155.
- Peri (Illuminato)*. Da Totila ad Antari, 286.
- Le associazioni nell'Italia langobarda, 286.
- Città e campagna in Sicilia. Dominazione normanna, t. II, 286.
- Perleberg (Max)*. Who's who in modern China, 159.
- Perrochon (Henri)*. Évasions dans le passé romand, 98.
- Pipes (Richard)*. The Formation of the Soviet Union, 237.
- Pogue (F. C.)*. Voir United States Army.
- Pohlens (Max)*. Griechische Freiheit : Wesen und Werden eines Lebensideals, 280.
- Polo (Marco)*. La description du monde (présenté par Louis Hambis), 157.
- Powell (Ralph L.)*. The rise of Chinese Military power, 1895-1912, 327.
- Powell-Price (J. C.)*. A History of India, 150.
- Pressly (Thomas J.)*. Americans interpret their Civil war, 127.
- Prims (Fl.)*. Register der Commissie tot onderhoud van de Religionsvrede te Antwerpen (1579-1581), 153.
- Quazza (Guido)*. L'esperienza giobertina nel '48 e il Rinnovamento, 342.
- Questions d'histoire algérienne (complément des Actes du Congrès des Sociétés savantes de 1954), 144.
- Rambaud (Mireille)*. Les sources de l'histoire de l'art aux Archives nationales, 140.
- Rauch (Georg von)*. Russland. Staatliche Einheit und Nationale Vielfalt, 233.
- Renouvin (Pierre)*. Le XIX^e siècle. II : De 1871 à 1914. L'apogée de l'Europe, 332.
- Reshetar (J. S.)*. The Ukrainian Revolution, 1917-1920. A study in Nationalism, 232.
- Ribbentrop (J. von)*. De Londres à Moscou. Mémoires, 274.
- Ricasoli (Bettino)*. Carteggi, t. VII, éd. par Mario Nobili et Sergio Camerani, 346.
- Riho (Charles)*. La Commune de Paris. Sa structure et ses doctrines, 1871, 123.
- Ritter (Gerhard)*. Goerdeler, 269.

- Ritter (Gerhard). Staatskunst und Kriegshandwerk. Das Problem des « Militarismus » in Deutschland. T. I : Die alt-preussische Tradition (1740-1890), 248.
- Rössler (Hellmuth). Voir *Sachwörterbuch*.
- Rowse (A. J.). The expansion of Elizabethan England, 297.
- Sachwörterbuch zur deutschen Geschichte, par Hellmuth Rössler, Günther Franz et Willy Hoppe, 135.
- Saggi sulla vita democratica italiana, 350.
- Salomies (Marti). Die Pläne Kaiser Karls V. für eine Reichsreform mit Hilfe eines allgemeinen Bundes, 133.
- Salvatorelli (Luigi). Sommario della storia d'Italia dei tempi preistorici ai nostri giorni, 7^e éd., 341.
- Schaefer (Claude). La sculpture en ronde bosse au XIV^e siècle dans le duché de Bourgogne, 116.
- Schib (Karl) et Gnade (Rudolf). Johann Conrad Fischer, 1773-1851, 307.
- Schillings (A.). Matricule de l'Université de Louvain. Introduction, bibliographie et tables du t. II, 153.
- Schnabel (F.). Deutsche Geschichte im XIX Jahrhundert ; t. IV : Die religiösen Kräfte, 74.
- Schnur (Roman). Der Rheinbund von 1658 in der deutschen Verfassungsgeschichte, 304.
- Scholl (Inge). La rose blanche, 269.
- Schorske (Carl E.). German social democracy 1905-1917. The development of the great schism, 255.
- Schwabe (Arveda). Histoire du peuple letton, 236.
- Schwartz (Benjamin). Voir Brandt (C.).
- Severing (Carl). Mein Lebensweg. I et II, 259.
- Shōji (Kichinosuke). Meiji ishin-no Keizai Kōzō (Structures économiques de la Restauration de Meiji), 64.
- Sieburg (H. O.). Deutschland und Frankreich in der Geschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts, 276.
- Siegfried (André). Tableau des États-Unis, 130.
- Simon (A.). Catholicisme et politique. Documents inédits (1832-1909), 153.
- Simon (Walter M.). The failure of the Prussian Reform Movement, 1807-1817, 251.
- Sokol (Edward Dennis). The Revolt of 1916 in Russian Central Asia, 240.
- Siefani (Giuseppe). Cavour e la Venezia Giulia. Contributo alla storia del problema adriatico durante il Risorgimento, 344.
- Tagebuch aus Pommern 1945-1946 (Ein), 278.
- Ténchidès (Georges). La notion juridique d'indépendance et la tradition hellénique. Autonomie et fédéralisme aux V^e et IV^e siècles av. J.-C., 279.
- Thiel (Erich). Sowjet Fernost, 243.
- Tōyama (Shigeki). Meiji Ishin (la Restauration de Meiji), 64.
- Toynbee (J.) and Ward Perkins (J.). The Shrine of St. Peter and the Vatican Excavations, 284.
- Treue (Dr. Wolfgang). Deutsche Parteiprogramme 1861-1954, 265.
- Twyman (Robert W.). History of Marshall Field et Co, 1852-1906, 321.
- Tyler (Royall). Voir Calendar of letters.
- United States Army in World War II. The European theater of operations : The Supreme Command, par F. C. Pogue, 334.
- Van Riel (H.). Engelse Parlementsverkiezingen in het laatste deel van de 18^{de} eeuw 149.
- Vasella (O.). Österreich und die Bündnispolitik der katholischen Orte, 1527-1529, 151.
- Ventura (Angelo). Lineamenti costituzionali del governo provvisorio di Venezia nel 1848-1849, 342.
- Verbruggen (J. F.). De Krijgskunst in West-Europa in de Middeleeuwen, 292.
- Ver Steeg (Clarence L.). Robert Morris, Revolutionary Financier, 305.
- Vertreibung der Deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder-Neisse (Die), 278.
- Violante (Cinzio). La società milanese nell'età precomunale, 288.
- Vives (Vicens). El Índice Histórico Español, 154.
- Vogel (Walter). Bismarcks Arbeiter Versicherung. Ihre Entstehung im Kräftespiel der Zeit, 255.
- Ward Perkins (J.). Voir Toynbee (J.).
- Watt (Hugh). Thomas Chalmers and the Disruption, 93.
- Westermann (W. L.). The Slave Systems of Greek and Roman Antiquity, 281.
- Whiting (Allen S.). Soviet policies in China, 1917-1924, 158.
- Williams (J. Paul). What Americans Believe and How they Worship, 69.
- Windell (George G.). The Catholics and German unity, 1866-1871, 254.
- Wittam (Reinhard). Baltische Geschichte 1180-1918. Die Ostseelände, Livland Estland, Kurland, 235.
- Wolff (W. H.). Histoire de Belgique en timbres-poste, 154.
- Zaghi (Carlo). Il Direttorio e il problema dell'Italia, 340.
- Zur Grenzfrage Schleswig. Vier Historisch-politische Vorträge, 135.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME CCXVI

ARTICLES DE FOND

	Pages
RICARD (Robert). La dualité de la civilisation hispanique et l'histoire religieuse du Portugal.	1
MIYAMOTO (Mataji). La décadence des Kabu-Nakama (corporations de marchands) du temps des Tokugawa et la Révolution de Meiji.	189

MÉLANGES

CHAMOUX (François). Le roi Magas.	18
DOLLINGER (Ph.). Le chiffre de population de Paris au xiv ^e siècle. 210.000 ou 80.000 habitants?	35
VERGUIN (J.). La politique de la Compagnie des Indes dans la traite des Noirs à l'île Bourbon (1662-1762).	45
TAKAHASHI (H. Kôhachirô). État actuel et tendances générales des études historiques au Japon depuis la guerre.	59
CHAUNU (Pierre). Pour une histoire économique de l'Amérique espagnole coloniale	209
MENLAT (Odette). En marge de l'expédition du Tonkin. Les émeutes de Ouen-Tchéou et de Hong-Kong (septembre-octobre 1884).	219
PORTAL (Roger). La formation de l'Union soviétique et le problème national (à propos de livres et articles récents).	230

BULLETINS HISTORIQUES

Histoire du protestantisme (1939-1952) (4 ^e partie), par E. G. Léonard. . .	67
L'Allemagne entre l'Est et l'Ouest, par Henri Brunschwig	246

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Algemene Geschiedenis der Nederlanden. Deel VII (J. Godard).	119
ATMARD (André) et AUBOYER (Jeannine). Rome et son Empire (Histoire générale des civilisations, t. II) (Julien Guey).	108
BOARDMAN (Eugène P.). Christian influence upon the ideology of the Taiping rebellion (J. Chesneaux).	326
BONNER-SMITH (D.) et LUMBY (E. W. R.). The second China war, 1856-1860 (Id.).	324
BRUGUERA (F. G.). Histoire contemporaine d'Espagne, 1789-1950 (P. Vilar). .	314
BUSHNELL (David). The Santander Regime in Gran Columbia (P. Chaunu). .	310
Danmarks Gamle købstadslovgivning, éd. par E. KRONAN (P. Jeannin). . . .	289
DUSSAUD (René). La pénétration des Arabes en Syrie avant l'Islam (Claude Cahen).	285
FAIRBANK (John King). Trade and diplomacy on the China coast, the opening of the treaty ports, 1842-1854 (J. Chesneaux).	324

FERRARA (Orestes). Le xvi ^e siècle vu par les ambassadeurs vénitiens (J. Delumeau)	295
GERRARDT (Martin). Friedrich von Bodelschwingh (H. Brunshwig)	320
GIUNTA (Francesco). Aragonese e Catalani nel Mediterraneo (M. Defourneaux)	290
GOETZ (Helmut). Marc-Antoine Jullien de Paris, 1775-1848. Der geistige Werdegang eines Revolutionärs. Ein Beitrag zur Geschichte der Vorläufer internationaler Organisationen des 20. Jahrhunderts (Georges Bourgin)	319
HALE (J. R.). England and the Italian Renaissance (J. Delumeau)	296
HALE BELLOT (H.). American History and American Historians (M. Giraud)	129
HANKE (Lewis). La villa Imperial de Potosi. Un capitulo inedito en la historia del Nuevo Mundo (Pierre Chaunu)	301
ISNARD (H.). La vigne en Algérie, t. II (A. Meynier)	331
JACOBY (Felix). Die Fragmente der griechischen Historiker. Dritter Teil : Geschichte von Städten und Völkern (Hörographie und Ethnographie) (Paul Cloché)	107
JANSEN (Marius B.). The Japanese and Sun Yat-sen (J. Chesneaux)	327
JAPPE ALBERTS (W.) et KETNER (F.). Nederrijnse studiën, XIII ^e -XV ^e eeuw (J. Godard)	292
LANBERT-DANSETTE (Jean). Origines et évolution d'une bourgeoisie. Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914) (R. Schnerb)	308
LEFEBVRE (Georges). Questions agraires au temps de la Terreur (Jacques Godechot)	122
LEVENSON (Joseph R.). Liang Ch'f Ch'ao and the mind of modern China (J. Chesneaux)	327
LIMOUZIN-LAMOTHE (R.). Monseigneur de Quelen, archevêque de Paris, son rôle dans l'Eglise de France de 1815 à 1839. T. I : La Restauration (Jean Vidalène)	316
LOCKWOOD (William W.). The economic development of Japan, growth and structural change (J. Chesneaux)	329
MANDICH (Giulio). Le pacte de Ricorsa et le marché italien des changes au xvii ^e siècle (J. Delumeau)	117
MATTINGLY (Garrett). Renaissance diplomacy (Id.)	300
MOORE (John Preston). The Cabildo in Peru under the Hapsburgs. A study in the Origins and Powers of the town Council in the Vice-Royalty of Peru, 1530-1700 (Pierre Chaunu)	301
MORISON (Samuel Eliot). Sicily-Salerno-Anzio (R. Villate)	336
NEEDHAM (Joseph). Science and Civilisation in China. Vol. I : Introductory Orientations (E. Gaspardone)	105
NEF (John U.). La guerre et le progrès humain (J. Delumeau)	125
PERI (Illuminato). Da Totila ad Antari (E.-G. Léonard)	286
Id. Le associazioni nell'Italia langobarda (Id.)	286
Id. Città e campagna in Sicilia. Dominazione normanna, t. II (Id.)	286
POHLENZ (Max). Griechische Freiheit : Wesen und Werden eines Lebensideals (Paul Cloché)	280
POWELL (Ralph L.). The rise of Chinese Military power, 1895-1912 (J. Chesneaux)	327
PRESSLY (Thomas J.). Americans interpret their Civil war (M. Giraud)	127
RENOUVIN (Pierre). Le xix ^e siècle. II : De 1871 à 1914. L'apogée de l'Europe (Louis Girard)	332
RHS (Charles). La Commune de Paris. Sa structure et ses doctrines, 1871 (Georges Bourgin)	123
ROWSE (A. J.). The expansion of Elizabethan England (R. Chauvire)	297

SCHAEFER (Claude). La sculpture en ronde bosse au XIV ^e siècle dans le duché de Bourgogne (Georges Gaillard).	116
SCHIE (Karl) et GNADE (Rudolf). Johann Conrad Fischer, 1773-1854 (Robert Schnerb).	307
SCHUR (Roman). Der Rheinbund von 1658 in der deutschen Verfassungsgeschichte (Georges Livet).	304
SIEGFRIED (André). Tableau des États-Unis (M. Giraud).	130
TÉNÉKIDÈS (Georges). La notion juridique d'indépendance et la tradition hellénique. Autonomie et fédéralisme aux V ^e et IV ^e siècles av. J.-C. (Paul Cloché).	279
TOYNBEE (Jocelyn) and WARD PERKINS (John). The Shrine of St. Peter and the Vatican Excavations (Paul Lemerle).	282
TWYMAN (Robert W.). History of Marshall Field & Co, 1852-1906 (Robert Schnerb).	321
United States Army in World War II. — The European Theater of Operations : The Supreme Command, par F. C. POCUE (R. Villate).	334
VERBRUGGEN (J. F.). De Krijgskunst in West-Europa in de Middeleeuwen (J. Godard).	292
VER STEEG (Clarence L.). Robert Morris, Revolutionary Financier (Robert Schnerb).	305
VIOLANTE (Ginzio). La società milanese nell'età precomunale (E.-G. Léonard).	289
WESTERMANN (William L.). The Slave Systems of Greek and Roman Antiquity (Paul Cloché).	281
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. — Allemagne, 132, 339; Amérique latine, 136; France, 140; Grande-Bretagne, 147; Inde, 150; Italie, 339; Suisse, 151; Belgique, 151; Espagne, 154; États-Unis, 155; Extrême-Orient, 157.	

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

Généralités et instruments de travail, 162, 351.
Orient ancien et Antiquité classique, 163, 353.
Moyen Age, 165, 354.
XVI ^e siècle et Ancien Régime, 167, 356.
Révolution française et XIX ^e siècle, 169, 358.
Depuis 1914, 171, 361.
Histoire religieuse, 173, 362.
CHRONIQUE. — Nécrologie : WOJCIECHOWSKI (Zygmunt), par Ambroise Jobert, 175.
— France, 176, 364; Archives, 367; États-Unis, 186, 368; Allemagne, 187; Belgique, 187, 368; Italie, 187; U. R. S. S., 188.
Diplômes d'Études supérieures soutenus devant les Facultés des lettres en 1955, 179.
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 370.
TABLE DES MATIÈRES, 374.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

